# Manifeste conspirationniste

SEUIL

# MANIFESTE CONSPIRATIONNISTE

Éditions du Seuil
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX$^{e}$

ISBN 978-2-02-149567-6



www.seuil.com

*Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.*

*I'll play it first and tell you what it is later.*
Miles Davis

# Table des matières

*Nous sommes conspirationnistes, comme tous les gens sensés désormais. Depuis deux ans que l'on nous balade et que nous nous renseignons, nous avons tout le recul nécessaire pour départager « le vrai du faux ». Les ridicules autoattestations que l'on a prétendu nous faire remplir avaient bel et bien pour but de nous faire consentir à notre propre enfermement et de faire de nous nos propres geôliers. Leurs concepteurs s'en félicitent à présent. La mise en scène d'une meurtrière pandémie mondiale, « pire que la grippe espagnole de 1918 », était bien une mise en scène. Les documents l'attestant ont fuité depuis lors ; on le verra plus loin. Toutes les terrifiantes modélisations étaient fausses. Le chantage à l'hôpital-qui-craque, lui aussi, n'était qu'un chantage. Le spectacle concomitant des cliniques privées à peu près désœuvrées, et surtout bien éloignées de toute réquisition, suffisait à en attester. Mais la persistance, depuis lors, dans la mise en pièces des hôpitaux et de leurs personnels en fournit la preuve définitive. L'acharnement furieux à balayer tout traitement qui n'impliquerait pas d'expérimenter des biotechnologies sur des populations entières, réduites à l'état de cobaye, avait quelque chose de suspect. Une campagne de vaccination organisée par le cabinet McKinsey et un « pass sanitaire » plus loin, la brutalisation du débat public prend tout son sens. C'est sans doute la première épidémie mortelle dont il faut convaincre les gens qu'elle existe. Le monstre qui s'avance sur nous depuis deux ans n'est pas, pour l'heure, un virus couronné d'une protéine, mais une accélération technologique dotée d'une puissance d'arrachement*

*calculée. Nous sommes chaque jour témoins de la tentative de réaliser le projet transhumaniste dément de convergence des technologies NBIC (Nano-Bio-Info-Cognitives). Cette utopie de refonte complète du monde, ce rêve de pilotage optimal des processus sociaux, physiques et mentaux ne prend même plus la peine de se cacher. On n'aura eu aucun scrupule à imposer comme remède à un virus issu d'expérimentations de gain de fonction dans le cadre d'un programme de « biodéfense » une autre expérimentation biotechnologique menée par un laboratoire dont le directeur médical se flatte de « hacker le logiciel de la vie ». « Toujours plus de la même chose » semble le dernier principe, aveugle, d'un monde qui n'en a plus aucun. Récemment, un de ces journalistes au garde-à-vous qui peuplent les rédactions parisiennes interrogeait un scientifique un peu honnête au sujet de l'origine du SARS-CoV-2. Celui-ci devait bien admettre que la grotesque fable du pangolin marquait de plus en plus le pas face à l'hypothèse des tripatouillages d'un certain laboratoire P4. Et le journaliste de lui demander si « cela ne risque pas d'apporter de l'eau au moulin des conspirationnistes ». Le problème avec la vérité, désormais, est qu'elle donne raison aux conspirationnistes. Nous en sommes là. Il était grand temps de lancer une commission d'experts pour en finir avec cette hérésie. Et de restaurer la censure.*

*Quand toute raison déserte l'espace public, quand la surdité s'accroît, quand la propagande durcit sa férule afin de forcer la communion générale, il faut prendre du champ. C'est ce que fait le conspirationniste. Partir de ses intuitions et se lancer dans la recherche. Tenter de comprendre comment nous en sommes arrivés là, et comment sortir de cette petite ornière aux dimensions d'une civilisation. Trouver des complices et se confronter. Ne pas se résigner à la tautologie de l'existant. Ne pas craindre ou espérer, mais chercher sereinement de nouvelles armes. La fulmination de tous les pouvoirs contre les conspirationnistes prouve assez combien le réel leur résiste. L'invention de la propagande par le Saint-Siège (la* Congregatio de

propaganda fide *ou Congrégation pour la propagation de la foi) en 1622 n'a pas fait les affaires de la Contre-Réforme, à long terme. Le discrédit des glapisseurs finit par absorber leurs glapissements. La conception de la vie qu'ont les ingénieurs de cette société est d'évidence si plate, si lacunaire, si erronée qu'ils ne peuvent qu'échouer. Ils ne réussiront qu'à dévaster le monde un peu plus. C'est pourquoi il est de notre intérêt vital de les chasser sans attendre qu'ils échouent.*

*Nous avons donc fait comme n'importe quel autre conspirationniste : nous nous sommes lancés dans la recherche. Voilà ce que nous en rapportons. Si nous osons le publier, c'est que nous croyons être parvenus à plusieurs conclusions à même d'éclairer l'époque d'une lumière crue et véridique. Nous nous sommes plongés dans le passé pour élucider le nouveau, quand toute l'actualité tendait à nous enfermer dans le labyrinthe de son éternel présent. Il fallait bien raconter l'envers de l'histoire contemporaine. Au départ, il s'agissait de ne pas nous en laisser imposer par la puissance de feu et d'affolement de la propagande régnante. Se faire au nouveau régime des choses constitue alors le principal danger, qui contient celui d'en devenir le perroquet. Redouter l'épithète de « conspirationniste » en fait partie. Le débat n'est pas entre conspirationnisme et anticonspirationnisme, mais* à l'intérieur *du conspirationnisme. Notre désaccord avec les défenseurs de l'ordre existant ne porte pas sur l'interprétation du monde, mais sur le monde lui-même. Nous ne voulons pas du monde qu'ils sont en train d'échafauder – ils peuvent bien garder leurs échafauds pour eux, d'ailleurs. Ce n'est pas une question d'opinion ; c'est une question d'incompatibilité. Nous n'écrivons pas pour convaincre. Il est bien trop tard pour cela. Nous écrivons pour armer notre camp dans une guerre qui se livre à même les corps avec les âmes pour point de mire – une guerre qui n'oppose certes pas un virus et l'« humanité » ainsi que le veut la dramaturgie spectaculaire. Nous avons donc tâché de rendre la vérité « maniable comme une arme », selon le*

*conseil de Brecht. Nous nous sommes épargné le style démonstratif, les notes de bas de page, le lent cheminement de l'hypothèse à la conclusion. Nous nous en sommes tenus aux pièces et aux munitions. Le conspirationnisme conséquent, qui ne sert pas d'ornement à l'impuissance, conclut à la nécessité de conspirer, car ce qui nous fait face semble bien décidé à nous écraser. À aucun moment, nous ne nous permettrons de nous prononcer sur l'usage que chacun peut, dans pareille époque, faire de sa liberté. Nous nous en tiendrons à plastiquer les entraves mentales les plus encombrantes. Nous ne prétendons pas qu'il suffise d'un livre pour s'arracher à l'impuissance, mais nous nous souvenons aussi que quelques bons livres trouvés sur notre route nous ont épargné bien des servitudes. Les deux dernières années ont été éprouvantes. Elles l'ont été pour tous les gens sensibles, et sensibles à la logique. Tout a semblé fait pour nous rendre fous. Il a tenu à quelques solides amitiés que nous puissions partager ce que nous éprouvions et ce que nous pensions – notre sidération et notre révolte. Nous avons enduré ces dernières années ensemble, semaine après semaine. La recherche s'en est suivie logiquement. Ce livre est anonyme car il n'appartient à personne ; il appartient au mouvement de dissociation sociale en cours. Il accompagne ce qui adviendra – dans six mois, dans un an ou dans dix. Il eût été suspect, en plus d'être imprudent, qu'il s'autorise d'un nom ou de plusieurs. Ou qu'il serve quelque gloire que ce soit.* « La différence entre une pensée vraie et un mensonge consiste dans le fait que le mensonge requiert logiquement un penseur et non la pensée vraie. Il n'y a besoin de personne pour concevoir la pensée vraie. […] Les seules pensées auxquelles un penseur est absolument nécessaire sont les mensonges. » (Wilfred R. Bion, *L'Attention et l'Interprétation*, 1970)

# La « guerre au virus » est une guerre qui *nous* est menée

1. Le coup du monde. 2. La conjuration des amputés. 3. Clartés de la terreur.

# 1.

Ce fut un coup du monde.

Une offensive de tous les diables, sans limites, foudroyante, latérale.

Une frappe de drone sur la situation mondiale, sous le soleil de midi, alors que le bon peuple des Terriens s'apprêtait à passer à table.

La déclaration sans semonce d'un nouvel état de choses sous-jacent, boiteux, mais prêt à entrer en scène.

La moitié de la population mondiale confinée – une suspension instantanée de toutes les habitudes, de toutes les certitudes, de toute la vie.

Puis un bombardement, un tapis de bombes de chaque instant – psychologiques, sémantiques, informatiques et informationnelles.

Et qui n'a plus cessé.

La communication a toujours été *de guerre*. Elle est née dans ce cadre-là, elle n'a jamais servi qu'à cela, particulièrement en « temps de paix ».

Sa vérité ne réside jamais dans ce qu'elle dit, mais dans les opérations qu'elle mène, et qui sont aussi lisibles qu'un secret au milieu du visage.

Tant pis pour ceux qui n'y voient rien.

Un monde qui proclame, à longueur de séries, de romans, de jeux télévisés, de manuels de savoir-être l'éminence, de la duplicité et les charmes de la tromperie veut qu'on le croie sur parole.

Cela semble grotesque.

Mais le grotesque ne se maintient que par la terreur.

Il ne fut plus, dès lors, question que d'intimider.

Cela non plus n'a pas cessé.

Comme les pervers ne conservent leur empire qu'en poussant plus loin leurs abus, cette offensive ne peut se croire victorieuse qu'à condition d'avancer toujours.

**« Le mal doit se faire tout à la fois, afin que ceux à qui on le fait n'aient pas le temps de le savourer »**, conseillait Machiavel.

En Colombie, la police est allée exécuter des opposants à domicile, directement, au bénéfice du confinement.

En Inde, on asperge les intouchables d'eau de Javel pour les « désinfecter ».

Au Sri Lanka, on interdit aux musulmans d'enterrer leurs morts « à cause du coronavirus ». Et comme il n'est pas question de les incinérer, on leur suggère d'aller les inhumer ailleurs.

En Israël, c'est l'antiterrorisme qui traque les « cas contacts » et le Premier ministre traite les non-vaccinés de « bombes à retardement ».




En Australie, à la mi-août 2021, une médiatique chasse à l'homme est lancée par la police en vue de retrouver un « fugitif du Covid », Anthony Karam, qui n'est pas à l'adresse indiquée pour sa quarantaine. Qui ne se trouve être, non plus, ni tout à fait blanc, ni tout à fait anglo-saxon, ni tout à fait protestant. Finalement, la police débusque l'« ennemi de la santé

publique numéro 1 » – c'est ainsi qu'elle le désigne – dans un hôtel en face de chez lui. On le traîne devant les caméras en combinaison blanche, avant de l'envoyer s'isoler en prison.

En Italie, en réponse aux cortèges contre le *green pass* désormais requis pour travailler, le gouvernement interdit *toutes* les manifestations dans les centres-villes avec la bénédiction des centrales syndicales. Les gens pourront bien faire des *sit-in* en périphérie, masqués et à un mètre les uns des autres.

À Hong Kong, Carrie Lam, la chef de l'exécutif dont la révolte générale avait bien failli avoir la peau en 2019, se venge en organisant des « confinements-embuscades » dans les quartiers populaires – la police boucle le quartier et contrôle tout le monde.

À Singapour, après le robot-chien de Boston Dynamics qui aboyait aux passants en mai 2020 de respecter la « distance sociale », c'est maintenant le robot Xavier qui patrouille les rues à la poursuite des fumeurs, des vendeurs à la sauvette et de ceux qui osent se réunir à plus de cinq, norme sanitaire oblige. La délégation ministérielle française « aux industries de sécurité et à la lutte contre les cybermenaces » s'intéresse particulièrement à cette expérimentation.

En France, fidèles à la tradition locale d'inhumanité administrative, on nous a interdit d'embrasser une dernière fois nos parents mourants avant de les fourrer, sans soin ni cérémonie, dans des sacs à cadavres. Pas d'obsèques. Venez chercher les cendres dans deux semaines.

Au printemps 2020, une vieille amie – une vieille *terroriste* à coup sûr – passait le temps suspendu du confinement avec quelques-unes de ses voisines, se lisant des poèmes de leur goût, de leur *cœur*, depuis leurs fenêtres respectives. Elles ne tardèrent pas à recevoir une lettre de la copropriété leur intimant de cesser ce scandale : prendre du bon temps « pendant que d'autres meurent » !

Ce monde ne se domine plus lorsqu'il s'agit de cracher sa rage contre tout ce qui ose encore respirer – les jeunes, les pauvres, les dansants, les insouciants, les irréguliers.

Partout, l’oppression que l’on n’avouait pas comme politique s’affiche désormais comme biopolitique. C’est le règne de la *statistique réalisée*.

Partout, les gouvernants rêvent de Chine.

Il n’y a qu’eux pour en rêver.

Toute cette terreur n’est pas sérieuse.

C’est celle d’un monde fini, mais qui ne *veut pas* finir. Qui n’est que cette volonté vide de durer. Qui est à la merci d’un éclat de rire trop contagieux.

Un monde dont chaque jour expose la faillite, entre deux publicités pour l’entreprise du futur et les voyages interstellaires.

La terreur qu’il déploie est celle qu’il ressent.

Des gens *qui tremblent* ont manifestement décidé de frapper un grand coup. Un grand coup pour restaurer leur autorité perdue et leurs marges déclinantes.

Mais rien ne peut durablement restaurer l’autorité des médias et des gouvernements, de la politique et de la culture, de la science et de l’industrie – du capital sous toutes ses formes : toute autorité brûle et rebrûle chaque été dans les brasiers planétaires. Elle se noie et se renoie désormais dans chaque inondation sans précédent et chaque mousson à contretemps. Elle s’ensevelit jour après jour sous le torrent de mensonges qu’elle doit proférer à flux tendu, pour se survivre encore.

La technologie n’offrira aucun remède aux dégâts de la technologie.

Ce monde ne parviendra pas à enjamber son propre cadavre.

Son grand coup est *désespéré*.

Qu’il n’ait rencontré presque aucune résistance prouve assez combien *plus rien ne tient*.

## 2.

Bien sûr, il y a un prestige de la terreur.

Il y a une *aura* du pouvoir, qui hypnotise.

Le premier freluquet venu, à peine sorti de la commission Attali qu'on l'a mis président, passe pour un sphinx, et son inconsistance pour de la *maestria*. Staline lui-même, faisant la couverture du *Times* en 1939, n'est plus l'enfant battu à mort, aux pieds palmés, au bras difforme *qu'il demeure pourtant*. Dans le camp d'en face, Allen Dulles, l'homme des services secrets américains sous huit présidents, le directeur de la CIA dont Kennedy eut la tête et qui en retour eut la tête de Kennedy, n'est soudainement plus le pied-bot qu'il fut gamin lorsqu'il court les femmes. Cela vaut pour le moindre « chef », de chantier ou de cabinet. La hiérarchie sociale est celle de la mystification. Elle est aussi, conséquemment, celle de l'amputation sensible. Pour que la mystification soit reine, il faut que l'aveuglement soit roi. Pas une seconde de ce monde ne serait possible, si l'on pouvait y exister et voir ce que Kafka y voyait. « **Nous vivons tous comme si nous étions des despotes. Cela fait de nous des mendiants.** […] **L'angoisse de la mort est seulement le résultat d'une vie qui n'est pas accomplie. C'est l'expression d'une trahison.** […] Ces grandes rencontres politiques sont au niveau du Café du Commerce. Les gens y parlent beaucoup et très haut, et ce pour en dire le moins possible. C'est un mutisme assourdissant. La seule chose là-dedans qui soit vraie et intéressante, ce sont les affaires conclues en coulisse, dont personne ne souffle mot. » (Gustav Janouch, *Conversations avec Kafka*, 1968) Depuis lors, un siècle de ravages a suffisamment illustré combien, en toutes choses et à peu près seul, Kafka voyait juste. Il est de toute première instance que chacun tienne bien barricadé l'accès *à ce qu'il éprouve néanmoins*. Et l'on sera bien inspiré de s'épauler les uns les autres dans cette louable propension – ce qui n'interdit nullement de piloter son

existence en fonction des rumeurs qui s'échappent du sous-sol condamné. Après tout, l'amputation n'a jamais empêché les sensations venues d'un membre fantôme. L'ordre social qui règne est plus que jamais cette conjuration d'amputés – une conjuration objective, structurelle, spontanée, universelle. Un *militantisme* de l'amputation court même visiblement du plus obscur des *data scientists* à Elon Musk. Comme s'il leur fallait absolument répandre leur mal. Un mal qui vient de loin et dont on pouvait déjà sentir le souffle mauvais quand, en 1933, l'Exposition universelle de Chicago intitulée *Un siècle de progrès* adoptait pour slogan : **« La science découvre, l'industrie applique, l'homme se conforme. »** L'impulsion rageuse de piétiner toute sensibilité semble former le moteur secret de l'accélération technologique en cours. Rapacité financière et désir d'asservissement en procèdent également. Il suffit d'écouter parler Lin Junyue, le théoricien chinois du système de crédit social Sésame, lorsqu'il explique que « si vous aviez eu le système de crédit social, vous n'auriez jamais eu les Gilets jaunes ». Il suffit d'écouter Mark Zuckerberg, ou Yuval Harari, ou Bill Gates. Au travers d'eux, c'est l'impératif social de difformité que la claque médiatique célèbre. On les dit géniaux, visionnaires, audacieux, mais surtout *intelligents*. Leur réussite en atteste. Mais non : ils ne sont que *malins*. Au fond, toute leur réussite aura consisté à faire passer leur malignité pour de l'intelligence. C'est trop leur accorder que de les peindre en nouveaux Satan, sauf à reconnaître que ce qui caractérise le Diable n'est rien de fascinant : une banale disgrâce, une simple privation d'être. Ce qui leur donne des airs d'extraterrestres ne provient pas d'une supériorité, mais d'un défaut intime. S'il leur faut à toute force « augmenter l'humain », c'est qu'ils ne le connaissent qu'amputé, et pour rendre cette amputation *définitive*. S'ils s'activent tant, c'est qu'ils croient leur manque ainsi insoupçonnable, et afin de le *retourner en pouvoir*. Le vide qu'ils ont au cœur les rend insatiables. Rien ne parvient à leur procurer la sensation d'être vraiment en vie. D'où leur obsession de régir celle des autres. Ce sont des *insecure over-achievers*, des surperformants qui ne savent pas où ils

habitent – et l'un du fait de l'autre. Ils le concèdent d'ailleurs volontiers, en privé. En cela, leur malignité s'est développée à la mesure de leur manque. Toute leur obsession autour du cerveau, de la cognition et des neurones n'y peut rien : l'intelligence a son siège dans le cœur – cela s'est toujours su. L'intelligence passe par le cerveau, comme elle passe par le ventre, mais sa demeure est le cœur. Car le cœur est le siège de la participation au monde, de la disposition à être affecté par lui et à l'affecter en retour.

Leur rage *de détruire le monde* sous prétexte de le reconstruire de pied en cap provient de là : de l'amputation qu'ils ont au cœur.

Il ne leur suffit pas de s'être accaparé toute richesse, il faut encore que l'insouciance de ceux qu'ils ont dépossédés les révulse.

Leur ressentiment envers les pauvres est infini.

Que les pauvres osent encore vivre, se retrouver voire festoyer suffit à leur gâcher la possession du monde.

Ce n'est pas assez qu'ils se soient entourés de services de sécurité personnels : ils paniquent encore intérieurement d'un effondrement toujours possible – comment vont-ils, alors, se garder de leurs gardiens ?

Leurs rêves ne sont qu'une longue enfilade de *worst-case scenarios*.

Ils vivent dans la terreur de leurs propres forfaits.

*Jamais ils ne nous pardonneront ce qu'ils nous ont fait.*

En guise d'exorcisme, ils multiplient les projets *data for good*, les sommets *tech for good*. Ils veulent croire qu'ils sont là « pour le bien » et « pour de bon », ces misérables.

Si c'était le cas, ils n'auraient aucun besoin de l'afficher ainsi – cela *se saurait*.

À ce point, il serait saugrenu de se demander s'ils conspirent, les 1 % qui détiennent 48 % de la richesse mondiale, qui fréquentent partout le même type d'écoles, de lieux et de gens, qui lisent les mêmes journaux, succombent aux mêmes modes, baignent dans les mêmes discours et dans le même sentiment de leur supériorité héréditaire.

Évidemment qu'ils respirent le même air.

*Évidemment qu'ils conspirent*.

Ils n'ont même pas besoin de comploter pour cela.

**« En toute franchise, nous estimons qu'il ne peut rien exister de plus dangereux qu'une société dans laquelle les psychopathes prédominent, définissent les valeurs, contrôlent les moyens de communication. […] Ils vont refaire de nous des *patients*. »** (Philip K. Dick, *Les Clans de la lune Alphane*, 1964)

## 3.

Les ressorts du présent, au fond, sont enfantins.

Pour les posséder tout à fait, il suffit de ne pas oublier *ce que nous savons déjà*. De ne pas attendre que des aveux des gouvernants viennent *autoriser* nos perceptions.

Tout besoin de preuve est infini. Il est voué à l'inassouvissement. La preuve de la preuve fait toujours défaut, et ainsi de suite. C'est un rapport au monde *qui fuit*, non une requête adressée à son endroit.

Cela dit, on le verra, quant à ce monde et ses « arcanes », tout est écrit. Tout est dit. Il suffit de chercher au bon endroit, *et de parvenir à y croire*.

L'effet de choc, l'effet de souffle de l'offensive adverse, l'effet recherché par la terreur est de nous couper de tout ce que nous savons intimement.

De nous faire perdre le fil de toute certitude.

De nous faire perdre pied.

C'est cela le *great reset* véritable.

Dans les années 1950, sous prétexte de comprendre comment les « communistes » pratiquent le « lavage de cerveau » et comment ils parviennent à faire avouer un cardinal hongrois ou retourner des prisonniers américains de la guerre de Corée, la CIA se lance dans un vaste programme pour raffiner ses techniques de torture psychologique. Elle parvient à la conclusion qu'il y a bien mieux que la gégène, et bien mieux que le LSD : il y a le syndrome « DDD » pour *Debility*, *Dependency*, *Dread* (Affaiblissement, Assujettissement, Apeurement). Il suffit d'isoler le sujet humain, de suspendre toutes ses habitudes et de le remplir d'effroi pour lui faire perdre tout contact avec lui-même, pour le dépersonnaliser et le rendre malléable à souhait. C'est le genre de techniques que l'on prête généreusement aux « sectes », ou que l'on pratique dans le « management par la manipulation mentale ».

« Une opinion largement répandue veut que la terreur fasciste n'ait été dans l'histoire moderne qu'un épisode éphémère, à présent heureusement derrière nous. Je ne peux partager cette opinion. **Je crois que la terreur est profondément enracinée dans les tendances mêmes de la civilisation moderne, et plus spécialement dans la structure de l'économie moderne. […] Le système moderne de terreur revient essentiellement à l'atomisation de l'individu.** Nous tremblons devant les tortures infligées aux corps des hommes ; mais nous ne devrions pas être moins horrifiés par la menace sur l'esprit des hommes. La terreur accomplit son travail de déshumanisation par l'intégration totale de la population en collectivités ; elle vise à priver les hommes des moyens psychologiques de communication directe entre eux malgré le – ou plutôt à cause du – formidable appareil de communications auquel ils sont exposés. **L'individu en situation de terreur n'est jamais seul et toujours seul. Il s'engourdit et s'endurcit non seulement vis-à-vis de son voisin, mais vis-à-vis de lui-même** ; la peur lui dérobe son pouvoir de réaction émotionnelle et mentale spontanée. Penser devient un crime stupide ; cela met en danger sa vie. La conséquence inévitable est que la stupidité se répand comme une maladie contagieuse parmi la population terrorisée. **Les êtres humains vivent alors dans un état de stupeur – dans un coma moral. »** (Leo Löwenthal, « L'atomisation de l'homme par la terreur », 1946)




Portugal. « N'ayez pas peur d'avoir peur ». #cascais-reste-à-la-maison

Il paraît que déceler quelque rapport entre cette description et ce que nous vivons serait conspirationniste. Or il n'est jamais bon de refouler une perception parfaitement distincte. La meute des chiens de garde peut bien aboyer, railler, écumer. Non seulement nous savons des choses qu'ils ne *veulent* pas savoir, mais nous n'ignorons pas en outre que « le monde est complexe » – comme se plaisent tant à le rabâcher ceux qui tâchent d'infantiliser leurs interlocuteurs, mais ne font, par cette formule creuse, que s'exempter de toute forme de courage. Le courage, par exemple, d'assumer une position claire vis-à-vis des opérations en cours et du monde qu'elles dessinent. Il n'y a pas qu'une épistémologie des méthodes ; il y a aussi une épistémologie des vertus. Oui, les « relations de pouvoir sont intentionnelles et non subjectives » ; oui, il y a un « caractère implicite des grandes stratégies anonymes, presque muettes, qui coordonnent des tactiques loquaces » ; oui, il s'agit de déceler la « ligne de force générale qui traverse les affrontements locaux, et les relie » ; et non, nous ne nous imaginons pas débusquer un jour l'état-major qui préside à toutes les stratégies adverses.

Mais ces quelques thèses de Michel Foucault ne peuvent servir de *vade-mecum* aux lâchetés sophistiquées. Un monde aussi hostile que celui qui s'annonce ne se fait pas tout seul. On nous a fait, on nous fait plus que jamais *un monde dans le dos*. Le seul fait qu'il y ait *un* monde et non plusieurs – et partout ce même monde, toujours plus désertique, toujours plus frustrant et médiocre, chaque jour plus globalisé et pourtant chaque jour plus étroit – est le fruit d'un effort concerté. Tout un tas de choses s'y passent bien sûr toutes seules, sans la volonté consciente de ceux qui y prennent part, et vont naturellement dans le sens de ceux qui, eux, veulent sciemment nous faire ce monde dans le dos. Et cela est en effet complexe, mais n'enlève rien à leur existence comme à la malignité de leurs opérations. Eric Schmidt, passé de la présidence de Google à celle de la Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle, peut bien s'inquiéter en février 2020 dans le *New York Times* du fait que la Silicon Valley pourrait perdre la « guerre technologique » contre la Chine à cause de l'insuffisante numérisation de la vie aux États-Unis. Mais que l'intelligence artificielle chinoise explose grâce à l'océan de données quotidiennes livrées par la cybernétisation à marche forcée du pays ne reste qu'un argument en faveur d'un projet de puissance bien arrêté. C'est ce projet, et rien d'autre, qui implique de nous obliger à vivre, le plus possible, *on line*. Comme l'observait finement un rapport de mai 2019 de ladite commission : « Les consommateurs passent à l'achat *on line* quand c'est la seule façon d'obtenir ce qu'ils veulent. » D'où l'utilité, par exemple, d'un confinement. Ceux qui ont tout intérêt à nous enfermer dans leur monde et à nous couper toute issue sont, concrètement, nos *ennemis*. C'est-à-dire des gens qui œuvrent contre nous, des gens qui ne nous veulent assurément pas du bien. Voilà l'inconvenante simplicité dont voudraient nous détourner les escamoteurs du « monde complexe » – car elle dévoile l'affreuse simplicité de leur position.

Comme chaque rupture historique, les deux années passées ont produit dans nos vies une sorte de séisme. Elles en ont redessiné le paysage. La

pression *sociale*, accrue à dessein, a fait céder les amitiés de circonstance. Elle a aussi déterminé des dissidences que nous n'aurions pas soupçonnées, et accouché de complicités plus élémentaires, plus profondes, sans apprêts.

Si l'on y réfléchit posément, on conviendra que rien de tout cela n'est si fortuit.

Les distances qui se sont accusées là existaient auparavant.

Untel s'attachait plus que tout à paraître malin, ne pouvait s'empêcher d'admirer la réussite, de se référer au normal, de se vouloir *cool*, de flipper pour son crédit social.

Partout, le gradient de bêtise suit le gradient de nihilisme.

La situation opère comme un révélateur des fissures intérieures des êtres, tout comme ce coronavirus sert de révélateur aux maladies chroniques si propres à cette civilisation.

On a parlé, au sujet des deux dernières années, d'une grande confusion des esprits.

Mais il est une sorte de confusion qui précède immédiatement l'illumination.

Pour qui accepte de voir, les deux années passées auront produit une grande *clarté*.

Pour qui accepte de déblayer, le champ est libre.

Ceux qui croient que les gouvernants font de leur mieux malgré leur incompétence et la bureaucratie qui les cerne,

Ceux qui n'entendent pas le cynisme abyssal qui ricane derrière toutes les proclamations sonores d'humanisme et de bons sentiments,

Ceux qui préfèrent oublier que l'eugénisme, la colonisation, le dressage des populations ou la fondation Rockefeller n'ont jamais poursuivi autre chose que « le bien de l'humanité »,

Ceux qui croient sincèrement que l'on peut « faire le bien des autres » sans commencer par leur imposer et notre définition du bien et notre altérité,

Ceux qui n'éprouvent aucun frisson en découvrant la photo d'un vétérinaire grec devenu PDG de Pfizer et arborant un masque noir sur lequel est imprimé « *Science will win* »,

Ceux qui croient, d'ailleurs, que « la science » existe quelque part comme un papa sévère et bienveillant, et non comme un champ de bataille où des paradigmes sont continûment assaillis, mis à mal et finalement renversés,

Ceux qui préfèrent ignorer, par orgueil, confort, hébétude ou légèreté, après un bon siècle de raffinement dans la propagande et l'art de la communication, que la vérité était déjà *socialement* défunte et enterrée en 1914,

Ceux qui débattent encore, entre moutons, de savoir si le berger n'aurait pas quelque projet pour leur tête malgré tous les soins qu'il leur dispense,

Ceux qui répugnent à prêter à leurs maîtres des intentions inavouables, de peur de voir s'effondrer à son tour le petit château de mensonges que constitue leur propre existence sociale,

Ceux qui se croient tellement futés qu'ils répètent sur un ton de défi les insanités que le trollage gouvernemental a conçues pour eux,

Ceux qui se sont laissés gagner par l'apathie et la démission intérieure face à l'offensive tous azimuts dont la déclaration de « pandémie mondiale » a donné le signal,

Ceux qui dorment sur leurs deux oreilles alors qu'un président ayant bien potassé son Machiavel prétend, sous couvert de « pass sanitaire », se retailler un corps politique à sa convenance – non, gouverner ce n'est pas prévoir, et ce n'est pas servir non plus, c'est assurément « faire croire », comme disait Richelieu, mais surtout **« gouverner, c'est mettre vos sujets hors d'état de vous nuire et même d'y penser » (Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*),**

Ceux dont le parti est de ne rien prendre à cœur, de ne rien prendre au sérieux, de faire comme si de rien n'était,

Ceux qui n'éprouvent pas comme appelant riposte tout le mal concentré que l'on nous a infligé ces dernières années,

Ceux qui acceptent tranquillement le contrôle total comme condition pour « retrouver la liberté »,

Ceux qui se soumettent à toutes les normes inventées d'hier et de nulle part dans l'espoir d'un « retour à la normale » qui, pour cette raison même, n'adviendra jamais,

Ceux qui ne se contentent pas d'obéir à des obligations humiliantes, mais en théorisent en outre la nécessité,

Ceux qui croient qu'il y a des parenthèses dans l'histoire comme il y en a dans les phrases et se rassurent en se disant que celle-ci va bientôt se refermer avec la « victoire sur le virus »,

Tous ceux-là, nous ne pouvons rien pour eux.

Après tout, l'errance aide, aussi.

# Le conspirationnisme est le nom de la conscience *qui ne désarme pas*

1. La conspiration anticonspirationniste. 2. Comme en 1914. 3. « Tout conspire ».

# 1.

Prétendre lutter contre une épidémie, et demain contre la catastrophe écologique, en conditionnant toute vie sociale à la présentation d'un « pass », sorte de version électronique généralisée du livret ouvrier du XIX[e] siècle, pour ensuite flétrir comme irresponsables ceux qui trouvent cette prétention extravagante – le pouvoir présent a pris goût à cette opération récurrente : poser un réel délirant, puis déclarer hérétiques ceux qui refusent d'y souscrire.

Mais nous ne sommes pas une hérésie.

Nous sommes un *schisme*.

Il n'y a pas, en ce moment, des gens qui décident et d'autres qui protestent.

Il y a des *réalités* qui divergent, des continents perceptifs qui s'éloignent, des formes de vie qui deviennent irréconciliables.

C'est une divergence autrement plus massive et autrement plus silencieuse que tout ce qui se manifeste.

Cette situation fait littéralement *enrager* ceux qui ont besoin d'un monde unique sur lequel régner, fût-ce à leur petite échelle. À ceux-là, il faut par tous les moyens résorber ce dehors qui leur échappe. Que ce soit Augustin face au pélagianisme ou le pape Innocent III face aux mouvements spirituels, la chasse aux hérétiques procède toujours par un double mouvement de réintégration des « diplomates » – ceux qui acceptent de vivre, étymologiquement, « pliés en deux » – et d'extermination des irréductibles. L'anticonspirationnisme contemporain relève de ces sortes de cabales, quoiqu'il leur ajoute aussi une torsion supplémentaire.

L'inventeur de la rhétorique anticonspirationniste est Karl Popper avec *La Société ouverte et ses ennemis* en 1945. Deux ans plus tard, il fondait

avec son ami Friedrich von Hayek, qui lui avait trouvé un poste à la London School of Economics, la conspiration la plus réussie de la seconde partie du xx[e] siècle : la Société du Mont-Pèlerin. En 1947, la Société du Mont-Pèlerin part d'un état de déroute historique complet du camp libéral – le monde entier, ou presque, est devenu keynésien. À cela, elle oppose la certitude ontologique de sa cause – Hayek, Von Mises et Popper avaient alors déjà avancé, sur le terrain épistémologique, des réfutations du socialisme dont celui-ci ne s'est au fond jamais remis, auxquelles il a même fini par se convertir. Pour tout levier, la Société du Mont-Pèlerin dispose d'un réseau d'amitiés sûres nourries d'un débat philosophique serré et de complicités discrètes tissées dans l'administration comme dans le monde des affaires en passant par le journalisme – il n'y avait donc pas là seulement des économistes. Jamais elle n'affiche sa finalité politique pourtant obsessionnelle, ne laissant transparaître aucune de ses stratégies, masquant sous la forme convenue de la discussion théorique de haute volée son agenda tactique. Par trente ans d'un travail méthodique, opiniâtre, tantôt souterrain tantôt public, la Société du Mont-Pèlerin a porté sur les fonts baptismaux le néolibéralisme. Elle l'a mis au pouvoir dans les têtes avant que dans les palais présidentiels chilien, français, britannique ou américain. Elle en a fait l'atmosphère régnante dans les sociétés, le langage spontané des gouvernements, le ressort implicite de la plupart des technologies en vogue. Elle a pris pied dans tous les domaines et s'est métastasée aux quatre coins du monde en cent départements d'université, think tanks, instituts, groupes de pression, qui eux-mêmes ont produit à jet continu mille propositions, mille rapports et analyses, mille solutions de court, moyen et long terme. Au point que gouvernants et gouvernés se retrouvent bien souvent, piochant dans l'air du temps, à faire du néolibéralisme sans le savoir. Il n'y a pas jusqu'à la technologie des réseaux de neurones à la base du *deep learning* qui n'ait quelque dette méconnue envers Hayek & Co.



Karl Popper et Friedrich von Hayek

Il aura fallu une société singulièrement fermée pour imposer à tous la « société ouverte ». La rhétorique anticonspirationniste sert, en fait, depuis sa naissance à couvrir une intense activité conspirative. Elle s'apparente à la tactique de déni du changement climatique par les multinationales pétrolières, *qui savent ce qu'il en est depuis les années 1960*. Cela sèche l'adversaire, le laisse sans voix, lui dérobe le sol commun sous les pieds. La grossièreté du procédé désarçonne par la mise en cause quasi punk de ce qui est pourtant une évidence sensible, en plus d'être un fait établi. Celui qui la dégaine gagne ainsi le temps de mener à leur terme les opérations en cours, et celui d'aviser pour la suite. Il met ce monde à l'abri de toute critique, dresse un écran de fumée et prépare le terrain à ses opérations futures. L'accusation de conspirationnisme est le gardien du mensonge effronté.

Le 2 juin 2006, protégé par une armée de policiers, le député-maire socialiste de Grenoble défendait l'ouverture contestée, dans sa ville, de

Minatec, un nouveau centre de recherche du Commissariat à l'énergie atomique consacré aux nanotechnologies. Aux manifestants qui trouvaient à redire à ce projet, il opposait : « Faire croire que l'on imposerait un "nanomonde" totalitaire à la population sans débat préalable relève non seulement de la manipulation mensongère mais aussi d'une forme de paranoïa politique bien connue, qui s'appuie sur la théorie du complot, la haine des élites, des élus, des responsables. » Le débat n'a jamais eu lieu, bien entendu. Et les nanoparticules de Minatec, elles, sont désormais partout. Si le débat n'a jamais eu lieu, c'est parce qu'on l'a écarté *au moment où il pouvait être décisif*. Au moment où il était encore temps de défaire cette nouvelle menée des fourriers de désastres.

Plus près de nous, un beau matin de novembre 2016, Narendra Modi annonçait sans coup férir la démonétisation des billets de 500 et 1 000 roupies, soit 86 % des espèces en circulation en Inde. Il s'agissait bien sûr de lutter contre la pauvreté et la corruption, de faire profiter tous les citoyens du développement du pays et de les rendre enfin égaux face à l'impôt. Ceux qui, alors, dénoncèrent une manœuvre brutale pour en finir avec l'anonymat propre à l'échange en espèces, et instaurer un contrôle social renforcé par la numérisation de toutes les interactions économiques, se virent blâmés comme adeptes des « théories de la conspiration ». Trois ans plus tard, le gouvernement indien annonçait son programme « Cashless India », conseillé par l'oligarque qui avait créé dans les années précédentes la banque de données biométriques nationale. Le pays se vante, désormais, d'avoir l'économie la plus digitalisée du monde – un moyen sans égal, on le devine, pour « lutter contre le coronavirus ».

« Quelle est la différence entre la vérité et une théorie du complot ? Huit à neuf mois » – cette blague cynique a fait le tour de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Car ce qui importe, c'est ce que l'on fait durant ces huit à neuf mois, comment l'on pousse, alors, son avantage. Le patron

d'Alcatel, un polytechnicien du corps des Ponts et Chaussées, confiait à l'un de ses conseillers : « Nos gens, même ceux qui sont instruits et qui se prennent pour des seigneurs, ne savent pas penser. Quand ils s'en mêlent, c'est pour déclencher des catastrophes. Il faut penser pour eux, occuper leur esprit. Eux, ils rabâchent et transforment tout en routines. **Pendant qu'ils s'appliquent à comprendre et à justifier les nouveautés auxquelles on leur demande de croire, on peut travailler, prendre des décisions et mettre tout le monde devant des faits accomplis. »** (Marcel Bourgeois, *Les Yeux pour pleurer. 50 ans chez les patrons*, 2019) En exergue du livre où il vilipende pour la première fois la « théorie de la conspiration », Popper a placé cette phrase de Walter Lippmann, le plus influent *columnist* américain du début du XX^e^ siècle, le « créateur » du néolibéralisme : « La déroute de la science libérale est à l'origine du schisme moral du monde moderne qui divise si tragiquement les esprits éclairés. » Popper cachait peu, pour qui sait lire, ce qu'il était en train de manigancer. Son argument contre les « théories de la conspiration » se résume ainsi : 1 – ce n'est pas parce qu'il y a des complots que ceux-ci sont victorieux ; 2 – tout est plus complexe que nous ne nous le figurons ; 3 – il y a une « logique de la situation » qui échappe, comme le marché lui-même, à toute maîtrise. En somme, *on ne peut pas dire* parce que l'on n'est pas partout, et que l'on ne peut donc être certain de rien. Tenter de produire une intelligibilité historique du cours des événements est une présomption fatale. Quiconque dit quelque chose de ce monde que celui-ci ne dit pas déjà de lui-même outrepasse ses droits épistémologiques. Il n'y a d'ailleurs rien à dire de ce monde. Il n'y a qu'à s'y adapter. À tout propos au reste réfutable sur l'état de choses, la rhétorique anticonspirationniste répond par une diversion argumentative sur le propos lui-même voire sur celui qui le tient – ses biais cognitifs, son manque de méthode, son psychisme erratique, sa paranoïa. C'est ainsi qu'elle protège véritablement ce monde – et telle y est sa fonction –, en détournant les tirs, en dissertant sur des travers psychologiques et des « handicaps épistémologiques ». Tandis que nous parlons du monde, les anticonspirationnistes ne parlent que

de nous. Popper, père de tous les trolls, mène au fameux « style paranoïaque en politique », si élégamment révoqué par Richard Hofstadter en 1963 comme l'expression d'une simple anxiété apocalyptique chez des sujets intellectuellement démunis. Le monde, donc, est cette immense positivité inquestionnable. La seule sagesse possible est sceptique. S'il faut « maintenir ouverte la controverse » sur les néonicotinoïdes, le pétrole ou le nucléaire, c'est juste pour éviter tactiquement que se cristallise dans l'opinion quelque vérité désavantageuse – tel est du moins l'avis ruisselant de mépris de ceux qui se trouvent du côté du manche. « Le doute est notre produit », titrait en 1969 une note de service d'un des dirigeants de l'industrie du tabac. Tant de doute confortable va si bien avec l'axiome que seul le marché, étant seul omniscient et omniprésent grâce au signal des prix, peut produire des vérités. Qui peut oser soutenir que ce monde est pétri de rapports de domination et doit sans cesse le faire oublier, et *a fortiori* qu'il a fait son temps et doit être renversé ? La parade est imparable, du moins formellement. Historiquement, en revanche, elle est aberrante : si les complots les plus néfastes achoppent parfois, c'est parce que des forces opposées les ont décelés *à temps* et se sont employées à les combattre au moment où ils étaient encore embryonnaires – au moment, donc, où les bonnes gens, qui s'en tiennent aux apparences, niaient jusqu'à leur existence.

« *Hell is truth seen too late* », rappelait Philip Mirowski, le grand historien du néolibéralisme, en détournant Hobbes.

L'argument de Popper ne porte que parce qu'il y a des conspirationnistes, et qu'ils agissent en conséquence.

S'il y a des complotistes, c'est simplement parce qu'il y a des complots.

Nous sommes loin d'être seuls, épistémologiquement. À notre appui, nous avons de nombreux esprits analytiques généreux. Il faut seulement regretter leur soudain silence depuis mars 2020. L'historien des sciences Steven Shapin expliquait ainsi en décembre 2019 à ses collègues de Harvard

que si tant de gens ne croient plus en « la science », ce n'est pas seulement par « défaut de pédagogie » ou par arriération mentale, mais peut-être parce que, depuis la bombe atomique et le projet Manhattan qui en a accouché, et depuis l'enrôlement de la recherche au service du capital, « la science » a si bien réussi en ce monde que tout le monde la sait *trop intéressée pour être honnête*. Elle a si bien servi le pouvoir que nul n'attend plus d'elle qu'elle serve en outre la vérité.

À l'inverse, il ne manque pas de scribouillards de gauche pour tenter d'éclairer le bon peuple en de pesants volumes sur ce complotisme qui « protège le système » et « nuit à la lutte sociale ». On leur rafraîchira la mémoire, en fait d'édification historique, avec cette petite anecdote pleine d'enseignements. À la suite de Popper, durant cette guerre froide où la confrontation entre maccarthysme et stalinisme n'aidait certes pas à penser librement, il n'a pas manqué d'intellectuels libéraux, voire libertaires, pour tenter de déconstruire les théories de la conspiration, leur « causalité diabolique » et blâmer la façon dont tout radicalisme politique mène droit aux chambres à gaz. L'un des premiers articles sur ce que l'on appelait à l'époque « la conception policière de l'histoire » paraît dans la revue antitotalitaire *Preuves* en 1954 sous la plume de Manès Sperber. Dix ans plus tard, le magazine américain *Ramparts* apportait la preuve que ladite revue était à son insu financée par la CIA.

Dans un monde de paranoïaques, ce sont les paranoïaques qui ont raison.

La rhétorique anticonspirationniste vise, pour les propriétaires de ce monde, à s'adjuger le monopole de la faculté de conspirer.

## 2.

Par bien des aspects, la rupture de 2020 est sœur de celle de 1914.

Même caractère étouffant, sans vergogne, téléphoné *mais efficace* de la propagande.

Même trahison béante de la gauche.

Même désert qui se fait soudain autour de ceux qui ne flanchent pas.

Même guerre déclarée à l’ennemi comme instrument de mise au pas de sa propre population.

Même prescription du mensonge, non seulement dans les journaux mais encore dans les rapports humains.

Même invocation par le Conseil d’État des « circonstances exceptionnelles » pour achever de ruiner tout principe juridique.

Même restructuration-éclair des méthodes de production et même révision instantanée de toutes les normes sociales.

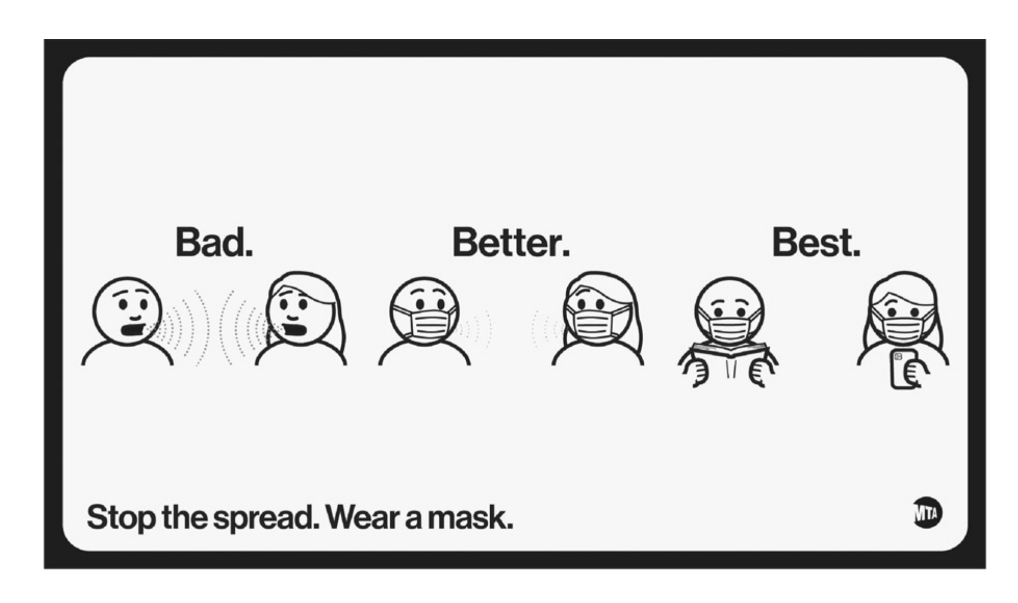
Même lassitude soumise qui gagne, à la fin, malgré les mutineries.

Comme en 1914, le spectacle le plus désopilant nous est offert par tous ces radicaux qui ne peuvent s’avouer qu’ils sont passés dans le camp gouvernemental. En 1914, on avait bien rigolé de voir les tenants anarchistes de la « guerre sociale » convertis dans l’instant à la guerre au boche. Aujourd’hui, les radicaux d’hier sont pour le confinement, à condition qu’il soit autogéré. Contre le « pass sanitaire » tant que tout le monde ne l’aura pas. Pour les « vaccins », par solidarité, mais sans trop savoir que penser de ce qu’il y a dedans ni de ceux qui les produisent. Il y en a même qui poussent le goût du paradoxe jusqu’à juger l’obligation vaccinale infantilisante et demander en conséquence « plus de pédagogie ». Il s’est vu récemment de ces étranges anarchistes qui citent Bakounine – « lorsqu’il s’agit de bottes, j’en réfère à l’autorité des cordonniers » – pour laver leur honneur politique : jamais ils ne se sont soumis à l’État, en matière de

restrictions « sanitaires » ; ils s'en sont seulement remis aux médecins, cela n'a rien à voir.

Les gouvernants qu'ils défiaient hier encore, et qui les ont si adroitement pris à leur jeu, doivent bien rire dans leurs dîners.

Mais c'est, d'une manière générale, toute la gauche qui donne, depuis deux ans, le meilleur d'elle-même. Elle sera tombée dans tous les panneaux tendus. Elle aura relayé tous les mêmes produits par les agences de communication gouvernementales et n'aura rechigné à aucun chantage affectif, à aucun paralogisme, à aucun mutisme complice. Elle se sera révélée pour ce qu'elle est : irrationnelle à force de rationalisme, obscurantiste à force de scientisme, insensible à force de sensiblerie, morbide par hygiénisme, haineuse par philanthropie, contre-révolutionnaire par progressisme, stupide pour s'être crue cultivée et maléfique à force de vouloir appartenir au camp du Bien. Durant ces deux dernières années, dans tous les pays du monde à part peut-être la Grèce, la gauche, socialiste comme anarchiste, modérée comme ultra, écologiste comme stalinienne, se sera systématiquement portée à l'appui du coup du monde technocratique. Aucun confinement, aucun couvre-feu, aucune vaccination, aucune censure, aucune restriction, n'aura semblé assez extrême pour la révulser. Elle fut la voix de la peur tant que la peur régna. Au point de laisser la liberté, la démocratie, l'alternative, la révolution et même l'insurrection désormais tomber dans l'escarcelle conceptuelle de l'extrême droite. Il faut dire qu'elle a toujours incarné le *parti de la biopolitique*. Pour finir, les marxistes branchés de la revue *Jacobin* auront halluciné, depuis New York, l'annonce du socialisme qui vient dans le port du masque, tandis que d'autres allaient jusqu'à théoriser le « communisme vaccinal ». De passionnantes discussions s'annoncent, dans les poubelles de l'histoire.




Métro de New York. Campagne « Stoppez la contamination. Mettez un masque. »

C'est évidemment dans sa croisade contre le conspirationnisme que la gauche aura donné toute sa mesure. Tout ce qu'elle peut compter d'intellectuels homologués, de journalistes désœuvrés et de petits entrepreneurs en médias alternatifs, tout ce qu'elle peut receler de narcissiques gonflés à l'approbation du troupeau, se sera empressé de verser courageusement leur écot. Personne, ou presque, pour s'aviser que tous les grands auteurs « de gauche », tous ces monuments, toutes ces références qui font chic dans les bibliothèques de livres jamais ouverts, sont tous uniformément conspirationnistes.

Foucault ? Il décrivait, à la fin de *Surveiller et punir*, la délinquance comme un produit de l'institution carcérale elle-même, qui vise par là à maintenir dans un périmètre sous contrôle la toujours menaçante diffusion des illégalismes. Il ne voyait partout que stratégies et contre-stratégies, captures et échappements. Il a osé un « je suis matérialiste parce que je nie la réalité ». Allez proclamer cela en public aujourd'hui ! Pire, il n'a pas craint, durant l'un de ses cours au Collège de France, de proférer ceci : **« Cet excès du biopouvoir [sur le droit souverain] apparaît lorsque la possibilité est techniquement et politiquement donnée à l'homme, non seulement**

**d'aménager la vie, mais de faire proliférer la vie, de fabriquer du vivant, de fabriquer du monstre, de fabriquer – à la limite – des virus incontrôlables et universellement destructeurs. »**

Le grand penseur de la Raison dans l'histoire, Hegel ? Il croyait au magnétisme animal, à une âme sentante universelle accessible en état hypnotique. Il répondait par avance aux scientistes, zététiciens et autres sceptiques : « Il pourrait sembler que les faits ont besoin de vérification, mais une telle vérification serait à son tour superflue pour ceux qui l'exigeraient, car ils se rendent la tâche des plus faciles en laissant passer pour illusion et pour imposture les récits au nombre infini et si bien attestés par la culture, le caractère, etc., des témoins. Ils tiennent si fermement à l'a priori de leur entendement que non seulement toute attestation est impuissante face à lui, mais qu'ils ont nié par avance ce qu'ils ont vu de leurs propres yeux. »

Marx, Nietzsche, Freud – tous ceux qu'on a rangés parmi les « penseurs du soupçon » ? Ils passeraient tous pour conspirationnistes aujourd'hui. Freud se plaisait à confier à Ernest Jones, dans leurs veillées, sa passion pour les visions extralucides, l'action à distance ou le commerce avec l'esprit des défunts, et concluait d'un « Il y a plus de choses au ciel et sur terre que n'en rêve notre philosophie ». Imaginez-vous.

Adorno ? Adorno-la-théorie-critique, si peu suspect d'irrationalisme qu'il a consacré un livre entier à la vitupération des horoscopes, parlait dans *Minima Moralia* de « la collusion secrète de tout médecin avec la mort ». « C'est dans la normale, assurait-il encore, que réside la maladie de l'époque. » Diable ! Et Deleuze, avec sa « société de contrôle ». Guattari, avec son « capitalisme mondial intégré » et sa « révolution moléculaire ». Sans parler de tous les « grands poètes » nationaux – Nerval et Rimbaud, Baudelaire et Lautréamont, Artaud et Michaux : tous conspirationnistes jusqu'à la moelle ! Et K. Dick, et Pynchon, et De Lillo, et Bolaño – il va falloir songer à vider aussi le rayon littérature !

Tous les auteurs que la gauche adule, elle les détesterait vivants ; et eux, vivants, la mépriseraient. Elle ne les aime que morts, pour les réduire en bouillie de culture. Un surconspirationniste tel que Guy Debord ne peut être élevé au rang de « trésor national » que parce qu'il n'est plus là pour cracher sur ceux à qui il s'est finalement vendu. On en oublierait presque Rousseau, cet immense conspirationniste dont les larmes allumèrent la mèche de la Révolution française.

Tiens, parlons-en, de la Révolution française ! En voilà, un événement conspirationniste jusqu'à la caricature ! Avec toutes ses rumeurs sur les mœurs sataniques de la cour, sur les famines fabriquées par le clergé, les financiers ou les Anglais, ou sur les amours saphiques de la princesse de Lamballe. Personne ne songeait à ranger Robespierre parmi les complotistes quand il écrivait : « Quelle est la première époque de cette conspiration ? L'origine même de la Révolution. Quels sont les premiers moteurs ? Toutes les cours liguées contre nous. Le but ? La ruine de la France. Les victimes ? Le peuple et vous. Les moyens ? Tous les crimes. » Et tous ces journalistes qui se font désormais une profession, rémunérée par Facebook et Google, de traquer les contenus conspirationnistes : se souviennent-ils seulement qu'il y a à peine dix ans de cela, aux heures de gloire de WikiLeaks, ils adulaient un certain Julian Assange, auteur d'un petit manifeste sobrement intitulé « La conspiration comme mode de gouvernance » ?

Un conspirationniste à qui l'on a dédié un affreux boulevard à Paris, et qui passa sa vie à comploter quand, du moins, il ne se trouvait pas à l'isolement en prison, affirmait : « Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère. Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. [...] En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra. Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura

de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours. » (Auguste Blanqui, « Le toast de Londres », 1851)

La gauche a toujours été du côté des promenades ridicules dans les rues, des plantations d'arbres de la liberté et des phrases sonores d'avocat. C'est l'une des clartés définitives jetées par ces deux dernières années. De la droite, il n'y a jamais rien eu à attendre, sinon la perpétuation de l'injustice héritée. Mais que la gauche ait, au fond, *toujours été du côté des vainqueurs*, dont elle n'était que la mauvaise conscience hystérique, voilà qui n'était apparu *aux yeux de tous*, dans l'histoire, que par éclats vite oubliés. Depuis deux ans, c'est un spectacle quotidien, interminable, immanquable. Réactive, empêtrée, poids mort, la gauche a toujours été contre-révolutionnaire de la façon la plus efficace qui soit : en prétendant « soutenir le mouvement ». Toujours absente au moment où il faut être là, elle ne vit qu'au futur antérieur, à produire les récits, les notions, les justifications qui expliquent et entérinent la défaite. Du prolétariat, elle n'a d'ailleurs jamais aimé *que sa défaite*, qui forme aussi la condition de son existence à elle. L'épisode des Gilets jaunes, qui a vu la gauche à l'unisson de la calomnie générale tant que le mouvement était insurrectionnel pour se trouver avec lui des affinités toujours plus fortes à mesure que celui-ci était plus faible, l'avait certes remisée au cagibi. Mais les deux dernières années nous en ont enfin débarrassé. N'importe quel esprit vivace peut à présent entendre ces mots, inaudibles lorsqu'ils furent écrits en 1955 par l'écrivain communiste Dionys Mascolo : **« Le contraire d'être de gauche, ce n'est pas être de droite, mais être révolutionnaire** […] De tout ce qui n'ose pas être franchement, absolument de droite, ou réactionnaire (ou fasciste) à tout ce qui n'ose pas être franchement révolutionnaire, c'est le règne de la gauche, douteuse, instable, composite, inconséquente, en proie à toutes les contradictions, empêchée d'être elle-même par le nombre indéfini des manières d'être unie qui se proposent à elle, encore une fois déchirée, comme on dit, et jamais déchirée par malchance, malveillance ou maladresse, mais par nature. » (*Sur le sens et l'usage du mot « gauche »*)

En mars 2020 comme en 1914, il n'y eut soudainement plus personne.

Comme 1914, mars 2020 a délivré le monde de cette hypothèque – la gauche.

Ceux qui, en accompagnement de décennies de défaites, bramaient contre l'ordre existant sont subitement rentrés dans le rang, au moment précis où le courage d'en sortir était requis.

Ils se rangeaient de la sorte *parmi leurs semblables*.

Il aura fallu que cesse, en 1914, la mystification de la gauche pour rendre possible l'onde révolutionnaire qui courut de Dada à Zürich aux usines occupées de Turin, des marins insurgés de Hambourg aux manifestations de femmes qui initièrent la révolution russe.

Certes, il aura aussi fallu cette maudite guerre pour liquider l'anarcho-syndicalisme français, la « grande fièvre » des ouvriers anglais qui montait depuis 1910 ou les héroïques International Workers of the World aux États-Unis.

C'était au reste le but de cette guerre, comme c'était celui du *crisis management* de la « pandémie », que de geler l'onde de révoltes mondiale qui les précédait.

## 3.

Il y a quelque chose de loufoque à voir les tenants d'un régime né des « 13 complots du 13 mai 1958 » – la V^e^ République – se lancer dans une croisade contre le complotisme.

Ou d'absolument logique, au contraire.

Seuls ceux qui ont pleinement goûté aux joies et aux puissances de la conspiration peuvent à ce point chercher à s'en réserver l'exclusive.

Si le conspirationnisme est si banal et si populaire, c'est qu'il tient lui-même tout entier dans cette banalité effectivement populaire : tout pouvoir ne se maintient qu'en conspirant contre ceux sur qui il s'exerce – salariés, citoyens, clients, population, patients, justiciables ou prisonniers. Il n'y a, par construction, d'affranchissement sérieux que dans la croissance d'une force opaque aux rayons du pouvoir : une conspiration, donc.

Pour pouvoir décréter sans rire une croisade anticonspirationniste, il a fallu organiser, depuis des décennies, la raréfaction de la connaissance historique. C'en était la condition.

De notre côté, on peut bien sûr raffiner la distinction entre complot et conspiration. Le complot évoque l'image de conjurés réunis dans la même pièce, et ourdissant ensemble un plan précis d'après une volonté explicite et partagée. Il repose sur un secret commun qui peut donc aisément être trahi. La conspiration n'a, elle, aucun besoin de réunir ses membres. Elle flotte. Son élément est aérien. L'entente, ici, peut rester tacite, diffuse, aussi insaisissable qu'une idée. C'est d'ailleurs ce qui la rend si redoutable. Il est des conspirations objectives qui sont le produit de réflexes, de représentations, de structures sociales, et qui savent tourner tous les obstacles à la réalisation de leur programme plus agilement qu'un complot bien mené. On aurait peine à leur déceler une origine, à leur assigner un siège, à en isoler un sujet. Le monde présent est, sans nul doute possible, le

résultat de deux siècles d'une conspiration objective des ingénieurs dont le périmètre est partout et le centre nulle part. Qu'y peuvent-ils ? Telle est leur nature. Il faudrait qu'ils cessent de *s'ingénier*, qu'ils se désertent eux-mêmes. Les conspirations, avec leur caractère transversal, dépassent les finalités conscientes de ceux qui y sont impliqués. Elles peuvent parfois elles-mêmes se détailler en une multitude discrète de complots locaux. Rien ne ressemble plus à une manœuvre concertée, à un complot centralisé que l'unité dans la falsification journalistique quotidienne, qui résulte en premier lieu d'un effet de structure, d'une uniformité idéologique, d'une sélection sociale, d'une servilité professionnelle, qui s'accommodent fort bien d'authentiques opérations d'intoxication coordonnées.

Surtout, il faut arracher à la conspiration son aura d'exceptionnalité. En latin, la *conspiratio*, c'est l'accord, l'accord musical aussi bien que l'entente entre les êtres. Dans la liturgie du premier christianisme, la *conspiratio*, c'est le moment de l'*osculum*, le baiser sur la bouche que les fidèles s'échangent, devenant ainsi « un seul souffle », un seul « esprit ». Le rituel parut si tôt si gênant pour la hiérarchie ecclésiale qu'elle le remplaça par la mièvre « paix du christ ». Il ne survécut que dans l'hommage médiéval du chevalier à son suzerain, et encore aujourd'hui chez les mafieux. Un « complot », en ancien français, c'est simplement un rassemblement – une foule, une réunion ou une compagnie. Partout où des gens respirent le même air et partagent un même esprit, il y a conspiration. Partout où ils se rassemblent physiquement, il y a complot, du moins potentiel. Que ces notions se soient chargées d'une signification maléfique témoigne seulement du poids de l'État dans la définition de notre vocabulaire, et conséquemment dans le regard que nous portons sur le monde. Car c'est seulement *du point de vue de l'État* que toute entente singulière et tout rassemblement forment une menace.

La faculté de conspirer est inhérente à toute existence.

Elle est même la marque de tout ce qui est vivant.

Si tout vit, c'est parce que « tout conspire », disaient les stoïciens.

Il n'y a pas de réalité humaine, il n'y a pas de vie *transparentes*.

Il y a un reste à la représentation de toute chose, à la capture de tout être.

Toute publicité est sertie d'opacité.

Là où il y a scène et spectateurs, il y a coulisse et machines.

Là où il y a champ, il y a hors champ.

Là où il y a politique officielle, il y a services secrets.

L'organigramme des organisations en dit finalement peu sur les hiérarchies réelles, dans les entreprises, dans les partis, dans les associations.

Si bien qu'une époque où la publicité a gagné toutes les sphères de la vie ne peut être qu'une époque où le complot s'est immiscé à son tour dans chaque recoin de l'existence.

L'aberration n'est pas le complotisme, mais le sous-complotisme : le fait de ne discerner qu'*un* grand complot, alors qu'il y en a d'innombrables qui se trament dans toutes les directions, partout et tout le temps.

Il n'y a pas que la mafia des X-Mines, la loge Athanor ou les réseaux de la Françafrique qui conspirent en France.

Chaque fois que des amis se parlent à cœur ouvert, chaque fois qu'il *se passe quelque chose* entre des gens, dans la rue, au café ou en musique, il y a début de conspiration.

Qui dit conspiration ne dit pas nécessairement menée commune, mais *possibilité* d'une menée commune.

Combien de grèves sont nées d'un canon de trop au bistro, d'un bavardage fortuit à la machine à café ?

Regardez bien : il n'y a aucune aventure consistante, aucune révolte vivante, aucune tentative éclatante, qui ne plonge ses racines dans la dimension conspirative de l'existence.

Les intrigants qui ont pris les commandes de l'État sont terrifiés de n'importe quel *accord* qui se trouverait entre les êtres.

D'où l'acharnement des dernières années à vider tous les lieux physiques où nous nous retrouvons, à les fermer, à les fliquer, à nous enfermer entre quatre murs avec ou sans jardin.

D'où la vindicte sauvage, sans cela incompréhensible, de l'État contre les teufeurs.

N'importe quelle ingénierie du chaos est préférable à cela.

La mise en transparence algorithmique des rapports entre les êtres, depuis l'avènement des smartphones et de l'informatique ubiquitaire, couplée à la reprise en main policière de l'espace public, exprime cette même fébrilité.

Car tout, dans son désastre consommé, appelle au renversement de l'ordre existant.

C'est pour cela qu'une si féroce contre-révolution préventive bat son plein, sous prétexte de gérer une épidémie.

Les *innocents* auront toujours du mal à y croire.

# L'irréalité que nous vivons n'est pas celle d'une catastrophe qui sidère, mais celle d'un scénario que l'on déroule

1. Vingt ans de *preparedness*. 2. La cité des morts-vivants.

# 1.

Depuis mars 2020, en tout lieu et dans toutes les langues, s'est dit le même sentiment d'être entré dans une dystopie dont nous ne parvenons plus à nous réveiller.

Les uns tentent de se faire à cette « nouvelle normalité » détraquée. Ils espèrent, en n'y résistant pas, en moins souffrir.

Les autres cherchent à tâtons les portes de sortie, que le pouvoir s'applique à leur fermer, pas à pas, sur les doigts.

Ce qu'occultent les mutations du virus, c'est la mutation sidérante de l'ordre politique.

Ce qu'occulte le débat sur l'origine de la « pandémie », c'est le fait que les modalités de sa gestion sont de part en part fabriquées.

L'irréalité de ce que nous vivons est celle d'un plan qui se réalise, d'un scénario que l'on déroule. Pendant vingt ans, les équipes gouvernantes se sont préparées, entraînées, coordonnées pour mettre en œuvre ce qui est devenu notre quotidien, à un rythme d'ailleurs accéléré ces dernières années.

Pendant vingt ans, ils ont *simulé* cette gestion de crise. À présent, ils *réalisent* cette simulation. Tout cela est connu, documenté, théorisé. Tout cela est pensé, jusque dans ses effets les plus subtils, les plus indirects.

Les crises ne profitent qu'à ceux qui se sont préalablement organisés. Il n'y a rien à en *attendre*.

Mais il ne suffit pas d'avoir un plan et les moyens de le réaliser pour qu'il se déroule sans accroc. Encore faut-il s'assurer qu'aucune autre force organisée agissant stratégiquement ne vienne le faire dérailler.

On a beaucoup glosé sur l'« *Event 201* » qui s'est tenu en octobre 2019 dans un hôtel chic de la 5e Avenue, à New York. Il faut dire qu'il présente tous les aspects d'une répétition générale du traitement qui nous est infligé

depuis mars 2020. Non seulement le scénario d'un coronavirus gagnant le monde, donnant lieu à un confinement généralisé et à un « blocage de l'économie mondiale » dans l'attente d'un vaccin miraculeux, s'apparente trait pour trait au cours « implacable » des événements survenus l'année suivante, mais les acteurs de cette mise en scène étaient ceux-là mêmes qui se retrouvèrent ensuite à « gérer la crise ». On trouvait là, dans cet hôtel ouvert en 1930 grâce à l'argent des banques de Wall Street, sous ce toit inspiré de la chapelle du château de Versailles, un directeur du Center for Disease Control (CDC) américain, le chef du CDC chinois, le vice-président de Johnson & Johnson, alors la plus grande compagnie pharmaceutique mondiale, le chef des opérations globales de l'agence Edelman, la plus grande agence de relations publiques de la planète, l'ancienne numéro 2 de la CIA ou le vice-président de NBC Universal, qui associe l'un des plus gros studios de Hollywood à l'un des plus vastes réseaux de chaînes télé américaines. Cet exercice de simulation était co-organisé par la fondation Bill et Melinda Gates et le World Economic Forum (WEF) de Davos sous l'égide du Center for Health Security de l'école de santé publique Johns Hopkins, représentée pour l'occasion par Anita Cicero, une avocate et ex-lobbyiste de l'industrie pharmaceutique qui n'a pas oublié de travailler avec la Commission européenne, l'OMS ou le Pentagone. Faut-il préciser que la fondation Bill et Melinda Gates est la plus puissante fondation au monde, qu'elle intervient sur tous les continents et dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'enseignement ou la santé en vue de la technologisation de toutes choses ? Faut-il rappeler que le WEF, fondé en 1971 par Klaus Schwab, un fan de Karl Popper, en vue d'« éduquer au capitalisme des pays qui semblent réfractaires aux yeux de la communauté internationale », réunit pour ses petites sauteries les mille plus grandes entreprises mondiales ? Dans l'un des documents relatifs à cet exercice, on peut lire : **« Les gouvernements devront travailler avec les sociétés des médias pour rechercher et développer des approches plus sophistiquées pour contrer la désinformation. Il va donc falloir développer la capacité d'inonder les**

**médias d'informations rapides, précises et cohérentes. […] Pour leur part, la presse devrait s'engager à faire en sorte que les messages officiels soient prioritaires et que les faux messages soient supprimés, y compris par le biais de la technologie. »** Voilà un conseil amical qui n'a pas été délivré en vain.

L'*Event 201*, par son éclat de pur cristal conspirationniste, est venu éclipser le processus de vingt ans dont il forme l'aboutissement, et par là la logique dont il procède. L'inoffensif Center for Health Security est en fait né en septembre 1998 sous le nom de Center for Civilian Biodefense Strategies. Son objet n'est pas la santé de la population, mais la *lutte contre le bioterrorisme*. Dès février 1999, il organise sa première manifestation : un colloque pour envisager la réponse à une attaque bioterroriste – neuf cent cinquante médecins, militaires, fonctionnaires fédéraux et cadres de la santé publique réunis dans un hôtel de Crystal City à Arlington, là où se trouve le Pentagone, afin de plancher sur un scénario d'attaque à la variole militarisée. Lors de ce symposium, Richard Clarke, alors le principal conseiller de Bill Clinton en matière de lutte contre le terrorisme, s'extasie que « pour la première fois, le ministère de la Santé et des Services sociaux fait partie du Conseil de sécurité nationale des États-Unis ». Ce qui se joue alors, et ne s'est pas démenti depuis au point de paraître désormais aller de soi, c'est *la subordination des questions de santé à la sécurité nationale*, c'est l'intégration de la « santé publique » à la sécurité nationale. Le fantasme du bioterrorisme assure la suture entre ces deux domaines *a priori* étrangers. La sécurité nationale est la valeur opportunément floue, ou plutôt la démonologie, qui a servi après 1945 à justifier la marche à l'empire américaine, à légitimer à l'intérieur comme à l'extérieur tous les outrepassements imaginables. Ce fut donc aussi la doctrine politique officielle de la plupart des dictatures sud-américaines que la CIA a mises en selle dans les années 1950-1980.

Que le principal dommage des épidémies soit la perte de contrôle sur la conduite des citoyens et l'anomie sociale qu'elles sont supposées déclencher, Thucydide en a fait un lieu commun de la pensée occidentale dès le v[e] siècle avant Jésus-Christ. Bon élève, Hobbes se trouva justement à traduire *La Guerre du Péloponnèse* et à orner le frontispice bien connu de son *Léviathan* d'une ville vidée de ses habitants où ne patrouillent que des soldats en armes et des médecins de peste. Dès 2000, au reste, c'est sur un scénario bioterroriste de *peste* que planchent les officiels du deuxième et du plus grand exercice en grandeur nature jamais simulé aux États-Unis : *TopOff* – des milliers de participants, les employés d'administrations entières mobilisés pour jouer leur propre rôle. En juin 2001 vient ensuite *Dark Winter*, coorganisé par le Johns Hopkins Center for Civilian Biodefense Strategies et le Center for Strategic and International Studies (CSIS) sur la base militaire d'Andrews. Cet exercice prophétise avec brio les attaques à l'anthrax de septembre suivant – une semaine après le 11-Septembre, des lettres empoisonnées étaient envoyées à différents médias et politiciens, généralement hostiles à l'état d'exception du Patriot Act ; il y eut cinq morts ; on en fit porter le chapeau, à la suite d'Al-Qaida et de l'Irak, à un malheureux virologue du laboratoire de biodéfense de Fort Detrick ; pour le faire, on attendit seulement qu'il se soit suicidé ; l'enquête fut soigneusement bâclée. En 2005, c'est *Atlantic Storm* dans un hôtel de Washington, où l'on notera la participation de Bernard Kouchner aux côtés de Madeleine Albright, alors chef du département d'État, et de l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, qui y jouera son propre rôle.

Loin de s'adresser au seul personnel dirigeant, ces mises en scène de *worst-case scenarios* conçues sur le modèle des *war games* des armées sont vastement médiatisées ; elles incluent parmi leurs acteurs des journalistes stars du *New York Times* ou de CBS. Il s'agit aussi bien de former l'esprit du public que de ceux qui le distraient. Tout cela est parfaitement affiché, absolument notoire. Dans les deux dernières décennies, ces exercices se sont

poursuivis et étendus à d'autres pays. En mai 2017, à Berlin, pour la première fois de l'histoire, tous les ministres de la Santé des pays du G20 se trouvent réunis. À quoi se livrent-ils ? À un grand exercice de simulation de pandémie – un MARS (Mountain Associated Respiratory Syndrom) ce coup-ci – « pour faire face à la menace bioterroriste », une nouvelle fois. Il ne manque, à ce petit raout, ni le représentant de l'OMS, ni celui de la fondation Gates ou du Wellcome Trust – l'une des fondations les plus influentes mondialement en matière de politiques de santé –, ni Christian Drosten, le virologue en chef des plateaux télé allemands depuis mars 2020. En mai 2018, c'est l'exercice *Clade X* à Washington autour d'un virus imaginaire qui aurait la létalité du SARS mais la transmissibilité de la grippe. Il aurait été fabriqué en laboratoire par une secte apocalyptique japonaise visant à réduire la population mondiale. Dans la simulation, cette « plus grave pandémie depuis celle de 1918 » tuait 900 millions d'humains. Tara O'Toole, l'auteur des scénarios *Dark Winter*, *Atlantic Storm* qui y jouait cette fois la secrétaire à la Sécurité intérieure. En guise de bilan, elle se désole comme toujours : « Nous sommes dans un âge d'épidémies, mais nous ne les traitons pas comme les questions de sécurité nationale qu'elles sont. » De janvier à août 2019, c'est la *Crimson Contagion*, une série de quatre simulations impliquant dix-neuf agences fédérales et toutes sortes d'acteurs privés dans douze États différents. C'est un virus respiratoire du type de la grippe provenant de Chine qui déclenche, cette fois, la pandémie. L'exercice est coordonné par Robert Kadlec, l'assistant du président Trump pour la lutte contre les épidémies. Enfin, en octobre 2019, c'est le trop fameux *Event 201*.

Toutes les questions proprement politiques que pose le choix d'une certaine « réponse » aux épidémies sont posées *depuis la fin des années 1990*. Dans l'exercice de 2000, les gouvernants se demandent : **« La vue d'une présence militaire armée dans les villes américaines provoque des protestations contre la réduction des libertés civiles** […] La question est

de savoir comment et dans quelle proportion nous allons faire respecter ces mesures. Quelle force allons-nous utiliser pour que les gens restent dans leurs maisons ? » Dans celui de juin 2001, *Dark Winter*, toujours dans le manuel d'exercices : « Nous sommes mal préparés à une attaque aux armes biologiques, nous n'avons pas assez de vaccins – et les restrictions forcées sur les citoyens sont probablement les seuls outils disponibles, s'il n'y a pas encore assez de vaccins. **Nous devons donc restreindre les droits des citoyens. […] Les Américains ne peuvent plus considérer comme acquises les libertés civiles fondamentales telles que le droit de se réunir ou la liberté de voyager. »** *Dark Winter* fantasmait l'instauration de la loi martiale et la substitution de tribunaux militaires à la justice civile. En 2005, dans le scénario *Atlantic Storm* : « **Comment les dirigeants nationaux devraient-ils déterminer la fermeture des frontières ou les quarantaines ?** Si des mesures étaient prises pour restreindre les déplacements, combien de temps devraient-elles être maintenues ? Comment seraient-elles coordonnées au niveau international et comment serait prise la décision de les lever ? » Tout naturellement, en 2010, quand la fondation Rockefeller se pique de rédiger des « scénarios pour le futur de la technologie et du développement international », le premier est celui d'une pandémie mondiale de grippe mettant à l'arrêt l'économie, vidant rues et commerces, et voyant la Chine tirer son épingle du jeu par des mesures de confinement martiales et la fermeture hermétique de ses frontières. Tout cela ouvre la voie à un « contrôle plus autoritaire et une surveillance intensifiée des citoyens et de leurs activités » et mène miraculeusement à ce que « **la notion d'un monde plus contrôlé gagne en acceptabilité et en assentiment […], à ce que les citoyens abandonnent volontairement de leur souveraineté – et de leur vie privée – à des États plus paternalistes en échange de plus de sécurité et plus de stabilité. Les citoyens deviennent plus tolérants, et même désireux, d'un commandement et d'une surveillance plus abrupts. Les leaders nationaux ont plus de latitudes pour imposer l'ordre qui leur convient.** »




– Bones, quand le Covid va-t-il finir !
– Jim, je suis médecin, pas politicien !

Les néolibéraux nous ont habitués à leurs « stratégies du choc ». Que toute crise, fabriquée, simulée ou exogène, soit pour eux une opportunité ne nous étonne même plus. Le 11 septembre 2001, une heure à peine après la collision du premier Boeing avec le World Trade Center, l'une des plus précieuses conseillères du gouvernement Blair écrivait à certains membres du gouvernement britannique : « C'est un très bon jour pour sortir tout ce que nous voulons enterrer. » Le scandale occasionné par la révélation de ce mémo n'a pas empêché la stratégie préconisée d'être appliquée à la lettre, ni Blair de célébrer le « professionnalisme » de sa conseillère. En juin 2020, le secrétaire d'État français à la Transition numérique ne déclenche aucun scandale en disant que « la crise offre l'opportunité d'une transformation plus volontaire encore ». Non plus que le ministre des Affaires étrangères

indien déclarant au printemps 2021 : « Nous devons restructurer le monde, le réaménager en prenant des situations de type pandémique comme une constante. » Toutes les expérimentations opportunes de reconnaissance faciale ou d'enseignement virtuel, de drones martelant les consignes du confinement sur la promenade des Anglais à Nice *dès le 18 mars 2020*, l'emploi des données de géolocalisation des opérateurs téléphoniques par le ministère de l'Intérieur pour savoir combien de Parisiens sont allés se confiner ailleurs ou le passage judicieux de la loi « sécurité globale » élargissant démesurément les prérogatives de la police – rien de tout cela ne dépareille de la vilenie gouvernementale la plus coutumière. Mais il y a une nouveauté dans ce qui nous arrive : ce que l'on déroule sous nos yeux et dans nos existences depuis deux ans a tous les caractères d'un *plan*. En témoigne la férocité sans cela inexplicable des attaques contre ceux qui, sans en référer, ont prétendu se mêler de la guérison du Covid-19 ou contre ceux qui ont osé relever le gouffre entre la mise en scène et la réalité.

Déclaration de pandémie mondiale / confinement / restriction insensée des libertés / restructuration des habitudes / accélération technologique / reprise en main des réseaux sociaux / vaccination biotechnologique / « pass sanitaire » / identité numérique / environnements connectés / numérisation générale / traçage ubiquitaire / société de contrôle – un enchaînement somme toute logique est prévu, dont au moins la première moitié a été amplement répétée.

Il y a des étapes dans le plan.

Nul n'est censé y contrevenir.

Nul n'est censé se mettre sur son chemin.

C'est donc exactement ce qu'il nous faut faire.

## 2.

Il y a une doctrine qui préside à tous ces exercices de simulation.

C'est celle de la « *pandemic preparedness* ».

La *pandemic preparedness* figure explicitement à l'agenda global depuis 2002. Elle ressort d'une stratégie militaire autrement plus ambitieuse et un peu plus ancienne : la « *all-hazards preparedness* », la préparation contre tous les dangers possibles. La *preparedness* est une vieille notion remontant au moins à la Première Guerre mondiale. Elle était alors le cheval de bataille de toutes sortes de manifestations sponsorisées par la fraction la plus impériale du capital américain – celle qui piaffait de conquérir, grâce à l'entrée en guerre, les marchés mondiaux. « Les ingénieurs voyaient la Première Guerre mondiale non comme un désastre pour la civilisation, mais comme une "opportunité unique" de mettre leurs idées en pratique. » (David F. Noble, *America by Design*, 1977) La *all-hazards preparedness* est une notion plus torve encore, qui est venue à l'armée américaine dans les années 1970. Elle consiste à envisager tout événement – un accident nucléaire, une insurrection, un ouragan, une attaque militaire étrangère, une épidémie voire une crise financière – sous le même angle : comme une menace pour les structures matérielles, politiques et vitales du pays, un défi *pour le contrôle du système*. Les dirigeants doivent savoir répondre à toute « crise » par des procédures à la fois adaptées, coordonnées *et standard*. La pratique collective des *worst-case scenarios* répond à l'option stratégique de désigner comme ennemi une possibilité infime, mais dévastatrice.

Cette option stratégique a bien des mérites, dont le moindre n'est pas de livrer un champ indéfini à l'extension de l'appareil politique, technologique et militaire de surveillance et de contrôle.

En confondant risque et *danger*, en chargeant toute possibilité fictive de désastre d'une intentionnalité maléfique, *on abolit virtuellement toute limite aux menées du pouvoir*. Il suffit de produire la fiction adéquate – celle qui permet d'arguer de la *vulnérabilité* voulue du système, contre laquelle il convient de lutter en outrepassant justement l'obstacle légal, moral ou politique que l'on souhaitait balayer. Et cela est sans fin car, si l'on peut neutraliser un danger, on ne peut jamais abolir un *risque*, dont le caractère est statistique, virtuel, impalpable. À l'irréalité du monde de fictions gouvernementales dans lequel nous sommes entrés font pendant les progrès bien réels du contrôle.

De la lutte fantasmatique contre le risque découlent les empiétements toujours plus intrusifs des dispositifs adverses.

La *all-hazards preparedness* porte la marque de son contexte de naissance : ces années 1990 du « nouvel ordre mondial », de la « transformation de la guerre » où Martin van Creveld décrivait la prévalence des conflits de basse intensité et du « choc des civilisations » où Samuel Huntington annonçait le retour des affrontements entre identités culturelles et religieuses. En ce début des années 1990, toute une « civilisation atlantique », tout un complexe militaro-industriel, tout un clergé séculier, tout un monument d'intérêts coalisés se trouve saisi de vertige devant l'effacement de leur meilleur ennemi structurel, et de leur raison d'être : l'URSS. **« Je suis à court de diables, je suis à court de voyous, il ne me reste plus que Castro et Kim Il-sung »**, se lamente en 1991 Colin Powell, le principal conseiller militaire du président des États-Unis. Il faut *configurer l'incertitude* pour n'avoir plus à la subir à l'état pur. Il faut redonner forme à l'ennemi. Il faut *structurer la situation*, afin de justifier l'ordre existant. Il suffira d'ailleurs que la guerre froide s'estompe pour que renaisse sans attendre la révolte anticapitaliste, avec les émeutes ascendantes, de 1998 à 2001, du mouvement antiglobalisation. Chez les gouvernants, la peur du peuple l'a toujours emporté sur celle de l'étranger, la

peur de l'ennemi de l'intérieur sur celle de l'ennemi de l'extérieur. La lutte déclarée contre l'un sert d'abord d'alibi à la lutte effective contre l'autre. Tous les dirigeants du monde sont à la même table, lorsqu'il s'agit de mettre au pas leur propre population. Bachar al-Assad nous a même montré que certains d'entre eux préfèrent renoncer à leur population plutôt qu'à leur pouvoir ; les manchots et les éborgnés des manifestations de Gilets jaunes l'ont éprouvé dans leur chair. Comment appeler à « faire bloc » autour d'un ordre social injuste, sans désigner quelque inqualifiable menace extérieure ? Un terroriste, un virus, le chaos climatique remplissent également bien cette fonction – la fonction biblique du Mal universel. Bill Gates le soulignait opportunément en 2017, lors de l'une de ces conférences sur la sécurité de Munich où se réunit annuellement le gratin militaro-policier mondial : « Nous ignorons le lien entre la sécurité sanitaire et la sécurité internationale à nos risques et périls. […] Une attaque aux armes biologiques se prépare et ce n'est qu'une question de temps. Nous devons nous y préparer. **Nous devons nous préparer aux épidémies comme l'armée se prépare à la guerre. »**

Comme toutes les grandes escroqueries, la *pandemic preparedness* a suscité la formation de toute une petite mafia mondiale. Celle-ci est remarquablement stable depuis les années 1990, dans ses méthodes, dans ses discours, dans sa composition. Elle semble comme indemne de l'Histoire. Ses acteurs sont des enfants de la guerre froide qui ne se résolvent pas à son extinction. Ils en ont gardé les réflexes conspiratifs, les représentations apocalyptiques, l'impunité naturelle et les crédits exorbitants. Leurs scénarios de fin du monde forment le levier de leur pouvoir. La Directive 51 signée en mai 2007 par George W. Bush est une conséquence directe de l'exercice *Dark Winter*. Elle établit, pour ce que l'on en sait puisqu'elle est pour sa plus grande partie classifiée, les procédures d'exception à mettre en œuvre pour la « continuité du gouvernement » en cas de *catastrophic emergency*. Nos *cold warriors* circulent fluidement des institutions

scientifiques aux agences militaires, du service des ministères à celui des multinationales, des start-up aux fondations philanthropiques, des universités à la finance. Ils réalisent une sorte de fusion idéale du civil et du militaire. La sécurité sanitaire est leur nouvelle couverture. Le Johns Hopkins Center for Health Security est leur plus fameuse vitrine, et le laboratoire P4 du United States Army Medical Research Institute of Infectious Diseases à Fort Detrick leur centre d'expérimentation historique. Ils sont la menace à laquelle ils se proposent de remédier. Ce sont les mêmes qui prédisent les attaques biochimiques les plus vicieuses, et qui travaillent à militariser l'anthrax. Les mêmes qui prophétisent le retour des pandémies et qui synthétisent des virus de la variole potentialisés. Rien ne distingue l'expérimentation d'une nouvelle arme chimique de la recherche de ses antidotes. Un laboratoire P4, c'est fait pour ça. Le malheur veut que les fuites de laboratoires soient aussi banales que les fuites radioactives. Les virus chimériques ne se laissent pas plus confiner que les radio-éléments.

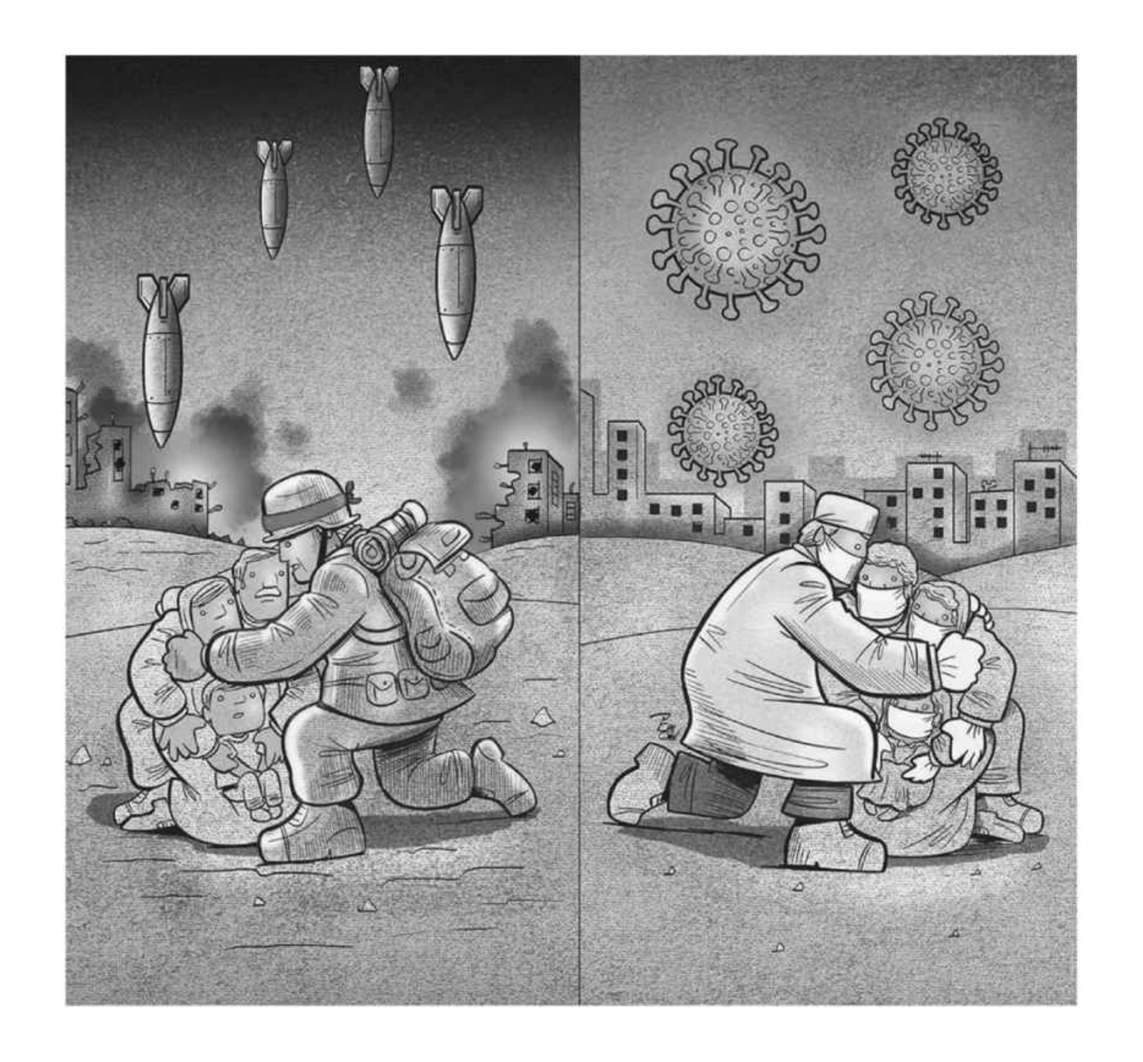
Robert Kadlec, médecin de l'Air Force américaine et spécialiste en armes biologiques, forme une sorte de type assez pur des créatures de ce petit milieu. Il commence sa carrière à la veille de la guerre du Golfe comme assistant à la guerre biologique auprès du Joint Special Operations Command (JSOC). Il est initié par l'un des vétérans des programmes d'armes biologiques américains. On ne compte plus les scénarios catastrophes qu'il a écrits en la matière. En 1995, il imagine une attaque de « terrorisme agricole » où la Chine utilise les avions de ligne pour répandre sur les champs du Midwest une maladie qui décime les récoltes de maïs. En 1998, il écrivait dans un document interne du Pentagone : **« Si les armes biologiques sont utilisées sous le couvert d'une épidémie limitée dans l'espace et se produisant naturellement, leur utilisation peut être niée de manière crédible. […] La possibilité de provoquer de graves pertes économiques et l'instabilité politique qui s'ensuit, combinée à la capacité de nier de manière crédible l'utilisation de cette arme, dépasse**

**celle de toute autre arme connue. »** En 2001, il apparaissait sur les écrans de la simulation *Dark Winter*. De 2007 à 2009, il est le directeur de la biodéfense de George W. Bush. Il ne boude pas, à côté de ses fonctions officielles, les menues missions de *consulting* pour des entreprises de biodéfense dans lesquelles il investit parfois ni le lobbying pour des compagnies liées à l'appareil militaire et de renseignement. En 2020, il est l'un des principaux conseillers du président américain pour la *preparedness* et la réponse à la « pandémie ». Il veille personnellement à l'ensemble des contrats de l'opération Warp Speed – le partenariat avec les grandes entreprises visant à accélérer la confection et la logistique des « vaccins » contre le Covid-19. Il est difficile de ne pas entendre une référence appuyée à tous ces exercices de préparation lorsque Joe Biden, en novembre 2020, préconise le port généralisé du masque et met en garde contre la venue d'un *dark winter*.

On pourrait aussi mentionner Tara O'Toole, la conceptrice des premiers scénarios apocalyptiques de simulation de pandémie, qui est passée des délégations américaines enquêtant en Russie dans les années 1990 sur les effets de l'exposition aux armes nucléaires à l'actuelle vice-présidence d'In-Q-Tel, le fonds de capital-risque de la CIA, non sans avoir dirigé le Center for Civilian Biodefense Strategies de Johns Hopkins. Ou Ken Alibek, l'ancien dirigeant du programme soviétique d'armes biologiques et concepteur de la souche d'anthrax la plus virulente au monde passé au service de la biodéfense américaine et de son alarmisme oppportun. Ou Michael Callahan, le médecin et entrepreneur qui initia, en tant que responsable entre 2005 et 2012 à la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) du Pentagone, le programme « Prophecy », une démarche consistant à anticiper les mutations des virus naturels pour lutter contre des pandémies potentielles. Ou Michael Osterholm, l'épidémiologiste qui crie au loup bioterroriste et épidémique depuis un quart de siècle, qui conseille à présent Joe Biden dans sa lutte contre le Covid-19 et confiait en 2002 au

*Lancet* (*Le Bistouri*) : « Je n'ai jamais vraiment su si j'étais un politicien biologique ou un biologiste politique. » Ou encore Neil Ferguson, l'épidémiologiste de l'Imperial College britannique, qui ne rate jamais une occasion, depuis 2001, de fournir des prévisions de décès dantesques pour chaque nouvelle épidémie, pronostics dont le démenti par les faits ne l'a jamais empêché de rester le conseiller très écouté de l'OMS, de l'Union européenne, et des gouvernements britannique et américain, ou un bénéficiaire attitré de la fondation Gates. Bien au contraire.

Le cas de Richard Hatchett, lui aussi, est instructif. Épidémiologiste du Homeland Security Council sous Bush et Obama, c'est lui qui a conçu et imposé en février 2007 aux CDC américains, avec le soutien de l'administration néoconservatrice d'alors, la nouvelle méthode médiévale de gestion des épidémies par confinement, fermeture des écoles et suspension de l'essentiel des rapports humains. La distanciation sociale c'est lui. Depuis 2017, il est le patron de la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) – une organisation créée à Davos avec les subsides de la fondation Gates et du Wellcome Trust pour investir dans des méthodes de vaccination « innovantes ». Cette coalition fournit une bonne occasion aux membres de l'OMS, des grands laboratoires pharmaceutiques et de la DARPA pour se retrouver. En mars 2020, Hatchett jugeait dans une interview que « la guerre est une analogie appropriée » contre un virus qui « est la plus effrayante maladie que j'ai rencontrée dans ma carrière, qui inclut Ebola, le MERS, le SARS ». Quelqu'un de fiable, en somme.



Donald Henderson, le fondateur du Center for Civilian Biodefense Studies de Johns Hopkins, osait cette comparaison : « La toux produit des aérosols en grande quantité exactement comme en cas d'attaque bioterroriste. » L'obsession du bioterrorisme rappelle combien l'antiterrorisme, qui a servi à geler politiquement la situation mondiale après 2001, est aussi la matrice de la gestion des épidémies que nous subissons, *qui remplit d'ailleurs exactement la même fonction*. Un continuum court du traitement actuel des pandémies à l'antiterrorisme des années 2000, et par là des états d'urgence sécuritaires aux états d'urgence sanitaires. Ce continuum plonge lui aussi ses racines dans les années 1990. Plus précisément : dans le néoconservatisme et le néoréalisme qui n'ont cessé, depuis lors, de se répandre de manière si diffuse que droite et gauche ont fini par en devenir

indistinctes. L’Union européenne en a d’ailleurs fait sa cohérence politique fantomatique, mais toujours plus affirmée, elle qui s’est désormais armée d’un commissaire à la « protection du mode de vie européen ». Dans les années 1990, Robert Kaplan voyait approcher « l’anarchie qui vient ». Il citait Malraux : « Combattre, combattre des ennemis qui se défendent, des ennemis éveillés ! » – le même Malraux qui ne voyait d’autre moyen d’unifier l’Europe que de désigner l’islam comme ennemi structurant. Il reprenait aussi Martin van Creveld : « Combattre n’est pas un moyen, mais une fin. » Kaplan soutenait alors que **« la véritable paix ne peut être obtenue que par une forme de tyrannie, aussi subtile et douce soit-elle »**. Il se croyait réaliste, le malheureux. Dans les sociétés démocratiques de la postmodernité règnent, du point de vue néoconservateur, une menace d’anomie, une tendance à la démobilisation, à la dépolitisation de citoyens enivrés par les vapeurs du narcissisme et de la consommation. Comme les guerres, les épidémies – à commencer par les mesures les plus absurdement contraignantes, les plus crûment infantilisantes, les plus ouvertement autoritaires – peuvent être l’occasion de remonter le ressort civique des marionnettes humaines. Cette idée n’a rien de nouveau. Aux États-Unis, en 1793, alors que la fièvre jaune frappe Philadelphie, le débat sur les vertus politiques de la quarantaine fait déjà rage entre les jeffersoniens décentralisateurs attachés aux libertés individuelles proclamées par la Constitution quatre ans plus tôt et les fédéralistes hamiltoniens qui voient dans cette mesure une formidable occasion de forger une nation, de *produire du citoyen*.

Les épidémies, en Occident, ont toujours constitué des événements politiques plutôt que des phénomènes simplement médicaux, et leur traitement a toujours visé autre chose que le remède à une situation sanitaire. Le penseur organique de la santé publique française n’en fait pas mystère : **« Le but des mesures de contrainte tient en deux mots : sécurité civile et ordre public. Rien ne souligne mieux le caractère invétéré des quarantaines et leur persistance dans l’architecture de la santé publique**

**[…] Car maîtriser l'omniprésent désordre reste l'unique obsession, la seule pâture des politiques antipandémiques. »** (Patrick Zylberman, *Tempêtes microbiennes*, 2013) Le mauvais traitement des populations, un peu comme les bizutages dans les rites d'intégration de l'« élite », permet de forger un esprit de corps. Ainsi, **« la *preparedness* est particulièrement propice à ce déploiement plus ou moins spontané de peur et de vertu civique. […] L'appel à un nouveau civisme, à un civisme au superlatif, apparaît certainement comme l'un des aspects les plus originaux de cette nouvelle "culture de l'urgence"** […] Sommé de plier ses modes de vie aux recommandations de la science médicale, **c'est l'individu lui-même qui, outre l'État, est désormais comptable de la santé collective**. La santé n'est plus seulement un droit, c'est aussi un devoir envers soi-même et envers les autres. » (*Ibid.*) Puisque « les populations d'une société moderne ne sauraient rester insensibles aux valeurs médicales » (*ibid.*), c'est au nom de la santé que l'on mobilise les frileux atomes sociaux, maintenant que l'efficacité de l'antiterrorisme a fini par s'émousser. Le but étant constant, il n'y a pas de raison de mettre les opérations entre de nouvelles mains. La gestion des pandémies relève tout naturellement, en France, du Secrétariat général de la défense nationale. On s'accoutume, semble-t-il, à être dirigé depuis bientôt deux ans par un Conseil de défense et de sécurité nationale qui se réunit à huis clos. C'est au général Lizurey, le triomphateur de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes – l'homme qui a restauré l'honneur de la gendarmerie après la déroute de l'opération César en 2012 –, qu'est revenu le privilège d'évaluer la gestion sanitaire du pays en avril 2020, tout parti pris politique, bien sûr, mis à part. En 2002, Bush avait ainsi lancé l'idée d'un « Citizen Corps » afin d'« encourager chacun en Amérique à contribuer à faire de ce pays un endroit plus sûr ». Que ce soit par suivisme après son intégration aux exercices américains de *preparedness* ou par simple complexe d'infériorité géostratégique, une loi française de 2004 n'a pas tardé à transcrire ce généreux appel dans un article stipulant que « toute personne concourt par son comportement à la sécurité civile ». En 2006, un

plan du Secrétariat général de la défense nationale contre une éventuelle pandémie de grippe insiste sur la nécessité du « maintien de l'esprit civique et de la cohésion sociale autour des institutions et des pouvoirs publics ». Plus lyrique mais non moins américain dans son provincialisme, Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, déclarera en 2007 que la constitution d'une réserve sanitaire « est la manifestation concrète de la mobilisation des esprits et des volontés, de l'adhésion du pays à son système de défense sanitaire, […] l'expression ultime du sens et de la réalité d'un engagement placé sous le signe de l'acceptation du devoir et du dévouement ».

L'inanité sanitaire, désormais démontrée, du confinement général contre le Covid confirme assez que la visée de ces interventions « non pharmaceutiques » est centralement politique. Si bien que leur intensité mesure moins le caractère désespéré de la situation épidémique que l'état de discrédit des institutions – quasi inexistantes en Suède, modérées en Allemagne, extrêmes en France ou en Italie. Le ministre belge de la Santé ne cachait pas, en novembre 2020, que la fermeture des commerces « non essentiels » ne visait qu'à « faire un électrochoc ». Le « pass sanitaire », lui aussi, est tout sauf sanitaire. C'est un pass *policier* permettant de trier la population entre dociles et rebelles et d'assurer à terme son traçage volontaire. C'est un pass *comportemental* grâce auquel on peut forcer chacun à tout et n'importe quoi sous la menace de le lui retirer. C'est un pass *financier* visant à faire un grand pas dans le sens de l'identité numérique individuelle sans quoi toutes les données produites par les interactions électroniques, par tous les capteurs et objets connectés dont la 5G promet de saturer notre quotidien, sont presque sans valeur puisque sans support. Or le marché des objets connectés représente une manne estimée à 1 500 milliards à l'horizon 2025. En ce sens, le but de la vaccination est bien le pass, et non l'inverse.

Toutes les mesures invraisemblablement vexatoires de mise aux arrêts domiciliaires de l'ensemble de la population, de couvre-feu, de proscription des plages et des randonnées.

Toutes les consignes aberrantes de port du masque en plein air, de respect des « gestes barrières » ou de la « bulle sociale », de proscription de tout contact, de toute fête, de toute musique.

Tout cela n'est pas le produit d'une regrettable défaillance du bon sens.

Le règne assumé de l'absurdité n'est lui-même rien d'absurde.

Il témoigne du fait qu'*autre chose se passe, sur un autre plan*.

Ce qui se passe, c'est la recomposition d'un corps civique, sur une base non plus politique, mais biopolitique.

Si tout ce qui a trait au droit, au discours, à la raison, à la logique se trouve soudain désactivé, c'est que s'affirme un autre plan de l'appartenance à la « cité ».

Un plan biologique où l'assentiment au pacte social ne se fait plus verbalement, mais corporellement, où l'injection prend le relais de l'injonction.

La notion de « biocitoyenneté » a été élaborée en 2002 afin de penser la façon dont les survivants de la zone de Tchernobyl, réduits à un état polypathologique permanent, sont entrés en osmose avec le système médical qui les assiste dans leur survie.

La DARPA, l'agence que l'on présente généralement comme le « cerveau du Pentagone », a investi depuis 2013 des dizaines de millions de dollars dans Moderna en bonne intelligence avec la fondation Bill et Melinda Gates, pour développer les désormais fameux « vaccins à ARN messager », à l'efficacité si évanescente mais aux effets secondaires si prometteurs. À la question « Pourquoi la DARPA fait-elle cela ? », son directeur répondait en 2019 : « Pour protéger le soldat sur le champ de bataille des armes chimiques et biologiques en contrôlant son génome – en faisant en sorte que son génome produise des protéines qui vont protéger le soldat automatiquement d'un bout à l'autre. »

Une nouvelle « cité », manifestement, est en formation.
Pour nous, il nous convient de n’en pas faire partie.
De nous soustraire au *parc humain*.

# La contre-révolution de 2020 répond aux soulèvements de 2019

1. Le tournant de 2019. 2. La reprise en main.

# 1.

Mettons qu'il existe un ordre mondial.

Mettons qu'un ensemble de puissances – étatiques, économiques, géopolitiques ou financières –, quoique concurrentes dans le détail de leurs intérêts, aient un intérêt fondamental au maintien de l'ordre général, d'une certaine régularité, d'une certaine stabilité, d'une certaine prévisibilité, même purement apparente, du cours des choses.

Mettons que le point sur lequel elles sont vitalement coalisées soit le maintien de la servitude universelle, qui forme la commune condition à leurs existences singulières.

Mettons-nous, maintenant, à la place de l'une quelconque de ces puissances à la fin de l'année 2019, disons en octobre. Comment ne pas se laisser gagner par la panique ?

La paisible, la financière, la consumériste Hong Kong, la cité-État sans histoire, le temple du néant marchand, le comble du vide climatisé où, avant le mouvement Occupy, on aurait eu peine à trouver une idée politique en suspension dans toutes ses interminables galeries commerciales.

Hong Kong, donc, brûle.



Semaine après semaine depuis février 2019, un mouvement localiste entêté, sûr de sa cause, florissant, défie le pouvoir chinois. En quelques mois, il réinvente l'art de l'émeute – lasers éblouissants, parapluies de protection, cônes d'extinction et raquettes pour grenades lacrymogènes, premières lignes de *flamethrowers*, barricades au style inédit. La ville est paralysée à date régulière, l'aéroport envahi, le parlement local investi et profané. On s'inspire expressément des Gilets jaunes français. Les applications qui servaient à draguer servent à présent à composer des « black blocs ». Les jeunes lecteurs de mangas mettent à la confection de leurs tactiques de rue le même sérieux qu'à leurs études d'ingénierie quelques semaines auparavant. Le mouvement convient de ses stratégies sur un forum où les habitants sont si nombreux que la *water army* chinoise de deux cent quatre-vingt mille fonctionnaires payés pour occuper le cyberterrain ne

parvient pas à suivre ; et puis, ses agents sont si grossiers qu'ils se grillent eux-mêmes.

*Be water*, voilà bien une doctrine tactique qu'aucun émeutier occidental n'avait songé à emprunter à Bruce Lee.

*Blossom everywhere* – éclore partout – il fallait y penser, et surtout le faire.

En novembre 2019, l'université polytechnique est occupée et se défend fièrement à l'arc de compétition derrière des barricades enflammées. Quand finalement l'assaut policier, longtemps repoussé, s'empare des bâtiments, ceux-ci sont vides d'occupants : les étudiants, guidés par les plans que les architectes de la faculté leur ont fournis, sont parvenus à s'échapper par les égouts tandis que de plus âgés venaient les exfiltrer en divers points des rues de la ville à la sortie des plaques de fonte convenues d'avance.

Octobre 2019, le Liban – la vieille Phénicie, qui n'est pas un détail dans l'histoire d'une certaine civilisation – se rebelle et s'extrait de la plus retorse des formes de gouvernement, de la plus redoutable institutionnalisation du « diviser pour mieux régner » : la République multiconfessionnelle. Et cela par la grâce de la pression qu'exerce sur les sociétés l'inexorable catastrophe climatique. Une vague d'incendies a révélé à la population que les dirigeants s'étaient à ce point servis dans les caisses de l'État qu'il ne restait plus un Canadair vaillant dans tout le pays. S'avisant que les forêts n'avaient pas, elles, de confession, les habitants s'organisèrent par eux-mêmes pour lutter contre les feux sans plus se soucier des appartenances religieuses. De cette expérience commune, ils tirèrent un constat partagé de la situation politique et des puissances qu'ils contenaient en eux. L'annonce d'une nouvelle taxe sur les communications WhatsApp, jusque-là gratuites, mit le feu aux poudres de la cleptocratie libanaise. Les différentes « communautés » également flouées se levèrent ensemble contre le cynisme de leurs dirigeants. En octobre 2019, un Liban parfaitement inespéré se révélait à la face du monde : locaux du Hezbollah pris d'assaut, voitures de ministres attaquées, ministères et routes bloqués, places occupées. Cousine de la

révolte du Hirak en Algérie, qui depuis février 2019 a laissé le régime en place hagard, à court de manœuvres à force de les voir déjouées une à une, l'insurrection libanaise aura elle aussi trouvé face à elle des armes fournies par l'État français.

Plus cauchemardesque encore, en ce maudit mois d'octobre 2019, la non moins industrieuse, moderniste et pacifique Catalogne – la vieille Catalogne qui invente en 1068 la notion moderne de *valor*, sans quoi le capital ne serait sans doute pas ce qu'il est – s'insurge à son tour. L'inoffensif mais omniprésent mouvement indépendantiste, avec ses assemblées locales, ses comités de défense de la république et ses informaticiens de pointe, sort de ses gonds. En réaction au verdict du procès de ses dirigeants jugés pour avoir organisé un référendum, il appelle à la grève générale, à « faire de la Catalogne un nouveau Hong Kong », bloque à son tour l'aéroport en utilisant un ingénieux système de messageries cryptées impulsé sous le nom de « Tsunami democratic ». Plusieurs journées d'émeute, de sabotage et de blocage dans toute la Catalogne, puis de colossales marches populaires confluant pour six heures d'affrontements acharnés place Urquinaona, au cœur même de Barcelone, donnent un nouveau visage à la revendication de sécession. « Nous sommes à court de sourires », expliquent les émeutiers.

Comble de la malédiction, le Chili lui-même, patrie du « miracle économique » de Pinochet et des Chicago Boys, est touché. En octobre 2019, de gigantesques protestations déclenchées par une augmentation du prix du métro sur fond de misère générale promettent que le pays, qui en fut le berceau, « sera le tombeau du néolibéralisme ». L'état d'urgence est déclaré. Pour la première fois depuis la mort de Pinochet, l'armée est déployée dans les rues de Santiago sous couvre-feu. Le président Piñera, digne héritier du régime, déclare : « Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant, implacable, qui ne respecte rien ni personne et qui est prêt à faire usage de la violence et de la délinquance sans aucune limite. » Il se murmure dans l'armée que l'on est confronté à une « guérilla moléculaire

diffuse » de tendance messianico-deleuzienne à la solde du communisme. En réponse à la répression, l'identité, l'adresse et les données personnelles de dizaines de milliers de policiers sont divulguées par des hackers. Les émeutes et les manifestations sont si puissantes que l'état d'urgence doit être abrogé, et qu'on espère les noyer dans la concession d'une nouvelle Assemblée constituante et la rédaction d'une nouvelle constitution – moins hayekienne cette fois, qui sait ? Difficile, quoi qu'il en soit, de ne pas nourrir l'impression qu'avec le Chili c'est un cycle qui s'achève, une figure qui se noue, une ère qui se rue dans l'abîme. Une ère, précisément ouverte et préservée avec tous les instruments du plus précis, du plus discret et du plus impitoyable des complots, fruit de l'intrigue de plusieurs décennies de tous les tenants de la « société ouverte », des membres les plus influents de la Société du Mont-Pèlerin, dont la réponse à la barbarie nazie a été d'accoucher de celle des dictatures sud-américaines, de passer de l'ordre des SS à celui des services secrets américains et des guerres chirurgicales.

Dernière détestable synchronicité : le 1er octobre 2019, l'Irak dont on était fondé à penser que l'âme était carbonisée à jamais après les horreurs infligées par l'invasion, l'occupation et le « surge » américains, s'éveille à son tour. Manifestations d'une ampleur jamais vue contre la corruption, la pauvreté, le chômage de masse, la pénurie de tout, la gestion confessionnelle-mafieuse du pays. Occupations de places. Le peuple, encore une fois, « veut la chute du système ».

En novembre 2019, c'est la Colombie qui entre dans la danse. Les plus grandes manifestations de l'histoire de la Colombie, une grève nationale, des émeutes contre la réforme du marché du travail et des retraites, les projets de privatisation, la remise en cause du traité de paix avec les guérillas vaincues, l'assassinat des indigènes par les groupes paramilitaires, les inégalités sociales, la destruction de l'environnement, etc. Casserolades, affrontements, couvre-feu.

Le feu n'en finit plus de progresser.

L'« hémisphère occidental » est menacé, rien de moins.

Il ne manque plus qu’une insurrection communaliste en Suisse pour prouver que le monde est en train de changer de base.

# 2.

Quiconque se met dans la peau de l'une quelconque des puissances organisées qui ont intérêt au maintien de l'ordre mondial en conviendra : en cet automne 2019, il est temps de siffler la fin de la récréation. On ne peut laisser se répandre parmi les peuples les moins « politisés » une révolte aussi insolente contre dirigeants et « élites ». Tout cela n'est pas acceptable. D'autant que ce qui s'annonce en matière d'accélération de la catastrophe climatique et écologique, de « disruption » du marché de l'emploi par les nouvelles technologies et de migrations d'entières populations, ne présage d'aucun retour au calme à l'horizon. Tout cela va trop loin. Les souris ont beaucoup trop dansé. Il faut prendre cinq coups d'avance, si l'on entend rester maître de la situation. Il est temps de faire un *great reset*, comme dirait Klaus Schwab, le président du WEF.

Heureusement pour nous, nous n'en sommes pas réduits à spéculer sur ce qui se passe dans la tête des puissances de ce monde : il suffit de lire les rapports des innombrables think tanks, cellules de prospective et autres centres d'études qui font office de cerveau au capital accumulé. Pour l'automne 2019, on se reportera avec profit à « L'âge des manifestations de masse » publié en mars 2020 par le Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington. Le CSIS est le think tank de référence du complexe de la sécurité nationale états-unien. Henry Kissinger y a encore son bureau. Zbigniew Brzezinski y a tenu une chaire jusqu'à sa mort en 2017. « Le CSIS se consacre à trouver les façons de soutenir la prééminence et la prospérité américaines comme une force pour le bien dans le monde », dit le site. Si l'on veut prendre la mesure de l'inquiétude qui régnait à Washington en cet automne 2019, il faut ouvrir « The Age of mass protest » : « Entre 2009 et 2019, le nombre de manifestations

antigouvernementales dans le monde a crû de 11,5 % par an […] Le 16 juin 2019, 2 des 7,4 millions d'habitants de Hong Kong ont défilé – presque un quart de la population de la ville. À l'apogée des manifestations à Santiago, Chili, le 25 octobre 2019, la foule a atteint 1,2 million – là aussi presque un quart des 5,1 millions de résidents de Santiago. […] Nous vivons dans un âge de manifestations de masse globales historiquement sans précédent en fréquence, en portée et en taille. […] En 2008, au plus haut de la crise financière globale et en amont des Printemps arabes, l'ex-conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Zbigniew Brzezinski, avait identifié un "réveil politique global". D'après lui, une nouvelle ère d'activisme global se levait. Il écrivait : **"Pour la première fois dans l'histoire, presque toute l'humanité est politiquement activée, politiquement consciente et politiquement interactive."** […] Les gouvernements du monde ne sont pas préparés à la montée d'une marée d'attentes des citoyens se traduisant par des manifestations politiques de masse et d'autres formes moins évidentes. Répondre à la croissante déconnexion entre les attentes des citoyens et l'aptitude gouvernementale à les satisfaire pourrait être le défi d'une génération. […] **Cela dit, la signature inquiétante de cette ère de manifestations de masse est le lien commun qui les unit : être sans leader. Les citoyens perdent foi dans leurs leaders, élites et institutions et prennent la rue par frustration et souvent par dégoût. »**

Voilà où l'on en était, à Washington, en cette fin 2019, avant que ne survienne la divine surprise d'un nouveau coronavirus. Admettons que face au titan qui se levait là, avec un nombre de manifestations antigouvernementales suivant une progression exponentielle, avec toute cette jeunesse qui commençait à protester partout sur la planète d'avoir à grandir dans un monde fait de sécheresses, de canicules, de chômage de masse, de start-up débiles, de ralentissement du Gulf Stream, d'intoxication de tout et de mort des océans, l'antiterrorisme n'était plus d'aucun secours, en fait de chape de plomb. Il fallait un instrument nouveau, capable d'opérer un gel

définitif de toutes ces odieuses manifestations de masse. Comme on l'a vu, le nouvel instrument n'était pas si dépourvu de lien avec l'ancien. Et comme l'explique si bien Peter Daszak, le président de l'ONG écologiste new-yorkaise EcoHealth Alliance – un écologiste curieux, qui aime bien citer Donald Rumsfeld à ses heures, pour une ONG originale, où l'on ne répugne pas à collaborer intensément aux programmes de biodéfense du Pentagone – dans le *New York Times*, **« les pandémies sont comme les attaques terroristes** : nous savons à peu près d'où elles proviennent et ce qui en est responsable, mais nous ne savons pas exactement quand la prochaine va avoir lieu. Elles doivent être traitées de la même manière – en identifiant toutes les sources possibles et en les démantelant avant que la prochaine pandémie ne frappe ».

Ce qui est piquant, c'est que cet homme qui traque les menaces zoonotiques « naturelles » comme d'autres traquent la « menace terroriste » est aussi celui qui a écrit et fait signer à vingt-sept scientifiques de renom dans le *Lancet* du 19 février 2020 la fameuse lettre statuant martialement : « Nous sommes solidaires pour condamner fermement les théories de la conspiration qui suggèrent que le Covid-19 n'a pas une origine naturelle […] et concluons massivement que ce coronavirus a pour origine la vie sauvage. […] Les théories de la conspiration ne font que créer de la peur, des rumeurs et des dommages qui mettent en danger notre collaboration globale pour lutter contre ce virus. » C'est ce qui s'appelle prendre les devants.

Quelle déception ce fut, pour ses cosignataires, d'apprendre peu après que l'ONG de Peter Daszak était en réalité financée par millions par le National Institute of Health américain et le National Institute of Allergy and Infectious Diseases du docteur Fauci pour mener des expériences sur les coronavirus de chauve-souris à l'Institut de virologie de Wuhan ! Des expériences aussi innocentes que celle consistant à greffer une protéine Spike sur la structure de base d'un virus SARS-CoV pour en observer l'effet pathogénique sur les poumons de souris « humanisées ». Et une proximité aussi anecdotique que Peter Daszak a publié sur quinze ans une vingtaine

d'études avec les scientifiques de l'Institut chinois. On imagine aussi le dépit de ces co-signataires quand ils découvrirent en septembre 2021, suite à une mystérieuse fuite, la demande de financement adressée en 2018 à la DARPA par EcoHealth Alliance pour mener au laboratoire P4 de Wuhan une expérimentation de gain de fonction consistant à insérer sur la protéine Spike d'un coronavirus de type SARS un site de clivage de la furine permettant d'augmenter considérablement sa contagiosité chez les humains – ce même site de clivage qui intrigue tant les chercheurs depuis qu'ils étudient le SARS-CoV-2 puisque aucun des virus de sa famille, les sarbecovirus, n'en possède. Ce programme de recherche portait bien son nom : « Project DEFUSE » (projet Désamorcer). Le choix de l'institut de Wuhan ne manquait pas d'à-propos puisque sa virologiste en chef, une bonne amie de Peter Daszak, y est associée à l'un des principaux conseillers en bioterrorisme de l'armée populaire de Chine. On ne peut que regretter que cette dernière ait fait disparaître la base de données listant l'ensemble des virus sur lesquels travaille l'institut de Wuhan dès le mois de septembre 2019. Dans ces conditions, il était assurément impératif que Peter Daszak fasse partie de la commission du *Lancet* sur l'origine du SARS-CoV-2 comme de celle de l'OMS envoyée en Chine pour enquêter sur la question, commission qui devait conclure que « la théorie de la fuite de laboratoire [est] hautement improbable ».

Après tout, Allen Dulles a bien fini par être nommé dans la commission Warren sur l'assassinat de John Kennedy, et c'est à une commission Rockefeller que l'on a confié, en 1975, le soin d'investiguer sur la masse d'« activités illégales » de la CIA aux États-Unis dans les années 1960, à la suite d'une pénible série de révélations.

Comme il a dû être consumant, pour la DARPA comme pour Peter Daszak, de devoir se taire durant deux ans de « pandémie » au sujet du « project DEFUSE ». Et tout ça par pur respect du secret-défense.

Voilà un homme dont les silences, les mensonges et les dénégations valent, à la longue, les meilleures enquêtes.

Peter Daszak peut légitimement postuler pour le titre d'homme *le plus louche* de cette époque.

Fin 2019, une crise massive de la gouvernementalité mondiale était en cours.

Une lucarne historique s'ouvrait.

En France, l'écrasement bestial des Gilets jaunes était encore dans toutes les têtes et la police était à peu près aussi détestée que le régime qu'elle avait sadiquement défendu.

La possibilité de sortir des rails d'un futur foutu attirait à elle des peuples entiers.

Il fallait tenter quelque chose. Il fallait reprendre la main, *quoi qu'il en coûte*.

Ceux dont une telle bifurcation signifierait la perte ont tenté de lui substituer une machination afin de rester sur les rails de leur apocalypse rentable.

Ils ont déclaré clos les possibles et voulu inverser le signe de la rupture historique en cours en retournant l'ouverture révolutionnaire en intensification vertigineuse de leur emprise.

Un bouleversement étant inévitable, ils ont essayé de faire en sorte que ce soit *le leur*.

Ce que la moindre puissance ayant intérêt au maintien de l'ordre mondial pouvait attendre de la déclaration tonitruante d'une pandémie, c'était :

– le placage brutal d'un crescendo historique sur une péripétie « naturelle » ;

– une restauration de toutes les autorités – police, science, médias, entreprises, État ;

– la substitution de la défiance envers ceux qui gouvernent par celle de chacun envers tous les autres ;

– l'isolement des êtres dans leur « bulle sociale » et l'impossibilité subséquente de toute *prise en masse* ;

– un gigantesque hold-up sur toute faculté de projection dans le temps, d'anticipation et d'organisation ;

– la légitimité à contrôler toutes les interactions humaines « pour le bien de tous » ;

– la déréalisation de toute l'histoire passée face à l'angoisse télécommandée du moment ;

– l'effet de *tunnelling* associé à la peur et à la rareté, où tout s'efface qui n'a pas trait à la survie immédiate – les psychologues de Harvard ont bien étudié la question ;

– la panique qui change en luxe le fait de raisonner encore, et en provocation celui de faire preuve d'un peu de recul ;

– une rupture dans le fil de l'histoire en train de se faire, et une rupture avec toute l'histoire antérieure.

Malgré la persistance de révoltes jusqu'au cœur de Washington durant les émeutes George Floyd, il faut bien admettre que, *dans un premier temps*, ces effets ont été obtenus au-delà de toute espérance.

On ne s'était donc pas *préparé* en vain.

Seulement voilà, la « société ouverte » des néolibéraux, même la terre n'en veut plus.

Le pari de la stabilisation par l'accélération est un bluff sur une main faible.

# La guerre froide n'a jamais pris fin

1. Le grand réveil. 2. La longue Guerre froide. 3. MK-Ultra *for ever.*
4. Théorie du confinement.

## 1.

Qui s’éveille, naît à un monde en guerre.

Vivre en somnambule est assurément plus commode.

La présente morale du troupeau est donc celle des somnambules : d’autant plus elle enjoint à la bienveillance, à la tolérance, à l’acceptation, à l’ouverture, à l’adaptation, à la modération, à la modestie, au scepticisme, d’autant plus elle s’autorise la dernière cruauté, l’étroitesse la plus crasse, le plus complet dogmatisme chaque fois que s’offre l’occasion de lyncher l’indocile.

Tout glisse sur la conscience somnambule. Rien n’imprime.

La pluie drue des faits du jour file par les gouttières de l’esprit. Rien ne fait particulièrement sens.

À quoi bon ? Les choses sont comme elles sont.

Si bien que rien, non plus, ne semble particulièrement absurde.

Les *fact checkers* veillent au sommeil prescrit. Le roman national vaut toutes les berceuses. Le grand brouillard de l’information règne.

Ce brouillard est, en réalité, celui de la guerre.

Les conspirationnistes sont, pour les endormis, la cause d’une grande inquiétude. Nous troublons leur sommeil. Ils se répandent désormais en témoignages bavards, en entiers reportages pleins d’insinuations et de clichés idiots, au sujet de notre métamorphose. C’est en passe de devenir une sorte de marronnier mondial. Les endormis ne comprennent pas. Ils sont traumatisés. Leur couple est détruit. La famille ne s’en remet pas. Les voisins, n’en parlons pas. Ils ne nous reconnaissent plus. Ils contactent gentiment des médecins, pour nous « soigner » – eux qui n’ont dans la bouche que les mots du JT. Ils chroniquent notre inexorable dérive, les conseils qu’ils nous ont si louablement dispensés, nos frasques

inintelligibles. Tout ce potentiel gâché. Ils ne ménagent pas leurs efforts pour se faire croire que tout tourne encore rond dans ce monde parti en vrille.

Notre crime, en vérité, c'est de chercher à comprendre le monde dans lequel nous vivons, et d'avoir le front de le faire *dans nos propres termes*, *par nos propres moyens* et, chose impardonnable, *en partant de nous-mêmes*.

« On peut discuter de tout, sauf des chiffres », dit le gouvernement en avançant une statistique mensongère.

« Il faut, dans le pays des Lumières et de Pasteur, qu'on arrête d'avoir des espèces de débats permanents sur les faits ou la vérité scientifique », s'impatiente un président manifestement peu féru d'anthropologie des sciences.

Les anthropologues des sciences, eux qui ont passé quarante ans à « discuter d'indiscutables sciences » en commençant par la politique de Pasteur, préfèrent se taire, d'un silence atomique. Ils regardent ailleurs et dissertent d'écologie. Leur valeur personnelle se mesure à cela.

On se plaît à railler notre appel à faire sa propre recherche. Particulièrement en France, où il ne fait pas bon se livrer à des recherches « personnelles ». Ni même oser s'autoriser de sa propre expérience, sinon pour la regretter. Et où, de toute façon, se faire confiance est un vice social bien répertorié.

Les conspirationnistes, moque-t-on, se contentent de faire leur recherche sur Internet : on ne les voit même pas dans les bibliothèques universitaires. Il faut bien dire qu'à de très rares et précieuses exceptions près, les universitaires ne semblent pas être trop pressés de contribuer à l'intelligence des différents aspects du moment. Soit que le spectacle de leurs collègues dissidents lynchés pour l'exemple les ait emplis de terreur, soit qu'à force de spécialisation concurrentielle, à force de tout savoir sur presque rien, leur science ait perdu le moindre usage possible.

Mais le plus drôle, en un sens, est tout de même que les « services » s'en mêlent. Voilà le FBI, le Verfassungsschutz, la DIGOS ou la DGSI qui se

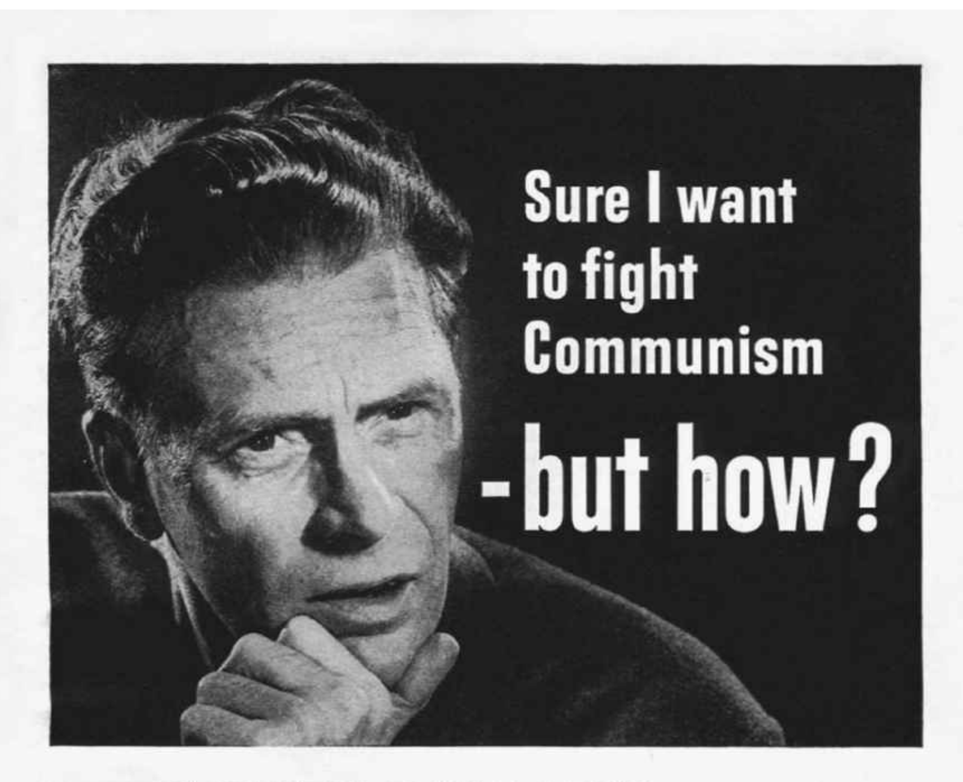
lancent à nos trousses : certains d'entre nous auraient aperçu des béances dans le *storytelling* officiel, d'autres auraient pris ombrage qu'on les prenne si ouvertement pour des imbéciles, d'autres encore s'apprêteraient à tirer les conséquences pratiques de ce que tout le monde sait, de ce qui figure dans tous les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : que ce monde va au gouffre. On monte contre d'innocents projets d'habitat collectif à la campagne le genre de cabales médiatiques avec saisie des fonds que l'on réservait par le passé à des menaces autrement plus subversives. On fait discrètement disparaître du Web les contenus trop peu conformes et trop viraux. Un rien semble menacer la sécurité publique, dorénavant. Il n'en a jamais fallu si peu pour devenir un quasi-terroriste.

La logique semble figurer désormais au nombre des délits. Ne pas se plier aux remèdes d'une civilisation qui rend visiblement malade, quand elle n'invente pas directement les maladies. Refuser d'avaler l'ultime arnaque d'une « croissance verte » qui se commercialise sous les mêmes marques qui ont jusqu'ici tout saccagé. Refuser d'être en paix avec l'existence de Monsanto, car chacun a bien compris qu'il n'y aura jamais d'alternative à Monsanto tant qu'il y aura Monsanto. Refuser de se laisser entraîner, entre deux apéros et un rail de coke, dans le flot suicidaire de cette civilisation. Ne plus rien attendre de la masse hargneuse des adeptes du Grand Sommeil. Bref : prendre au sérieux le fait d'être au monde, vivant, *ici et maintenant*, et partir de là. Voilà qui vous qualifie d'emblée comme conspirationniste-survivaliste-mystique-sectaire-d'extrême-droite. Et appelle sans tarder l'ouverture d'une enquête préliminaire. Par moments, il nous vient le soupçon que toute cette entreprise d'effroi planétaire planifié autour du Covid vise d'abord à un immense dérèglement de l'instinct de survie *au moment même où celui-ci se réveille*, et où tout lui indique qu'il y a urgence à quitter le navire, à arrêter sa course par tous les moyens nécessaires.

## 2.

Ce monde est en guerre, mais d'une guerre *froide*. En cela, elle peut toujours être déniée. La guerre froide n'a pas trait à l'affrontement immobile de deux blocs – hier, le bloc occidental face à la Russie et la Chine ; aujourd'hui, le bloc occidental face à la Chine et la Russie. Elle a trait au gel des possibilités historiques, au verrouillage de la situation. La guerre froide a commencé bien avant que Walter Lippmann n'en popularise la notion en 1947. L'invention de la société de consommation dans l'Amérique des années 1920 était déjà une réponse au défi politique de la révolution russe, tout comme le management scientifique de Taylor était, une génération plus tôt, une réponse impérieuse à l'insubordination ouvrière montante. Un publiciste des années 1920 plastronnait au bord du gouffre, en 1929 : « Les grandes sociétés offrent à l'Amérique ce que les socialistes s'étaient donné pour but : que chacun soit nourri, logé et vêtu. » En mars 1944, à Los Alamos, le directeur du projet Manhattan ne faisait pas mystère au physicien Joseph Rotblat que le développement de la bombe atomique ne visait ni les Allemands ni les Japonais, mais bien à tenir en respect les Soviets. En 1946, Charles Wilson, président de General Electric, vice-président du Bureau de la production de guerre et futur conseiller du président Eisenhower, déclarait : **« Les problèmes des États-Unis peuvent se résumer en deux mots : à l'extérieur, la Russie, à l'intérieur, le travail. »** On peut dire que ces deux problèmes ont été *résolus*, puisque l'une a disparu et l'autre est en bonne voie, du moins dans ce grand hospice que tend à devenir l'Occident. Quand la guerre de Corée éclate, en 1950, « l'invasion est présentée comme la preuve établie de l'existence d'une "conspiration communiste internationale" menée par la Russie, qui sera le mot d'ordre de la guerre froide, et de la nécessité d'une *preparedness* permanente. **« "La Corée est**

**arrivée et nous a sauvés", devait plus tard se souvenir Dean Acheson, parlant pour les faucons. »** (*Forces of Production*, David F. Noble, 1984)




**With "TRUTH DOLLARS"–*that's how!***

**Your "Truth Dollars" fight Communism in it's own back yard—*behind* the Iron Curtain. Give "Truth Dollars" and get in the fight!**

"Truth Dollars" send words of truth and hope to the 70 million freedom loving people behind the Iron Curtain.

These words broadcast over Radio Free Europe's 29 transmitters reach Poles, Czechoslovakians, Hungarians, Romanians and Bulgarians. RFE is supported by the voluntary, cooperative action of millions of Americans engaged in this fight of good against evil.

***How do "Truth Dollars" fight Communism?*** By exposing Red lies . . . revealing news suppressed by Moscow and by unmasking Communist collaborators. The broadcasts are by exiles in the native tongues of the people to whom they are beamed.

Radio Free Europe is hurting Communism in its own back yard. We know by Red efforts to "jam" our programs (so far without success). To successfully continue these broadcasts, even more transmitters are needed.

***Every dollar buys 100 words of truth.*** That's how hard "Truth Dollars" work. Your dollars will help 70 million people resist the Kremlin. Keep the truth turned on. Send as many "Truth Dollars" as you can (if possible, a dollar for each member of your family). The need is now.

**FIGHT COMMUNISM**



**with "TRUTH DOLLARS"**

***Support* Radio Free Europe**

***Send your "Truth Dollars" to CRUSADE FOR FREEDOM c/o your Postmaster***

JANUARY, 1957 105

« Bien sûr que je veux combattre le communisme. Mais comment ? »

Celui qui croit que la guerre froide est finie n'a qu'à feuilleter l'un des derniers rapports de l'« Innovation Hub » de l'OTAN intitulé « Le sixième domaine d'opérations de l'OTAN » et publié en janvier 2021. Certes, avec les doctrines contre-insurrectionnelles, la guerre moderne a cessé d'être strictement militaire pour se donner des buts essentiellement politiques et des moyens essentiellement civils. *En devenant totale, la guerre est devenue psychologique*. Dès 1945, Eisenhower le revendiquait : « La guerre psychologique a montré son droit à une digne place dans notre arsenal militaire. » Mais ce document de l'OTAN présente une sorte de « progrès » : dans la forme – le recours à la fiction d'anticipation comme nouvelle norme dans l'entreprise de colonisation des imaginaires par les armées –, comme dans le fond – proposer d'adopter le plan « cognitif » non comme théâtre d'opérations supplémentaire s'ajoutant à la terre, à la mer, aux airs, à l'espace et au cyberespace, mais comme dimension transversale qui unifie tous ces champs. Lisez plutôt.

« Si on accepte le fait que la guerre moderne est devenue, pour de bon, permanente / hybride / ambiguë / sous le radar, et si l'OTAN se cantonne dans le seul segment "défense militaire classique", alors l'OTAN ne pourra satisfaire les attentes de ses membres car elle ne pourra pas répondre aux menaces qui font partie de la guerre moderne […] La force militaire et son usage sont évidemment essentiels pour assurer la sécurité. Mais la question de la sécurité globale, qui est la vraie question pour les Nations, convoque un large éventail de menaces, de risques, de types de réponses, notamment institutionnelles, qui recouvrent l'ensemble des dimensions politique, économique, sociétale, sanitaire et environnementale, et ces dimensions ne sont prises en compte par aucun des domaines d'opérations actuels ! […] **Le Domaine Humain inclut les sciences cognitives et les sciences de l'information, mais également la biologie, la psychologie, la sociologie, les sciences économiques […] Le Domaine Humain, c'est celui qui nous définit en tant qu'individus et qui structure nos sociétés.** […] Comme

c’est le cas pour toute organisation internationale, le socle de l’OTAN, c’est la confiance entre ses membres. Cette confiance repose sur le respect d’accords explicites et concrets mais aussi sur des “contrats invisibles”, l’accord sur certaines valeurs partagées et ça, c’est vraiment difficile lorsqu’une bonne partie des partenaires se sont tapés dessus durant des siècles. **Les cicatrices et les blessures qui en résultent composent un “paysage cognitif” que nos adversaires étudient très attentivement. Leur objectif est d’identifier les “Centres de gravité cognitifs” de l’Alliance sur lesquels ils peuvent alors braquer leurs armes dopées à l’information et à l’intelligence artificielle.** Tu vois ce que je veux dire : infox, trucages indétectables, *deepfakes* transmis et relayés par les réseaux sociaux, chevaux de Troie, avatars numériques… […] **Les progrès accomplis en science, dans toutes les sciences – y compris celles associées au Domaine Humain – ont créé une situation inédite dans l’histoire du monde. On n’a jamais vu individus et minorités engagées disposer d’un pouvoir aussi dévastateur.** Et si les menaces NBRC [Nucléaire-Biologique-Radiologique-Chimique] restent en grande partie l’apanage de grandes puissances ou d’entités encore repérables aujourd’hui, ce sont les capacités transdisciplinaires qu’offrent les NBIC [Neuro-Bio-Info-Cognitives] qu’utilisent et perfectionnent ces individus et minorités engagées qui, pour le dire simplement, nous veulent du mal. On ne résoudra pas le problème tout seul dans son coin : les vulnérabilités propres au Domaine Humain, notamment cette notion de Centre de gravité cognitif, représentent bien sûr des menaces sérieuses pour l’OTAN, mais elles s’appliquent également au niveau national. […] **Mais, aujourd’hui, qu’est-ce que “l’opinion publique” ? Comment se forme-t-elle ? Comment peut-elle être manipulée, détournée ? Et comment fait-on aujourd’hui pour gagner “les cœurs et les âmes des hommes” ?** […] La guerre moderne dépend en grande partie de ce que l’on appelle la “sphère de l’information”, c’est-à-dire d’un domaine où s’exerce “l’influence”. C’est le monde des infox, des campagnes organisées de désinformation, d’un travail de sape et d’érosion

incessants du moral de nos concitoyens […] **Mais regardez ce qu'il s'est passé avec la pandémie de Covid qui a touché la planète au début des années 20 et, si j'ose dire, mettez-vous "dans la peau du virus" et posez-vous la question qu'il s'est posée : "quelles sont les vulnérabilités humaines que je devrais exploiter pour optimiser ma propagation ?" Vous en connaissez la réponse : le comportement humain.** […] Vous, en tant qu'individu, mais aussi vous en tant que membre d'une famille, d'une communauté, d'une société, et cela, qui que vous soyez et où que vous soyez. **Pirater l'être humain, influencer ses capacités de commandement et de contrôle au niveau individuel, ce qui entraîne une capacité d'ingérence au niveau de sa communauté, de la société à laquelle il appartient, c'est devenu pour nos ennemis la méthode la plus efficace et la plus rentable d'atteindre leurs objectifs.** Ne vous y trompez pas, la cible aujourd'hui c'est le comportement humain, dès lors qu'on s'en prend à la cognition humaine même, au travers de la manipulation de son environnement informationnel. […] Les adversaires que nous connaissons sont des organisations bien définies, mais nous ne savons pas encore bien identifier les "minorités engagées", ces communautés de zélotes qui, à travers le monde, se concentrent sur nos vulnérabilités, nos faiblesses, visent nos centres de gravité avec une précision croissante et, partant, menacent les états et les organisations internationales telles que l'OTAN. »

Voilà où en est le conspirationnisme des anticonspirationnistes.

Ce monde est l'œuvre de grands paranoïaques.

Ce n'est pas la moindre de ses failles.

## 3.

Fort Detrick, avant de devenir le centre du programme d'armes biochimiques américaines et donc d'expérimentations sur les virus, fut dans les années 1950 le siège du projet MK-Ultra. Le projet MK-Ultra reste, dans l'histoire contemporaine, le point culminant de la désinhibition autorisée par la guerre froide. Le point où une époque, étant ivre de sa cause, laisse entrevoir son vrai visage. Peut-être en est-il ainsi seulement parce que c'est aussi l'un des rares, au milieu de tant d'autres projets secrets de la CIA, sur lequel quelques informations aient finalement fuité. La mécanique de la désinhibition est banale : il suffit par exemple de prêter à l'ennemi – en l'espèce, « communiste » – des méthodes infernales – en l'espèce, de torture et de lavage de cerveau – afin de s'autoriser à en faire autant, « pour la bonne cause » évidemment. Il y a là une sorte de mécanisme anthropologique dont la modernité semble particulièrement friande. Allen Dulles, alors directeur de la CIA, en expose la logique dans un discours d'avril 1953 aux anciens élèves de Princeton : **« Réalisons-nous combien la bataille pour les esprits des hommes est devenue sinistre ? […] On pourrait l'appeler la "guerre du cerveau". La cible de cette guerre est l'esprit des hommes sur une base individuelle comme collective.** Son but est de conditionner l'esprit jusqu'à ce qu'il ne réagisse plus à partir de sa volonté libre ou d'une base rationnelle, mais comme une réponse à des impulsions implantées depuis le dehors. […] L'esprit humain est le plus délicat des instruments. Il est si finement ajusté, si sensible aux influences extérieures, qu'il se révèle malléable entre les mains d'hommes sinistres. Les Soviets utilisent à présent cette perversion du cerveau comme l'une de leurs principales armes afin de poursuivre la guerre froide. Certaines de ces techniques sont si subtiles et répugnent tant à notre *way of life* que nous avons reculé plutôt que de les affronter. »

Trois jours plus tard, il donnait son autorisation au projet de recherche ultrasensible MK-Ultra dont l'objet était justement d'avancer sur la voie du *mind control*.

Tout le pathos humaniste d'Allen Dulles est bien sûr factice. En 1953, cela fait une bonne décennie que les services américains ont des bases d'interrogatoire et de torture aux quatre coins du monde où ils sacrifient volontiers à leur étude de la « science de l'homme » les prisonniers considérés comme *expandables* c'est-à-dire « consommables » – ceux que l'on peut tuer, à coups de toxiques, de privations ou d'atrocités originales. Ils ont ainsi fait des pieds et des mains pour blanchir et recruter Kurt Blome et Shiro Ishii – les responsables des expérimentations dans les camps nazis et japonais sur les effets de l'anthrax, du botulisme, de la peste, du choléra, de la dysenterie, de la variole ou de la fièvre typhoïde. À leur suite, le recrutement se portera sur sept cents autres scientifiques, ingénieurs et agents nazis avec visas et biographies falsifiées fournis clé en main. C'est l'opération Paperclip. Le mémorable réseau Gehlen de renseignement à l'Est passa sans transition du service du Reich à celui des États-Unis, tout comme un certain Klaus Barbie. Le maître des interrogatoires de la Luftwaffe vint enseigner son noble art à ses congénères américains tant et si bien qu'il s'installa en Californie où il finit par confectionner des mosaïques psychédéliques. On devait bien tout cela à la « sécurité nationale ». En 1949, six ans à peine après que Hofmann a synthétisé le LSD en Suisse dans les laboratoires de Sandoz, un scientifique du Chemical Corps de l'armée américaine en suggère l'emploi offensif dans un rapport, « La guerre psychochimique : un nouveau concept de guerre ». En 1953, à ce qui n'est encore que *Camp* Detrick, les scientifiques du « Service technique » de la CIA travaillent déjà depuis quelques années sur la guerre biochimique et les armes bactériologiques. Ils expérimentent toutes sortes de toxiques innovants et de tout aussi innovantes façons de les administrer. MK-Ultra fait donc suite au projet Artichoke, au projet Bluebird ; il voisine MK-Naomi

– tous programmes qui impliquent des expériences de torture jusqu'à la mort et d'empoisonnement. Si le projet MK-Ultra est resté légendaire, c'est notamment pour la certitude butée de son patron, Sidney Gottlieb, de pouvoir faire du LSD un sérum de vérité. Il ne reculera devant aucune « dépense » en la matière. Il fera administrer des doses massives et quotidiennes à des détenus de droit commun des semaines durant. Des étudiants, des patients d'hôpitaux psychiatriques et même un membre du projet, utilisés comme cobaye, ne redescendirent jamais ou moururent. La CIA se dota de bordels à New York et à San Francisco où l'on administrait à leur insu du LSD aux clients afin d'observer, derrière une glace sans tain, s'ils devenaient soudainement plus diserts avec ces dames. MK-Ultra, ce fut aussi des malades allant consulter pour une dépression et finissant légume à force d'électrochocs entre les mains de psychiatres fanatisés. Ils voulaient voir si l'on pouvait effacer une personnalité pour en installer une nouvelle.

Ce fut aussi l'essai de la privation sensorielle et de l'hypnose pour faire parler les prisonniers. Ou l'échec de l'empoisonnement de Patrice Lumumba au Zaïre, les Belges l'ayant massacré avant.

On ne trouva pas le sérum de vérité.

On ne réussit qu'à répandre l'acide dans la contre-culture.

Mais le plus original, dans le projet MK-Ultra, est certainement d'avoir mis en place dès 1954 une fondation-écran – la **Society for the Investigation of Human Ecology** – pour « comprendre le comportement humain ». Pareille ambition requiert des recherches tout à fait multidisciplinaires : en médecine, en anthropologie, en psychologie, en biologie, en sociologie, en dynamique des groupes, en communication voire en informatique – toute une écologie, en somme. Elle exige de rassembler tout un puzzle de savoirs dont aucun esprit ne peut assurer seul la synthèse. Et de s'adjoindre tout un ensemble de chercheurs qui pourraient répugner à travailler pour la CIA. Ce sera donc l'œuvre de la fondation que de discrètement susciter les thèses sur les sujets voulus, de discrètement les

financer et de discrètement les exploiter. Ce qu'il ne faut pas faire pour contribuer à l'avancement de la « science de l'homme » ! Avec à sa tête Harold Wolff, un neurologue de renom, autorité dans les recherches sur « le stress, la migraine et les mécanismes de la douleur » – ça ne s'invente pas –, avec dans son bureau consultatif la star de l'anthropologie Margaret Mead et en guise de bénéficiaires le sociologue Erving Goffman ou le comportementaliste B. F. Skinner, la Society for the Investigation of Human Ecology se bâtit une solide réputation, et une insoupçonnable légende. Au total, au début des années 1960, entre un tiers et la moitié des thèses non financées par les trois grandes fondations américaines – Ford, Rockefeller et Carnegie – seront financées sous couverture par la CIA, lors même que ces fondations n'ont jamais eu de scrupules, pour dire le moins, à collaborer par ailleurs avec la CIA.

Du projet MK-Ultra nous reste une sorte de synthèse théorique et pratique, le KUBARK, le guide de torture « psy » de la CIA, achevé en 1963 mais encore utile à Guantanamo.

Il concentre ce que la CIA a compris du « comportement humain », et des façons de s'en rendre maître.

Les progrès du *mind control* n'ont plus cessé depuis lors.

Si ce fut un échec, ce fut un échec *ouvert sur l'avenir.*

## 4.

En mars 2020, on ne nous a pas imposé une quarantaine ; on nous a infligé un *confinement*.

La différence est de taille, et de *registre*.

Le confinement est, en France, la doctrine officielle de gestion des accidents nucléaires majeurs. Si la radioactivité se déconfine à l'excès du cœur d'un réacteur, c'est aux humains de s'enfermer chez eux. Non par souci « sanitaire » : on se doute bien que des X-Mines qui font peser sur leurs semblables le danger atomique ont d'autres préoccupations que le bien-être de leurs concitoyens. On apprend sans surprise dans un rapport de 2007 écrit par un expert de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire que « la première victime de l'accident nucléaire, c'est l'économie française ». Le but du confinement, là aussi, est de prévenir les effets d'une panique générale, de garder la maîtrise de la population, de préserver le pilotage du système. Le nucléaire, convenons-en, est de ces choses à quoi on préfère ne pas penser. Sans quoi on arrête tout. C'est le genre de sujets auxquels il vaut mieux rester étranger si l'on veut continuer de *fonctionner*. Les propriétaires de ce monde n'ont pas ce loisir. Ils ne peuvent pas ne pas y penser. C'est leur péché originel, leur guerre froide permanente et le verrou ultime dont ils disposent contre toute explosion politique, contre toute révolution : comment allez-vous gérer les centrales sans nous autres, les technocrates ? Le printemps 2020 en France ne se comprend pas comme une simple répétition grandeur nature en vue de l'inévitable accident que prévoient en toutes lettres, désormais, les autorités nucléaires françaises. *Le confinement est le projet de société que les maîtres présents ont conçu à leur avantage*. Aussi, on ne sera pas étonné de trouver dans un livre sur le nucléaire paru à l'été 2019 un chapitre intitulé « La société du confinement ».

« **Aux côtés des industries de la chimie et des hydrocarbures, de la biologie, mais aussi du bâtiment ou encore de l'automobile, le nucléaire a largement contribué à définir et instaurer un régime disciplinaire qui constitue une phase avancée des pratiques d'enfermement et de contrôle – une *société du confinement*.** Les personnes [qui y vivent] expérimentent un genre particulier d'isolement : les espaces "extérieurs" qu'elles traversent tendent à devenir des espaces intérieurs. […] La formule "métro, boulot, dodo" a peut-être été une première intuition de cette nouvelle intériorité continue, car elle décrit bien une circulation entre des mondes certes ouverts entre eux, mais dont l'ensemble forme un univers clos sur lui-même. Plus près de nous dans le temps, le supposé *open space* est, comme son nom ne l'indique pas, un parfait exemple de spatialité fermée. Son intériorité close se perçoit elle-même comme ouverte, tandis qu'elle reste confinée dans un labyrinthe de parois isolantes et de plantes vertes mesquines. En quittant l'open space et en arrivant dans un parking, pour monter dans une voiture ou un bus et rentrer chez soi, à quel moment est-on vraiment "sorti" ? […] Autrement dit, même le fait de se *déplacer à l'intérieur des mondes* n'arrive plus à nous faire oublier que nous vivons dans un espace confiné, sans portes ni fenêtres. *Restez chez vous, respectez les ordres de confinement et attendez les consignes*. […] **Le but de l'opération consiste à obtenir un enfermement plus complet, tendant à abolir toute relation avec l'extériorité, jusqu'à faire oublier l'existence même de cet *ailleurs*. L'extériorité n'étant plus ni côtoyée ni même représentée, elle tend alors à devenir distante, floue. Ce qui tombe plutôt bien pour les industriels, car pendant que tout le monde navigue entre les différentes sphères normées de l'Intérieur, les prédateurs industriels ont le champ libre au-"dehors" pour organiser attaques et pillages, autrement dit, conduire leurs projets. Militaires ou civils, nucléaires ou chimiques, les grands confineurs sont en tout cas tombés d'accord. »** (La Parisienne Libérée, *Le Nucléaire, c'est fini*, 2019)

Le 9 avril 2020, en plein confinement, Netflix offre à ses clients français avec un à-propos vertigineux une « téléréalité d'enfermement » inspirée d'un original anglais. Cela s'appelle *The Circle Game*. Elle met en scène une brochette de « joueurs » qui investissent chacun un appartement dans le même immeuble, mais ne peuvent en sortir ni se rencontrer. Ils ne peuvent que communiquer par un réseau social intitulé « The Circle » où ils ne disposent que d'un profil. Nul d'entre eux ne connaît les autres, si bien que chacun est libre de simuler autant qu'il l'entend, de mentir à loisir, de s'inventer le « profil » qui lui permettra de *gagner*. Car il s'agit, pour les joueurs, de se noter perpétuellement les uns les autres jusqu'à ce que tous se soient entre-éliminés – sauf le dernier, qui rafle le lot de 100 000 euros. Charmante morale de chacal. Bien entendu, chaque appartement est truffé de caméras permettant au public d'épier les faits et gestes des « joueurs ». Seuls les téléspectateurs ont un point de vue panoramique sur les manœuvres des uns et des autres – ce qu'ils se disent à part eux-mêmes et ce qu'ils feignent à destination des autres. Les spectateurs ont ainsi tout loisir de s'instruire sur l'étendue de la rouerie humaine, sur l'infamie des rapports sociaux, sur la misère et la souffrance dans lesquelles le règne de l'économie nous tient plongés.

La montée en épingle de l'épidémie, avec ces regards écarquillés et pleins de frayeur sur des visages barrés de masques, avec cette vision sous acide des milliards de germes en suspension qui vous cernent, avec cette aura microbienne qui enveloppe les corps mêmes des êtres aimés – ce mal universel en somme –, a permis de réaliser à l'échelle planétaire la vieille anthropologie de Hobbes : celle de la défiance omnilatérale, de l'hostilité universelle, de la guerre suspendue de tous contre tous. Celle-là même qui rend si nécessaires et l'État et l'économie. *The Circle Game* assure, à sa suite, la promotion de la véritable *guerre froide* dans laquelle nous nous trouvons quotidiennement englués : ce règne universel du calcul *qui ne s'avoue pas*,

où l'on cherche à se faire la nique en blaguant,
où l'on s'entre-utilise en s'entre-flattant,
cette texture de rapports et d'êtres fuyants,
attachés, en fin de compte, à rien ni à personne,
redoutant d'être fixés sur quelque point que ce soit,
redoutant par-dessus tout d'avoir un avis trop tranché,
de se faire des ennemis,
de rater des opportunités,
ayant des préférences et des opinions, mais ni amour ni haine,
ignorant toute fidélité, y compris à soi-même,
et fuyant toute explication, toujours,
ayant pour caractère propre de n'en avoir pas,
tramant mille stratégies mesquines en guise d'existence,
dont la parole ne vaut rien,
et qui se croient rusés, opportunistes, gros malins.
Il y a de la glace dans cette tiédeur-là.
Ce qu'il faut avoir froid, au fond de soi, pour aspirer à être si *cool* !
Seule la plus extrême tension intérieure peut se faire un idéal de la pure détente.

Ce type de rapport à soi, au monde et aux autres, ce *type humain* est un produit de la guerre froide, du verrouillage de tout, de l'impossibilité du conflit ouvert. Il a été pensé sous toutes ses coutures. *The Circle Game* condense en lui toutes les sciences comportementales, cognitives, économiques et politiques, toute la psychologie sociale, toute l'épistémologie suffocante de la guerre froide avec ses dilemmes du prisonnier, sa théorie des jeux, sa micro-économie et ses agents qui ne connaissent que des « interactions stratégiques », la géopolitique de Thomas Schelling et la rationalité limitée de Herbert Simon. Seulement, ce qui se voulait une pensée réaliste des rapports interétatiques est devenu le cynisme ordinaire des rapports interpersonnels. Il y a quelques années, une mère

américaine a écrit un livre préconisant le recours à Machiavel pour « gouverner » les enfants. Nous ne sommes pas sortis de la guerre froide. Nous ne sommes pas sortis de l'époque où **« les gens de Harvard tentaient de créer une science sociale inspirée de la science physique, capable d'expliquer et de prédire les comportements humains, tout comme la physique avait élucidé les phénomènes atomiques. Le projet Manhattan les avait inspirés et il leur tardait de s'essayer à leur tour à la "fission de l'atome social", comme Parsons se plaisait à le dire »**. (Collectif, *Quand la raison faillit perdre l'esprit*, 2015)

Derrière Facebook et ses expérimentations comportementalistes *in vivo* sur ses utilisateurs, il y a explicitement la « physique sociale » d'Alex Pentland, digne héritier de ce Skinner qui ne refusait jamais un conseil à la CIA.

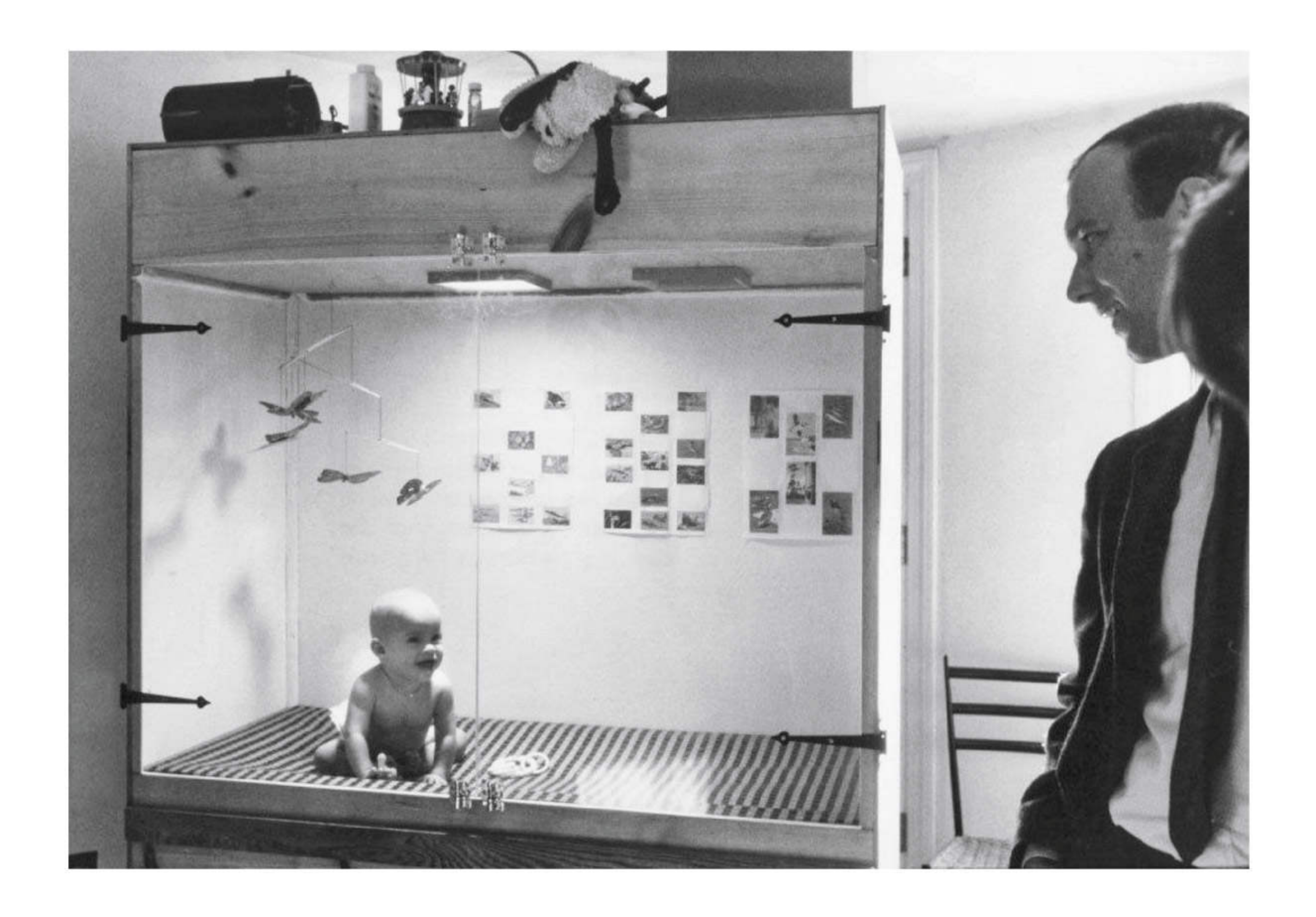
Derrière la promesse de Google X, avec son Selfish Ledger – son « registre égoïste » –, de faire notre bonheur à condition que nous renoncions à ces bêtes fictions que sont la « liberté » et la « vie privée » puisque, grâce à ses données comportementales infinies nous concernant, Google nous connaît mieux que nous-mêmes, il y a toujours le même fantasme maniaque d'ingénierie sociale, la même *guerre aux âmes* dont le behaviorisme a fait sa croisade.

Aucun réchauffement climatique ne rendra habitable cette banquise humaine.

La propagation de rapports humains désastreux est juste bonne à rendre l'isolement désirable. Elle constitue la meilleure propagande pour le confinement – le confinement non plus comme procédure d'urgence, mais comme idée du bonheur. Comme idéal de liberté purement négatif face à l'importunité d'autrui. C'est depuis le cœur de la guerre froide que le père de la cybernétique en a formulé, dans les années 1950, l'utopie.

**« L'idée serait que la plupart des gens passent leur vie dans d'étroites boîtes d'acier. Les quatre murs seraient des écrans de télévision, images stéréoscopiques bien sûr. Les gens pourraient**

**transférer leur présence dans n'importe quelle autre cellule simplement en composant un numéro. Ils pourraient de la même façon convoquer dans leur chambre un groupe d'amis. Écoute – il se tourna brusquement comme par défi – aujourd'hui, tu dois déjà t'excuser quand tu touches quelqu'un. Si tu leur reproduis chez eux leurs voisins, pourquoi iraient-ils les voir dans la maison d'à côté ? Leur boîte sera leur château. » (Norbert Wiener)**



On décrit généralement les années 1950 comme un moment de psychopathologie collective avec son maccarthysme, sa vogue des abris antiatomiques, ses cybernéticiens obsédés par l'entropie, ses ménagères sous amphétamines en extase devant des machines à laver, le traumatisme du premier satellite russe dans l'espace, Spoutnik, en 1957.

Mais ce genre de phases ne constitue jamais une parenthèse.

Elles ne s'estompent pas comme elles sont venues.

Elles forment une strate sur laquelle le monde *continue* de s'édifier après elles.

Elles *font* leur temps jusqu'à ce qu'une révolution parvienne à déposer les tenants du système.

**« Les nouvelles inventions et les nouveaux appareils servent à maintenir, renouveler et stabiliser la structure de l'ordre ancien. »** (Lewis Mumford, *Technique et civilisation*, 1934)

Ce monde n'a pas cessé de vriller depuis les années 1950, *parce que ceux qui le dirigent n'ont pas été renversés*.

Ce qui est ici en cause, ce n'est pas seulement que, depuis lors, ceux qui détiennent la bombe atomique tiennent le sort de l'humanité entre leurs griffes.

Ni même qu'ils aient réussi à prendre d'entiers continents en otage par ce réseau serré de catastrophes en attente que sont les centrales du « nucléaire civil ».

C'est que *le monde lui-même est devenu un vaste projet Manhattan*.

Arracher l'assentiment aux nouvelles biotechnologies vaccinatoires, c'était arracher l'assentiment à notre statut de cobaye impuissant – l'assentiment, par là, à l'expérimentation grandeur nature dont nous sommes les jouets depuis 1945.

Ce monde a été soumis dans tous ses aspects à une entreprise d'ingénierie générale dont le fin mot est la guerre.

L'*engigneor*, l'ingénieur, était déjà au XIIe siècle celui qui conçoit pour les princes fortifications et machines en vue d'assiéger.

Il n'en a pas fini avec cette origine, qui doit le poursuivre toujours, comme toute origine véritable.

C'est un signe des temps que les ingénieurs soient désormais si nombreux à tenter de *déserter*.

# Ce monde est dual, comme le sont ses technologies

1. La guerre du climat. 2. La guerre domestique. 3. Le monde *made by DARPA*. 4. Le type *cool* comme machine d'extermination. 5. Dualités françaises.

# 1.

On parle de « technologies duales » pour désigner celles qui dissimulent sous leur aspect civil un versant militaire.

Il n'y a de toute façon de « civil » que du point de vue du militaire.

En devenant technologique, c'est tout ce monde qui est devenu dual.

Voilà l'une des clés pour comprendre sa folie propre.

Prenons la plus irénique des questions actuelles : celle du « changement climatique ». C'est typiquement une question de guerre froide. Et c'est d'ailleurs pour cela qu'elle nous paraît si inextricable : parce que nous négligeons de l'envisager *depuis les années 1950*.

Dans les années 1950, le changement climatique est un secteur de recherche à part entière, qui fait la Une des journaux. On convient vastement que la « guerre environnementale » est l'avenir de la guerre, puisque l'affrontement nucléaire signifierait la fin de l'espèce humaine. C'est un propos banal à l'époque que celui d'Irving Langmuir, ingénieur-chimiste de General Electric et prix Nobel : **« Le contrôle du climat peut constituer une arme de guerre aussi puissante qu'une arme atomique. »** Il travaille d'ailleurs à des bombes à faire sauter dans les nuages afin de produire pluie ou sécheresse et affamer l'ennemi *sans pouvoir en être accusé*. Aux États-Unis, en 1953, un très officiel Comité consultatif sur le contrôle climatique est institué avec à sa tête, évidemment, un capitaine de la Navy. Lui aussi considère qu'« il est concevable que nous utilisions le climat comme une arme de guerre, en créant des tempêtes ou en les dissipant selon ce que requiert la situation tactique ». L'arme climatique fut d'ailleurs extensivement utilisée en secret au Vietnam, durant les années 1960, avec deux mille six cents sorties d'avion de *cloud seeding* réparties sur cinq ans,

afin de prolonger la mousson sur la piste Hô Chi Minh et la rendre impraticable aux troupes adverses. C'était l'opération Popeye.

Dans ce qui constitue une sorte de testament sardonique – son article **« Pourrons-nous survivre à la technologie ? » en 1955** –, John Von Neumann, le mathématicien en chef du projet Manhattan, l'inventeur de la théorie des jeux, de l'architecture de nos ordinateurs, un théoricien de la singularité technologique et de la mécanique quantique, et par ailleurs consultant pour la Standard Oil, la CIA ou la Rand Corporation, écrit : **« Le dioxyde de carbone relâché dans l'atmosphère par la combustion du charbon et du pétrole – plus de la moitié de ces émissions ont eu lieu au cours de la génération écoulée – pourrait avoir suffisamment altéré la composition de l'atmosphère pour générer un réchauffement général de la planète d'environ un degré Fahrenheit. […] Un réchauffement de quinze degrés ferait probablement fondre la calotte glaciaire du Groenland et de l'Antarctique, et instaurerait un climat semi-tropical dans le monde entier.** […] Il n'est guère douteux que l'on pourrait effectuer les analyses nécessaires pour prévoir certaines conséquences, intervenir à toute échelle désirable, et finalement obtenir des effets assez sensationnels. » Lorsqu'en mai 1960, un tremblement de terre d'une magnitude de 9,5 – le plus intense séisme jamais enregistré – suivi d'un tsunami, frappe le Chili, la première question que se posent scientifiques et militaires de l'OTAN est : comment reproduire cela contre l'URSS grâce à une bombe à hydrogène ingénieusement placée sur la croûte terrestre ? Comment progresser en matière de « guerre environnementale » ?

Comme l'essentiel des sciences depuis 1945, les sciences environnementales, et particulièrement climatiques, doivent presque tout aux crédits et aux instruments de l'armée. Dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, 80 % des climatologues américains reçoivent encore un financement militaire. Les premières observations des mouvements atmosphériques sont dues aux satellites militaires espions. Le fait même de

donner un prénom humain aux tempêtes est d'origine militaire – qui d'autre qu'un être frappé d'un complexe obsidional prononcé et d'une frustration chronique peut avoir l'idée de donner des noms *humains* aux ouragans, et plus exactement des noms *de femmes*, comme ce fut le cas des années 1950 à 1970 ? Dans les années 1990, quand la question du « réchauffement climatique » et de l'extinction des espèces revient sur le devant de la scène et qu'Al Gore s'en empare, c'est à l'armée qu'il doit quémander ses données, car c'est elle qui détient les plus fiables et les plus anciennes. En 2005, le prix Nobel d'économie, le penseur du complexe militaro-industriel américain et éminent théoricien de la guerre froide Thomas Schelling soutenait encore qu'agir sur le changement climatique « sera dans ce siècle ce que le contrôle des armes atomiques fut dans le siècle passé ».

Plutôt que de se demander pourquoi « on » n'a rien fait pendant des décennies alors qu'« on » savait, il faut aller compulser les documents des années 1980 de la CIA. À l'époque, elle voit le réchauffement climatique plutôt comme une bonne chose car cela embêtera bien les Russes. Les archives des pétroliers, quant à elles, voient dans le désastre une dynamique vertueuse poussant à l'« adaptation ». Rien de tel que les catastrophes pour créer de la rareté, donc de nouveaux marchés et de nouveaux sujets économiques. Au moment même de la COP 21 avec son objectif de 1,5 °C, le patron de Total faisait sereinement part en public, dans une conférence à Sciences Po, de son anticipation d'une augmentation de 3,5 °C de la température planétaire en 2050.

*Le désastre fait partie du plan*.

L'angle apocalyptique sous lequel est prise la question climatique aujourd'hui ne prévaut que parce que l'on sait *depuis les années 1960* qu'il permet de la neutraliser, et que le public y réagit majoritairement par un regain de cynisme et d'indifférence.

La question n'est pas de se ressaisir du problème du climat, mais de se débarrasser de ceux qui ont fait qu'il existe.

De retourner nos armes contre ceux qui ont justement voulu en faire une arme.

## 2.

Après le temps qu'il fait, quoi de moins politique, de plus insoupçonnable que ce que nous mangeons ? Notre régime alimentaire est pourtant un pur produit de la guerre froide. Il n'y a pas eu besoin du tonitruant titre du *Lancet* d'octobre 2020 « Covid-19 is not a pandemic » pour s'aviser que le Covid est le nom donné à la rencontre fortuite entre un agent pathogène et un terrain morbide fait d'obésité et d'hypertension, de diabète et de carences, d'asthme et d'emphysème, de misère et de sédentarité. Depuis deux ans, la fiction du virus comme entité hostile qui s'en prend indistinctement à l'Humanité est parvenue à refouler l'évidence même : *le Covid est une maladie de civilisation*, comme le cancer. Au vu du caractère bénin de l'affection chez la plupart des sujets, il faut bien admettre que, s'il y a une « cause » à celle-ci, c'est bien moins le virus lui-même que l'état pathologique *normal* propre à ce monde. S'il y a un cas où l'on peut dire avec Claude Bernard que « le microbe n'est rien ; c'est le terrain qui est tout », c'est bien celui du SARS-CoV-2. Aussi hollywoodienne que soit la mise en scène, on n'a pas affaire à *Yersinia pestis*. La maladie infectieuse que l'on diabolise sert ici à masquer les maladies chroniques que l'on entérine. Tout comme les campagnes de vaccination de Bill Gates en Afrique servent à masquer les OGM et les pesticides de Bayer-Monsanto dont il y assure par ailleurs la promotion, à côté du Coca-Cola dont chacun sait les vertus nutritionnelles. Dès les années 1950, des diététiciens avaient établi « un nombre croissant de données confortant l'hypothèse de ceux qui jugeaient le régime alimentaire américain intrinsèquement pathologique ». (Harry Marks, *La Médecine des preuves*, 1999) Le caractère nocif de la sédentarité, de la farine blanche, du sucre, de la viande à chaque repas, toutes les banalités autour de l'artériosclérose, du cholestérol ou du régime méditerranéen – tout cela remonte aux études américaines des années 1950. Mais « toute contestation publique du régime alimentaire américain standard attaquait l'un des premiers symboles de la prospérité américaine […] **Les conclusions tirées d'études comparatives montrant les effets nocifs du**

**régime américain “normal” pouvaient déjà paraître comme “antiaméricaines”, une accusation grave en période de guerre froide. »** (*ibid*.). Quand, au début des années 1960, il fallut choisir entre deux voies pour affronter le problème – l’une consistait en une étude comparative *in vivo* à grande échelle observant les effets à long terme des différents régimes alimentaires et l’autre, dénommée « Coronary Drug Project », consistait simplement à tester de nouvelles molécules pour « traiter » l’artériosclérose tout en préservant le régime américain, et les intérêts industriels massifs qui s’y attachent –, on devine sans peine quelle voie fut choisie, quelle voie *continue d’être choisie*, moyennant quelques messages en forme de *double bind* sur la nécessité de manger ni gras ni salé ni sucré à la fin d’une publicité pour Nutella.

Même notre alimentation, on le voit, est *duale*.



C’est un fait tout aussi avéré, et désormais documenté grâce à toutes sortes d’archives déclassifiées, que l’idéal domestique moderne du foyer équipé, industrialisé, taylorisé a servi de cheval de Troie dans la lutte contre le « communisme » à partir du plan Marshall, et peut-être même avant. Les grandes expositions américaines *We’re Building a Better Life*, ou *America at Home*, ou l’*American National Exhibition* ont fait, dans les années 1950, le tour du monde jusqu’à Moscou, avec leurs cuisines idéales, leurs intérieurs dernier cri en bakélite, leurs maisons-modèles pour citoyens modèles, leurs dômes géodésiques de Buckminster Fuller et l’historique « Kitchen Debate » qui opposa Khrouchtchev et Nixon en 1959 à Moscou au milieu des visiteurs russes de l’exposition stupéfaits.

La domesticité la plus banale, la plus apolitique, la plus ingénue a été pensée comme arme de guerre psychologique contre la menace communiste. Et elle l’est restée. En 1951, le sociologue américain David Riesman publie une fiction intitulée « La guerre du nylon ». Il imagine l’« opération Abondance » : les Américains bombardent la Russie de bas pour femmes puis de toutes sortes d’ustensiles domestiques modernes qu’ils déversent par avions entiers sur le pays. Il raconte sur le mode du reportage ironique ce nouvel épisode de guerre froide. « Derrière le raid initial du 1er juin il y avait des années de préparation secrète et compliquée, et une idée d’une désarmante simplicité : si l’on permettait au peuple russe de goûter aux richesses de l’Amérique, celui-ci ne pourrait pas tolérer plus longtemps des maîtres qui leur donnent des tanks et des espions au lieu d’aspirateurs et de salons de beauté. »

Comme n’importe quel pantin actuel de la scène politique, Eisenhower confiait dans une conférence de presse tenue en juillet 1958 : « Nous ne sommes pas en train de sombrer dans l’horreur absolue », puis avec hésitation, « mais nous ne menons pas non plus ce que nous aimons appeler une vie normale ».

C’est alors, dans cette période « pas très normale », que se forge l’utopie d’une existence intégralement *domestiquée* que l’on prétend nous imposer à

présent.

Une bête utopie de guerre froide.

Toute une façon de vivre.

Toute une idée du bonheur.

Qui n’a, en effet, rien de « normale ».

## 3.

Les années 1950, c'est aussi le moment où le département de la Défense américain, humilié par le lancement de Spoutnik, se dote de la DARPA. Par ses financements, la DARPA est à l'origine d'Internet, de la souris informatique, des fenêtres de Windows, des liens hypertextes, de la première téléconférence, de l'ancêtre de Google Street View, du GPS, du *cloud*, du système de reconnaissance vocale Siri, du logiciel d'anonymisation Tor et maintenant des « vaccins » à ARN messager. Comment peut-on croire que la guerre froide a façonné chaque aspect de la vie contemporaine ? Si l'on admet que les technologies dont la DARPA a financé le développement il y a cinquante ans font le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui et que l'on s'informe un peu sur les recherches actuelles de la DARPA, il vous vient des envies de suicide à l'idée du monde de demain. Le programme Insect Allies qui utilise des insectes pour introduire des virus génétiquement modifiés dans les cultures des pays ennemis afin d'en dévaster les récoltes. Le programme In Vivo Nanoplatforms qui développe des nanoplateformes implantables permettant de détecter la présence de certaines molécules dans le corps et que l'on peut interroger à distance. Le programme Living Foundries (« fonderies vivantes ») qui vise à subvertir le métabolisme cellulaire pour faire produire au corps humain telle ou telle protéine inconnue de lui. Le programme Next-Generation Nonsurgical Neurotechnology (neurotechnologie non chirurgicale de prochaine génération) qui voudrait développer des interfaces ordinateur-cerveau « non invasives » afin de dépasser les implants numériques cérébraux que la DARPA expérimente déjà dans l'idée revendiquée de « contrôler les pensées ». Les fantaisies les plus ridicules que l'on prête aux conspirationnistes resteront toujours en deçà de celles qui peuplent le « cerveau du Pentagone ». La direction actuelle de ses recherches se ramène

à la convergence des technologies NBIC « pour améliorer la performance humaine » dont le programme a été fixé en décembre 2001 lors d'un colloque organisé à Washington par le sociologue transhumaniste des religions William Bainbridge sous l'égide de la National Science Foundation. Ce programme fantasme une « nouvelle Renaissance » et une « unification des sciences » rendue possible par la généralisation d'une nano-ingénierie capable de reconfigurer la matière depuis son grain le plus infime. On en finirait ainsi avec le partage entre l'organique et l'inorganique, et « l'humanité pourrait devenir un unique "cerveau" distribué et interconnecté ». Ce programme, la DARPA en développe le versant militaire tandis que le WEF de Davos en assure la promotion civile sous le nom de « quatrième révolution industrielle » – « une fusion des technologies qui gomme les frontières entre les sphères physique, numérique et biologique », résume Schwab. On compte d'ailleurs, aux côtés des industriels, des universitaires, des politiciens et des technocrates qui interviennent dans la conférence fondatrice « Converging Technologies for Improving Human Performance » de 2001, des militaires de la DARPA. Nul ne s'étonnera que l'actuel directeur des « Solutions technologiques innovantes » de la fondation Gates ne soit autre que le généticien des armées qui a impulsé au début des années 2010 les recherches sur les vaccins à ARN messager à la DARPA. À l'heure où il naît, le projet transhumaniste d'améliorer les processus naturels et les fonctionnalités humaines ne cache à aucun moment sa vocation duale d'assurer le maintien de l'hégémonie géostratégique américaine. C'est par la suite, lorsque l'Europe, bonne fille, l'adopte à son tour, qu'il devient de bon ton d'effacer sa nature foncièrement civilo-militaire. Le rapport de la Commission européenne de 2004 qui transcrit celui de la NSF – *Technologies convergentes. Façonner l'avenir des sociétés européennes* – est exemplaire à ce titre. Des rapports ultérieurs de la Commission en vue de « préparer notre avenir » préfèrent parler, pour désigner les technologies NBIC, de « technologies clés génériques », mais ce sont des simagrées : le projet reste le même. Suite à un papier de l'OCDE de

2009, « The Bioeconomy to 2030 : Designing a Policy Agenda », ce sera sous le nom de code de « bioéconomie » que la Commission européenne recyclera le même contenu dans une série de rapports sur « l'innovation au service d'une croissance durable ». Tout cela aboutit finalement au European Green Deal de décembre 2019 pour une « nouvelle stratégie de croissance ». C'est qu'entre-temps les conséquences désastreuses de deux siècles de croissance capitaliste sont devenues criantes : on vendra donc l'ingénierie génétique des micro-organismes, voire le « design de protéines », l'agriculture de « haute précision » avec ses drones et ses tracteurs autonomes, la généralisation du big data, des *smart grids*, de la 5G, de l'Internet des corps et des objets connectés comme autant de remèdes à la catastrophe écologique et climatique. La convergence des technologies NBIC s'intitule désormais, dans le nouveau jargon technocratique, « croissance verte ». Il s'agit de « libérer la valeur économique de la nature » et de produire « une population plus intelligente pour résoudre les problèmes que nous avons créés », comme le dit si bien le patron d'une start-up de la Silicon Valley. Ici encore, on propose comme solution à un problème inédit un projet que l'on avait en réalité depuis longtemps, et qui ne peut que l'approfondir.

Autre exemple : contrairement à ce que veut la saga officielle, les liens entre Google et le renseignement américain ne datent pas du recrutement de son PDG Eric Schmidt à la tête d'un organe consultatif des armées sous Obama. Ni du jour de 2004 où Google rachète Keyhole, une entreprise de cartographie dont le principal investisseur est In-Q-Tel, le fonds d'investissement de la CIA, pour en faire Google Earth. Ni du jour de 2003 où l'on développa à Mountain View un outil de recherche spécifique pour la NSA. Ces liens sont originaires, organiques. La « communauté du renseignement » a été la bonne fée au-dessus du berceau de Google, qui en a réalisé le rêve. Dans les années 1990, malgré l'échec de la NSA à faire placer dans chaque ordinateur produit aux États-Unis une *clipper chip*, une

puce lui garantissant un accès distant à celui-ci, le renseignement américain voit croître avec gourmandise la masse des données circulant dans le monde et donc la masse de données qu'elle intercepte – en violation, bien sûr, de toutes les conventions existantes – grâce au réseau Echelon notamment. Son idéal inoxydable est de tout enregistrer, tout stocker, et si possible tout traiter. Mais elle manque d'outils pour cela, c'est-à-dire pour « organiser les informations à l'échelle mondiale dans le but de les rendre accessibles et utiles » – la mission que, par miracle, Google se fixera officiellement. Le rêve de la NSA a été formulé en 2003 par son ex-amiral Pointdexter avec son programme Total Information Awareness, qu'il présentait comme le **« projet Manhattan du contre-terrorisme »** : « Les informations pertinentes extraites des données doivent être disponibles dans des dépôts à grande échelle avec un contenu sémantique renforcé pour permettre à l'analyse d'accomplir sa tâche. »

Ce qui manque aux services, en ces années 1990, c'est un moteur de recherche pour exploiter son océan de données volées. En 1993 est donc lancé, avec la collaboration de toutes sortes d'universitaires en sciences informatiques, le projet Massive Digital Data Systems (MDDS). Voici la déclaration d'intention : « La communauté du renseignement – entendez la CIA et la NSA – prend un rôle proactif en stimulant les recherches en matière de traitement efficace de bases de données massives et s'assure que les exigences de la communauté du renseignement peuvent être incorporées ou adaptées aux produits commerciaux. » En 1995, Lawrence Page et Sergey Brin, les futurs fondateurs de Google, encore étudiants de Terry Winograd à Stanford, reçoivent deux bourses : l'une bien connue de la DARPA pour constituer une mégabibliothèque utilisant Internet comme squelette, et une autre, tristement oubliée, portant sur le traitement des requêtes des utilisateurs, et elle financée par le MDDS. Donc, par la « communauté du renseignement ». Comme l'explique bien le texte de Brin, Page et Winograd « Que pouvez-vous faire avec le Web dans votre poche ? » en 1998, l'algorithme de Google, Page Rank, est la réponse à la question que se pose

la « communauté du renseignement » : comment organiser toute l'information éparse sur le Web à partir des requêtes ciblées des utilisateurs ?

La fable veut que le capitalisme de surveillance date du jour de 2001 où les États-Unis, frappés par le terrible 11-Septembre, ont bien voulu abaisser leurs standards exclusifs de démocratie en consentant à surveiller en masse leurs citoyens. On aurait par la suite découvert, émerveillé, que la surveillance policière de masse rencontre miraculeusement les intérêts des GAFAM, avides, eux, de données sonnantes et trébuchantes sur leurs utilisateurs en vue de monnayer les « surplus comportementaux » !

Cette fable est ridicule.

Se fier à l'ancien chef de la CIA et de la NSA, Michael Hayden, confessant publiquement en 2013 que la CIA « pourrait à juste titre être accusée d'avoir militarisé Internet » suite au 11-Septembre, est à mourir de rire. Ce faisant, Hayden ne fait que fixer un faux repère événementiel afin d'attribuer à l'ennemi, une fois celles-ci révélées, l'origine de ses propres turpitudes. C'est en 1997, et non en 2002 ou 2010, que le directeur de la CIA, George Tenet, décrète, fidèle aux métaphores maoïstes : « La CIA doit nager dans la Valley. » Le 11-Septembre a servi de justification *a posteriori* à la folie de contrôle qui constitue la raison d'être de la « communauté du renseignement » depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pour certains, la paranoïa est une maladie ; pour d'autres, c'est seulement un métier.

Les plus malades ne sont pas forcément ceux que l'on croit.

Une bonne part des technologies qui nous environnent, et ce jusqu'aux récents « vaccins », notre façon industrielle de *bouffer* voire la température même qu'il fera cet hiver – tout cela constitue des sous-produits largement intentionnels de programmes de recherche initiés par de dangereux paranoïaques enfermés dans leur éternelle guerre froide.

On pourrait s'étendre sans fin sur cette archéologie du présent.

Et se figurer un monde à la manière des gnostiques. Un monde créé par un mauvais démiurge, voué aux ténèbres, aux mains de cosmocrates tout-puissants.

Et ce ne serait pas nécessairement faux.

Mais ce serait sans objet.

La fascination pour les moindres gestes du Diable et sa souveraineté en ce monde ne sert qu'à conforter notre impuissance, à flatter notre passivité, à nous dédouaner d'avoir nous aussi à *faire* l'histoire, et ce au moment même où nous commençons à en appréhender l'art et les méthodes.

**« Tout système affirmant : ce monde est lamentable, attendez le suivant, renoncez, ne faites rien, succombez – constitue peut-être le Mensonge fondamental.** » (Philip K. Dick, *L'Exégèse*)

# 4.

Comme une technologie peut être duale, comme un monde peut être dual, un type humain peut l'être. L'un, à dire vrai, ne va pas sans l'autre.

Et c'est là que la chose devient intéressante.

Car elle permet de *situer éthiquement la guerre froide*.

De détecter comment elle nous affecte vitalement.

Et touchant sa texture réelle, d'en situer le dehors, de la percevoir *depuis* ce dehors.

En sortir, donc.

Ce qui nous semble le plus neutre, dans une société, est ce qui doit nous paraître le plus suspect.

Ce qui constitue la normalité éthique jouit toujours de la cape d'invisibilité du banal.

C'est la meilleure façon de se rendre inquestionnable que de paraître sans qualité.

D'où l'intérêt, nous l'espérons, des petites généalogies que nous livrons ici.

Elles doivent permettre de repérer les marques de fabrication du standard et peut-être de s'en défaire.

Fondamentalement, le type humain standard, le type idéal des sociétés démocratiques n'a pas changé depuis les années 1950.

C'est un type *cool*, sympa, empathique, collaboratif, mobile, adaptable, pas névrosé ni obsessionnel, dépourvu de ressentiment, au-delà des conflits intérieurs comme extérieurs, sans façon, sans attache et sans conviction trop affirmées – *smart*, en somme.

C'est aussi bien le type du manager idéal que de l'employé idéal que du copain et du mari idéal.

Le modèle existe aussi au féminin, avec les mêmes caractéristiques.

Cette humanité démocratique a été *construite*, et elle a été construite dans le cadre d'une guerre – la Seconde Guerre mondiale puis la guerre froide.

Nous allons le montrer.

Cet être tout entier positif a été conçu comme une *négation déterminée* de l'ennemi nazi puis communiste.

Cette créature idéalement pacifique est en vérité une *arme de guerre*.

C'est une machine d'extermination éthique sous blister.

Son sourire cache une vocation au ravage.

Elle porte en son cœur, comme en creux, la signature de ce qu'elle doit anéantir.

Elle est *duale*, en somme, elle aussi.

Comme Google porte le masque du « Don't be evil » et travaille pour la NSA.

Comme Facebook « connecte les gens » pour la réclame, mais chuchote « Move fast, break things » à part soi.

Comme Mark Zuckerberg s'offre pour « protéger la démocratie » après avoir tonné « Domination ! » à la fin de chaque réunion d'équipe et appelé sa fille August par fascination pour le premier empereur de Rome.

Voyons comment ce type a été fabriqué.






Toute l'histoire commence à la veille de la Seconde Guerre mondiale, aux États-Unis, avec tout un tas d'intellectuels progressistes déterminés à la préparer, malgré l'attentisme pacifiste qui règne dans la population. Depuis 1914-1918, les guerres ne sont plus seulement affaires de corps d'armée, mais relèvent de la mobilisation totale des sociétés comme des êtres. L'organisation industrielle ou l'agriculture d'un belligérant peuvent fournir l'avantage décisif, au même titre que son aviation ou la discipline de sa classe ouvrière. En dernier ressort, l'ennemi, ce qu'il convient de briser, c'est la volonté de résistance, le *moral* des populations adverses – d'où, plus

tard, le bombardement de Dresde ou d'Hiroshima. Ce qui importe à nos intellectuels progressistes, c'est donc d'équiper l'Amérique d'une *cause*. D'une cause à même de défaire l'Allemagne comme le Japon, et de loin en loin l'URSS. À même de mobiliser et de galvaniser le pays. Il y a là des psychologues comme Erich Fromm, Gordon Allport ou Abraham Maslow – vous savez, la fameuse pyramide de Maslow des cours de marketing –, des théoriciens de la communication comme Harold Lasswell ou Paul Lazarsfeld, des journalistes comme Lyman Bryson, un critique d'art, un responsable de la fondation Rockefeller ou des anthropologues tels que Gregory Bateson, sa femme, Margaret Mead, et la professeure et amante de cette dernière, Ruth Benedict. Tous se mettront finalement au service de l'effort de guerre américain – qui à l'Office of Strategic Services, qui à l'Office for War Information, qui à l'Office of the Coordinator of Inter-American Affairs, qui au Committee for National Morale. C'est dans ce dernier comité, qui a notamment pour charge de déterminer l'opportunité ou non de mettre en place un ministère américain de la Propagande sur le modèle de celui du docteur Goebbels, que Margaret Mead, Gregory Bateson et Ruth Benedict vont concevoir la cause américaine face au nazisme. La cause par laquelle on justifiera la guerre et fortifiera le moral des troupes.

Car c'est peu dire qu'en 1939, où la fondation Rockefeller finance encore l'institut d'eugénique du docteur Mengele, où la Dehomag allemande est la plus grosse filiale dans le monde de ce qui deviendra IBM – filiale qui gérera, toute la guerre durant, les machines à cartes perforées installées dans les camps de concentration –, où les lois eugéniques américaines en vigueur dans une majorité d'États américains forment le modèle des lois nazies de préservation de la race, où Henry Ford est l'un des plus grands fans mondiaux de Hitler et réciproquement, où l'Allemagne représente le principal poste d'investissement américain à l'étranger, où l'aristocratie WASP (White Anglo-Saxon Protestant) qui, sous les apparences démocratiques, dirige le pays éprouve une secrète admiration pour la

discipline allemande, où des mouvements fascistes locaux défilent au pas de l'oie à Times Square et organisent des rassemblements de masse, c'est peu dire, donc, que définir la cause américaine comme essentiellement étrangère au nazisme et ennemie de l'Allemagne ne va pas de soi. Il faut même un peu tordre la réalité pour en imposer l'évidence. Cette cause, ce sera celle de la défense de la *personnalité démocratique* américaine contre la personnalité autoritaire fasciste, puis communiste. « Puisque toutes les nations occidentales ont tendance à penser et à se comporter selon un schéma bipolaire, il serait bien, pour renforcer le "moral" des Américains, de considérer nos divers ennemis comme une entité hostile unique », préconise Bateson en 1942. Margaret Mead se met à pied d'œuvre. Cela donne son livre *And Keep Your Powder Dry* (1942). Après avoir défini l'éthos balinais ou l'éthos iatmul – leur forme de vie, dirait-on aujourd'hui –, l'anthropologie culturaliste américaine née dans les années 1920-1930 revient au bercail pour expliciter *ce qu'est l'éthos américain*. Soit : pour l'inventer comme tel. Bientôt, elle se penchera pour le compte de l'armée sur les éthos japonais ou soviétique afin de mieux les ruiner. Quelques extraits, pour mémoire :

« L'essence de la personnalité puritaine, personnalité qui a atteint en Amérique son plus complet développement, est un mélange de sens pratique et de foi dans la puissance de Dieu – ou dans des buts moraux. "Croyez en Dieu, mais gardez votre poudre au sec", a dit Cromwell […] **Gagner la guerre est une affaire d'ingénierie sociale** […] Nous devons clairement admettre la leçon que le monde est désormais un, que nous et nos ennemis sommes pris dans le même filet, que nous ne pouvons nous tailler une voie de sortie ou éliminer l'un sans compromettre en même temps l'avenir de l'autre. **Quand nous parlons de policer le monde, cela implique une transition des armées à la police, d'un monde vu comme un ensemble d'entités nationales en guerre à une seule entité civique** […] Nous devons étudier et conserver les cultures de la France et de l'Albanie, de la Roumanie et de l'Inde […] **Dans le même temps, nous devons exiger de toutes ces**

**cultures qu'elles éliminent certains éléments qui sont incompatibles avec l'ordre du monde tel que nous le voyons.** […] Nous devons être les instruments qui donnent forme à un ordre créatif, basé sur le respect des différences, et les scalpels qui doivent exciser ce qui n'est pas adapté à notre rêve particulier. […] **La plateforme que l'Amérique peut offrir est un squelette, une plateforme minimale – les quatre libertés, la finalité morale, les méthodes d'ingénierie.** […] Si nous utilisons les pistes que nous donnent les autres grandes cultures, et si nous travaillons avec des membres de ces cultures à construire un monde nouveau, nous trouverons des façons d'exploiter des énergies humaines aussi stupéfiantes, aussi excitantes que les façons d'exploiter les ressources naturelles qui épatent nos yeux aujourd'hui. […] **Nous devons concevoir une formule pour la reconstruction après la guerre dans laquelle nous traiterons ces institutions qui font des hommes qui se consacrent à la guerre, à la domination et à la cruauté sans merci comme si elles étaient de dangereux virus et nous traiterons les individus qui ont été profondément infectés par eux comme les porteurs de maladies sociales mortelles.** Nous devons analyser l'organisation sociale de la Prusse et du Japon, en particulier, et tenter de supprimer scientifiquement ces éléments qui produisent des fascistes convaincus […] Si nous fixons notre attention sur la maladie – car il s'agit bien d'une maladie que cette haine systématisée qui tente de s'insinuer sur toute la surface du monde – et non sur celui qui en est le porteur, si nous combattons la maladie et, seulement si nous devons, ségréguons ceux qui en sont le plus violemment infectés, si nous sommes aussi sévères et inflexibles avec nous-mêmes qu'avec nos ennemis – nous éviterons de nous corrompre nous-mêmes en tant qu'instruments d'un ordre nouveau […] **Nous sommes la substance avec laquelle cette guerre est menée. »**

Conduite dès les années 1920-1930 par Erich Fromm, Wilhelm Reich ou Abraham Maslow, l'étude de la personnalité autoritaire – cuirassée, rigide,

en conflit avec elle-même comme avec le monde, « *incapable de se voir elle-même,* […] *d'être elle-même* » (Adorno & Co.) – aboutit par contrecoup à la définition de la personnalité démocratique – ouverte, intégrée, complète, authentique, spontanée, autonome.

*Be yourself*.

*Be yourself* contre les nazis et les communistes.

La guerre américaine est *thérapeutique*.

C'est du moins dans ce langage qu'elle se formule à elle-même.

Il s'agit de guérir ce monde peuplé de névrosés, de le purger de ces gens pleins de « haine » – cette « haine » incompréhensible qui submergera bientôt Internet et les réseaux sociaux –, ces gens qui sèment partout le conflit qui les habite, et de leur substituer des personnalités *positives*. Enfin.

Soigner ceux que l'on détruit de la haine qu'ils éprouvent,

qu'ils n'éprouvent plus,

vu qu'ils n'existent plus.

En toute bienveillance.

« *Be polite. Be professional. Be prepared to kill* », résumait John Nagl, l'un des rédacteurs de l'actuel manuel américain de contre-insurrection.

« La tâche [de construire le caractère démocratique] n'est rien moins que la reconstruction drastique et continue de notre propre civilisation et de la plupart des cultures que nous connaissons », écrivait le politologue Harold Lasswell dans son *Caractère démocratique*.

C'était en 1951.

*Mission accomplished* !

## 5.

**« Si la rationalité de la guerre froide a peut-être perdu de sa cohérence, et pour certains sa crédibilité, ses composantes continuent de prospérer au sein d'une multitude de disciplines.** » (Collectif, *Quand la raison faillit perdre l'esprit,* 2015)

Mais le véritable problème est qu'elle a configuré, dans presque toutes ses dimensions, le monde d'asphyxie dans lequel nous vivons, et que ce sont les héritiers de celle-ci qui continuent de le configurer.

Il y a de multiples façons d'hériter.

Nul besoin d'« être de la famille ».

Un exemple français parmi tant d'autres : un quelconque capitaine de cavalerie gaulliste de la France libre, ébloui par la communication de guerre américaine à Casablanca en 1943 – un « hall d'information » faisant l'article pour la victoire à venir et les combats en cours.

Disons qu'il s'appelle Michel Frois.



Michel Frois, à droite, à Port Saïd en 1956 en compagnie du général Beaufre et de l'amiral Barjot.

Il fait l'Indochine, la Tunisie et le Maroc, c'est-à-dire qu'il y fait la communication des armées.

Il se hisse jusqu'à diriger avec le colonel Lacheroy – le théoricien maudit de la « guerre révolutionnaire » en France qui finit par rallier l'OAS – le Service d'action psychologique et d'information au ministère de la Défense.

« Les choses ne sont pas ce qu'elles sont, mais ce qu'on les fait apparaître », telle est la doctrine.

Il y déploie sa faconde toujours souriante en tant que responsable de la com' des armées, en pleine contre-insurrection. Quand l'intoxication est vitale.

Il jure qu'il ne livre que des informations, jamais de propagande.

Ce ne serait pas son genre.

Rien que des *faits*.

« Pour se servir de la presse, il faut d'abord la servir », théorise-t-il.

Les armées doivent cesser de la tenir à distance, de la craindre, de prétendre la manipuler.

Plutôt la saturer de nouvelles, de photos, d'anecdotes, de scoops.

La paresse et la lâcheté des journalistes feront le reste.

« L'information, dit-il, est un corset qui aide à se tenir droit. »

La belle image, si cavalière !

En 1957, il passe « dans le civil ».

Il dirige la communication de la Fédération des industries électriques et électroniques.

Il organise des expositions, comme les Américains.

Tant et si bien qu'on le retrouve bientôt à diriger le service « de l'information » du patronat.

À organiser, toujours aussi positif, toujours aussi *cool*, toujours aussi sympa, la première rencontre du patron des patrons et de celui de la CGT juste après 1968 – il n'a pas d'ennemi : il discute même avec les journalistes de *L'Humanité*, il va à la rencontre de Zhou Enlai.

Vous voyez bien – *il n'a pas d'ennemi*.

Très tôt, il comprend que la cause des patrons gagnerait beaucoup à se présenter comme celle des « entrepreneurs » – tellement plus positif, l'entrepreneur.

Dans les mémorables années 1980 de tous les reniements, il tient bon son cap.

Pour faire pièce au socialisme qui menace, il organise les « états généraux de l'entreprise en péril » – vingt-cinq mille patrons, petits et grands, qui pleurnichent en cœur. Le président Mitterrand l'en félicite.

« Les entreprises doivent se trouver dans leur environnement comme le poisson dans l'eau », ose-t-il en souvenir des vieux proverbes de guérilleros.

Pour finir, et assurer sa retraite – il est quand même militaire, autant qu'un civil peut l'être –, il crée sa propre boîte de relations publiques, DGM.

Il devient le « pape de la communication des entreprises », compte « les plus grands patrons » parmi ses clients.

Son héritier à la tête de DGM, Michel Calzaroni, est un ancien d'Occident, le groupuscule qui appelait à « tuer les communistes partout où ils se trouvent ».

Et DGM fait encore la com' du CAC 40, des gouvernants, de Bolloré ou de Laeticia Hallyday.

L'héritage est entre de bonnes mains.

Le verrouillage des possibilités historiques suit son cours.

# Le *nudge* est *un nudge*

1. Méthode du coup du monde. 2. Efforts pour rendre l'autre fou. 3. Dialectique de la mystification.

# 1.

Le *coup* de mars 2020 a partout pris la couleur locale : doloriste-macabre en Espagne, gris-fonctionnel en Allemagne, pastoral-hystérique en Italie, furieusement disciplinaire et faussement égalitaire en France, sereinement désordonné en Grèce, gore-assassin aux Philippines. C'était inévitable.

Quant à ses *méthodes*, en revanche, il fut uniforme. Les mêmes manœuvres transparaissent aux mêmes dates dans les différents pays, pour le peu de documents qui ont, à ce jour, fuité.

En Allemagne, le secrétaire du ministère de l'Intérieur Kerber écrit le 18 mars à une brochette de « scientifiques de référence », dont le chef de l'Institut Robert-Koch et notre cher virologue Christian Drosten. Il les appelle au secours pour qu'ils rédigent dans les plus brefs délais un document permettant de justifier « de nouvelles mesures de nature préventives et répressives ».

Il en va **« du maintien de la sécurité intérieure et de la stabilité de l'ordre public en Allemagne »**.

Rien de moins.

Il faut que le mal soit implacable afin que les règlements puissent l'être aussi.

Une « plateforme de recherche *ad hoc* » mariant scientifiques et ministère de l'Intérieur se constitue dès lors. Rien de ce qui s'y échange ne doit s'ébruiter, en aucun cas : **« Zéro bureaucratie. Maximum de courage »**, s'enthousiasme Kerber. Heureusement pour nous, quelqu'un a eu le courage d'en divulguer les échanges.

Toujours lyrique, le secrétaire ose comparer son petit complot avec la mission Apollo 13 vers la Lune en 1970. Suite à des dysfonctionnements en série, la NASA était passée à deux doigts de ne jamais revoir ses astronautes

vivants. « Une tâche très difficile, mais qui finit bien grâce à une **collaboration maximale. »**

Les chercheurs s'exécutent.

La collaboration est, en effet, maximale.

Quatre jours plus tard, la précieuse étude scientifique, opportunément estampillée « secret-défense », tombe entre les mains de la presse. Une inexplicable indiscrétion. Elle annonce, modélisation à l'appui, un million de morts à venir si les mesures les plus énergiques ne sont pas prises *immédiatement*. L'Institut Robert-Koch invente un taux de létalité double de celui que l'on observe alors. L'effet de déflagration médiatique recherché est instantané. On a enfin fait naître dans l'esprit des Allemands les bonnes images : « Plein de malades dans un état grave sont amenés à l'hôpital par leurs proches, mais sont renvoyés chez eux et meurent asphyxiés dans d'atroces souffrances. »

On pourrait plaider que de naïfs scientifiques ont cédé à une requête pressante d'autorités bien intentionnées. Il n'en est rien. C'est l'un des scientifiques, dont le nom est malheureusement noirci dans la correspondance publiée, qui divague sur les meilleurs moyens de susciter **« la peur et le suivisme dans la population »**. Et qui préconise : **« Il faut contenir le sentiment d'impuissance diffus par l'impression d'un interventionnisme étatique musclé. »**

Le pouvoir médical, semblable en cela au politique, est *pouvoir d'inquiéter* bien plus que de promettre. Le même sentiment de menace commande de s'en remettre aux tout-puissants pour ce qui est de la connaissance physiologique de soi comme de la puissance d'agir. Toutes les autorités sont indexées les unes sur les autres. Et toutes sont sourdement liguées contre la même réticence populaire, la même indocilité plébéienne, le même mouvement centrifuge, instinctif et muet de soustraction, qui les rend folles. Les scénarios du pire valent un surplus de pouvoir immédiat au docteur en médecine autant qu'au policier. L'un a intérêt à ce que le citoyen soit patient, l'autre à ce que le patient soit citoyen. Un sujet convenablement

infantilisé ne s’étonnera pas, ensuite, de se prendre des tartes. Il pleurnichera et ira s’enfermer dans sa chambre.

Le jour même de la révélation de l’étude allemande, le 22 mars 2020, un organe consultatif du gouvernement britannique, le « Groupe scientifique indépendant “pandémie grippale” sur les comportements » (le SPI-B) dépendant du « Groupe de conseil scientifique sur les situations d’urgence » (SAGE) communique aux autorités un rapport intitulé « Options pour accroître l’adhésion aux mesures de distanciation sociale ». Avec la constitution en 2010 de la Behavorial Insight Team (BIT), l’exécutif britannique fait figure de pionnier européen en matière d’application des « sciences comportementales » aux politiques publiques. Le futur prix Nobel d’économie Richard Thaler, auteur en 2008 avec Cass Sunstein du manifeste de l’économie comportementale *Nudge*, a parrainé en personne la naissance du BIT. Le rapport du SPI-B pointe un certain nombre de manques et suggère les remèdes correspondants. D’abord, **« un nombre conséquent de gens ne se sentent pas suffisamment menacés personnellement […] Le niveau perçu de menace personnelle doit être augmenté parmi ceux qui se montrent complaisants en utilisant des messages émotionnels qui frappent dur.** […] Ces messages doivent souligner et expliquer le devoir de protéger les autres. […] Les stratégies de communication doivent procurer l’approbation sociale aux comportements requis et promouvoir l’approbation sociale à l’intérieur de la communauté. […] **L’expérience britannique en matière d’application de l’obligation de porter la ceinture de sécurité suggère qu’avec la préparation adéquate de rapides changements peuvent être réalisés.** Certains pays ont introduit l’isolement obligatoire à large échelle sans troubles publics majeurs […] La désapprobation sociale de votre communauté peut jouer un rôle important dans la prévention des comportements antisociaux ou décourager les infractions aux comportements pro-sociaux. […] Il existe neuf grandes manières de parvenir à un changement de comportement : éducation, persuasion, incitation,

coercition, habilitation, formation, restriction, restructuration environnementale et modélisation. » Suivent toutes sortes de conseils pratiques qui furent si bien appliqués que, dix jours après la remise du rapport, les rues du pays étaient couvertes des messages suggérés. « Restez chez vous. Sauvez des vies », « Le coronavirus, tout le monde peut l'avoir, tout le monde peut le répandre », etc. À la mi-avril 2020, une campagne schizo « Tous dedans, tous ensemble » était lancée main dans la main par le gouvernement et la presse nationale. Quel que soit votre journal, il était enveloppé de la même jaquette qui ordonnait : « Restez chez vous pour l'hôpital public, votre famille, vos voisins, votre nation, le monde et la vie même. »

Le 20 mars 2020, en France, a lieu la première téléréunion de l'équipe « Sciences comportementales » de la Direction interministérielle à la transformation publique – l'administration chargée de mettre l'administration « en mode start-up » – avec la Nudge Unit de BVA, une agence de publicité en quasi-faillite, animée par Eric Singler – un gourou de la com' qui croit savoir que « les humains ne sont pas rationnels » ou que « la recherche a prouvé que l'homme tend naturellement à se conformer à la norme ». Les gouvernants français, avec leur mélange caractéristique de fatuité et de suivisme angoissé, ont attendu 2018 pour se convertir aux « sciences comportementales ». Dix ans plus tôt, Barack Obama – un type assez dual, dans son genre – y avait massivement recours pour sa campagne et les installait, en la personne de Cass Sunstein, à la Maison-Blanche dans la foulée. La fine équipe qui téléconférencie quatre jours après la pathétique « Adresse aux Français » du président – « Nous sommes en guerre. […] L'ennemi est là, invisible, insaisissable, qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale » – va faire passer le *nudge* français, d'après Singler, « d'un stade exploratoire à un stade industriel ».

Et en effet, rien ne nous sera épargné : ni les SMS du gouvernement, ni le décompte quotidien des morts « pour ancrer l'idée de danger pour soi et ses proches », ni les métaphores grotesques – première, deuxième ou

troisième lignes –, ni les autoattestations ubuesques conçues pour être si impénétrables que vous renoncez à les remplir et donc à sortir, ni les néologismes-pièges tels que les « gestes barrières » ou la distinction entre « présenciel » et « distanciel » – qui anticipe, par l'équivalence qu'elle suggère, la mise au rebut de professions entières, à commencer par cet irritant corps professoral pourtant si discipliné –, ni la signalétique débile, digne de la maternelle, qui a subitement envahi espace public, ascenseurs, trains, quais et supermarchés, ni les prêches radio des éditorialistes du service public martelant que « les contaminations ne résultent que de nos comportements individuels et collectifs », d'une « somme d'imprudences » et du « relâchement des Français ».




C'est Ismaël Émelien, un ancien de l'agence Havas, qui suggéra d'avoir recours à la Nudge Unit de BVA. Un homme, donc, qui est passé pour le « cerveau » du président jusqu'au jour où il a ouvert la bouche en public. Contre les esprits chagrins, il défend son intercession philosophiquement : « C'est un débat théorique. En réalité, tout est manipulation. »

# 2.

La notion de *nudge*, de « méthode douce pour inspirer la bonne décision », est elle-même un immense *nudge*.

Un piège à gogos.

Ceux qui tentent de vous persuader que l'humanité est un ramassis de vauriens ont généralement de grands crimes à se reprocher.

Ceux qui vous la représentent comme une engeance déchue, inapte à la moindre décision sensée, noyée qu'elle est dans deux cents biais cognitifs répertoriés, masquent mal leur ambition de prendre la tête du troupeau – eux qui disposent de si bonnes raisons de le soumettre.

Les programmes politiques en forme d'oxymore sont autant d'appels à la servitude. La revendication par Richard Thaler et Cass Sunstein d'un « paternalisme libertarien » ne fait pas exception. **« Il est légitime d'influencer, comme tentent de le faire les architectes du choix, le comportement des gens afin de les aider à vivre plus longtemps, mieux et en meilleure santé. Autrement dit, nous souhaitons que les institutions publiques et privées s'efforcent délibérément d'aiguillonner les individus vers des décisions susceptibles d'améliorer leur qualité de vie. »** (Richard Thaler et Cass Sunstein, *Nudge*, 2008)

Toute cette bonne volonté d'œuvrer pour le bien sous l'égide du « regretté Milton Friedman », comme s'y réfèrent nos auteurs de gauche, ne trompe que les journalistes. Elle témoigne seulement de ce que le monde « libéral » ne parvient plus à se maintenir que par la négation de tous les principes sur lesquels il s'est historiquement construit : la liberté d'expression, l'autonomie individuelle, le respect de la personne humaine, le rejet du paternalisme.

L'économie politique classique partait d'une anthropologie augustinienne – l'humanité est prisonnière de ses misérables désirs, de son

amour-propre, de sa vanité et de ses infinies turpitudes. Puis elle promettait de délivrer les humains de l'arbitraire de leurs passions terrestres en les assujettissant à leurs intérêts matériels et à leur rationalité supposée. Ainsi peut-être le vermisseau humain donnerait-il à Dieu le spectacle extérieur d'une certaine régularité, l'illusion d'une possible bonté. Nos nouveaux économistes excipent de leurs connaissances en « psychologie » et en « sciences cognitives » pour, disent-ils, en finir avec la fiction de l'*Homo oeconomicus*. En réalité, *Homo sapiens* n'est pas rationnel. On s'est trompé. Il ne sait même pas calculer. Il ne sait que *suivre* – les autres, ses lubies, ses hormones. Il est un « simple mortel », et non un « écône ». Il ne suit jamais spontanément son « moi planificateur, tourné vers l'avenir, qui a de bonnes intentions et se préoccupe du futur », mais plutôt son « moi faiseur, de caractère désinvolte et qui vit au présent » (Richard Thaler, *Misbehaving. Les découvertes de l'économie comportementale*, 2015). C'est ainsi que nos nouveaux économistes réinventent l'eau chaude en réitérant le geste initial de l'économie politique. Comme leurs ancêtres, ils prétendent faire le salut apparent de leurs semblables en faisant levier sur leur nature dégoûtante. La seule nouveauté, c'est que nos apprentis technocrates ont installé leurs bureaux débordant d'empathie aux étages et se sont résignés à voir grouiller la masse humaine en contrebas – cette masse qui mérite seulement que l'on utilise ses biais cognitifs contre ses biais cognitifs, qu'on lui raconte n'importe quoi puisqu'elle pense n'importe comment et qu'on la manipule, en toute bonne conscience, « pour son bien ». Chaque fois qu'ils disent « l'homme est ainsi », il faut entendre « c'est ainsi que nous le rendrons ». Seule l'effronterie de cette ingénierie sociale présente quelque nouveauté, encore que les néolibéraux n'en aient jamais été exempts. Elle marque l'accession aux responsabilités d'une nouvelle génération de cyniques décomplexés. Pour eux, **« les principes seront encore là, comme ils l'ont été dans le passé, puisqu'ils semblent que les gens ne peuvent pas s'en passer, mais ils n'existeront plus que pour être invoqués en théorie et violés en pratique »**. (Marcel Bourgeois, *Les Yeux pour pleurer. 50 ans chez*

*les patrons*, 2019) Cass Sunstein n'a pu s'empêcher, au début de la « pandémie », de moquer la frayeur irrationnelle que le virus suscitait chez les « simples mortels » pour, six mois plus tard, prendre la direction du groupe de l'OMS chargé de conseiller l'Organisation sur les meilleurs moyens de vaincre la réticence à la vaccination tout en éternisant les « gestes-barrières ». Et cela est parfaitement logique, *depuis sa position*.

Outre le *nudge*, les « sciences comportementales » ne sont que la énième pénible reprise, sous emballage reconditionné, des vieilles expériences de psychologie sociale de la guerre froide.

On s'est juste contenté de leur passer un rapide vernis de neurosciences, de neurones-miroirs et autres hypothèses du *social brain* – l'hypothèse que la complexité du cerveau humain et de ses mécanismes s'explique par le caractère grégaire de l'espèce et la complexité de ses interactions sociales. En novembre 2008, la première Social Brain Conference rassemblait à Barcelone politiciens, biologistes, neurologues et autres spécialistes des sciences cognitives. Ils dissertaient sur des sujets aussi variés que « De l'animosité à l'empathie : les études de neuro-imagerie sur la construction de blocs de justice » ou « Les marqueurs génétiques des bons et des mauvais coopérateurs : une approche biologique de la justice dans les échanges économiques ». La foi que les « neurosciences sociales » vont enfin livrer les « clés du comportement humain » n'ajoute rien, en substance, à l'axiome de la psychologie sociale que Gordon Allport empruntait, dans un exergue de 1954, à l'historien Vico : « Le gouvernement doit se conformer à la nature des hommes qu'il gouverne. » Et pour cela, il faut bien étudier la bête. C'est en vertu de cet axiome que furent menées, des années 1940 aux années 1980, tant de redondantes expérimentations sur la conduite humaine – il faudrait peut-être dire « sur la conduite américaine », tant elles eurent à peu près toutes lieu aux États-Unis. Ce sont ces vieilleries que les « sciences comportementales » présentent comme leurs acquis tout neufs.

Eric Singler, avec ses banalités sur le conformisme humain, ne fait qu'ânonner la fameuse expérience de Solomon Asch de 1951. Elle consistait à présenter à un groupe des barres figurant sur une feuille de papier. Il s'agissait de se prononcer sur leurs longueurs respectives. Tous les membres du groupe étaient en fait complices de l'expérimentateur sauf le « sujet naïf » qui était le véritable objet de l'expérience, mais l'ignorait. Tous répondaient la vérité sur la longueur des barres, puis à partir d'un certain point se mettaient à mentir en chœur. Le sujet, d'abord interloqué, finissait généralement par mentir avec eux. Cette expérience a cru montrer que l'individu en groupe préfère piétiner ses propres perceptions plutôt que de contredire le groupe – ne fût-ce qu'extérieurement, pour avoir la paix, tout en sachant bien, au fond de soi que tout le monde déraisonne.

Tous les petits gestes quotidiens, si cocasses, par lesquels on a prétendu nous faire manifester notre participation à la « guerre contre le virus », ne servaient qu'à nous faire adhérer aux mesures exorbitantes de restriction des libertés – et cela en vertu de l'« effet de gel » théorisé en 1947 par Kurt Lewin.

La disposition à faire ce que l'on vous dit, quitte à se conduire de manière parfaitement inhumaine, pour peu que ce soit un personnage en blouse blanche qui vous y enjoigne – c'était l'objet de la fameuse expérience de « soumission à l'autorité » de Stanley Milgram en 1961. Depuis 2020, la communication gouvernementale en a tiré tous les effets possibles.

Les images de passants tombant raides morts du coronavirus dans les rues de Wuhan en janvier 2020 ou celles des agonisants dans les couloirs des hôpitaux ont explicitement exploité l'« effet d'ancrage » issu des recherches dans les années 1970 des psychologues Amos Tversky et Daniel Kahneman et associés à jamais à la « programmation neuro-linguistique » de Richard Bandler et John Grinder. Ce biais veut que les sujets humains aient la plus grande difficulté à se détacher, dans les situations d'incertitude, de l'impression première qu'ils ont associée, ou que l'on a associée, à une représentation.

Les témoignages médiatisés de stars narrant leur vaccination visaient à exploiter l'« effet de halo » identifié par Nisbett and Wilson en 1977 : il paraît que la célébrité de celui qui vous parle vient altérer inconsciemment votre jugement quant à la validité de ce qu'il dit.

La campagne mondiale de vaccination générale ne correspond à aucune rationalité médicale. Les « vaccins » dominants sont plus néfastes que le virus pour la plupart des gens, et n'immunisent pas contre la maladie en tant que telle. Ils favorisent même l'éclosion de variants plus virulents. Bref : ils ne satisfont que la passion d'expérimenter de nouveaux joujoux à l'échelle du globe, et la rapacité de ceux qui les vendent. Il est donc tentant d'y voir une mise en œuvre de la célèbre et cruciale « théorie de l'engagement » formulée en 1971 par Kiesler dans sa *Psychologie de l'engagement*. L'hypothèse anthropologique de Kiesler *et de toute la psychologie sociale* est que les humains n'agissent pas en fonction de ce qu'ils pensent et disent. Leur conscience et leurs discours servent uniquement à justifier *a posteriori* les actes qu'ils ont déjà posés. Vous serez enclin à dire oui à un vendeur qui vous sourit et vous prend par le bras, *puis* à rationaliser votre choix. Pour le psychologue social, celui qui a irrationnellement consenti à se faire injecter sera porté à justifier *toute la propagande qui l'y a mené*. Pour *adhérer à son geste*, il adhérera à l'ordre politique qui l'y a poussé. Le « biais de confirmation », qui veut que chacun sélectionne les informations qui lui donnent raison, fera le reste.

L'irrationalité des mesures imposées depuis mars 2020 *a sa propre logique*.

L'impossibilité désormais établie de toute discussion argumentée sur le cours des événements *est elle-même une politique*.

Une politique fondée sur la psychologie sociale.

Celui qui se soumet à une norme aussi dénuée de fondement que le port du masque en extérieur aura tendance à accepter à sa suite tous les autres changements de normes, bien moins anodins, eux. C'est ce que l'on appelle,

en psychologie sociale, la technique du « pied dans la porte » – en l'espèce, il s'agit plutôt de celle du « pied dans la bouche ».

Féliciter « les Français » pour leur « responsabilité », leur « civisme » et leur « discipline », c'est pratiquer la technique dite « de l'étiquetage », qui veut que les gens ont tendance à se conformer à l'image flatteuse que vous leur tendez.

*« Changer les comportements » est l'idée fixe d'un monde dont tout indique que c'est lui qu'il faut changer.*

Cette ritournelle n'a rien de nouveau.

« Vaincre la résistance au changement » était le titre d'un article du mouvement américain des « relations humaines » *en 1948*.

À l'époque, cela consistait à procurer aux ouvriers le sentiment, évidemment illusoire, de participer au choix de leurs conditions de travail afin d'augmenter leur productivité.

Avec sa connotation thérapeutique, cet « art du changement » si cher à l'école de Palo Alto et à son « approche stratégique » est la façon la plus *tordue* de mener la guerre de classe.

Ce à quoi nous nous trouvons massivement soumis, depuis mars 2020 ne relève pas d'une gigantesque opération de psychologie sociale sans constituer en même temps une systématique *spéculation à la baisse sur nos semblables*. C'est certainement la plus colossale attaque menée à ce jour contre la joie de vivre. Les propriétaires de cette société nous ont appliqué, à un degré de concentration inédit, une combinaison de *toutes les techniques d'influence* élaborées depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est un feu roulant de manipulations. Il faut lire le KUBARK – le manuel « d'interrogatoire » de la CIA – pour prendre la mesure de la parenté entre ce que nous avons vécu et les pratiques de torture psychologique visant à briser la résistance des prisonniers et à les faire *coopérer*.

**« Entretenue suffisamment longtemps, une frayeur portant sur un élément vague ou inconnu du sujet induit la régression. […] Placer la**

**source sous une tension continuelle engendrée par une peur de tous les instants ne suffit pas ; il faut également qu'elle discerne une ligne de fuite acceptable. […] la menace fonctionne comme les autres techniques coercitives : elle est plus efficace si elle est utilisée de manière à encourager la régression et quand elle s'accompagne de la suggestion d'une échappatoire […] »**

« À mesure que l'ambiance et les repères du monde extérieur se font plus lointains, leur importance pour la personne interrogée se réduit. Ce monde est alors remplacé par la salle d'interrogatoire, ses deux occupants et la relation dynamique qui s'instaure entre eux. Et, au fil de la progression du processus, le sujet se fonde de plus en plus sur les valeurs du monde de l'interrogatoire, plutôt que sur celles du monde extérieur. »

**« L'objectif de la méthode "Alice au pays des merveilles" – dite aussi méthode de la confusion – est de bouleverser les attentes et les réactions conditionnées de la personne interrogée. Elle est habituée à un monde qui fait sens, tout au moins pour elle ; un monde de continuité et de logique, prévisible.** Et elle s'y cramponne pour préserver son identité et sa capacité de résistance. La méthode de confusion est conçue non seulement pour oblitérer le familier, mais aussi pour le remplacer par l'étrange. […] Dans cette atmosphère déconcertante, elle comprend rapidement que le type de discours et de pensée qu'elle a toujours considéré comme normal a été remplacé par un étrange et inquiétant non-sens. Il se peut qu'elle commence par en rire ou par refuser de la prendre au sérieux. Mais, à mesure que le processus se poursuit, sur plusieurs jours si nécessaire, la source va s'ingénier à donner du sens à une situation devenue mentalement insupportable. Pour stopper ce flot confus qui l'assaille, elle est désormais susceptible de faire des aveux significatifs, voire de débiter toute son histoire. »

Comme l'écrivait ce cher Harold Wolff de la Society for the Investigation of Human Ecology en 1956 dans un rapport à la CIA sur les

« techniques de contrôle communiste », « l'homme avec lequel traite l'interrogateur peut être considéré comme un patient que l'on aurait créé intentionnellement ». Si bien qu'il ne faut pas s'étonner que la « méthode de la confusion » provienne des méthodes employées pour induire la régression hypnotique par Milton Erickson. Milton Erickson, surnommé le « sorcier de Phoenix », fut le président de la première conférence Macy dont naîtra la cybernétique. Il est celui qui a ressuscité l'hypnose thérapeutique au XXe siècle. Il est l'anti-Freud américain – il ne connaît que des cas et l'histoire de leur guérison express, et se défie de toute théorisation comme de toute interprétation. Il est l'homme aux disciples sans nombre, éparpillés dans toutes les disciplines, mais qui jamais ne consentit à faire école. Un de ses héritiers français décrit ainsi ladite méthode : **« Une autre manière particulière de dépotentialiser la conscience vigile consiste à désorienter la personne en la sortant de ses cadres de référence habituels. C'est la méthode de confusion, développée par Milton Erickson**. Il s'agit de rendre la réalité momentanément inassimilable par la personne, de faire en sorte qu'elle soit provisoirement insensée, qu'il ne soit pas possible de lui donner sens. **Il en résulte une sorte de sidération dans laquelle la personne cherche tellement à faire du sens avec ce qui se passe que ses capacités de réponse se trouvent saturées. Ainsi submergée, elle développe une grande soif de clarté, un besoin de recevoir un message enfin clair. Elle saisira donc plus volontiers les premières suggestions que l'hypnotiste lui adressera. »** (Thierry Melchior, *Créer le réel*, 1998)

Milton Erickson fut ami avec Gregory Bateson jusqu'à sa mort. Ils se rencontrèrent en 1942, quand tous deux travaillaient pour les services de renseignement américain. Cette « technique de la confusion » est l'une des sources de la mythique théorie de la schizophrénie de Bateson – la schizophrénie comme façon de trouver une issue à une intenable situation de *double bind* où le sujet, soumis à des injonctions contradictoires, est nécessairement condamné. Gregory Bateson n'est pas seulement le

*sympathique* papy cybernéticien en chemises hawaïennes carburant au LSD qui vit en communauté près de Santa Cruz et finit sa vie dans l'oasis thérapeutico-manageriale d'Esalen sur le Pacifique. Il fut aussi un agent de l'OSS, l'ancêtre direct de la CIA. Engagé volontaire, il se trouva déployé durant la Seconde Guerre mondiale en Thaïlande, en Chine, en Inde, à Ceylan et en Birmanie où il servit dans une « unité de renseignement avancée ». Depuis les montagnes birmanes de l'Arakan, il animait des radios clandestines de fausse propagande japonaise. Il mettait ainsi en pratique sa théorisation anthropologique de la schismogénèse telle qu'elle figure dans *La Cérémonie du naven* (1936) – soit l'art de créer la zizanie dans une population cible en faisant naître en son sein des rapports de rivalité ou d'hostilité, des situations de communication paradoxale ou d'impossibilité de communiquer. Sa technique schismogénétique consistait en l'espèce à se faire passer pour une radio d'occupation japonaise et à en pousser le discours à des extrémités telles que la population occupée finissait par se scinder en pro-Japonais et anti-Japonais. Il s'agissait par là de priver l'ennemi du soutien de la population. Cette stratégie est entre-temps devenue le lot commun de la propagande contemporaine – des fermes à trolls russes aux « ingénieurs du chaos » à l'œuvre partout dans le monde désormais. C'est ce que l'on appelle, dans le langage des opérations psychologiques, la « propagande noire ». Bateson demeura d'ailleurs, sa vie durant, ami avec Harold Abramson, le psychiatre du projet MK-Ultra. Où l'on voit que, en dépit de sa légende gauchiste, Bateson était lui aussi le prototype de la subjectivité duale.




Métro de New York : « Ne soyez pas cette personne. Stoppez la contamination. Mettez un masque. »

Qui peut dire que, depuis deux ans, nous ne sommes pas systématiquement soumis à une succession de stimuli de peur visant à générer un état de régression docile, à un rétrécissement méthodique de notre monde, à des injonctions contradictoires visant à nous rendre suggestibles ? Tout n'est-il pas fait pour nous placer dans une situation de contre-pied existentiel nous rendant vulnérable à n'importe quel *coup* ?

« Prenez soin les uns des autres / mais fuyez-vous les uns les autres »

« Restez chez vous / mais allez travailler »

« Soyez responsables / mais laissez-nous faire »

« La situation est sous contrôle / mais elle peut nous échapper à tout moment »

« Faites-vous vacciner / mais le vaccin ne vous protège pas »

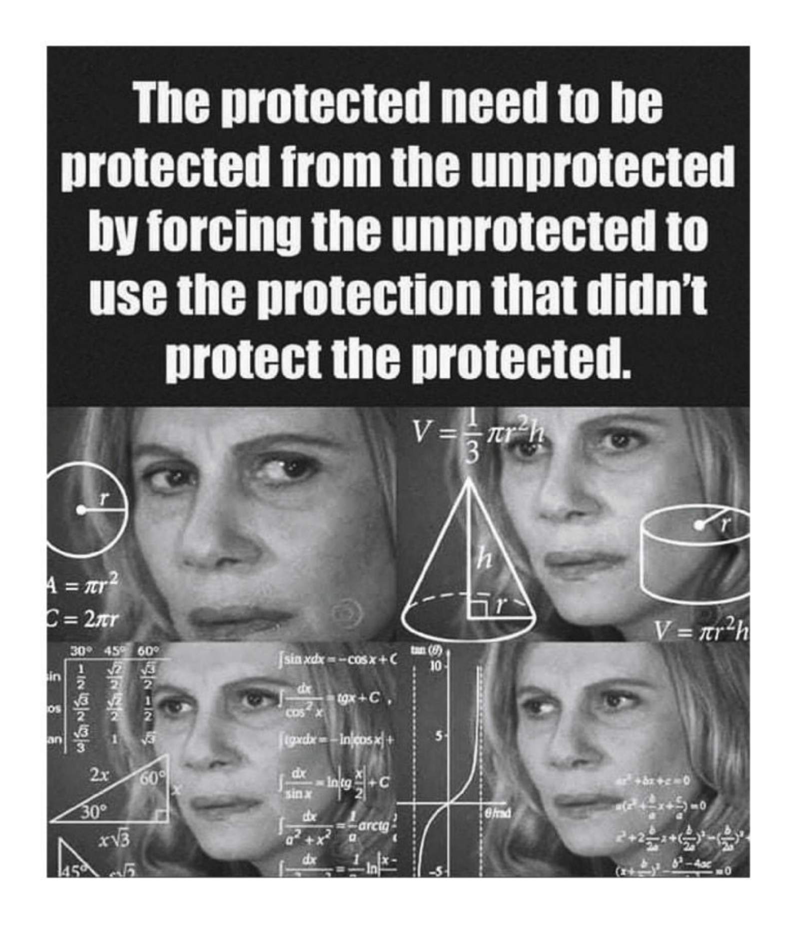
« Le virus est terriblement dangereux / mais il ne tue que les vieux-obèses-diabétiques-coronariens »

« Nous vous maltraitons / C'est pour votre bien »

« Faites-nous confiance / Nous vous manipulons »
« Visons l'immunité collective / Il n'y a pas d'immunité collective »
« La drogue, c'est très mal / mais vite-ma-dose ! »
etc.

L'état induit de dissonance cognitive dissocie, comme prévu, groupes et sujets. À l'obéissance aveugle des uns répond la rétraction obsidionale des autres sur fond de paralysie intérieure. Il en résulte « le sentiment que la vérité est simplement impossible à connaître, et une attitude de résignation qui conduit à se retirer du débat politique et qui paralyse. Cette situation peut s'avérer utile aux puissants étant donné que **ceux qui veulent changer les choses doivent convaincre les autres, tandis que ceux qui veulent rester au pouvoir n'ont qu'à les paralyser pour les empêcher d'agir. »** (Zeynep Tufekçi, *Twitter & les gaz lacrymogènes*, 2019) Toutes les incertitudes du management de crise n'empêchent pas qu'il s'agisse bel et bien d'une expérience de management par l'incertitude. Et même de *management par l'injonction paradoxale* tel qu'on l'a vu apparaître dans les entreprises françaises, lors des séminaires internes de cadres, à la fin des années 1990. L'art consommé avec lequel les gouvernants ont entendu dresser les vaccinés contre les non-vaccinés peut être élevé au rang de cas d'école de la perversité en communication. Cela commença le 1er juillet 2021 par un « Je crains une forme de fracture entre ceux qui auront été vaccinés et ceux qui n'auront pas voulu se faire vacciner » du porte-parole du gouvernement. Suivit une interview téléphonée de Bernard Kouchner, le 11 juillet : « Ceux qui, face à ce virus, choisissent de se battre individuellement sont sinon des déserteurs, du moins des alliés du virus. La vaccination n'est pas un sujet personnel. La refuser, c'est une trahison. » Ces propos très *Dark Winter* intervenaient, sans surprise, la veille du coup de force du président de la République : son discours du 12 juillet visant à « reconnaître le civisme et faire porter les restrictions sur les non-vaccinés plutôt que sur tous ». Ou, pour le dire avec les mots de l'un de ses ministres-godillots, à « cogner sur

les non-vaccinés [à qui] ça va coûter cher ». Une quatrième vague fantomatique et des arguments défiant toute raison, du genre « les non-vaccinés menacent de mort les vaccinés », servaient de paysage à ce chantage pur et simple : il faudrait désormais se soumettre à cette écœurante « vaccination », ou bien rester chez soi en perdant tout salaire et en renonçant à toute activité. Pour finir, on eut, au lendemain d'une manifestation contre le « pass sanitaire », le remarquablement retors « il ne faut pas se moquer des gens qui ont peur » du Premier ministre. Pas à pas, chaque discours aura *fait* le contraire de ce qu'il *disait*.




Systématisé par la Russie de Poutine comme pare-feu du régime face à toute critique, théorisé par le grand illusionniste du Kremlin Vladislav Sourkov, le trollage est devenu la tactique gouvernementale favorite d'un monde en faillite virtuelle et dont le seul espoir est que jamais ne se coalise

contre lui la force logique qui devrait l'avoir abattu depuis longtemps. « Son but est de saper la perception du monde que peuvent avoir les gens afin qu'ils ne sachent jamais ce qu'il se passe réellement (…) C'est une stratégie de pouvoir qui maintient toute l'opposition dans une confusion permanente, un changement incessant imparable car il est indéfinissable. » (Adam Curtis, *Oh dearism*, 2009) La communication de crise adoptée depuis mars 2020 va plus loin que la toxicité ordinaire d'une société qui promeut l'autonomie et repose sur la soumission, qui serine à longueur de journée à ses soutiers qu'il faut manger sainement tout en leur retirant tout moyen de le faire, qui ne rate aucune occasion de rappeler qu'elle est un *Titanic*, mais pourchasse ceux qui tentent de quitter le navire. Toute cette « gestion de crise » du Covid relève de ce que le psychiatre Harold Searles nomme « l'effort pour rendre l'autre fou » : **« L'instauration de toute interaction interpersonnelle qui tend à favoriser un conflit affectif chez l'autre – qui tend à faire agir les unes contre les autres différentes aires de sa personnalité – tend à le rendre fou (c'est-à-dire schizophrène), […] tend à saper sa confiance dans la fiabilité de ses propres réactions affectives et de sa propre perception de la réalité extérieure. »** (*L'Effort pour rendre fou*, 1977)

Cela constitue d'après Searles un « équivalent psychologique du meurtre ».

C'est cela que nous avons vécu, à une échelle de masse.

Aucun code pénal ne nous en protégera jamais.

Voilà pour la « méthode douce », le *nudge* et autres débordements de bienveillance.

# 3.

Ce qui se présente comme la gestion scientifique de « la plus terrible pandémie depuis la grippe espagnole de 1918 » peut aussi bien être décrit comme l'application aux citoyens de sociétés entières des techniques de manipulation mentale communément attribuées aux « sectes ».

Isolement méthodique du sujet, rupture organisée de ses liens avec le monde et les autres, privation des habitudes qui font sa consistance propre, puis description apocalyptique du monde extérieur comme siège d'une immense menace, comme livré au Mal, puis construction, en substitution du monde perdu, d'une réalité fantasmatique non susceptible d'être invalidée par l'expérience et enfermement du sujet dans cette fiction, dénigrement de toute attitude critique et, pour finir, afin de faire tenir ce nouveau monde psychotique et rabougri, désignation comme ennemis des « traîtres de l'intérieur », des « dissidents », cause de la persistance du Mal et menace pour le groupe – désignation qui autorise la constitution d'un récit dynamique, héroïque et mobilisateur de lutte contre les suppôts du Mal.

Si une telle chose a été possible, c'est qu'elle intervient au terme d'un demi-siècle de diffusion massive des techniques d'influence.

Les savoirs de la manipulation sont devenus la seconde nature de notre époque, sa grammaire sociale spontanée.

Accéder au statut d'« influenceur » fait figure d'accomplissement ultime pour toute une génération.

En 2010, le pape français de la psychologie sociale, auteur d'un *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens* puis de *La Soumission librement consentie*, était employé par la télévision publique pour reproduire l'expérience de Stanley Milgram sous forme de jeu de téléréalité. Cela s'appelait *Le Jeu de la mort*, et cela passait en prime time.

Depuis 1984, l'infect *Influence et manipulation. La psychologie de la persuasion* de Robert Cialdini en est à son cinq millionième lecteur et son auteur a planché, parmi tant d'autres *behaviourial scientists*, sur la campagne de Barack Obama en 2012 et d'Hillary Clinton en 2016.

Des youtubeurs à cinq cent mille vues recyclent les techniques de base de la programmation neuro-linguistique en guise de conseils de séduction.

Chaque post « réussi » sur Instagram relève d'une science de la communication devenue presque innée chez les *digital natives*.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, on pourrait remonter jusqu'à la Première Guerre mondiale et son comité Creel – ce Committee on Public Information qui fut chargé, comme son nom ne l'indique pas, de la propagande de guerre et où figurait aussi bien Walter Lippmann qu'Edward Bernays, le fameux neveu de Freud à qui l'on doit l'invention des *public relations*. On pourrait exhumer la matrice foncièrement démocratique, et non totalitaire, de la propagande – ne jamais oublier l'incroyable incipit de *Propaganda* (1928) de Bernays : **« La manipulation consciente et intelligente des actions et des opinions des masses est un élément important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible de la société constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir dans notre pays. Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts éduqués, nos idées suggérées, en grande partie par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. »**

En réalité, c'est assez d'appréhender la convergence « naturelle » depuis 1945 de la psychologie sociale, de l'« école de Palo Alto » dans son hôpital des vétérans de l'armée, du constructivisme de Watzlawick et Heinz von Förster, de l'écologie de l'esprit de Bateson, de la Society for the Investigation of Human Ecology de Wolff et Mead, de la « proxémie » de Edward T. Hall, du comportementalisme de Skinner, de l'hypnose ericksonnienne, de la programmation neuro-linguistique de Grinder et

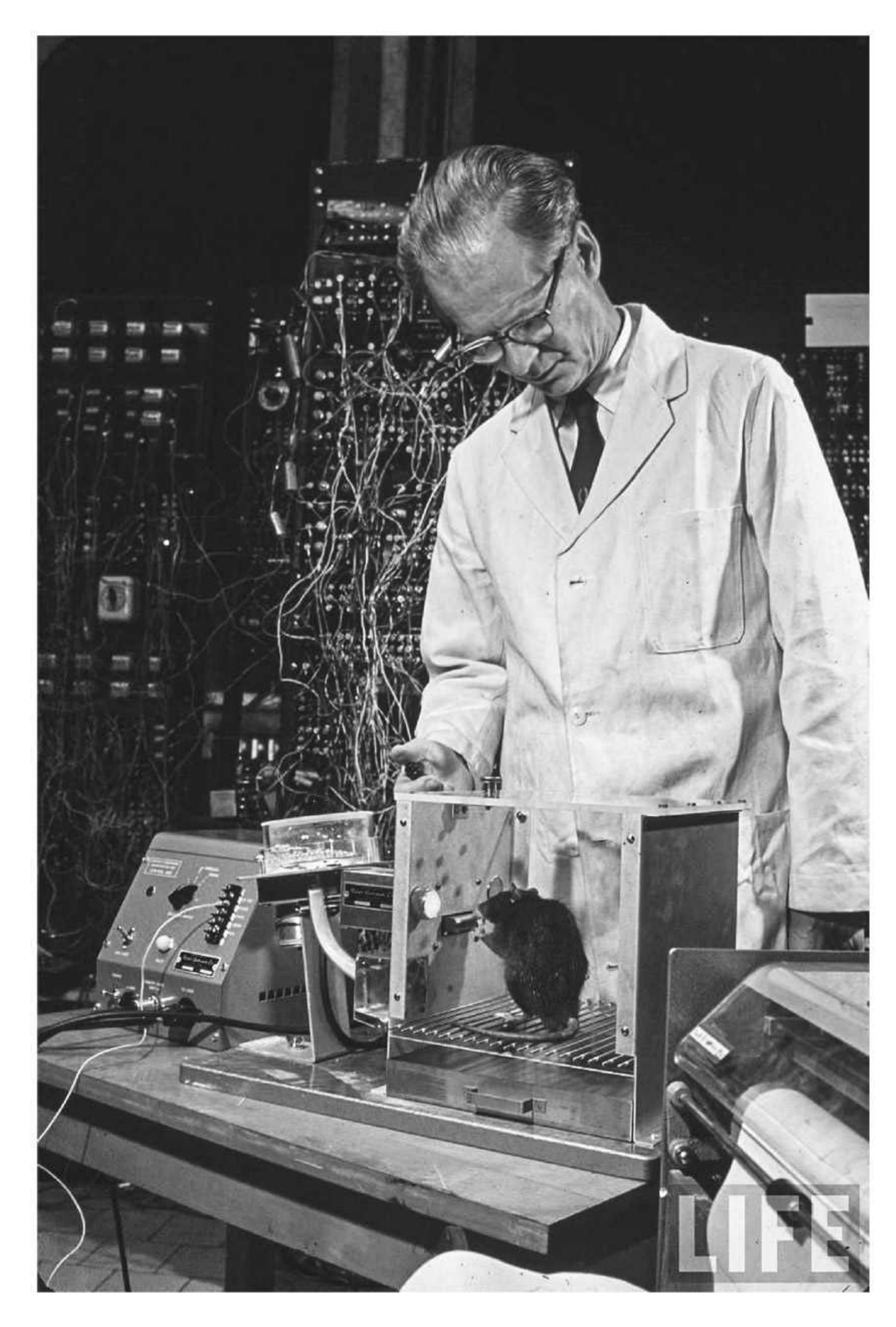
Bandler, des « relations humaines » du Tavistock Institute et du « Centre de recherche du MIT sur les dynamiques de groupe », des « processus de changement » de Kurt Lewin, de la courbe de deuil de Kübler-Ross, du mentalisme et du développement personnel. Convergence d'autant plus « naturelle » que la plupart de ces courants sont composés de gens qui se sont personnellement fréquentés et mutuellement influencés.

Tout cela sur fond d'une science publicitaire de la *persuasion clandestine*, dont Vance Packard mesurait *en 1958 déjà* la maturité et les ambitions.

Tout cela sur fond de refoulement managérial, froid et positif, de tout conflit.

Tout cela sur fond d'ingénierie sociale généralisée et de pacification permanente. De pacification des mœurs et de massification des peurs.

Et tout cela faisant suite à l'explosion en plein vol de l'aventure collective de la première cybernétique.




Burrhus F. Skinner et sa fameuse « Skinner box »

C'est depuis cette constellation de points tous liés entre eux malgré leur éclatement apparent que les techniques de manipulation mentale et de guerre psychologique ont diffusé depuis un demi-siècle *dans tous les domaines de l'activité sociale*. Elles sont enseignées et pratiquées tant en politique qu'en

guise de méthodes de vente, en management que sous couvert de design, de sciences de la communication, de psychologie ou de coaching. Elles servent de support voire de sujet, depuis un demi-siècle, à des films et séries en quantité industrielle. Elles *saturent* littéralement le champ social contemporain. Elles en sont devenues comme la texture propre, fondée sur le principe constructiviste que le partage entre réalité et illusion, la distinction entre vérité et mensonge sont désormais caducs. Karl Rove, le diabolique mentor de George W. Bush, en tirait dans un entretien cette conséquence politique : **« Nous sommes un empire maintenant, et, quand nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez, fort judicieusement, cette réalité, nous agirons à nouveau, créant ainsi une autre et nouvelle réalité, que vous pourrez bien étudier. C'est comme ça que les choses vont se régler. Nous sommes des acteurs historiques… et vous, vous tous, il ne vous restera qu'à étudier ce que nous faisons. »**

Cela fait donc des décennies que l'on rabâche dans la moindre chaire de journalisme, de management, de marketing, de communication, de philosophie postmoderne et même de stratégie militaire que le réel n'existe pas.

Que la réalité s'invente.

Que le sujet humain vit enfermé dans sa bulle épistémologique.

Que tout est affaire de perception et que les perceptions, cela se gère, cela se construit, cela se manipule à volonté.

Et l'on vient dénoncer comme paranoïaque ou conspirationniste le sentiment que toute cette société s'apparente à une gigantesque machination.

On est révulsé par la facilité avec laquelle les *fake news* viennent concurrencer la propagande officielle.

On se ligue même, sans espoir, pour « certifier l'information ».

On pousse les hauts cris devant une supposée « épidémie de conspirationnisme ».

On traque la conspiration des conspirationnistes.

On se scandalise de ne plus être crus alors que cela fait un demi-siècle que l'on théorise la nécessité du mensonge.

Et en effet, gouvernants, journalistes ou scientifiques font face à une salutaire épidémie d'*incrédulité*, qui est justement le produit de cette saturation de nos vies par leurs techniques de manipulation.

Ce ne sont pas les informations sur le monde qui sont devenues fausses : c'est le monde lui-même.

Tous ceux qui ont des yeux pour voir s'en sont avisés.

Jamais on ne parla tant de vérité comme dans ce monde de menteurs professionnels.

On pourrait appeler cela la *dialectique de la mystification* : les arts de la manipulation ont atteint un tel degré de diffusion *qu'ils ne fonctionnent plus*.

On a tué l'innocence, qui formait pourtant la condition d'efficacité de la prestidigitation sociale. N'importe quel bachelier en techniques de ventes est au fait du B-A-BA de la mystification, *si bien qu'il sait aussi l'identifier et s'en défendre*.

Car les savoirs de l'influence sont aussi les savoirs de *l'immunisation contre l'influence*.

D'où le « conspirationnisme » contemporain.

Nous ne pouvons pas ne pas savoir qu'ils mentent, et qu'ils le savent eux-mêmes fort bien.

Plus scandaleux : nous retournons offensivement contre eux les techniques qu'ils nous ont enseignées et qu'ils croyaient pouvoir se réserver.

Ils ont joué, ils ont perdu.

Nous aussi, nous produisons des mêmes.

Et ils sont tellement meilleurs que les leurs : ils sont plus vrais.

Notre « communication », avec ses pauvres moyens, est cent fois plus efficace, *car nous y croyons*.

Il ne leur vient pas à l'idée que le cadre épistémologique dans lequel nous vivons, nos habitudes, nos conduites, nos pensées puissent constituer

autre chose que des rails existentiels dont nous ne savons pas sortir, qu'une prison herméneutique dont nous rêvons de nous échapper, qu'un environnement neuro-linguistique qu'il nous suffirait, avec un peu de plasticité, de reprogrammer pour enfin « réussir ».

Il ne leur vient pas à l'idée que tout cela constitue le sens que nous voyons à la vie – notre idée du bonheur, la forme de vie *que nous chérissons*.

Ils ne semblent pas comprendre qu'un attachement puisse ne pas être pathologique.

Et c'est là certainement le symptôme le plus éclatant de leur maladie.

# L’art de gouverner ne produit que des monstres

1. Le projet de tout gouverner. 2. Design démocratique et pouvoir environnemental. 3. Architectes et surnuméraires.

# 1.

De nos jours, lorsqu'on entend obliger toute une population à se laisser injecter un « vaccin », on ne proclame pas d'emblée une loi, avant de dépêcher la force publique chez les rebelles.

Ce ne serait pas moderne.

Et ce serait contre-productif.

Plutôt, on offre aux jeunes qui y consentent un McDonald's gratuit, ou une journée au parc aquatique régional.

On les appelle pour leur dire qu'on les attend au centre de vaccination, que leur créneau est prêt.

On décerne aux pauvres un « diplôme de conquérant du Covid-19 » – si, si, cela s'est fait à Meaux !

On organise autour de chacun toute une inexorable « pression sociale », qui va du bourrage de crâne des journaux télévisés au psittacisme des collègues, en passant par le bombardement des réseaux sociaux.

Puis, on éructe, on objurgue, on menace d'excommunication les récalcitrants et les relaps.

Et pour finir, on parsème la vie des irréductibles de mille petits empêchements mesquins, de mille usantes contrariétés, de mille proscriptions infimes qui ne vont cependant pas jusqu'à les affamer.

On les retranche imperceptiblement de la vie sociale.

Bref : on les fait disparaître.

Bien sûr, ils existent encore quelque part, comme tant d'autres choses infimes, mais c'est déjà comme s'ils n'existaient plus.

Ainsi, on n'a pas eu à faire régner la loi pour imposer la norme. On n'a pas eu à contraindre *directement* les corps. On les a fait venir à soi, « librement ». On a fait levier sur leurs besoins, leurs habitudes, leurs craintes, leurs désirs, pour les amener à résipiscence. On a organisé tout un

« environnement favorable ». Et cela non pour l'un ou l'autre, mais pour la population en général, et pour toutes les populations particulières qui la composent.

C'est cela gouverner : agir stratégiquement sur les comportements.

« Conduire les conduites », selon l'expression canonique de Michel Foucault, où il faut bien entendre la métaphore automobile. Produire des pilotes. *Et piloter les pilotes*.

Il n'entre rien, là, de verbal *que pour viser le non-verbal*. Un peu comme dans l'hypnose. Au reste, la conduite automobile, c'est bien connu, relève de l'état hypnotique léger.

La raison n'intervient pas ici comme intermédiaire.

Gouverner, ce n'est pas faire entendre raison afin qu'à son tour la conscience soumette le corps à sa loi. Ni mettre à la raison.

On ne gouverne que des sujets libres.

**« Un individu ne peut être efficacement manipulé que s'il éprouve un sentiment de liberté. »** (Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, 1987)

Non pas contraindre les corps, donc, mais organiser plutôt le milieu artificiel dans lequel une population vit, se manifeste et se meut librement.

Comme on dessine un milieu urbain, on configure un espace mental.

En mars 2010, l'Institute for Government anglais et le cabinet du Premier ministre publient un document actant leur conversion aux « sciences comportementales ». Il s'intitule « Mindspace, influencing behaviours through public policy ». Il commence ainsi : « Influencer les comportements des gens n'est rien de nouveau pour le gouvernement. » En cela, gouverner n'est depuis longtemps plus l'affaire exclusive des gouvernements, car leurs méthodes ont envahi le monde. Voyez la statistique – la science de l'État – comme elle a tout gagné. Au XVII^e^ siècle, William Petty comptait avec peine les maisons de Dublin et les morts de l'Hôtel-Dieu. Certains dénombrent aujourd'hui leurs pas quotidiens, et le big data vous indique en temps réel

l'itinéraire le plus rapide pour arriver à bon port. Si bien qu'il peut être question, désormais, de gouverner le climat comme de gouverner la ville, de gouverner la « santé globale » comme de gouverner « les communs ». Ce n'est pas que le gouvernement devient total, c'est que *tout* doit être gouverné.

On peut faire remonter cette façon spéciale d'exercer le pouvoir à la naissance de l'économie politique au XVIIIe siècle. D'après elle, un ordre social spontané doit naître de l'anarchie des libertés individuelles, par la vertu de la main invisible des marchés – *ordo ab chao*.

On peut tout aussi bien la faire résulter de la façon dont le *management* a peu à peu substitué, depuis la fin du XIXe siècle, au vieux pouvoir autoritaire, disciplinaire, patriarcal l'exercice d'un pouvoir « doux », indirect, d'influence dont le modèle est domestique et qui sait bien mieux que vous ce qui est bon pour vous – telle une grosse maman bienveillante. Car jusqu'à la fin du XIXe siècle, le *management* désigne d'abord en anglais le soin apporté aux bêtes, aux enfants et accessoirement à une affaire. Il n'a aucune connotation de discipline violente. Il accompagne plutôt de façon prévenante une croissance organique. Il donne d'autant moins d'ordres qu'il veille à ce que l'ordre règne *matériellement*, jusque dans chaque détail – que tout soit gentiment, posément *à sa place*.

C'est ce champ sémantique dont Taylor se saisit quand il écrit : **« Sous le management scientifique, la discipline est à son minimum […] Telle est l'une des particularités caractéristiques du management scientifique ; ce n'est pas l'esclavage ; c'est de la gentillesse ; c'est de la formation. »** Ce que Henry Ford traduit en 1922 en ces termes : « Notre but est de faire en sorte que, par l'organisation matérielle, par l'équipement et par la simplification des opérations, les ordres deviennent superflus. » Le contrecoup de cet « ordre spontané » était à l'époque, chez Ford, le passage à tabac tout aussi spontané de tout ouvrier tentant de s'organiser syndicalement par la meute de milliers de truands et de gros bras

fraîchement sortis du pénitencier qui composaient le Ford Service Department. Fronde, rébellion, affrontement, éclats : les formes de la révolte contre l'autorité patriarcale, chacun les maîtrise à peu près. Mais comment se révolte-t-on au sein d'une immense matrice sans dehors, qui assourdit tout, vous étouffe et vous « veut du bien » ?

« *Comment faire faire librement aux gens ce que l'on veut qu'ils fassent ?* » Ainsi se formule la question gouvernementale. Telle est la question dans laquelle tous les gros malins communient à présent – le responsable du marketing qui *nudge* son client, le ministre qui vend sa nouvelle réforme, le DRH sur le point d'introduire plus d'« agilité » dans l'entreprise, le communicant, le parent moderne débordé par ses enfants, le concepteur d'applications pour smartphone, l'urbaniste en pleine « réhabilitation » du quartier, le tombeur professionnel, celle qui guette les réactions de ses *followers* sur Instagram, celui qui cherche à tirer le meilleur prix de sa bécane sur Leboncoin ou l'automobiliste qui veut être bien noté par ses covoitureurs sur Blablacar. Le rapport gouvernemental au monde s'est insinué partout, et avec lui son paradoxe essentiel.

Ce paradoxe, un dialogue à New York en 1941 entre Mead et Bateson lors d'une « Conférence de science, philosophie et religion dans leur relation au mode de vie démocratique » l'explicite avec une rare limpidité. « La mise en œuvre, demande Mead, d'une direction définie ne constitue-t-elle pas un appel au contrôle ? Et le contrôle – le contrôle mesuré, calculé, défini, le contrôle qui parvient véritablement à ses fins – n'invalide-t-il pas par sa seule existence la démocratie, en élevant certains hommes pour exercer le contrôle et en dégradant tous les autres au rang de victimes de ce contrôle ? […] En travaillant en vue de finalités définies, nous autres, spécialistes des sciences sociales, nous rendons coupables de manipulation des personnes, et ainsi de négation de la démocratie. » À cette interrogation somme toute honnête, Bateson répond par la « suggestion d'écarter toute finalité afin de

réaliser notre finalité ». « Nous sommes bien d'accord qu'un certain sens de l'autonomie individuelle, une habitude d'esprit d'une certaine manière reliée à ce que j'ai appelé le "libre arbitre" (*free will*) sont essentiels dans une démocratie, mais nous ne sommes pas parfaitement clairs quant à la façon dont cette autonomie devrait être définie opérationnellement. Par exemple, quel est le lien entre l'"autonomie" et le négativisme compulsif ? **Les stations d'essence qui refusent de se conformer au couvre-feu – montrent-elles oui ou non un esprit démocratique raffiné ? […] Comment trafiquerions-nous le labyrinthe ou la boîte à problème afin que le rat anthropomorphe obtienne une impression répétée et renforcée de sa propre liberté.** […] Finalement, le conflit en cours est une lutte à mort au sujet du rôle que les sciences sociales doivent jouer dans l'ordonnancement des rapports humains. C'est à peine une exagération que de dire que cette guerre porte idéologiquement sur cet unique point – le rôle des sciences sociales. Allons-nous réserver les techniques et le droit de manipuler les peuples au privilège de quelques individus avides de pouvoir, orientés vers les finalités et la planification, sur qui le caractère instrumental de la science exerce une attirance particulière ? **Maintenant que nous disposons des techniques, allons-nous de sang-froid traiter les gens comme des choses ? Ou qu'allons-nous faire avec ces techniques ? »**

La suite de l'Histoire, et de la vie de Bateson, s'est chargée d'apporter à ces questions les réponses que l'on sait.

À l'autre extrémité de son orbe historique, le projet de tout gouverner se donne des frissons par la bouche de Yuval Harari intervenant au World Economic Forum de Davos en janvier 2020 : « Si vous connaissez assez de biologie et avez assez de puissance de calcul et assez de données, vous pouvez hacker mon corps, mon cerveau et ma vie. Un système qui nous comprend mieux que nous ne nous comprenons peut prévoir nos sentiments et décisions, peut manipuler nos sentiments et nos décisions et peut en dernier ressort prendre des décisions pour nous. […] Bientôt au moins

certaines entreprises et certains gouvernements vont être capables de systématiquement hacker tous les gens. **Nous autres humains devrions nous accoutumer à l'idée que nous ne sommes plus des âmes mystérieuses. Nous sommes à présent des animaux hackables. »** (« Comment survivre au XXIe siècle »)

Le *data scientist* en chef d'une grande entreprise de la Silicon Valley jette anonymement : « Le conditionnement à grande échelle est essentiel à la nouvelle science de l'ingénierie de masse des comportements humains. »

Larry Page déclare en 2016 au *Financial Times* : **« Notre but premier, c'est le sociétal. […] Nous avons besoin d'un changement révolutionnaire et non progressif. »**

Le PDG de Microsoft s'émerveille en 2017 devant une assemblée de ses développeurs : « C'est fou de voir les progrès accomplis en profondeur et en étendue dans notre société, dans notre économie ; de voir à quel point notre technologie numérique est envahissante. » Il conclut son intervention en les exhortant à « changer le monde ». Et il est applaudi.

Le PDG de l'entreprise chinoise qui a créé le système de crédit social se félicite que celui-ci « fasse en sorte que **les mauvaises personnes ne trouvent pas place dans la société, alors que les bonnes personnes peuvent évoluer librement et sans obstacles** ».

En juin 2021, le Sénat français s'extasie devant le modèle gouvernemental chinois dans un rapport de prospective sur l'emploi des outils numériques en vue de toutes les appétissantes crises qui s'annoncent. Retenant pour principe que l'**« efficacité [des outils numériques] est directement liée à leur intrusivité »**, les rapporteurs suggèrent : **« Enfin, dans les situations de crise les plus extrêmes, les outils numériques pourraient permettre d'exercer un contrôle effectif, exhaustif et en temps réel du respect des restrictions par la population, assorti le cas échéant de sanctions dissuasives, et fondé sur une exploitation des données personnelles encore plus dérogatoire. »**

La cybernétique est née comme « science du contrôle et de la communication », comme science du contrôle *par* la communication.

La cybernétisation de tout est la gouvernementalisation de tout.

Le projet gouvernemental ne peut se formuler tranquillement comme utopie pour le monde que parce que son postulat humain s'est *déjà réalisé* dans l'existence quotidienne.

Son présupposé est qu'il n'y a de rapports que d'extériorité à extériorité.

D'étrangeté à étrangeté.

Que, donc, tout est manipulation.

Qu'il n'y a nulle part de lien consistant, mais seulement des lieurs et des liés.

C'est parce qu'il s'emploie depuis assez longtemps à faire de nous des extraterrestres qu'il peut à présent viser à coloniser l'espace.

Et donner cela pour une perspective d'avenir.

## 2.

Une fois usée la formule du grand renfermement général du printemps 2020, le gouvernement français s'essaya à d'autres expédients.

On tenta le couvre-feu. Après tout, c'était une « guerre ». Cela rentrait dans le thème de l'exercice.

Pour rendre la chose mordante, on l'instaura un 17 octobre au soir.

Un 17 octobre – comme ce jour de 1961 où les Algériens qui manifestaient contre le couvre-feu les visant ont fini par centaines dans la Seine. Les dates, c'est tout ce qu'il leur souvient, aux gouvernants, de leurs années de classes préparatoires.

Celle-là était osée. Convenons-en.

Nous étions ce soir-là quelques centaines, pour braver la nouvelle mesure de vexation, à déambuler de la place du Châtelet jusqu'à la gare de l'Est. En refaisant au passage la façade d'un petit commissariat.

Nous étions quelques centaines, sur les millions d'habitants que compte Paris, à ne pas goûter l'ironie de la date.

Un vertige.

Mais peut-être est-ce la forme même de la « manifestation » qui ne convient plus à la nouvelle époque. Peut-être celle-ci exige-t-elle des façons plus furtives d'un côté, et plus éclatantes de l'autre. Dans nos pauvres bouches, en remontant la rue Saint-Denis, ne restait qu'un pauvre mot en trois syllabes : « li-ber-té ». Certes, on a pu écrire : « Le seul mot de liberté est tout ce qui m'exalte encore. Je le crois propre à entretenir, indéfiniment, le vieux fanatisme humain. » (André Breton, *Manifeste du surréalisme*, 1924) Mais enfin, après le « ré-vo-lu-tion » qui embrasa magiquement, venu de si loin, les Champs-Élysées le 16 mars 2019, cela sonnait comme un retour au strict minimum politique. Une chose est de scander la révolution

que l'on ne parvient pas à faire. Une autre de revendiquer une notion si éthérée qu'elle peut figurer sur l'entrée des prisons de la République.

Ce qui nous est apparu au printemps 2020 – quand notre appartement s'est changé en cellule avec promenade quotidienne, cantinage au supermarché, patrouilles de flics-matons, pompes de taulard mais pas de parloir –, c'est que notre absence de liberté ne réside pas dans l'autorisation ou non d'aller et venir, mais dans l'état de dépendance sans borne où cette société nous tient. Il aura suffi d'un claquement de doigts, il aura suffi qu'un quarteron de pervers domiciliés à l'Élysée déclarent « la guerre » pour *réaliser* notre condition : *nous habitions dans un piège*, qui était resté longtemps ouvert, mais pouvait se refermer à tout moment. Le pouvoir qui nous détenait s'incarnait bien moins dans les guignols hystériques qui peuplent, pour notre plus grande *distraction*, la scène politique, que dans la structure même de la métropole, dans les réseaux d'approvisionnement à quoi notre survie est suspendue, dans le panoptique urbain, dans tous les mouchards électroniques qui nous servent et nous cernent, bref : dans l'architecture de nos vies. Voilà tout un environnement sur lequel nous n'avons aucune prise réelle, que d'autres ont pensé pour nous, et où nous sommes *faits comme des rats*. Un urbaniste allemand, dessinateur originairement socialiste des grands réseaux d'infrastructures américaines d'après-guerre, écrivait déjà dans les années 1920 : **« La métropole apparaît avant toute chose comme une création du capital tout-puissant, comme un aspect de son anonymat, comme une forme urbaine dotée de ses propres fondations psychiques collectives, économiques et sociales qui permettent l'isolement simultané et l'amalgame le plus serré de ses habitants. […] L'architecture de la métropole dépend essentiellement de la solution trouvée entre la cellule élémentaire et l'organisme urbain dans son ensemble. »** (Ludwig Hilberseimer, *L'Architecture de la métropole*, 1927) Doublée désormais de l'écosystème virtuel que chacun transporte avec lui, la métropole est cet *environnement total*, cet

environnement d'environnements, où tout est possible et où rien ne l'est. La liberté formelle de l'atome humain se meut dans le cercle de béton de possibles balisés par l'environnement que l'on a construit autour de lui, *pour* lui. Elle s'arrête là où commence son environnement. L'architecture des choix offerts est impérative – impérative et silencieuse. Une glissière d'autoroute, une caméra de surveillance ou un banc anticlochard matérialisent autant d'injonctions *implicites*. La seule liberté qui vaille est celle *à la source de quoi nous nous trouvons*. C'est celle de *faire* notre propre environnement, de l'altérer, de le configurer, c'est-à-dire de faire en sorte qu'il ne soit précisément plus un « environnement », mais un milieu où nous ne faisons pas que nous insérer convenablement, où nous *existons*. Inutile de préciser que cela ne se fait pas seul. Cela requiert de sortir de l'isolement prescrit et de recouvrir la puissance d'agir inhérente à tout tissu humain vivant, à toute densité d'expériences partagées.

La solution à l'aporie de l'homme et de son environnement est une façon de vivre qui fasse disparaître cette aporie.

Et apparaître un monde nôtre.




Nous vivons dans un monde intégralement *designé*.

Un monde *conçu* de part en part, saturé d'intentionnalités muettes.

Chaque recoin de la métropole, chaque carrefour de circulation, chaque atelier, chaque *open space* porte l'empreinte inavouable des études dont il est la mise en œuvre et de ses stratégies sans apparence.

Déjà, en 1889, le Congrès international des habitations à bon marché réuni à Paris stipulait que « les plans des immeubles collectifs seront conçus dans la pensée d'éviter toute occasion de se rencontrer entre locataires, les paliers et les escaliers en pleine lumière doivent être considérés comme des prolongements de la voie publique ».

La dépression chronique du métropolitain elle-même est planifiée.

« La publicité s'emploie à entretenir le mécontentement des masses à l'égard de leur genre de vie, et à leur rendre insupportable la *laideur des choses* qui les entourent. Les clients satisfaits ne font pas faire autant de

profit que les mécontents », devisait déjà le magazine de réclame *Printers' Ink* en 1938.

Rien de nouveau sous le soleil.

De nos jours, c'est chaque fonctionnalité de smartphone qui a été pensée pour activer notre circuit dopaminique de récompense, chaque application qui vise à nous *accrocher*, et si possible nous engloutir.

Il y a un concepteur derrière chacun des innocents objets dont nous nous saisissons, derrière chaque détail de la pissotière où nous urinons, derrière chaque lumière de chaque étal que nous approchons.

Il y en a même derrière les termes de novlangue que nous reprenons, et qui sont là pour nous faire gober quelque arnaque. Les mots eux-mêmes se sont mis à marcher pour ceux qui les manufacturent.

À tel point qu'une hygiène existentielle un peu tenue exigerait de se répéter, chaque jour, en guise d'antidote : non, une cybercommunauté n'est pas une communauté, une cyberamitié n'est pas une amitié, un cybertravail n'est pas un travail et un cybermonde n'est pas un monde.

Sous chaque détail de notre environnement se cachent des *desseins* informulés.

Ce n'est pas de la paranoïa – c'est du marketing.

« CAPTology » (Computers As Persuasive Technology), c'est le nom que le fondateur du « design comportemental » a donné à sa science de « changer les habitudes ou les comportements des gens ». Ses conseils et ses enseignements ont inondé la Silicon Valley depuis la fin des années 1990. Tout l'art d'hameçonner l'usager des systèmes informatiques interactifs consiste à bâtir un environnement qui fonctionne comme un appareil de capture. **« Le comportement humain est programmable. Il suffit de connaître le code. Nous présentons ici le Design comportemental : un cadre de conception pour la programmation du comportement humain. »** C'est ainsi que commence le livre *Digital Behavioral Design* (2018) de T. Dalton Combs et Ramsay A. Brown.

Le sentiment de souveraine liberté de l'usager est l'aboutissement de la plus raffinée des programmations. Dans la conception informatique, on appelle cela le « design émotionnel », le « design d'expérience » ou le « design centré utilisateur ». L'omniprésence dans nos vies des smartphones, tablettes et autres objets connectés a été réfléchie, bien entendu. C'était à la fin des années 1980, au Xerox PARC de Palo Alto, par un ingénieur, Mark Weiser. D'autres misaient alors sur les premiers casques de réalité virtuelle pour vendre à chacun son environnement fictif idéal, Weiser, lui, a préféré informatiser l'environnement existant. Cela fait de lui le père de l'« informatique ubiquitaire ». Tel était pour lui « l'ordinateur du XXI$^{e}$ siècle » : une pièce aux allures banales mais qui totalise sous ses surfaces ergonomiques des centaines de capteurs et de commandes communiquant entre eux – écrans, enceintes, aides vocales, programmateurs, alarmes, caméras intégrées – tout un *sensorium* électronique. C'est logiquement dans les termes de Weiser qu'Apple introduit en 2012 son iPad : **« Nous pensons que la technologie atteint son summum lorsqu'elle devient invisible, quand vous ne pensez plus à ce que vous faites. »**

C'est une erreur que d'appréhender comme deux domaines étanches le design informatique et le design physique. Ces deux disciplines sont généalogiquement liées : c'est un élève de l'école de design de Ulm en Allemagne – une école fondée sous le patronage de Walter Gropius, le directeur historique du Bauhaus – qui a conçu la *Control Room* de Salvador Allende, la pièce futuriste couverte d'écrans, de boutons et de manettes qui devait centraliser en temps réel tous les indices de production secteur par secteur, tous les indicateurs de motivation des ouvriers, toutes les informations sur le trafic routier que faisaient remonter les télex du projet socialiste Cybersyn. Le MIT Media Lab provient du MIT Architecture Machine Group, un groupe de jeunes architectes fondé en 1967. Mais surtout, on peut tracer une ligne historique continue qui mène des ambitions socialistes du Bauhaus de Weimar aux revendications démocratiques des

géants californiens de la Tech. Les paradoxes qu'ils manient et les impossibilités qui les animent sont apparentés. *Designing freedom* – c'est le titre en forme de *double bind* que l'ingénieur en chef du projet Cybersyn avait donné à une série d'interventions radiophoniques au Chili en 1973. C'est aussi la formulation de la contradiction indépassable dans laquelle se débat le pouvoir environnemental des sociétés technocratiques contemporaines.

De 1917 à la fin des années 1920, la question qui anime l'avant-garde artistique russe tous domaines confondus est celle de la « reconstruction socialiste du mode de vie ». C'est le thème du « *novi byt* ». *Byt* est une notion russe aussi élémentaire qu'intraduisible. C'est la vie quotidienne, lieu de toute rédemption et de toute damnation, haïe et attachante. C'est la vie domestique, la culture matérielle par opposition à *bytie*, l'être, l'existence spirituelle. *Byt* désigne de manière inséparable l'aménagement des lieux familiers et les habitudes que l'on y prend. Ce serait littéralement la « forme de vie » si *byt* n'était aussi le verbe « être » en russe, carrément. On peut dire que toute la tragédie de l'avant-garde russe, précipitée dans le suicide de Maïakovski, tient à l'ambivalence de cette notion. « La barque amour s'est brisée sur le *byt* », ce furent ses derniers mots. Comme Google aujourd'hui quoique avec des intentions diamétralement opposées, le constructivisme russe voulait « devenir la forme supérieure de l'ingénierie des formes de la vie tout entière ». Avec son architecture, ses réclames, ses poèmes, ses peintures, son théâtre et toutes ses *réalisations*, posté sur « le front du mode de vie », il entendait bouleverser le *byt* des hommes, et donc l'ensemble de leurs usages, de leurs coutumes, de leurs mœurs et de leurs croyances. En configurant un nouvel environnement, il entendait réformer l'humanité elle-même. À la même époque, Walter Gropius présidait à Berlin le Conseil ouvrier pour les arts où l'on entendait regrouper tous les arts « sous l'aile d'une grande architecture qui serait l'affaire du peuple tout entier ». Vingt ans plus tard, Gropius, Mies van der Rohe, Hilberseimer & Co. définissaient

la marque de fabrique – l'immanquable « style international » – de l'architecture américaine d'après-guerre, qui a défiguré le monde et dessiné l'uniforme inhumanité des métropoles du monde entier. Comme l'a si bien écrit Hilberseimer, « cela va mener à une architecture directe et libérée de toute réminiscence romantique, en accord avec la vie quotidienne d'aujourd'hui : non subjective et individualiste, mais objective et universelle ». Tout l'urbanisme d'après-guerre, avec ses inexorables réseaux d'infrastructures d'électricité, d'eau, de circulation et de communication, avec sa répétition géométrique – d'une égalité supposément démocratique – des mêmes volumes de béton à toit plat servant de « machines à habiter », réalise à sa manière le slogan initial du Bauhaus « Art et technologie, une nouvelle unité ! ». Inutile de préciser que tout cela ne va pas sans une légère redéfinition de la démocratie : **« Par démocratie, je veux dire la forme de vie qui, sans identification politique, se répand lentement dans le monde entier, se dressant sur les fondations d'une industrialisation croissante, d'une communication et de services d'information accrus et d'une admission élargie des masses à l'éducation supérieure et au droit de vote. »** (Walter Gropius, *Apollon dans la démocratie*, 1968).

Définir le nouveau pouvoir environnemental comme foncièrement démocratique, c'est bien évidemment au Committee for National Morale de Gordon Allport, Margaret Mead et Gregory Bateson, en 1940, que l'on doit cette prouesse. Et là aussi, le Bauhaus n'y est pas pour rien. Au Committee for National Morale, on recherche une alternative à la propagande autoritaire – une forme de propagande qui ne serait pas seulement démocratique dans son contenu, *mais dans sa forme même*. On se demande quel exercice de la communication ne reproduirait pas la soumission unilatérale des récepteurs à l'émetteur. Comment échapper aux messages à sens unique d'un poste central – que ce soit au micro de la radio, derrière une caméra ou à la table de montage – qui conditionne des sujets récepteurs, passifs, sériels, robotisés, fanatisés ? En d'autres termes : *comment faire de la propagande*

*interactive* ? Voilà une interrogation à la descendance inouïe. La réponse du Committee for National Morale est : l'installation artistique multiécran, l'exposition immersive offerte à une « vision au champ étendu » où le spectateur se déplace librement et se laisse gagner par un sentiment de participation à l'environnement créé. Les premiers happenings sont les petits-enfants de cette recherche d'une alternative à l'agression du message unidirectionnel des pouvoirs autoritaires. La définition qu'en donne leur inventeur, Allan Kaprow, en 1957 s'en ressent d'ailleurs : « Un happening est un environnement exalté, dans lequel le mouvement et l'activité sont intensifiés pendant un temps limité et où, en règle générale, les gens s'assemblent à un moment donné pour une action dramatique. » Le Committee n'invente rien : il s'inspire en fait des premières expositions réalisées par des anciens du Bauhaus allemand en exil au Museum of Modern Arts de New York, au reste fondé et financé par des Rockefeller. La rétrospective sur le Bauhaus de 1938, mais surtout les expositions de propagande dont Herbert Bayer fut le *designer* en 1942, *The Road to Victory* ou *Airways to Peace*, inspireront au Committee for National Morale la réponse à la question qui l'occupe. Confrontés à cette nouveauté devenue pour nous si conventionnelle, les spectateurs américains furent d'abord désorientés par cette façon en apparence chaotique de présenter les œuvres, cette vision à 360 degrés où l'on discerne à peine, avec quelques mains dessinées sur les murs, le sens de la marche, où chacun doit faire sa propre expérience de l'exposition. Les concepteurs étaient au contraire très satisfaits de ce parfait compromis entre la liberté laissée aux visiteurs – loin de l'abrutissante passivité démonstrative de la propagande totalitaire – et la directivité souple contenue dans le choix de l'agencement, des œuvres et des parcours possibles. Ici se dessine un parfait continuum entre la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide, entre la lutte contre les nazis et la lutte contre les soviets. La propagande démocratique ne va donc plus cesser, après la guerre, de faire tourner partout dans le monde ses gigantesques expositions dont le modèle reste *The Family of Man*, l'exposition la plus

visitée de tous les temps – de 1955 à 1963, elle offrit aux spectateurs de soixante-huit pays la contemplation de ses cinq cents photographies sans ordre discernable. Ces expositions furent généralement financées et planifiées, qu'elles soient artistiques ou commerciales, d'avant-garde ou plus consensuelles, par les services dédiés à la lutte anticommuniste. La CIA, on l'a appris il y a quelques années, peut aussi être légitimement tenue pour instigatrice du succès planétaire de l'expressionnisme abstrait. Pendant vingt ans, elle a subventionné et promu les expositions de Pollock, Rothko et De Kooning, qui n'en ont jamais rien su. Ce design d'environnements comme réponse démocratique à la propagande totalitaire, l'historien de la communication Fred Turner l'appelle l'« encerclement démocratique ». À l'évidence, de même qu'Internet n'a pas aboli la radio et la télévision, l'encerclement démocratique n'a fait que redoubler la propagande dominante, en la présentant non plus comme message, mais comme *dispositif*.

Terry Winograd, un théoricien vaguement honnête du *design* informatique, qui fut le professeur à Stanford de Larry Page, écrivait à quatre mains avec l'ancien ministre de l'Économie de Salvador Allende et initiateur du projet Cybersyn, Fernando Florès, devenu entrepreneur à succès aux États-Unis : « Le design, dans son sens essentiel, est d'ordre ontologique. Il constitue une intervention sur l'arrière-fond de notre héritage culturel et nous pousse hors des habitudes toutes faites de notre vie, affectant profondément nos manières d'être. Le design, du point de vue ontologique, est nécessairement réflexif et politique, concernant à la fois la tradition qui nous a formés et les transformations à venir. » (Terry Winograd et Fernando Flores, *L'Intelligence artificielle en question*, 1986) *Design*, le succès de la discipline l'a un peu fait oublier, signifie en anglais « projet, plan, dessein, intention, objectif », mais aussi « mauvaise intention, conspiration ». *To design*, c'est manigancer, simuler, ébaucher et procéder de manière stratégique. Un *designer*, à l'origine au XVII$^{e}$ siècle, c'est un comploteur

perfide qui tend des pièges. Avoir des *designs* sur le mari d'une amie, c'est avoir des vues sur lui, vouloir se le faire. Un monde intégralement designé est un monde intégralement mauvais *par son procédé même* – celui de devoir toujours cacher ses desseins pour les voir aboutir. Les grandes plateformes de la Silicon Valley sont l'expression la plus aboutie du pouvoir environnemental et de ses paradoxes démocratiques. Elles sont parvenues à façonner à chacun un environnement personnalisé qui lui tient lieu de monde. Il ne leur reste qu'à le modifier invisiblement pour enregistrer l'effet que cela a sur les utilisateurs et sur leur conduite. Derrière les expérimentations édifiantes de Facebook pour inciter les Américains à aller voter ou pour comprendre ce qui les rend tristes, vient Cambridge Analytica – qui commence par un contrat du département d'État américain pour étudier les façons de réduire l'influence de Daech sur les réseaux sociaux et qui finit par appliquer aux électeurs américains les miraculeuses techniques de microciblage que l'entreprise a développées sous couvert d'antiterrorisme. Chaque année, par la vertu du *design*, la fonction de *maintien de l'ordre politique* des grandes plateformes informatiques se fait plus immodérée. Palier par palier, des niveaux de censure proprement chinois ont été atteints. Facebook fait la chasse aux groupes de vaccinés qui partagent leurs témoignages sur les effets secondaires. Dans un document intitulé « The Good Censor » et publié en 2018, Google se propose de « lutter contre les mauvais comportements » pour « avoir un Internet ouvert et inclusif ». Voilà qui fait un heureux complément à l'aide offerte par l'entreprise au fisc français pour faire la chasse aux propriétaires de piscines non déclarées en appliquant un peu d'intelligence artificielle aux images satellitaires de Google Earth.

C'est donc sous couvert de design et d'ingénierie que l'ennemi nous fait un monde dans le dos. Peu le revendiquent, mais certains ne s'en cachent pas. En politique, il y a par exemple Madsen Pirie, un néolibéral anglais, ou plutôt écossais, et son think tank, l'Adam Smith Institute. Les grands

affrontements idéologiques et les batailles épiques de Margaret Thatcher contre les mineurs n'étaient pas de son goût, à lui qui la conseillait pourtant. À cela, il opposait la *micropolitique*. Pas exactement celle de Foucault, Deleuze ou Guattari. Plutôt la façon dont, sur le temps long, on vainc l'ennemi de classe à plate couture par de petits dispositifs qui n'ont l'air de rien, mais lui dérobent méthodiquement le sol sous les pieds. Un exemple : plutôt que d'abolir le statut des cheminots et s'assurer un conflit d'ampleur, on peut le réserver à ceux qui l'ont déjà, et recruter les nouveaux entrants sur d'autres bases contractuelles, ainsi « on achète les générations présentes afin de mettre progressivement en place un nouveau système ». (Madsen Pirie, *Démanteler l'État : théorie et pratique de la privatisation*, 1985) Plutôt que d'abolir une profession réglementée telle que les taxis, il suffit d'introduire une offre concurrente, parfaitement précaire, abusive et fatalement beaucoup moins chère, telle qu'Uber. On peut aussi proposer des cars aux pauvres en guise d'alternative *low cost* aux trains, dont le personnel est bien trop syndiqué. Ainsi, sans s'en aviser, en allant simplement au plus avantageux, chaque client participe au démantèlement de la réglementation. Par l'usage d'une inoffensive application, il vote néolibéral et exécute la politique idoine, à son échelle infime, mais cumulative. **Le micro-politicien néolibéral « se concentre non pas sur la bataille des idées, mais sur des questions d'ingénierie politique. […] Il construit des machines qui marchent […] et modifient les choix que font les gens, en altérant les circonstances de ces choix. […] La plupart des succès de la micropolitique ont précédé l'acceptation générale des idées sur lesquelles elles se fondaient. Dans bien des cas, c'est le succès de ces politiques qui a conduit à la victoire de l'idée plutôt que l'inverse. »** (Madsen Pirie, *Micropolitique*, 1988) Il n'est d'ailleurs pas si sûr que les grands conflits spectaculaires ne puissent servir de diversion à la mise en place simultanée de dispositifs micropolitiques aussi redoutables qu'imperceptibles.

Au gouvernement de toutes choses répond donc l'exercice d'un pouvoir essentiellement environnemental. Un pouvoir qui dispose le milieu et laisse libres les êtres. Qui « architecture leurs choix » et n'intervient sur les corps qu'en dernier ressort. Qui évite le désordre en évitant de donner des ordres. Qui ne décrète plus la Loi, mais sécrète des normes. Indéniablement, les humains se sont toujours rapportés à ce qui les entourait. La tradition hippocratique a toujours vu dans les *circumfusa* – les choses environnantes – le facteur déterminant de la santé et de la maladie. La fameuse « théorie des climats » du XVIII^e^ siècle englobait en fait tous les aspects matériels – air, eaux, lieux – qui influent sur l'existence terrestre. Certains pensaient même, alors, que les milieux ont assez de force plastique pour engendrer les espèces animales qui les peuplent. La police d'Ancien Régime – cette « police de tout » – s'appliquait à tous les aspects de la vie urbaine, l'éclairage comme l'approvisionnement, la pollution comme l'adduction d'eau, les prix sur les marchés comme les questions sanitaires. C'était une police du milieu. Mais il a fallu que le capital révolutionne et refasse à sa guise toutes les conditions de l'existence matérielle des hommes – il a notamment fallu qu'il les urbanise en masse – pour que le pouvoir lui-même se fasse environnemental. Et qu'il voie dans l'ingénierie de ces conditions l'essentiel de sa tâche – de sa tâche *démocratique*. C'est ce qu'il n'a plus cessé de faire depuis 1945.

La nouvelle souveraineté de l'environnement appelle celle de la police. Le pouvoir démocratique se définit *implicitement* par ceci qu'il garantit l'*Habeas corpus* aux citoyens *tant qu'ils se meuvent sans friction dans l'environnement*, matériel et virtuel. Le cyberespace est, tout autant que l'espace urbain, pensé pour une circulation absolument libre et absolument architecturée. Il est tout aussi enveloppant et tout aussi policé. Au caractère environnemental du pouvoir démocratique répond la prise directe de la police sur le corps des infracteurs – ceux qui créent des perturbations, ceux qui se regroupent, ceux qui osent toucher au contexte. La souveraine sauvagerie de la police américaine devait fatalement s'imposer au reste du

monde, au fil de la démocratisation et de la métropolisation universelles. Tout comme il convient, sur une autoroute, que le moindre événement soit effacé sans attendre pour éviter une cascade d'autres événements, pour assurer la fluidité de la circulation générale et la régulation du système, il revient à la police d'intervenir au plus vite, par tous les moyens efficaces, pour effacer la moindre anomalie dans le fonctionnement régulier de l'environnement métropolitain. Tout événement, ici, est conçu *comme un accident*. Rien ne doit plus arriver. Nul ne doit se mêler de modifier ou de s'approprier un contexte si bien pensé. En cela, le sujet automobile est une sorte d'idéal anthropologique du citoyen contemporain. Car s'il y a bien quelque chose qui doit filer droit dans l'environnement que l'on a conçu pour lui, c'est bien l'automobiliste. Et s'il y a une chose qui est exclue, c'est qu'il y altère quoi que ce soit, qu'il fasse autre chose que se soumettre en klaxonnant. Le confinement de l'automobiliste, incapable de communiquer avec ses semblables autrement que par des gesticulations hostiles ou des politesses craintives, son isolement dans sa bulle de taule et de plastique, fixe une sorte de perfection humaine pour le pouvoir gouvernemental. Il n'y a pas, pour lui, de regroupement ; il n'y a que des embouteillages. Ce n'est pas pour rien que, depuis Walter Lippmann et Louis Rougier, la métaphore routière forme une sorte de *topos* de l'imaginaire néolibéral, qui n'a jamais cessé de penser l'action politique comme essentiellement environnementale. Là où le socialisme serait un régime routier où l'État dit à chacun quand sortir sa voiture, pour aller où et par quel chemin, là où le libéralisme sauvage laisserait les voitures circuler sans code de la route, le « libéralisme constructeur » – ou néolibéralisme – laisserait chacun aller où bon lui semble, mais en faisant respecter le code de la route avec la dernière rigueur. Il faut croire que les néolibéraux n'ont jamais mis les pieds à Naples, où tout est si habité, de toute façon, et où les mondes surabondent tellement que la ville en est *ingouvernable*. À Naples, l'un des endroits au monde où l'on respecte le moins le code de la route, les accidents sont aussi rares que les

conducteurs sont adroits. La police y est tenue en respect. Et cela n'est pas sans rapport.

Le ton d'évidence avec lequel on ne cesse de parler à présent d'« écosystèmes numériques » ou entrepreneuriaux fait écho à l'écologie tellement « humaine » de la *Society* de Wolff-Mead et des tortionnaires de la CIA des années 1950 : tout indique qu'il n'y a d'environnement que là où le monde nous échappe tout à fait. Où il nous demeure obstinément hostile.

Rien de ce que je peux connaître, rien de ce que je peux toucher, rien de ce que je peux aimer ou détester ne fait partie de « l'environnement ». Au contact, toute chose entre dans mon *monde*.

L'environnement est, comme l'horizon, une chose qui recule à mesure que je m'avance.

Cela en fait une parfaite cause pour l'étrangeté régnante – et même une cause aussi planétaire que l'étrangeté peut l'être.

Jamais autant d'extraterrestres ne se seront tant souciés de cette nature fangeuse qu'ils fuient par tous les moyens et qui, au fond, les dégoûte.

Nous laisserons dévaster le monde tant que nous aurons besoin du GIEC pour connaître son état.

Depuis 1945, les causes de l'environnement, de la planète ou du climat n'ont cessé de propager plus largement l'impuissance qu'elles commandent.

La dénonciation outrée de *La Planète au pillage* de Fairfield Osborn date de 1948.

Ceux qui ont « détruit l'environnement » ont commencé par le construire *comme problème insoluble*.

L'environnement est devenu sacré du jour où le pouvoir lui-même est devenu environnemental.

En 1950, Norbert Wiener disait déjà dans *Cybernétique et société* : **« Nous avons si radicalement modifié notre milieu que nous devons nous modifier nous-mêmes pour vivre à l'échelle de ce nouvel environnement. »**

Il y a une autre voie : non pas chercher à sauver l'environnement, mais entreprendre dès maintenant de le démanteler.

Car sous l'environnement, il y a le monde.




– Ouah ! Écoute ça : « la nature est complexe », « entrelacée », « connectée » – Sans blague ! Que vont-ils « découvrir » après ça ?

## 3.

Tout comme il y a une affinité entre néolibéralisme et automobile, il y a une connexion entre néolibéralisme et pétrole.

Tout comme la fondation Ford a financé dès les années 1950 les réunions du club américano-européen de dirigeants atlantistes Bilderberg, les multinationales du pétrole ont durablement soutenu la Société du Mont-Pèlerin, ayant quelques intérêts à ce que les peuples ne viennent pas trop interférer dans leurs activités globales.

Les deux foyers historiques du néolibéralisme – la London School of Economics et l'université de Chicago – ne sont pas par hasard des créations des Rockefeller.

La connexion entre pétrole et néolibéralisme est de nature stratégique : depuis un siècle et demi, les architectes de ce monde – appelons-les les « cosmocrates » – ont fait en sorte que, pan par pan, chaque aspect de celui-ci soit systématiquement soustrait à notre prise pour nous être rendu sous la forme d'un environnement inaccessible. Comme l'a montré Timothy Mitchell dans son *Carbon Democracy*, le passage du charbon au pétrole a d'abord été motivé par le fait que la mine restait, quoi qu'on en dise, aux mains des ouvriers, qui en étaient les maîtres, asservis certes, mais maîtres incontestés de ce qui se passait sous terre. Le pétrole, avec ses installations lointaines, sa logistique complexe, son exploitation peu gourmande en travailleurs et largement automatisable, son personnel d'ingénieurs et sa géopolitique armée, permettait d'*échapper aux peuples*. C'était sa principale vertu. Le passage au pétrole fut une *politique* qui imposa à sa suite une reconstruction économique complète – tant de la production que de la consommation. Depuis lors, chaque nouveau progrès du capital aura consisté à renforcer notre déprise du monde, comme si elle en représentait la mesure inavouée. C'est ce souci qui préside à l'automation comme aux délocalisations, à la transition dirigée vers le virtuel comme aux semences transgéniques stériles, à la construction des marchés globaux comme aux

instances politiques supranationales. Si l'échelon national était déjà le lieu de notre dépossession, celle-ci est désormais sans limites.

Cette perte organisée de prise sur le monde forme la condition de l'homme contemporain. Sa disponibilité pour la révolte comme sa malédiction. Son existence shabbatique comme le gouffre de sa dépression.

« Nous ne servons plus à rien » – voilà qui peut s'entendre comme une lamentation ou comme la fin émerveillée de toute servitude.

**« L'humanité aujourd'hui a si démesurément amélioré sa technologie qu'elle s'est rendue largement superflue.** La machinerie moderne et les méthodes d'organisation ont rendu possible qu'une minorité relativement réduite de managers, de techniciens et de travailleurs qualifiés suffise à faire tourner l'appareil industriel. **La société a atteint un état de chômage de masse potentiel ; et l'emploi de masse est de plus un plus un produit manipulé par l'État et les puissances apparentées à lui qui vient canaliser l'humanité surnuméraire afin de la tenir à la fois en vie et sous contrôle** […] Cela signifie que de larges masses de travailleurs ont perdu toute relation créative avec le processus de production. Ils vivent dans un vide social et économique. Leur dilemme est la précondition de la terreur. Il offre aux forces totalitaires une voie ouverte vers le pouvoir et un objet à son exercice. **Pour ces forces, la terreur est l'administration institutionnalisée de l'humanité devenue un surplus. » (Leo Löwenthal, « L'Atomisation de l'homme par la terreur », 1946)**

L'intuition que les maîtres de ce monde veulent se débarrasser de nous, maintenant qu'ils n'ont plus besoin *et tout à craindre* de nous, n'a rien d'insensée. Elle est même frappée au coin du bon sens. C'est une vieille sagesse gouvernementale qu'« **il est nécessaire de tenir le peuple perpétuellement occupé. […] Sont dangereux pour la paix publique ceux qui n'y ont pas intérêt** ». (Giovanni Botero, *De la raison d'État*, 1591) Un entrepreneur de la Silicon Valley, pape éphémère de la « nouvelle économie » des années 1990, spéculait dans le *New York Times*, il y a plus de

vingt ans déjà : « 2 % des Américains suffisent à nous nourrir, et 5 % à produire tout ce dont nous avons besoin. » Tous les *bullshit jobs* du monde ne sauraient suffire à écluser la marée montante des surnuméraires. La réintroduction de conditions de travail de nature esclavagiste – puisque **« toute main-d'œuvre, dès lors qu'elle est mise en concurrence avec un esclave, que l'esclave soit humain ou mécanique, doit accepter les conditions de travail de l'esclave »**, comme Norbert Wiener en avertissait en 1949 le syndicat américain des travailleurs de l'automobile – ne changera rien à l'affaire, non plus que les fringales de contrôle universel. Cette situation impossible *ne peut être stabilisée*.

Tel est le secret de Polichinelle de cette époque, qui transparaît ici ou là, par éclats. Il s'ensuit une curieuse configuration *orthogonale* des pouvoirs, publics comme privés. À la tête des grandes firmes comme des États, on observe la même disposition d'une poignée de décideurs, baignant dans une ambiance virile de gang à l'assaut du monde et, en dessous de ce petit noyau d'horizontalité désinhibée, une verticale non du pouvoir, mais *de la soumission*. Une vertigineuse cascade d'obéissance tremblante, dans l'administration comme dans les entreprises, qui ne cherche plus à comprendre ce qu'on lui fait faire. Une telle structuration, même appuyée par la force publique et des cabinets de conseil mondiaux, dispose d'une très faible capacité de résistance. Elle est sans *tenue* propre.

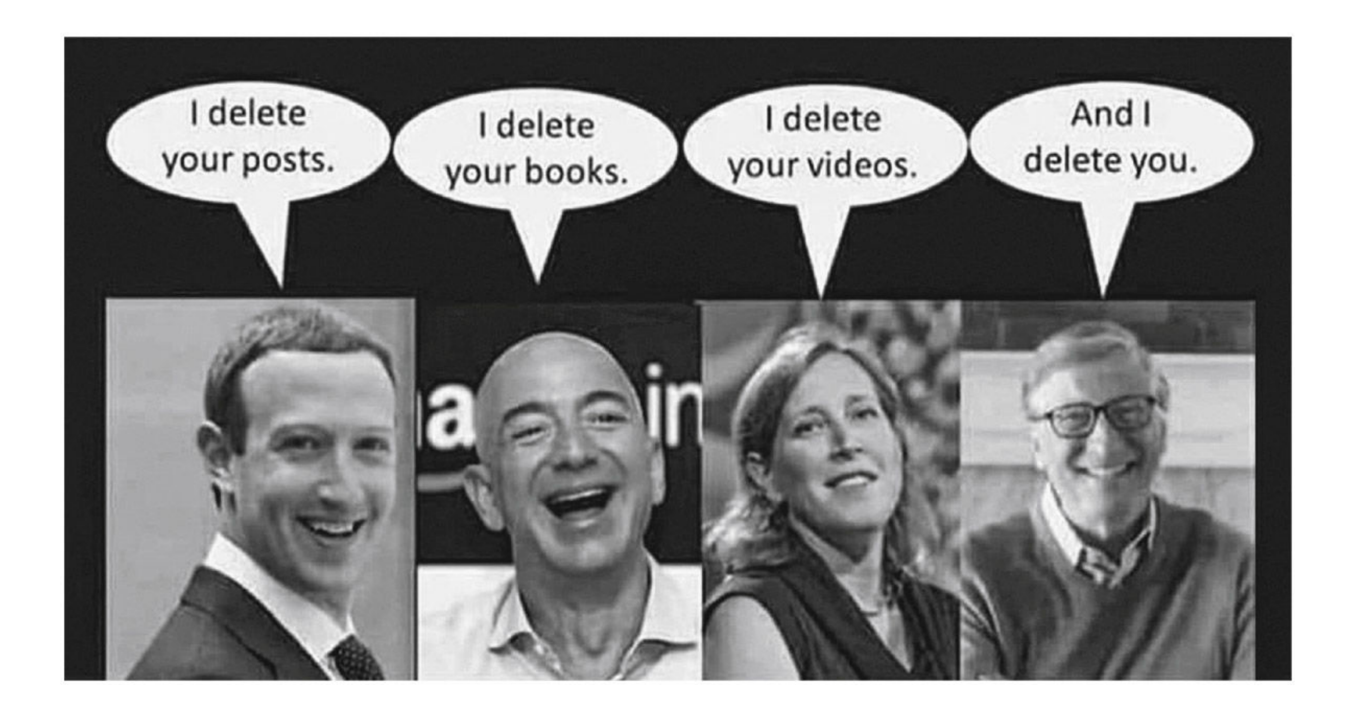
Cet univers où quelques architectes règlent secrètement la vie de l'ensemble de leurs contemporains pousse fatalement au cynisme ou à la vantardise impudente.

À force de nous traiter en troupeau, ils nous ont cru bêtes.

Ils pensent pouvoir tout dire, et que nul n'y entendra rien.

C'est le « temps de cerveau disponible » de Le Lay. Ou le « Nous avons remporté la lutte des classes » de Warren Buffett. Ou Laurent Alexandre haranguant les étudiants de Polytechnique : « Vous, les dieux, qui maîtrisez, contrôlez et managerez les technologies NBIC, créerez un gap vis-à-vis des

inutiles. [...] Les Gilets jaunes sont la première manifestation de ce gap intellectuel insupportable. [...] L'urgence, c'est d'éviter la multiplication des Gilets jaunes. »




Ce qui les rend dingues, avec les conspirationnistes, c'est de s'aviser que leur pari a raté.

Il ne suffit pas de nous distraire et de nous terrifier pour nous tenir.

Nous nous renseignons. Nous nous formons. Nous discutons. Nous lisons. Nous pensons. Pire, nous nous appliquons à partager ce que nous croyons avoir compris.

Nos moyens sont maigres, mais nous ne sommes pas près de renoncer à déceler leurs manœuvres.

Et surtout *nous savons, nous, où nous habitons*.

Nous avons lu le théoricien organique du Conseil européen, Luuk van Middelaar, célébrer les *coups* successifs, aussi osés que furtifs, par lesquels le pouvoir européen s'est affranchi de tout contrôle. Il ne nous a pas échappé qu'il se réfère pour cela au Machiavel français du XVII[e] siècle, Gabriel

Naudé, et à ses *Considérations politiques sur les coups d'État*. Et nous avons bien noté qu'il nous voit comme un parterre inerte pour lequel l'aristocratie politique doit bien jouer ses mises en scène néoconservatrices, afin qu'il se passe tout de même quelque chose. Sa tranquille insolence n'est pas tombée dans l'oreille de sourds.

Nous avons lu le mépris du peuple, si imperméable à toute raison et si sujets aux rumeurs, qui suinte de chaque ligne de *La Guerre des vaccins* de Patrick Zylberman – sorte de conseils au Prince pour écraser sans scrupule toute l'opposition à l'actuelle politique vaccinale. Cela aussi sera payé de retour.

Nous avons adoré cette interview d'un proche de Jean Monnet, l'homme de l'élite transatlantique dans la France d'après-guerre, l'homme des cabinets d'avocat de Wall Street bien plus que de la CIA. Il raconte sa vie ébouriffante au Commissariat du Plan entre 1946 et 1958, où il a corédigé une dizaine de déclarations d'investiture de présidents du Conseil : « Au Plan, c'était prodigieux ! Nous étions trois : Monnet, Hirsch et moi, le reste c'étaient les commissions, c'étaient les experts, mais nous étions toujours tous les trois ensemble à tout faire, une espèce de commando. On a fait la reconstruction, le plan d'industrialisation, la stabilisation, la politique sociale ; on a fait la politique étrangère et on a terminé en faisant la politique militaire […] Vous imaginez la vie que nous menions ? C'était d'une diversité inouïe. De mon bureau mansardé du Commissariat du Plan, j'ai largement inspiré la politique économique française. **C'était très efficace comme méthode ; trois types clandestins qui faisaient tout ! Et les gouvernements faisaient ce qu'on leur disait !** » (Pierre Uri *in* François Fourquet, *Les Comptes de la puissance*, 1980) Ce petit éclairage historique sur la période nous manquait ; il renseigne bien au-delà.

Nous avons vu Edward Bernays, qui prétendait publiquement sortir la publicité de son âge magique pour aborder son âge scientifique, se représenter lui-même en dessin comme un magicien mélancolique autour de qui tourne l'univers.



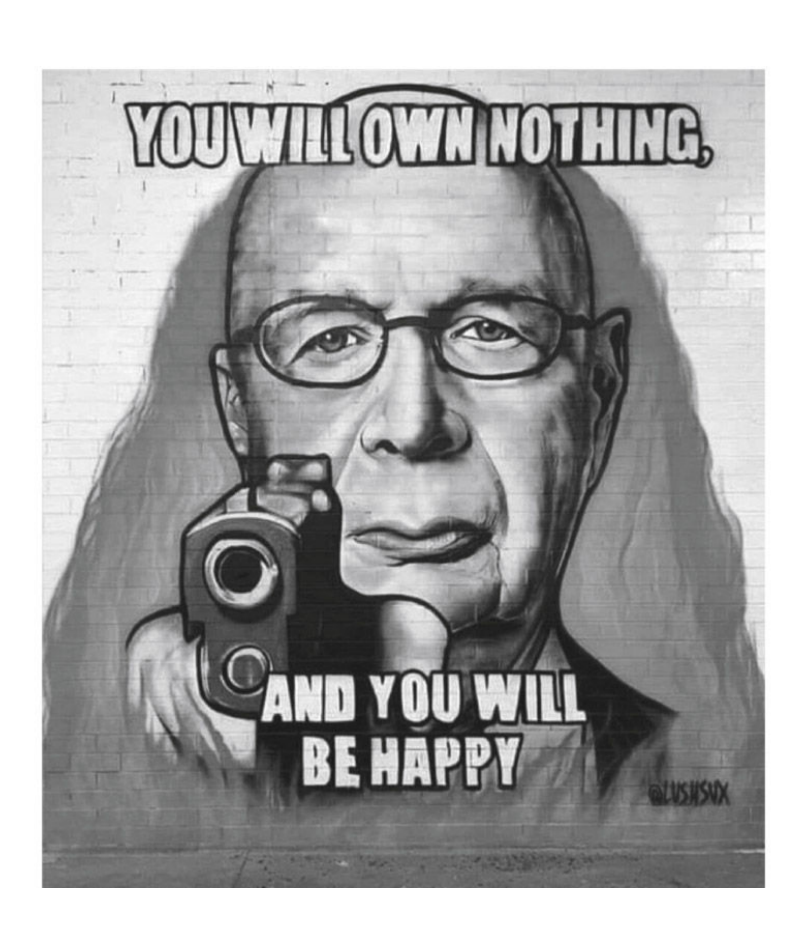

Détournement de Jérémie 50, 2 : « Annoncez-le parmi les nations et publiez-le, et fixez la norme. Publiez-le, ne cachez rien. »

Ou Alex Pentland, le pape comportementaliste des GAFAM, intervenant il y a quelques années à Mountain View au siège de Google : « Vous, vous avez entendu parler d'individus rationnels […] Ce n'est pas mon truc. […] Je ne crois pas que nous soyons des individus […] L'action, elle ne se trouve pas sous notre crâne. L'action, elle est dans nos réseaux sociaux. »

Nous avons lu Eric Schmidt, le patron de Google, en 2013 : **« Presque rien, à l'exception d'un virus biologique, ne peut augmenter aussi**

**rapidement, efficacement ou agressivement que ces plateformes technologiques ; pareille puissance rend les personnes qui les édifient, les contrôlent et les utilisent toutes-puissantes, elles aussi. »**

Et nous avons bien sûr lu Klaus Schwab, sa *Quatrième Révolution industrielle* et son *COVID-19 : la grande réinitialisation*. La délectation morbide avec laquelle il y détaille « les effets désastreux sur notre bien-être mental » de l'atmosphère d'angoisse entretenue autour de « l'une des pandémies les moins meurtrières que le monde ait connues au cours des deux mille dernières années », avec laquelle il met en balance « le traumatisme, la confusion et la colère » engendrés par les mesures de confinement chez la plupart des gens et le bonheur incomparable dont ces mêmes circonstances comblent les génies authentiquement créatifs, nous a laissés sans voix. Quel ridicule se sont donné les médias, à faire passer pour une « théorie de la conspiration » ce qui figure en toutes lettres dans des livres qu'ils n'ont pas pris la peine de parcourir, eux !



Klaus Schwab : « Vous n'aurez plus rien, et vous serez contents. »

Plus la longe du contrôle électronique s'étend, plus l'universel *reporting* aggrave l'illusion d'omniscience des chefs, plus un petit nombre de cosmocrates gagne d'influence sur la vie d'une quantité toujours plus grande de gens, et plus on les entend fanfaronner de leur moment machiavélien.

Cette fanfaronnade sera leur perte.

Nous n'avons pas oublié que, derrière la fringale de viols de Jeffrey Epstein, il y a ses fantasmes eugénistes, son financement de la « meilleure science » américaine de Harvard à Stanford, ses dîners avec des prix Nobel, avec Sergey Brin, Elon Musk, Bill Gates ou Jeff Bezos, ses millions offerts au MIT Media Lab.

Ni que le fondateur du MIT Media Lab, qui ne voyait pas de problème à prendre l'argent d'Epstein, ne voyait déjà pas de problème, dans les années 1970, à prendre celui de la DARPA pour lui programmer l'Aspen Movie

Map, l’ancêtre de tous les jeux vidéo de *shooting* et de tous les simulateurs militaires de combats.

La valeur d’usage de la richesse et du pouvoir se ramène donc à cela – la consommation somptuaire de jeunes corps.

L’art de gouverner ne produit que des monstres.

# La vie n'est rien de biologique

1. « *Life is our life's work* » (Pfizer). 2. La métropole biopolitique. 3. La dictature de la vulnérabilité. 4. *The Family of Man*. 5. La maladie de la santé.

# 1.

Se mobiliser – chacun, chacun – pour aplatir la courbe.

Faire bloc – tous, tous – contre le virus.

Atteindre l'« immunité collective » – celle qui se dit si joliment « *herd immunity* » en anglais, l'immunité *du troupeau*.

Sauver des vies en ne faisant rien, surtout en ne faisant rien.

Sauver notre système de santé, par ailleurs si habilement torpillé.

Être solidaire – avec tous nos frères humains, même ceux qui nous empoisonnent la vie – et responsable – comme les Allemands avec leur dette, on imagine. Curieux, tout de même, que la conduite à adopter face à un virus recoupe miraculeusement les vertus affichées par la Commission européenne – solidarité, responsabilité, citoyenneté.

Se faire vacciner pour ceux qui « ne peuvent pas l'être ». Le pasteur, on le sait, ne craint pas d'abandonner son troupeau pour aller sauver la brebis égarée ; il se soucie de tous et de chacun, *omnes et singulatim*.

Prendre soin de soi et des autres – quel est donc cet étrange pouvoir qui m'intime de « prendre soin de moi » ? Et qui tient à ce que je reste si étranger à ceux qui m'entourent qu'ils soient pour moi « les autres » ?

Surveiller chaque jour où en sont les statistiques.

Et puis, s'abreuver aux bonnes sources d'information, bien entendu.




« Soyez un héros. Soyez ennuyeux. »

Quelle mue surprenante ! Cet État qui a fait de la France le pays le plus nucléarisé du monde, qui autorise toutes sortes de rejets radioactifs « bénins » dans la nature et fait méthodiquement obstruction depuis des décennies à la moindre étude épidémiologique aux abords des centrales. Cet État qui ne vote des lois contre les glyphosates que pour délivrer autant de dérogations qu'il y a d'agriculteurs de la FNSEA. Cet État qui ne voit jamais que des causes individuelles et comportementales à l'exponentielle des cancers. Cet État qui ne voit toujours pas d'inconvénient à avoir laissé contaminer 90 % des Antilles au chlordécone et ne s'est jamais trop soucié des cancers de la prostate qui y galopent. Cet État qui s'accommode si bien de la consommation record d'antidépresseurs depuis des décennies dans sa population qu'il faut croire qu'il s'est résigné à en être la cause. Cet État, donc, à la faveur de la propagation d'un virus à peine trois fois plus létal que la grippe saisonnière, se découvre « la vie » comme valeur sacrée. Tellement sacrée qu'elle n'a pas de valeur. Que tous les coûts sont permis.

Cela fait songer à Monsanto créant « l'Institut pour la santé des animaux » après avoir causé l'encéphalite spongiforme bovine. Au « Conseil américain pour la science et la santé » sponsorisé par Burger King. À Philip Morris fondant l'« Association californienne pour une réglementation antitabac » ou déclarant récemment, désormais déguisé en acteur de la santé publique : « À notre connaissance, aucune autre entreprise n'a autant bouleversé ses activités de manière proactive pour forger un avenir meilleur pour chacun d'entre nous. » Geneviève Fioraso, alors ministre socialiste de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, marraine en politique d'Olivier Véran et ambassadrice de Minatec, avait fait en 2012 cette remarque innocente : **« La santé, c'est incontestable. Lorsque vous avez des oppositions à certaines technologies, et que vous faites témoigner des associations de malades, tout le monde adhère. »** Il faut dire que la cause de « la santé » est certainement la faille la plus béante de l'individu moderne. Elle touche un endroit où nous sommes manifestement sans défense. La poursuite de la santé s'est substituée à celle du salut, dans un monde qui n'en promet plus – c'est que, si la foi chrétienne s'est perdue, la perception qu'« il y a des dieux aussi, ici bas », comme disait Héraclite, n'a pas gagné de terrain pour autant. La « santé » attire fatalement les mêmes usurpateurs qu'avant elle le salut. Bernays l'avait si bien compris, et si précocement, que c'est par elle qu'il s'est lancé dans la publicité. Son premier *job* fut de conseiller un acteur qui voulait produire une pièce tournant autour d'un mari syphilitique et qui cherchait pour cela un public. Bernays. Il avait accès par un ami à des revues médicales, eut l'idée de créer une tierce structure, évidemment fantoche – le Sociological Fund Committee – qui prétendait militer pour la santé publique et l'éducation populaire. Cette dernière se hâta de promouvoir de manière « désintéressée » la pièce à des fins prophylactiques. Ce fut un succès, et l'invention au passage de la technique publicitaire du tiers parti (le *third party endorsement*), la technique marketing qui consiste pour l'entreprise à

solliciter d'un tiers – une star, un expert, un présentateur ou un influenceur – la promotion de ses produits.

Si nous sommes si sensibles à la cause de la « santé », c'est parce que nous vivons dans un monde qui doit être bien malade, à en juger par ses accomplissements en matière de dévastation planétaire.

Dans un monde qui *rend malade*, où les plus adaptés sont à l'évidence les plus cinglés.

Dans un monde qui s'emploie activement à *produire* des maladies en vue d'en commercialiser les remèdes – entre 1945 et aujourd'hui le nombre de maladies mentales reconnues aux États-Unis est passé de vingt-six à quatre cents, dont l'incurable « Trouble oppositionnel avec provocation » (TOP). Quant à la maladie « organique », elle est de plus en plus définie comme écart par rapport à des normes soufflées par l'industrie, et non d'après l'état vécu du patient. Si bien que l'*on médicalise d'autant plus que l'on soigne moins*. *Certes*. *Mais* si nous sommes sensibles à la cause de la santé, c'est d'abord parce que, depuis bientôt trois siècles maintenant, le pouvoir a investi nos corps, parce que la population « est le plus précieux des trésors d'un souverain. Sous l'aspect financier, l'homme est le principe de toute richesse » (M. Moheau, *Recherches et considérations sur la population de la France*, 1778) – où l'on s'avise, au passage, que les démographes d'État français du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient fort en avance sur Staline avec sa brochure *L'Homme, le capital le plus précieux*. Notre fertilité, notre vigueur, notre longévité sont d'intérêt général. Elles rentrent dans l'équation de la productivité de la nation. Elles constituent son avantage concurrentiel. **« Il faut multiplier les sujets et les bestiaux »**, écrivait en 1763 Turmeau de La Morandière. Du point de vue de l'État comme de l'économie, nous avons cessé depuis longtemps de nous appartenir. C'est d'ailleurs l'expérience que nous faisons à chaque fois qu'un mauvais médecin nous maltraite. Sa Surdité n'a de cesse de nous le répéter : « Mais enfin, taisez-vous, vous ne connaissez rien à votre corps, votre corps nous appartient, nous le

connaissons mieux que vous-mêmes. » Émile Littré, le philosophe positiviste, vient à son appui : « La maladie une fois déclarée, l'intervention du médecin est nécessaire ; **le malade est incapable de déterminer la nature du mal, d'en prévoir la terminaison et d'y appliquer le remède.** Elle l'est aussi pour l'hygiène […] **Gardez-vous de vous fier à votre sens, il est souvent trompeur ; imaginez-vous qu'il est là-dessus une foule de choses que vous ignorez et qu'il est bon qu'un autre sache pour vous, afin d'y appeler votre attention** ; ne recourez pas à lui dans la maladie seulement, et entretenez-le de votre genre de vie, de qui vous sert et de ce qui vous nuit, des dispositions corporelles et mentales des enfants, des nécessités de la position qui est la vôtre, des dangers qu'elle peut présenter et des remèdes qu'elle comporte. » (*Médecine et médecins*, 1872) Et que croyez-vous que signifie le fanatisme que met l'État français à entraver toute possibilité de naître ailleurs qu'à l'hôpital, dans des conditions d'accouchement aberrantes – la seule condition, commune *à tous les mammifères*, pour qu'un accouchement se déroule bien est que la femme puisse s'isoler, se retirer du monde dans un lieu qui lui est familier, où elle se sente bien et à l'abri pour pouvoir enfanter ?

Pourquoi faut-il lutter, le plus souvent, pour ne pas mourir à l'hôpital ? C'est que symboliquement, pour l'État, s'approprier les deux extrémités de la vie, c'est affirmer ses titres de propriété *sur le reste du segment*.

Aux époques où l'on ne se cachait pas derrière son petit doigt, on n'en faisait pas mystère, tel ce parlementaire qui déclarait à la Convention en 1793 : **« La société ne doit jamais perdre de vue ceux qui contractent avec elle. Il faut qu'elle prenne chaque individu au moment de sa naissance, et qu'elle ne l'abandonne qu'au tombeau. »**

Dans le dernier texte de ses *Dits et écrits* – un séminaire sur la police qu'il donne aux États-Unis en 1984 –, Foucault relève cette curiosité historique : les grands progrès dans les systèmes de santé publique précèdent généralement de peu, ou accompagnent, les grands massacres : le « droit à la

santé » est à peine formulé, durant la Révolution française, que celle-ci donne le signal des grandes boucheries des guerres nationales. 1901 : loi française sur les accidents du travail. 1906 : loi sur le repos hebdomadaire. 1910 : loi créant la retraite ouvrière et paysanne. 1914-1918 : 1,4 million de « Français » trucidés.

« On aurait peine à trouver dans toute l'histoire boucherie comparable à celle de la Seconde Guerre mondiale et c'est précisément à cette période que furent mis en chantier les grands programmes de protection sociale, de santé publique et d'assistance médicale. […] Allez donc vous faire massacrer, nous vous promettons une vie longue et agréable. **L'assurance-vie va de pair avec un ordre de mort. […] La population n'étant jamais que ce sur quoi veille l'État dans son propre intérêt, bien entendu, l'État peut, au besoin, la massacrer. La thanatopolitique est ainsi l'envers de la biopolitique.** »




Là réside la grande équivoque qui trouble la période récente. L'État, la société ou la police considèrent au fond que la vie nous est laissée comme un « précieux dépôt » dont il nous incombe de prendre soin *parce qu'il ne nous appartient pas*. Et bêtement, nous croyons que notre corps nous appartient. Que nous sommes libres de nos gestes, de nos façons d'être, voire de

« prendre des risques ». Alors que nous en sommes, du point de vue de la société, *absolument comptables*. En cela réside le malentendu. C'est ce que cherchent à nous rappeler, avec la condescendance de rigueur, tous ceux qui nous répètent que nous sommes des « êtres sociaux ». Comme on fait tout pour intéresser le salarié à son travail, on a tout fait pour nous intéresser à notre propre « santé » – ou du moins à ce que l'on aura défini comme tel – mais sans croire un seul instant à une telle propriété. D'où l'incompréhension en haut lieu envers ceux qui rechignent à se faire vacciner. Ainsi de ce Patrick Zylberman : **« l'obligation est première […], le droit ne vient qu'après. […] Notre définition de l'obligation en fait un synonyme de l'altruisme. […] Mais il ne s'agit peut-être pas tant d'altruisme que du gouvernement de soi et des autres. Il ne s'agit pas tant de morale que de politique, au sens de gestion des populations. Le confinement, la vaccination sont deux chapitres de ce gouvernement. »** (*La Guerre des vaccins*, juin 2020) Toutes ces contraintes maternelles, toutes ces restrictions pour notre bien – de la ceinture de sécurité obligatoire à l'interdiction de fumer en passant par les récentes « restrictions sanitaires » – ne sont que des façons de nous défendre, au besoin contre nous-mêmes, c'est-à-dire : de nous défendre *en tant que nous appartenons à la société*. Il n'y a pas de don gratuit. On a investi nos corps et on a investi *dans* nos corps. **« Pour la société capitaliste, c'est le biopolitique qui importait avant tout, le biologique, le somatique, le corporel. Le corps est une réalité biopolitique ; la médecine est une réalité biopolitique »**, disait Foucault en 1974 à Rio de Janeiro dans la première conférence où il utilise la notion de biopolitique. Nous nous devons à nos maîtres. Un peu comme les bistrotiers avec les aides du confinement : si on les a arrosés, ce n'est pas pour qu'ensuite ils refusent de contrôler le « pass sanitaire ». Foucault l'observait bien avant la naissance des réseaux sociaux : « […] cette intégration des individus en une communauté ou une totalité résulte d'une corrélation permanente entre une individualisation toujours plus poussée et la consolidation de cette totalité ». Bien sûr, il arrive parfois que la

corrélation hoquette. Comme avec cette inexplicable, cette néfaste et pour tout dire ingrate réticence à participer à l'expérimentation mondiale autour des « nouveaux vaccins ». En septembre 2021, Hans Kluge, le directeur Europe de l'OMS, ne laissait pourtant aucun doute quant à la logique de l'opération : « Si nous considérons que le Covid va continuer à muter et rester avec nous comme la grippe, alors nous devons anticiper comment adapter progressivement notre stratégie de vaccination à la transmission endémique, et acquérir un savoir très précieux sur l'impact des doses supplémentaires. »

Pour la France, si l'on n'a guère de recul sur ces vaccins, on en a en revanche beaucoup sur le vaccinateur. C'est en 1798 que le médecin anglais Edward Jenner révèle les propriétés de la vaccine contre la variole. Dès 1800, la vaccination est rendue obligatoire dans les armées britannique, prussienne et française. Et comme on mobilise dans les villages, on vaccine aussi à tour de bras. Il y a déjà quatre cent mille vaccinés en France en 1805. Un médecin y voit le moyen de produire « une belle race d'hommes [...] propre à faire respecter l'État au dehors ». À peine le corps préfectoral créé, le ministre de l'Intérieur Chaptal lui assigne comme tâche prioritaire la vaccination : « Aucun objet ne réclame plus hautement votre attention ; c'est des plus chers intérêts de l'État qu'il s'agit, et du moyen d'accroître la population. » Les médecins vaccinateurs réclament à grands cris l'obligation vaccinale, malgré le peu de maîtrise de la technique et les nombreux morts qui s'ensuivent. Napoléon refuse de l'imposer. Fouché, son ministre de l'Intérieur, peu connu pour ses scrupules, rétorque en 1808 au sujet des vaccinateurs : « Les mesures coercitives qu'ils projettent ne sont point autorisées par les lois et la douceur et la persuasion sont les moyens les plus efficaces pour faire le succès de la nouvelle inoculation. » De 1800 à 1803, on expérimente à tout va, de préférence sur les enfants des rues ou les orphelins, que personne ne réclame quand ils succombent. Le comité qui s'en charge s'appelle déjà le *Comité philanthropique*. Comme le relevait

Furetière en 1690, **« on expérimente les remèdes sur des personnes de peu d'importance »**. Contre l'évidence, le comité décrète en 1804 le vaccin et sa méthode expérimentale comme parfaitement bénins. Pour clore toute controverse, **« le ministre de l'Intérieur ordonne que tout article sur la vaccine, avant d'être publié, soit approuvé par le comité. La presse généraliste qui, en 1802-1803, publiait des récits de contamination et de récidives est muselée.** Le Comité philanthropique devient un comité central, placé sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Ses membres, les médecins parisiens les plus influents (Thouret, directeur de l'École de santé, Pinel, médecin-chef de Bicêtre, Mongenot, médecin-chef de l'hospice des enfants, etc.), sont rémunérés par l'administration. Des comités sont également fondés dans chaque département afin de correspondre avec le Comité central. En 1804, un médecin disait de la vaccine qu'elle était le "résultat de la perfection qu'a acquise la science du gouvernement". » (Jean-Baptiste Fressoz, « Le vaccin et ses simulacres. Instaurer un être pour gérer une population, 1800-1860 », 2011)

Pour ne rien enlever au parallèle historique : **« L'ignorance, comme le savoir, se fabrique. En ce qui concerne les risques vaccinaux, elle fut produite par une gestion pyramidale de l'information, organisée en plusieurs échelons : mairies, comités départementaux, Comité central, qui fonctionnaient comme autant de filtres à mauvaises nouvelles.** Les complications (éruptions diverses parfois dangereuses) étant rapportées de manière littéraire dans les colonnes "observations", elles ne sont que rarement reprises par l'échelon supérieur qui, ayant pour but la quantification, favorise les informations numériques. **Multiplier les étapes dans la transmission de l'information permet de maximiser les effets d'autocensure des vaccinateurs. Comme la vaccine est censée être parfaitement bénigne, l'officier de santé ou le médecin qui rencontre un accident peut craindre qu'il ne soit mis sur le compte de sa mauvaise pratique.** Par exemple, en 1820, dans les Alpes, le passage de deux

vaccinateurs produit des centaines de maladies éruptives. Sur 600 personnes vaccinées, on compte 40 morts. Le vaccinateur départemental accuse les officiers de santé d'avoir confondu ou mélangé le pus vaccinal et le pus variolique. La vaccine, étant faiblement rémunératrice, ce sont en général de simples officiers de santé qui s'en chargent. Ceux-ci reçoivent de l'administration départementale de maigres primes qui sont fonction du nombre de vaccinations réalisées. À moins d'être particulièrement têtu, à moins de prendre le risque de passer pour un antivaccinateur et de s'exposer aux reproches des comités de vaccine et des préfets, il est beaucoup plus commode de garder ses observations sous le coude et ses scrupules pour soi. **La statistique eut aussi une fonction morale : la responsabilité de taire les accidents pour le bien supérieur de la nation, le travail de réfutation des plaintes des parents et d'exonération clinique de la vaccine fut réparti à travers tout le système vaccinal. Chaque échelon écopait de sa part d'accidents, de scrupules et d'indignité.** La statistique produisait un argument extrêmement commode : les vaccinations, pour l'essentiel, telles que rapportées par des tableaux pléthoriques aux colonnes toujours vides, sont absolument sans danger. Le faible nombre de narrations d'accidents qui arrivent à passer les obstacles successifs de l'autocensure, de la censure, de la vérification pointilleuse par le Comité, bref les quelques accidents ou récidives qui restent inexplicables et s'imposent à la conscience du Comité central sont alors mis en balance avec les centaines de milliers de vaccinations sans problème. Et, bien évidemment, ils ne pèsent pas lourd, ils ne parviennent pas en tout cas à imposer une redéfinition de la vaccine parfaitement bénigne et parfaitement préservative. » (Jean-Baptiste Fressoz, *ibid*.) Le résultat de cette politique fut qu'alors que le débat rageait en Angleterre – ce qui amena l'apparition de méthodes de vaccination autrement moins nocives –, en France l'adroite façon de construire les chiffres, l'art consommé de la statistique firent en sorte que de 1804 à 1865 ce débat *n'eut jamais lieu*. À la mi-septembre 2021, la pharmacovigilance française admettait trois cents cas de troubles menstruels suite à la

vaccination contre le Covid. À la même date, sa contrepartie britannique en comptait trente mille, un chiffre lui-même logiquement sous-évalué. Aux yeux de l'autrice du rapport français, « pour l'heure, aucun lien n'a pu être établi entre la vaccination et les perturbations de cycles. Seuls des essais cliniques pourraient le vérifier ». Et comme ils ne seront jamais faits…

Si les vaccins ne sont plus exactement les mêmes, le vaccinateur, lui, n'a pas changé.

# 2.

Entre les gouvernants et la population, la crise épidémique peut se résumer depuis le printemps 2020 à un *chantage à l'hôpital*. Soit vous obtempérez, soit l'hôpital craque. La truanderie ne manque pas de saveur : qu'un service soit à tout moment sur le point de craquer, c'est la définition même de son état optimal du point de vue de sa gestion néolibérale.

Mais ce que cette situation révèle surtout, c'est la place symbolique écrasante que l'hôpital occupe dans la psyché nationale. Non qu'il soit insignifiant de pouvoir être opéré en urgence après un grave accident ou de bénéficier de nouvelles techniques audacieuses issues de la recherche.

Manifestement, le rapport à l'hôpital, avec ces applaudissements de pingouins sur les balcons et ces déclarations d'amour dans le vent, relevait d'une gratitude plus profonde, d'un attachement plus viscéral.

La critique du quasi-monopole hospitalier des ressources médicales voire de l'aberration essentielle de cette institution est une des banalités devenues inaudibles.

Il y a une raison œdipienne à cela : *cette société est la fille de son hôpital*.

Un simple coup d'œil historique suffit à l'établir.

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, l'hôpital est l'antichambre de la fosse commune. On y entasse pêle-mêle pauvres, fous et malades. En 1786, l'Académie des sciences publie un retentissant projet pour la reconstruction de l'Hôtel-Dieu, détruit par un incendie en 1772. S'appuyant sur les nouvelles statistiques de morbidité et de natalité, sur un calcul des circulations d'air et d'eau, le projet ne vise une réforme de l'hôpital que pour s'attaquer à *une réforme de la ville entière*. Il s'agit de la changer en *machine à guérir*. L'hôpital ne devrait plus être qu'un nœud dans la chaîne de la santé de ce nouvel agrégat qu'est la population urbaine. La numérotation des maisons, sous Napoléon, s'inspire de celle des lits des malades. Nous voilà logés à bonne enseigne. C'est alors que la perspective

de la santé se substitue à celle du salut. La mort se transforme, de rencontre singulière avec le destin, en actualisation statistique d'une mortalité qu'il faut à toute force faire reculer. Elle devient un échec, sinon un scandale. « En cette fin du XVIIIe siècle, la médicalisation de l'espace urbain opère une colonisation administrative de la totalité du territoire qui doit être en tous points unifié, partout disponible et partout lisible à l'exigence de salubrité. S'effectue alors un mouvement de dépossession des traditionnels détenteurs de l'espace : habitant chassé dans la réserve de la maison, commerçant bouclé dans sa boutique, porteurs d'eau et postiers privés qui effectuaient la circulation, réduits à la misère. Réseau type des trois corps reliés par la technologie de la salubrité les uns aux autres – corps humain, corps hospitalier, corps urbain – investissement de la ville par l'hygiéniste commandé par l'administration, qu'est-ce d'autre sinon l'effacement de l'ancienne stratégie de la ville et du bâtiment, politique des emblèmes, devant l'avènement de l'urbanisme moderne, technologie de l'équipement, administration des choses ? » (CERFI, *Généalogie des équipements de normalisation*, 1976) L'invention de l'hygiène publique, l'ancêtre de la « santé publique », coïncide avec ce projet de médicalisation de tout l'espace urbain. Comme l'écrit en 1823 Villermé, le fondateur des *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, « le pavement, l'élargissement, le meilleur percement des rues, leur propreté et les autres mesures d'hygiène publique qui sont en vigueur à Paris, contribuent à diminuer la mortalité et précisément le retour des épidémies meurtrières auxquelles cette ville était autrefois si souvent exposée ». Si la véritable ville fut la ville médiévale, sa destruction se fit au nom de l'hygiène publique. Et comme on ne détruit rien tout à fait sans le reconstruire aussi, le projet métropolitain – qui achève de se réaliser sous nos yeux – vint en effacer les derniers restes.

*La métropole est un projet biopolitique.*

Les grands urbanistes furent tous des hygiénistes maniaques – à commencer par ce grand fêlé de Le Corbusier.

Les rues désertées du confinement du printemps 2020 forment l'aboutissement du processus qui a débuté avec la première destruction de la cour des Miracles – celle de la rue des Forges par La Reynie en 1667 dès sa nomination comme premier lieutenant de police de Paris.

Il a fallu des siècles aux maîtres de ce monde pour s'approprier la rue.

Ils croient y être enfin parvenus.

La chasse livrée à trente mille « sans aveu » sous Louis XIV n'est pas venue à bout de Paris. Il a encore fallu toute la police des rues du XVIIIe siècle puis tous les conseils de salubrité – vite transformés en Conseil supérieur de la santé – des hygiénistes du XIXe siècle pour préparer le terrain aux saccages haussmanniens. Et encore, cela n'empêcha pas quelques belles insurrections prolétariennes. Il fut seulement plus aisé de les écraser militairement.

Détruire la ville, ce fut d'abord détruire la rue – la rue-mondes, la rue qui vit *parce que l'on y vit*, la rue habitée, celle qui se répand jusque dans les maisons et n'est jamais assez rectiligne, jamais assez éclairée, jamais assez dépeuplée pour qu'on puisse la considérer comme un « espace public ».

Seule la destruction de la rue a permis d'instaurer la distinction fictive entre « espace privé » et « espace public », tout fluant bien trop jusque-là.

Depuis que le projet en a été formé en 1682 par Alexandre Le Maître dans sa *Métropolitée*, affecter la rue à la *circulation*, et les grands axes de circulation des capitales au drainage du corps de la nation, s'est avéré le meilleur moyen pour en finir avec la ville.

En 1977, le préfet de l'Île-de-France proposait d'« abandonner le terme de villes […] au profit du terme d'agglomérations, reliées entre elles par des voies rapides ».

Il a été exaucé.

On ne parle plus que de métropoles.

Médicalisation à outrance de l'actualité. Raisonnements à l'échelle exclusive de la population. Guerre de la vaccination. Règne souverain et

macabre de la statistique. S'il y a des notions que les deux dernières années ont arrachées à leur statut purement théorique, c'est bien les notions de biopouvoir et de biopolitique.

Il y a fort à parier que nous vivons le point culminant de leur validité historique : la gestion de l'épidémie de Covid-19 marque le triomphe absolu de la biopolitique *en tant que logique* en même temps que sa défaite pratique en rase campagne, incapable qu'elle est de faire face à un virus somme toute pas si fatal.

C'est une étrange notion que celle de biopolitique.

Elle naît en 1905 chez un penseur suédois, Rudolf Kjellén, qui était professeur à la faculté d'Uppsala, où Foucault enseignera d'ailleurs un demi-siècle plus tard. Il faut croire que cette origine n'est pas tout à fait sans conséquence, puisque la Suède semble le seul État d'Europe qui, d'un point de vue bêtement biopolitique, ait gardé la tête froide dans la « crise du coronavirus ». Rudolf Kjellén est aussi, et solidairement, l'inventeur de la notion de géopolitique. Il a une conception organique des États. Pour lui, les États naissent d'une terre et du peuple qui en émane. Ce sont des groupes humains en lutte les uns contre les autres dans le cadre d'une guerre civile à l'échelle du globe. La biopolitique désigne pour Kjellén le souci interne de la vitalité d'un peuple, qui s'exprime vers le dehors comme rayonnement, conquête, affrontement, alliance – géopolitique, donc. Dès 1911, dans l'ambiance eugéniste du début du siècle, « biopolitique » signifie en Angleterre : se débarrasser des tarés, des fous, des criminels, des inadaptés sociaux, c'est-à-dire des inadaptés *à l'économie* : ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins en travaillant. Dans un article de 1911, un certain Harris écrit : « La condition présente des nations est une grave cause d'appréhension. Il y a un désordre général, un mécontentement presque universel et une défiance envers les méthodes existantes, et malheureusement, peu de tentatives honnêtes en fait de politiques de reconstruction. » « Biopolitique » est le nom d'une telle politique, qui se ramène pour ce Harris à des « chambres à gaz d'État » pour les fous et les

criminels. Ce souci d'une vitalité de l'État qui commence par la liquidation des « parasites » était aussi en 1933 le point de vue du biologiste distingué Jakob von Uexküll dans sa *Biologie d'État*. C'est à peu près la notion que Hans Reiter, le fer de lance de la guerre des nazis contre le tabac, se fait de la biopolitique dans les discours où il s'y réfère. C'est aussi celle de l'écrivain eugéniste anglais Morley Roberts, en 1938, dans son *Bio-Politics*. Il est intéressant de noter qu'avec 50 % d'inscrits au NSDAP les médecins furent la profession la plus nazifiée d'Allemagne. Dans les années 1950, divers nazis et paranazis plus ou moins généticiens, plus ou moins biologistes, plus ou moins comportementalistes, fondent aux États-Unis un vague « Institut de biopolitique ». Dans les années 1960, Edgar Morin, tout à son habituelle confusion, utilise la notion positivement tandis qu'un professeur de sciences politiques américain, ancien agent des services secrets déployé à Berlin, Albert Somit, se met en tête qu'il est irresponsable de penser la politique sans partir de la biologie du comportement humain. Il appelle cela la « biopolitique » et organise en janvier 1975 un congrès international à Paris autour de la notion. Cette date concorde à peu près avec la reprise du concept par Foucault, qui y aura recours, avec des éclipses, pour le restant de ses jours. Ce qui est curieux avec ces notions de biopouvoir et de biopolitique telles que Foucault les élabore, et telles qu'elles seront partout reprises par la suite, que ce soit en bonne part ou comme catégories critiques, c'est que tout le monde s'en repaît *comme si la notion biologique de « vie » allait de soi*. Or après tout, si comme l'a dit Foucault « l'homme est une invention récente », « la vie » ne remonte pas au-delà de 1802 – quand Lamarck a institué la biologie comme « science des êtres vivants ». On a bien distingué, avant lui, entre les corps inanimés et les corps animés, avec tous les débats imaginables sur le principe qui les anime. L'histoire naturelle avait détaillé toute une taxinomie des êtres vivants et la physique galiléenne avait établi sur l'inerte son empire épistémologique de lois inflexibles. Mais il a fallu Lamarck pour enterrer l'harmonie des trois règnes minéral, végétal et animal, tracer une frontière infranchissable entre « corps

bruts » et « corps organisés », et unifier tous les vivants en un continuum où opère un phénomène unique et uniforme : la vie. Les virus attestent suffisamment de la fausseté de ce partage, eux dont on ne sait toujours pas s'il faut les classer ou non parmi les êtres dotés de vie, alors même que l'on reconnaît désormais la dette originelle que le mécanisme cellulaire, notamment mitochondrial, a envers eux. Sont-ils des molécules d'une complexité inouïe ou des créatures biologiques infrarudimentaires. Les virus vivent-ils ? On en débat encore. C'est d'ailleurs depuis ce point aveugle que se développent actuellement les courants les plus prometteurs de la biologie. Récusant les partages hérités, Thomas Heams, un professeur de génomique français, parle d'« ancrage minéral du vivant » et d'« infravies ». À force de ne parvenir à définir la vie qu'à partir de la mort, *comme non-mort*, l'Occident a fini par adopter une existence crépusculaire et à étendre indéfiniment les états de morts-vivants – malades à vie, immunodéprimés en sursis de cancers, comateux en états végétatifs, agonies interminables, pour le plus grand bonheur d'un corps médical qui dilate d'autant son pouvoir souverain. Quant à savoir si veiller au bon ordre des rues, à la fluidité de la circulation, à l'approvisionnement des marchés, à l'adduction d'eau, à l'absence de nuisances et à l'éclairage des rues – comme le faisait la police du XVIIIe siècle –, c'est prendre en charge « la vie », rien n'est moins sûr.

Malgré cela, les notions de biopouvoir et de biopolitique permirent à Foucault de rendre compte de bientôt trois siècles de médicalisation de tout et d'approfondissement du règne de l'économie, et d'en rendre compte *solidairement*. Le fondateur de la « secte des économistes », François Quesnay, n'était pas pour rien chirurgien du roi. À côté de son retentissant *Tableau économique*, il a composé un *Essai phisique sur l'œconomie animale*. Si l'équivoque autour de la notion de biopolitique met curieusement d'accord nazis et gauchistes, c'est qu'elle recouvre en fait non la prise en charge de « la vie », mais la mise en place *d'une certaine forme de vie*. Et que, en dépit de leurs désaccords politiques, ils s'accordent et se disputent *au sein de cette forme de vie*. Cette forme de vie impériale et

impérialiste, c'est la métropole. Une forme de vie dont les commodités, l'hygiène et les plaisirs reposent sur tout un système d'infrastructures distantes, sur toute une captation mondiale des ressources et des produits convergeant vers quelques « centres », sur la construction de tout un environnement technologique à la complexité déroutante et à la perfection fragile. « Le design de l'environnement est l'une des tâches primaires de l'humanité. […] La métropole est le produit du développement économique de l'ère moderne. Elle est le résultat naturel et nécessaire de l'industrialisation globale […] Il y a une tendance de la métropole à s'étendre au pays entier – au monde civilisé tout entier » (Ludwig Hilberseimer, *L'Architecture de la métropole*, 1927). Puisqu'une forme de vie ne naît jamais sans affirmer une nouvelle idée du bonheur, la métropole n'a pas été en reste. Au fond, le mélange d'ambiance de cocktail permanent, de *fitness* et de production cérébralisée qui s'invente à New York dans les années 1920 est resté jusqu'à aujourd'hui comme l'inoxydable idéal de vie des métropoles. C'est ce que ce diable de Rem Koolhaas appelle le « manhattanisme ». Voici ce qu'il écrit en 1978 dans son manifeste rétrospectif en faveur de la métropole, *New York délire* : « Le manhattanisme, dont le programme est : **exister dans un monde totalement fabriqué par l'homme**, c'est-à-dire vivre à l'intérieur du fantasme, est, comme urbanisme, la seule idéologie qui se soit nourrie dès le départ de la splendeur et de la misère de la condition métropolitaine – l'hyperdensité – sans jamais cesser de croire en elle comme seul fondement d'une culture moderne souhaitable. » Puis il commente un gratte-ciel des années 1920 dédié aux urbains sportifs, narcissiques et amateurs de fêtes, aux métrosexuels aurait-on dit il y a quelques années : « Avec ses douze premiers étages uniquement réservés aux hommes, le Downtwon Athletic Club paraît être *un vestiaire de la taille d'un gratte-ciel*, manifestation définitive de cette métaphysique à la fois spirituelle et charnelle, qui protège le mâle américain contre la corrosion de l'âge adulte. En fait, le club a atteint le point où la notion d'une condition "optimale" transcende le domaine

physique pour devenir cérébrale. Ce n’est pas un vestiaire, mais un incubateur pour adultes, un instrument qui permet à ses membres, trop impatients pour attendre les résultats de l’évolution, de parvenir à de nouveaux stades de maturité en se transformant en êtres nouveaux, cette fois-ci selon leurs conceptions individuelles. **Bastions de l’antinaturel, les gratte-ciel comme le club annoncent la ségrégation imminente de l’humanité en deux tribus : celle des Métropolitanites – littéralement *self-made* – qui ont su utiliser pleinement le potentiel de tout l’appareil de la modernité pour atteindre un niveau de perfection exceptionnel, et la seconde, composée simplement des restes de la race humaine traditionnelle. Le seul prix que les “diplômés ès vestiaires” ont à payer pour leur narcissisme collectif est celui de la stérilité.** Leurs mutations autoprovoquées ne sont pas reproductibles pour les générations futures. L’ensorcellement de la métropole s’arrête aux gènes ; ils restent la dernière place forte de la nature. Quand dans sa publicité la direction du club souligne “qu’avec leurs délicieuses brises marines et leur vue imprenable, les vingt étages réservés aux appartements des membres font du Downtown Club le foyer idéal pour les hommes libres de toute attache familiale et en mesure de profiter du dernier cri en matière de vie luxueuse”, elle suggère ouvertement que, **pour le véritable métropolitain, le célibat est le seul statut désirable. »**

C’est cette idée du bonheur qui, parvenue à son apogée, a déjà commencé de pâlir.

La métropole n’a plus devant elle qu’une carrière de déclin.

## 3.

Combien la métropole comme forme de vie importe plus que ses provisoires locataires et leur illusoire sentiment de liberté, combien nous ne sommes guère que des appendices de son fonctionnement général, c'est ce que nous avons ressenti deux fois déjà : une première fois lors du confinement du printemps 2020, quand l'enfermement des vivants s'est imposé comme condition de la reproduction de la structure des flux globaux puis à l'été 2021, quand le chantage à la vaccination s'est formulé comme chantage à la privation de toute « vie sociale », c'est-à-dire de toute vie métropolitaine.

Notre état de pure dépendance à l'environnement métropolitain nous est alors apparu comme un état de faiblesse suicidaire.

Tout notre instinct vital nous a commandé, depuis lors, de nous en affranchir.

De déserter cette position.

Car ce qui signe la métropole comme forme de vie est la *vulnérabilité*. Ce sont les militaires, évidemment, qui les premiers ont identifié le problème dès les années 1920. Les sociétés modernes reposent sur un réseau distribué d'usines, sur des macro-systèmes techniques de fourniture électrique, de transport, d'approvisionnement en eau, en nourriture, en travailleurs. Il suffit de quelques frappes aériennes ciblées pour les désorganiser. Ce sera d'ailleurs la doctrine des bombardements stratégiques américains contre l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale. Les ingénieurs du New Deal y mirent à profit la « science des flux » qu'ils avaient acquise dans l'organisation de l'économie nationale pour déterminer quelles cibles frapper prioritairement en Europe et au Japon. La nécessité de « maintenir la continuité du gouvernement et de la production essentielle » donna naissance à la fois à la doctrine des infrastructures critiques et à celle de la *preparedness* visant à protéger celles-ci. Ainsi donc, une société qui repose sur des « systèmes vitaux » ne peut-elle que vivre *dans un état d'urgence*

*indéfini*, car jamais ne cesse la menace de leur effondrement. Elle leur est consubstantielle. L'invention des grands réseaux électriques est aussi celle des black-out. L'invention des grands ouvrages d'acheminement d'eau est l'invention de leur assèchement, de leur dysfonctionnement, de leur empoisonnement. La biopolitique aboutit en toute logique à l'état d'urgence permanent. Face à la grande dépression, Roosevelt avait déjà sollicité des pouvoirs exécutifs étendus « comme si nous étions envahis par un ennemi étranger ». Mais en 1941, c'est le directeur de l'Office of Emergency Management qui écrit : « Les situations d'urgence nationales ne sont pas confinées aux périodes de guerre ou d'intense préparation à la défense. Elles peuvent aussi bien résulter d'une débâcle économique ou d'une sécheresse, d'une inondation, d'un tremblement de terre, d'une famine, d'une épidémie ou d'une situation d'urgence menaçant l'ordre public ou la sécurité. » Voilà l'ancêtre du *all-hazards planning* et de la *preparedness* associée, qui émerge dans l'armée américaine dans les années 1970. En 1948, un certain Clinton Rossiter théorise sans la moindre provocation la *constitutional dictatorship* : la vie des sociétés contemporaines est si fragile qu'il faut réserver la possibilité pour le gouvernement constitutionnel d'avoir recours à tout moment aux pouvoirs exceptionnels, donc à la dictature, pour résoudre les problèmes urgents qui se présentent. C'est d'ailleurs ce que le Conseil d'État invitait en septembre 2021 le gouvernement français à assumer en lui suggérant d'élaborer « un cadre global, à la fois juridique et opérationnel, destiné à renforcer l'efficacité de l'action des pouvoirs publics confrontés à des crises majeures tout en préservant les principes républicains ». La dictature est depuis la Rome antique une *institution républicaine*. Quand une situation exceptionnelle exige des pouvoirs exceptionnels pour rétablir les conditions du fonctionnement social normal, on nomme un dictateur *pour un temps donné*. Ce qui caractérise la structure de la vie métropolitaine, c'est que cette situation est devenue constante, et avec elle le besoin de dictature. Si bien que, en effet, lorsque nous dénonçons la « dictature sanitaire », seuls

des aveugles qui ne connaissent rien à l’histoire peuvent dire que nous exagérons.

Nous sommes plutôt *en deçà de la vérité*.

La métropole, c’est la dictature de la vulnérabilité.

La biopolitique, c’est la tyrannie de la faiblesse.




« Faites-vous putain de vacciner. Portez un putain de masque. » Commentaire : J’aime New York.

À aucun instant, ces dernières années, on ne nous a laissé le loisir d’oublier combien nos existences sont abouchées aux infrastructures globales.

À aucun moment, on n’a renoncé à nous faire sentir ce que cela implique de soumission *politique*.

La vulnérabilité du système est à tout moment rabattue sur celle de ses sujets.

Tel est le génie de la biopolitique. Un rapport de 1977 faisant suite au grand black-out de New York par un certain « Joint Committee on Defense Production » notait déjà qu’**« une économie industrielle toujours plus complexe et dépendant de la technologie aux États-Unis a rendu les citoyens toujours plus vulnérables aux effets des désastres et des situations d’urgence sur lesquelles ils n’ont aucun contrôle ou très peu et auxquelles ils ne peuvent répondre en tant qu’individus ».**

Cela vaut pour soumettre les individus ; cela vaut aussi pour soumettre les États.

Il s’agit d’une indication stratégique générale.

L’Union européenne a certes commencé à se construire à partir des vieux cartels industriels franco-allemands de l’acier et du charbon, mais c’est à chaque crise, à chaque fois que le projet européen vient se heurter à sa propre aberration qu’il accélère dans le sens de son unification infrastructurelle, balayant les désaccords politiques par des *coups* biopolitiques. Ainsi, en 2015, au milieu du marasme le plus complet, les petits Machiavel de la commission ont-ils doublé l’European Union en déroute d’une Energy Union pleine d’avenir, jouant subtilement sur l’identité des anagrammes. L’EU ne peut pas mourir, suggéraient-ils ainsi. Comme s’en félicitait alors une vidéo de promotion : « L’énergie est ce qui nous lie par-delà les frontières. » Deux sociologues allemands observent avec toute la morosité de rigueur : « Dans leurs différentes incarnations et phases, les infrastructures paraissent receler une promesse politique. Dans la longue histoire de l’“européisme infrastructurel”, les plans de connectivité infrastructurelle présupposent que les routes, les pipelines et les câbles permettent de créer une unité sans cela difficile à réaliser étant donné la multiplicité des traditions, des langues et l’histoire politique des guerres qui

divise les nations d'Europe. Plus récemment, la crise de la dette et la crise des réfugiés ont fourni des exemples flagrants des conflits et des divisions qui règnent actuellement entre les États-nations d'Europe. **En dépit de ces expériences ou à cause d'elles, les initiatives en cours de réseaux transeuropéens entendent construire une unité supranationale au travers de la connectivité matérielle des infrastructures.** Les infrastructures promettent de "rendre la solidarité opérationnelle" (Union européenne, 2013). […] À première vue, le lien entre infrastructure, marché et unité politico-spatiale de l'Europe semble simple. Les infrastructures se présentent comme l'épine dorsale d'un marché prédéfini en termes politiques et géographiques. Les réglementations et communications de l'Union européenne imaginent un maillage physique paneuropéen à la taille de l'Union qui en finisse avec l'"isolement" des États membres et ne laisse plus aucun îlot énergétique. Un tel maillage devrait permettre de vendre et d'acheter de l'énergie "depuis n'importe quelle source, n'importe où dans l'Union européenne, sans égard pour les frontières nationales" (Commission européenne, 2011). **Nous sommes confrontés à une forme d'unité infrastructurelle qui ressemble, dans une certaine mesure, à un décret d'État mais en plus grand : le réseau paneuropéen est pensé comme un "tissu connectif" (Edwards, 2003) pénétrant les territoires des États membres.** La Commission européenne espère amener une cohésion interne par la connectivité contiguë et continue d'un libre flot d'énergie. » (Sven Opitz et Ute Tellmann, « Le matérialisme de l'Europe : infrastructures et espace politique », 2015) Cette politique se matérialise, entre autres, dans nos contrées par tous ces projets de « parcs éoliens » dont personne ne veut et qui viennent piétiner partout terres, paysages et habitants – tout cela pour sauver de la faillite un projet européen dont nul ne veut plus non plus, en tirant des lignes à très haute tension du Danemark à l'Andalousie.

La plus redoutable des conspirations, c'est encore celle des infrastructures.

## 4.

La biopolitique s’avance partout comme *politique déguisée en fait*.

Sa fourberie est à la mesure de la prétention qui l’habite.

Le manuel de contre-insurrection officiel de l’armée américaine théorise que c’est par l’installation de « services essentiels » – égouts, électricité, essence, école, soins médicaux et argent – que l’occupant conquiert le cœur et l’esprit des populations autochtones, conçues comme un ensemble de besoins biologiques de base.

Derrière l’idée d’une « vie biologique » qui serait universellement sous-jacente à toutes les « cultures », c’est la forme de vie *logistique* propre à la métropole que partout l’on impose.

Tel est l’objet réel d’une guerre qui ne dit jamais son nom.

La prétention à soigner offre la meilleure couverture au désir de détruire.

Des documents déclassifiés de la guerre froide attestent de l’ancienneté de la manœuvre.

Ainsi ce document de 1959, rédigé par l’United States Information Agency (USIA) et intitulé « Recherches en communication et opérations USIS » (l’USIS est la branche opérationnelle à l’étranger de l’USIA). De tels organismes ont alors pour fonction d’assurer la propagande américaine dans le monde. Ce sont eux qui font tourner, par exemple, les grandes expositions si inclusives qui vont partout faire connaître les beautés et les joies de l’*American Way of Life*. Ce document recommande de faire, pour chaque opération, un diagnostic des sentiments de la nation-cible à l’endroit des États-Unis afin d’en « traiter » le public : il s’agit de cibler des modes de communication susceptibles d’apporter « une prophylaxie qui permette d’éviter une “maladie” et une thérapie favorisant la guérison de cette maladie ». Le clou de cette propagande sera le déplacement à Moscou de l’*American National Exhibition*, et le clou de l’*American National*

*Exhibition* sera le pavillon de l'exposition *The Family of Man*. *The Family of Man* distribuait dans un désordre savamment construit tout un ensemble de clichés poignants où la diversité des figures et des cultures de l'humanité, des Zoulous du désert aux mineurs américains en passant par les paysans hongrois, se résorbait dans la grande unité de l'espèce biologique, qui doit bien naître, grandir, aimer, manger, travailler, se distraire, vieillir et mourir, le tout agrémenté de profondes citations de la Bible, la Bhagavad Gîtâ, Albert Einstein ou la sagesse kwakiutl. Le bilan de l'un de ses responsables en faisant le bilan ne cache pas son sentiment de triomphe : « *The Family of Man* touche les personnes sur le plan émotionnel, en tant qu'êtres humains, au point de transformer leur image des États-Unis et des Américains. Indirectement, et sans aucune "propagande" – en fait, en raison même de l'absence de propagande au sens habituel du terme – ils sont extraits de leur cadre de référence nationaliste soviétique habituel et se voient offrir, du moins temporairement, un sentiment d'appartenance à la race humaine dans son ensemble. En même temps, ils ne peuvent ignorer que ce sont les États-Unis, leur ennemi supposé, qui les émeuvent à ce point. »

Toute cette gluante apologie de la paix visait donc seulement à amoindrir les défenses de l'adversaire soviétique.

L'humanisme paninclusif de l'exposition n'était là que pour *exclure l'ennemi de la famille humaine*.

Le procédé, à dire vrai, est banal. Ce qui n'est pas banal, c'est qu'il soit devenu un artifice politique universel. « Un monde meilleur : plus inclusif, plus équitable et plus respectueux de Mère Nature », c'est par ce vœu, bien entendu, que Klaus Schwab résume sa *Grande réinitialisation* transhumaniste.

C'est de ce même dispositif sentimental que l'on use depuis deux ans pour faire rentrer dans le rang ceux qui ne souscrivent pas à la politique de gestion de l'épidémie – ces « antivax » qui osent résister à tout le bien qu'on leur veut.

Derrière la diversité folklorique des cultures et des identités qu'elle met en scène, *The Family of Man* avance une définition parfaitement dogmatique de l'être humain : une créature manquée, imparfaite, dépendante et surtout vulnérable. C'est à cet être-là que va toute l'empathie qu'elle commande. Tout ce qui refuse de se soumettre à cette définition constitue une offense à l'espèce. Cet être ne coïncide pas fortuitement avec l'atome métropolitain dépris de tout, et qui doit remercier la technologie de tout faire pour le complémenter, l'améliorer et qui sait ?, un jour, l'augmenter. Certes, la perte de monde rend faible. La misère relationnelle mutile. L'expérience quotidienne du gouffre qui sépare mon profil social de mon existence sensible est douloureuse. C'est entendu. Mais c'est faire le jeu de celui qui *organise* cet état que de l'ériger en condition humaine. C'est pourtant exactement ce que font, dans le droit fil de *The Family of Man*, les politiques de l'identité contemporaines – qui ont d'ailleurs un faible spontané pour les attributs biopolitiques visibles centrés sur la naissance, la race, le sexe ou le handicap corporel et jamais sur les singularités éthiques. On attend encore la constitution de la Ligue de défense des êtres délicats contre les connards. Avec leur idéal de sécurité, leurs appels explicites à la censure et leur technophilie congénitale, les politiques de l'identité se fondent dans le chœur social actuel comme son parfait contrepoint. Le souci exclusif des attributs des êtres vient heureusement préserver le *sujet* qui en est le support : la vieille monade du libéralisme et son exténuant « moi, moi, moi ». N'était-ce pourtant pas la belle promesse du *queer* que de nous débarasser enfin de ce satané verbe « être » ? Ce sont, en bonne logique, ces politiques de l'identité qui ont été mobilisées pour entamer la vigueur sûre de soi des émeutes George Floyd aux États-Unis, pour venir diviser à nouveau, selon les lignes convenues, l'alliage composite, inouï, redoutable qui s'était formé là.

Que les ONG porteuses de cette biopolitique *restauratrice* soient largement financées par les grandes fondations américaines est de *bonne guerre*.

En 1968, Pier Paolo Pasolini prophétisait avec sa lucidité coutumière : « À l'avenir, le racisme augmentera en intensité et en fréquence, plutôt que de diminuer : et cela, à cause de la pression d'un pouvoir, qui étant moins visible et moins personnel, n'en sera pas moins écrasant : et il sera, d'ailleurs, si écrasant, qu'il en brisera et pulvérisera la collectivité qui sert de tissu conjonctif dans le processus de production et de consommation ; **semblable pulvérisation de la société en si nombreuses formes différentes, également opprimées, fera justement se multiplier le racisme, parce que toutes les petites parties séparées, en lesquelles le monde écrasé se fragmentera, se haïront racialement les unes les autres. » (Pier Paolo Pasolini, *Le Chaos*, 1968)**

La perspective biopolitique de vivre au sein d'un continuum de l'espèce où toute distinction entre amis et ennemis est proscrite produit fatalement un étouffement, un sentiment de huis clos planétaire et le désir subséquent de disparaître.

La réclusion forcée au sein de la famille humaine, sans échappatoire possible, a les mêmes effets psychotisants que dans la famille traditionnelle.

Car il y a bien des êtres qui nous nuisent.

Il y a des êtres que nous haïssons, et d'autres qui nous dégoûtent.

Il y a des êtres que nous aimons, qui nous réjouissent, et que nous refusons de tenir pour des « humains comme les autres ».

Or comme l'expliquait Foucault dans *Il faut défendre la société* (1976), en régime biopolitique, où toutes les singularités éthiques sont grises, la seule grammaire qui autorise des distinctions politiques, c'est le racisme. L'ennemi est celui qui nuit à ma race, qui lui suce le sang, et que je dois exterminer pour majorer ma propre vitalité, pour faire fructifier la population de mes semblables. Puisque nous sommes unis par la biologie, c'est dans la biologie qu'il faudra puiser le profil de l'ennemi et les raisons de le réduire. On retrouve cela dans le thème de la lutte de la nation gauloise contre la nation franque des sang bleu de la noblesse durant la Révolution française

comme dans l'eugénisme américain et sa promesse d'une humanité optimisée, dans le racisme d'État nazi comme dans l'injonction néocoloniale à porter en bandoulière ses attributs culturels. Ainsi, Bateson conseillait-il dans un rapport de 1944 à l'OSS une méthode néocoloniale qui a été par la suite vastement mise en œuvre : **« Il est très important de susciter chez les populations supérieures la disposition à être spectateur comme la disposition à l'exhibitionnisme chez les inférieurs.** […] Là où l'homme blanc se voit comme un modèle et encourage les natifs à le regarder pour savoir comment les choses doivent être faites, nous constatons que cela mène, à la fin, à l'éclosion de cultes propres aux natifs parmi eux. Puis ce système entre en surcharge jusqu'à ce qu'une machine compensatrice se développe et alors la renaissance des arts et de la littérature indigènes deviennent des armes contre l'homme blanc (ce phénomène comparable au rouet de Gandhi peut s'observer en Irlande comme ailleurs). Si, à l'opposé, le peuple dominant stimule la reviviscence indigène, alors le système dans son ensemble est beaucoup plus stable, et l'indigénéité ne peut plus être utilisée contre le peuple dominant. »

Où l'on voit que l'ancêtre de la CIA n'ignorait pas que flatter l'identité et les différences culturelles des subalternes reste *la meilleure manière de les neutraliser*.

Jamais l'ordre qui nous opprime n'a été mieux maintenu que depuis que l'on reconnaît verbalement notre souffrance.

Que ferions-nous d'autre, sinon ajouter aux souffrances du monde, si nous osions nous révolter effectivement contre lui ?

Soyons raisonnables.

Parce que les conspirationnistes osent désigner un ennemi, parce que nous avons le front de distinguer un « nous » et un « eux », on nous fait une réputation d'affreux racistes plus ou moins assumés. Ainsi le veut la biopolitique régnante. Et vu que nous prétendons opérer cette distinction *à l'intérieur* de la société, les médias ont beau jeu – après avoir usé de la

même ficelle fatiguée contre Nuit Debout puis les Gilets jaunes – de nous donner pour antisémites. On ne recule à cet effet devant aucun paradoxe. Tout le but de cette manœuvre consiste, en assimilant toute opposition tranchée à l'ordre existant à de l'antisémitisme, à y acculer ceux qui n'en peuvent plus.

Ce que l'on cherche à oblitérer ainsi, c'est qu'il y a d'autres « nous » et d'autres « eux » que biopolitiques.

Il y a des « nous » éthiques liés au partage d'une certaine idée de la vie, de certains attachements, de certaines façons de faire, de certaines techniques, bref : d'une expérience du monde.

Il y a aussi des « nous » politiques liés à une situation de conflit où chacun prend parti.

Il n'y a pas que des « nous » d'appartenance, des « nous » attributifs, fondés sur le partage extérieur, catégoriel, biographique d'une identité sociale.

On peut tenir, après mûre réflexion et examen de toutes les pièces, Bill Gates, Mark Zuckerberg, Emmanuel Macron, la fondation Rockefeller, la DARPA, Bolloré, Cargill, la Commission européenne, l'OMS, les grands cabinets de conseil mondiaux, Goldman Sachs, Louis Dreyfus, Bayer-Monsanto ou les multinationales pharmaceutiques pour des ennemis sans avoir en tête d'ouvrir des camps de concentration.

Mais cela est une idée intolérable.

Car tolérer cela, ce serait lever le voile sur l'imposture fondamentale de la biopolitique.

# 5.

Biocapitalisme, biocitoyenneté, biopolitique, bioéconomie, biosécurité voire biosocialité – curieux comme ce préfixe bio- semble s'imposer partout, sans que nul sache ce qu'il signifie.

Erwin Chargaff, le grand chercheur mélancolique à qui l'on doit la règle dite d'« appariement » des acides aminés dans la molécule d'ADN, un Juif de Bucovine exilé aux États-unis, disait de la biologie : **« Il n'y a pas d'autre science dont le nom évoque un objet qu'elle ne peut définir. »** (*Le Feu d'Héraclite*, 1979) L'histoire des deux derniers siècles offre d'ailleurs ce curieux spectacle, pour des raisons transparentes de compétition disciplinaire, de tant de physiciens qui cherchent à répondre depuis leur domaine à la question *Qu'est-ce que la vie ?* (Erwin Schrödinger, 1944) tandis qu'autant de biologistes s'appliquent à postuler que *La vie n'existe pas !* (Ernest Kahane, 1962). Même un prix Nobel aussi borné qu'André Lwoff commençait son livre *L'Ordre biologique* (1962) par : **« La biologie c'est, par définition, l'étude de la vie. Rien n'est plus difficile que de définir la vie. Le plus simple est de décider, comme tant d'autres, que c'est impossible. »**

Il faut bien, pourtant, que tous ces bio- qui prolifèrent correspondent à quelque chose. On peut supposer que cela témoigne d'un mouvement de *cheptélisation de l'espèce humaine*. Au fur et à mesure que le capital étend son emprise, en extension comme en profondeur, il tente de nous réduire à l'état de troupeau. La plus ancienne étymologie de « capital » ramène au provençal *captal*, qui signifie « cheptel ». Depuis l'aube de la civilisation, la richesse se compte en têtes de bétail, et le pouvoir en nombre d'esclaves. Un sort historique commun semble d'ailleurs lier le traitement réservé aux animaux d'élevage et celui des populations humaines. Comme on pouvait

l'anticiper, le puçage des uns annonçait le projet de pucer les autres. Ce dont on rit comme d'une divagation complotiste est un projet technologique explicite vieux d'une vingtaine d'années dont se repaissent Klaus Schwab et ses amis investisseurs, que Télématin promeut désormais – ça facilite tellement la vie ! – et que la très biopolitique Suède s'énorgueillit d'expérimenter déjà. Toute la peur que l'on distille pour se rendre maître de nos âmes, tous les appels à rester unis face au virus, toute cette invocation mécanique de La Solidarité participent de la cheptélisation de l'espèce. La « solidarité » est une notion si retorse qu'un grand groupe pétrolier français a pu appeler ses salariés, durant le confinement de 2020, à manifester leur « esprit de solidarité » en posant des jours de congé durant leur chômage partiel. C'est le réactionnaire Joseph de Maistre qui, le premier, a emprunté le terme de solidarité aux juristes. C'est ensuite le socialiste Pierre Leroux qui a importé la notion en philosophie, en occultant son devancier mais non ses intentions : **« J'ai le premier emprunté aux légistes le terme de Solidarité pour l'introduire dans la Philosophie, c'est-à-dire suivant moi dans la Religion ; j'ai voulu remplacer la Charité du Christianisme par la Solidarité humaine […]. »** Le solidarisme fut la religion séculière de la IIIe République et la doctrine d'écrasement de la lutte des classes.

L'invocation de La Solidarité comme valeur absolue sert seulement à interdire de poser les questions vitales : « Avec qui ? Sur quelle base ? Contre qui ? Dans quelles relations ? »

Nous interdire de nous les poser, c'est nous interdire de nous défendre contre ce qui nous affaiblit. Contre ce qui nous tue.

C'est nous vouloir malades.

Et nous livrer à nos bourreaux.

Cela advient même *physiologiquement* chez toutes ces victimes de « Covid long » qui n'ont en réalité jamais contracté la maladie. En vertu de l'effet nocebo, ils sont littéralement *malades de solidarité*.

Le socialiste Louis Blanc, contemporain de Leroux, réclamait un régime qui « regardant comme solidaires les membres de la grande famille sociale

tendît à organiser les sociétés, œuvre de l'homme, sur le modèle du corps humain, œuvre de Dieu ».

S'il n'y a pas de « grande famille sociale », c'est parce qu'il y a des liens entre les êtres qui les *situent*, et non des corps homogènes qu'il suffit d'agglomérer.

C'est parce que nous *sommes au monde*.

Le vieux rêve chrétien d'unifier tous les corps des élus dans le sein d'Abraham est un cauchemar d'écrabouillement – comme l'est du reste le frontispice du *Léviathan* de Hobbes.

C'est, en guise de figure du salut, un rêve d'anéantissement.

Ce qui fait un corps vivant, c'est précisément qu'il excède sa finitude corporelle, qu'il participe du monde.

La cheptélisation de l'espèce procède par réduction des êtres à leur enveloppe charnelle.

Les esclavagistes ont toujours tenté de réduire leurs sujets à cela – ce à quoi ceux-ci répondaient en affirmant par leurs chants le pouvoir de leur *soul*.

Un corps qui n'est plus qu'un corps est moins qu'un corps.

La biopolitique entend nous refouler dans les limites de notre peau.




Paraguay « Si tu contamines avec le coronavirus, c'est de ta faute. »

Elle *vise un monde de corps*, sans rien entre eux que les connexions qu'elle administre. Des corps cernés par un vide hostile comme le sont les rats dans un laboratoire.

Car au terme de cette réduction, les corps sont connaissables, gérables, déplaçables, séparables, gouvernables, matraquables – inoffensifs donc.

Tant qu'il y a « moi » et « les autres », il n'y a encore rien.

Tout ce qui consiste, consiste précisément en ceci que nous y participons communément.

Ce qui est ingouvernable, c'est ce qui ne peut être ramené à un atome flottant dans le cyberespace, à un travailleur rentrant seul chez lui le soir, à une silhouette paniquée qui fuit éperdument dans les gaz lacrymogènes, à un automobiliste filant sur le périphérique.

C'est ce qui *se tient*, ce qui est indestructiblement lié, ce qui est sûr de ses attaches et de son fait.

Ce qui participe du monde.

« L'amitié est, de sa nature, infaillible et ingouvernable », écrivait Baudelaire à Victor Hugo.

Ce que le pouvoir doit redouter, ce sont les liens entre les êtres, les liens inassignables, incontrôlables, qui font que les corps sont plus que des corps et deviennent résistants, inaltérables parfois. C'est bien pour cela qu'il est politiquement si vital, pour Facebook, de capter le « graphe social » de chacun, le « réseau de connexion réelles à travers lequel les gens communiquent et partagent des informations », comme disait ce sale Zuckerberg en 2007.

« Le corps est une réalité biopolitique », osait Foucault.

Il suffit d'entrer dans un service hospitalier, sous ce néon dégradant, dans ce brancard glacé, sous ces regards fatigués et professionnels, où un patient accompagné s'éloigne en flageolant vêtU d'une blouse mal ajustée qui laisse béer ses fesses, pour faire l'expérience d'être réduit à l'état de *corps*, et combien cela est ignoble.

Chaque fois que l'on supprime ce qui lie un être au monde et aux autres, une tentative d'anéantissement est à l'œuvre. On veut en faire un tas de chair inerte, passive, inanimée, privée de forces propres, tout juste bonne à servir de milieu de culture pour les microbes ou à se prendre des coups – ainsi que l'appréhendent solidairement le mauvais médecin et le bon flic.

**« Le grand mensonge a été de faire de l'homme un organisme, ingestion assimilation, incubation excrétion, […] cet alambic à merde, ce tonneau de distillation fécale, cause de peste et de toutes les maladies. […] Vous vous croyez seul, ce n'est pas vrai, vous êtes une multitude, vous vous croyez votre corps, il est un autre** […] Voilà quatre mille ans que l'homme a une anatomie qui a cessé de correspondre à sa nature. L'anatomie où nous sommes engoncés est une anatomie créée par des ânes bâtés, médecins et savants qui n'ont jamais pu comprendre un corps simple […] C'est pourtant bien le fonctionnement syllogistique du corps humain tel qu'il existe actuellement qui est cause de toutes les maladies […] le corps précédent était sans mesure, innommable, inconditionné […] **Je dis que**

**beaucoup mieux que par son armée, son administration, ses institutions, sa police, c'est par des envoûtements que la société tient** […] Le corps humain actuel est une géhenne que toutes les magies, toutes les religions et tous les rites se sont acharnés à scléroser, à ligoter, à pétrifier, à garrotter dans le module de ses stratifications actuelles qui sont le premier empêchement véritable à toute révolution […] Je dis pour lui refaire son anatomie / l'homme est malade parce qu'il est mal construit/ car liez-moi si vous le voulez mais il n'y a rien de plus inutile qu'un organe/ lorsque vous lui aurez fait un corps sans organes alors vous l'aurez délivré de tous ses automatismes et rendu à sa véritable liberté. » (Antonin Artaud, *Autour de la séance au Vieux-Colombier*, 1947)

Cette façon qu'a la biopolitique de nous réduire à l'état de corps, à l'état de locataires ayant intérêt à en prendre le plus grand soin, à le bichonner en vue de l'état des lieux final par le Grand Propriétaire, cette façon qu'elle a de nous pousser à tourner en orbite autour de notre nombril et à redouter quelque mauvais coup de la part de notre organisme, sont autant de manières de nous déprimer, de nous affaiblir, de nous tuer – en nous détournant de la relation au monde, qui nous nourrit, nous accroît, nous fait rayonner, nous rend vivants en nous faisant participer de tout ce qui vit.

**« Ce qui est individuel, c'est la relation, non pas le moi. Cesser de penser comme un moi, pour se vivre comme un flux, un ensemble de flux, en rapport avec d'autres flux, hors de soi et en soi.** […] La part inaliénable de soi, c'est quand on a cessé d'être un moi : il faut conquérir cette part éminemment fluente, vibrante. Le problème alors, c'est d'instaurer, trouver ou retrouver un maximum de connexions. Car les connexions (et les disjonctions), c'est précisément la physique des relations, le cosmos. […] Chaque fois qu'une relation physique sera traduite en rapports logiques, le symbole en images, le flux en segments, l'échange découpé en sujets et en objets, les uns pour les autres, on devra dire que le monde est mort, et que l'âme collective est à son tour enfermée dans un Moi,

que ce soit celui du peuple ou celui du despote. » (Fanny et Gilles Deleuze, préface à *Apocalypse* de D. H. Lawrence, 1978)

À part peut-être l'injonction à tout accepter et à s'hybrider avec tout, il n'y a pas de notion plus *nocive* que l'immunité dont on nous rebat les oreilles en ce moment. Cette idée d'immunité comme autodéfense du bastion corporel assailli date sans surprise de la fin du XIX[e] siècle. Avec ses systèmes de détection en éveil, ses menaces d'invasions, ses corps étrangers à refouler et ses déplacements de commandos d'anticorps, elle exhale à plein nez le militarisme étatique de son époque de naissance. L'humanité n'a jamais eu besoin pour vivre, et plutôt très bien par périodes, de cette conception à casque à pointe. On ne peut accorder aucun crédit à une notion « scientifique » issue de la collision fortuite entre une vieille notion du droit romain – l'immunité – désignant le fait qu'un sujet n'est pas soumis à la loi commune – et un concept politique – celui de *self-defense* – inventé par ce galeux de Hobbes. Faut-il rappeler que ce théoricien de la peur en politique relatait ainsi sa naissance dans son *Autobiographie* : « Le petit ver qui est moi n'est pas entré seul dans le monde. Les rumeurs selon lesquelles l'Invincible Armada mènerait notre race à sa perte causèrent une telle peur à ma mère, qu'elle mit au monde moi-même et la peur » ? Un homme parfaitement sain, on le voit.

Il fallait s'en douter : la notion de santé que propage la biopolitique correspond en réalité *à la définition même de la maladie*.

Cette certitude que la vie sur terre est impossible en dehors de la Machine.

Cette idée d'un système si vulnérable que chacun doit rester à sa place pour ne pas menacer son fonctionnement calibré.

Cette lutte acharnée contre tout événement, contre tout ce qui contrarie et introduit de l'inconnu, contre tout devenir et contre toute histoire, en dernier ressort.

Cette exigence de maîtrise désespérée **– « Il est possible de mettre les phénomènes vivants sous contrôle, contrôle qui est le seul et unique but de la biologie »**, plastronnait le biologiste Jacques Loeb du Rockefeller Institute for Medical Research dès le début du XXe siècle.

Cette aspiration à une stabilisation mortelle de tous les mécanismes, à l'élimination de toute fluctuation.

Cette incapacité à ne pas *réagir*.

Cette obsession de la sécurité en toute chose.

Cette façon de ne pouvoir s'extraire d'un certain régime de vie fixé sans devoir craindre de succomber – voilà la définition même de l'état pathologique.

Les soins, les précautions, les « mesures » *font partie de la maladie*.

La maladie contamine la loi quand la loi prend soin du malade.

Mais la pathologie *est encore une façon de vivre* – ainsi de la métropole, ainsi de la biopolitique.

Il semble qu'aucun des médecins qui occupent les plateaux de télévision n'ait jamais ouvert une page de l'un des plus célèbres textes du principal philosophe français de la médecine : **« Les normes de vie pathologiques sont celles qui obligent désormais l'organisme à vivre dans un milieu "rétréci"**, différent qualitativement, dans sa structure, du milieu antérieur de vie, et dans ce milieu rétréci exclusivement, par l'impossibilité où l'organisme se trouve d'affronter les exigences de nouveaux milieux, sous forme de réactions ou d'entreprises dictées par des situations nouvelles. Or, **vivre pour l'animal déjà, et à plus forte raison pour l'homme, ce n'est pas seulement végéter et se conserver, c'est affronter des risques et en triompher.** La santé est précisément, et principalement chez l'homme, une certaine latitude, un certain jeu des normes de la vie et du comportement. Ce qui la caractérise c'est la capacité de tolérer des variations des normes auxquelles seule la stabilité, apparemment garantie et en fait toujours nécessairement précaire, des situations et du milieu confère une valeur trompeuse de normal définitif. **L'homme n'est vraiment sain que lorsqu'il**

**est capable de plusieurs normes, lorsqu'il est plus que normal.** La mesure de la santé c'est une certaine capacité de surmonter des crises organiques pour instaurer un nouvel ordre physiologique, différent de l'ancien. Sans intention de plaisanterie, **la santé c'est le luxe de pouvoir tomber malade et de s'en relever.** Toute maladie est au contraire la réduction du pouvoir d'en surmonter d'autres. […] **Il ne peut rien manquer à un vivant, si l'on veut bien admettre qu'il y a mille et une façons de vivre. »** (Georges Canguilhem, *La Connaissance de la vie*, 1952)

L'entreprise de rabougrissement de notre monde, de rupture et de colonisation numérique de tous nos liens, la diffusion d'une défiance proprement paranoïaque vis-à-vis du monde, des autres voire de soi-même, la prescription du port du masque et des « gestes barrières » *contre les rhumes*, le confinement tendanciel de chacun dans une existence routinière et domestique – tout cela marque une tentative nette de nous rendre malades sous les meilleurs prétextes biopolitiques.

Rien de bien nouveau dans cette folie. Juste une mise en œuvre plus méthodique que de coutume. En 1930, le romancier Georges Duhamel, de retour d'un voyage aux États-Unis, décrit ce qu'il y a vu : la fumigation méthodique des étrangers arrivant à visée de désinfection, l'épouvante suscitée par un éternuement dans le train et le voisin qui se pulvérise la gorge derechef, le nombre de calories contenues dans chaque plat sur la carte du restaurant, mais aussi les distractions de masse et l'industrialisme forcené. Le siècle promettant d'être américain, il rend compte de son périple comme d'autant de *Scènes de la vie future* pour une Europe condamnée à singer avec retard. L'une de ces scènes figure un dialogue sur les « conquêtes de la science » avec un Américain moderne et cultivé, Parker Pitkin. Duhamel lui prête ces mots : **« Il existe peut-être une centaine d'affections contagieuses. Le jour où nous posséderons, contre chacune des affections contagieuses, un vaccin efficace dont l'application sera rigoureusement obligatoire, nous ne souffrirons plus des maladies, nous**

**souffrirons des contraintes imposées par les lois, nous souffrirons de la santé. »**

Et un peu plus loin, cette réplique :

« Je propose que ces particuliers à qui, déjà, l'on a défendu de boire, à qui, demain, grâce à Dieu ! vous défendrez de fumer, soient, par une ingénieuse surveillance des foyers, mis dans l'impossibilité de procréer une descendance misérable.

– Reste à trouver, dit Pitkin avec calme, le système de surveillance. »

Nous y sommes.



Un salon de beauté responsable

# L’enfer présent n’est que la réalisation du vieux projet positiviste

1. Monstruosité de la statistique. 2. La fondation Rockefeller et la vision moléculaire de la vie. 3. Permanence du positivisme.

# 1.

Du jour où l'on a commencé à décrire la cité comme un corps, rien n'a plus arrêté la circulation des métaphores médicales en politique, et des métaphores politiques en médecine.

La *crise* a été le moment décisif pour le patient et son médecin – la *krisis*, déjà, chez Hippocrate – bien avant de l'être pour les dirigeants. C'est d'ailleurs un médecin, Juglar, qui a le premier étudié les crises économiques au XIXe siècle.

Le *régime*, chez le philosophe du Xe siècle Al-Farabi, renvoie autant à la politique qu'à la diététique.

On a étudié la *constitution* physique des individus *puis* on s'est mis en tête d'en écrire pour les pays.

Alcméon de Crotone voyait dans le déséquilibre de l'organisme malade un cas de sédition intérieure.

La théorie cellulaire de Virchow est indissociable de son engagement républicain en 1848, comme de sa lecture de *La Monadologie* de Leibniz.

Ernst Haeckel, un tenant ultérieur et fort peu républicain de la théorie cellulaire, écrivait en 1899 : « Les cellules sont les vrais citoyens autonomes qui, assemblés par milliards, constituent notre corps, l'état cellulaire. »

Cellule des monastères, cellule des prisons, cellule des gardes à vue – voilà donc une civilisation qui aura vu dans la *cellule* l'unité élémentaire de la vie.

De nos jours, l'auteur de *Ni Dieu ni gène*, le biologiste Jean-Jacques Kupiec, jugeant que la biologie dominante, avec son déterminisme génétique, ne laisse pas de place à la variation aléatoire, défend une « conception anarchiste du vivant ».

Depuis qu'elle livre la traque aux « terroristes », la contre-insurrection prétend les extirper chirurgicalement du corps social comme autant de foyers

cancéreux – ce qui, d'ailleurs, ne laisse de rendre suspecte la compréhension que l'Occident a du cancer.

Nous sommes manifestement gouvernés à coups de mauvaises métaphores.

Le halètement de l'actualité n'impose leur évidence qu'en passant sans cesse à autre chose.

Quiconque se pose un instant doit reconnaître le grotesque de ce cirque, sinon son caractère criminel. C'est au reste pourquoi il est si urgent d'accélérer.

La notion de « santé publique » est certainement la plus bancale de ces constructions bancales, et qui pourtant domine.

La santé, dans la mesure où elle est une qualité de la relation qu'un vivant entretient avec son milieu, ne peut jamais être *publique*. Elle est toujours singulière. Il n'y a pas, non plus, de *Global Health*. Il n'y a que des entreprises globales qui misent sur notre maladie. Plus que jamais, les médecins *font* les malades.

**« À partir du moment où *santé* a été dit de l'homme en tant que participant d'une communauté sociale ou professionnelle, son sens existentiel a été occulté par les exigences d'une comptabilité** […] L'élargissement historique de l'espace où s'exerce le contrôle administratif de la santé des individus a abouti, dans le présent, à une Organisation mondiale de la santé qui ne pouvait pas délimiter son domaine d'intervention sans publier, elle-même, sa propre définition de la santé. La voici : "La santé est un état de complet bien-être physique, moral et social, ne consistant pas seulement en l'absence d'infirmité ou de maladie." […] Ce discours est celui de l'Hygiène, discipline médicale traditionnelle, désormais récupérée et travestie par une ambition socio-politico-médicale de règlement de la vie des individus […] L'hygiéniste s'applique à régir une population. Il n'a pas affaire à des individus. Santé publique est une appellation contestable. Salubrité conviendrait mieux. Ce qui est public, publié, c'est très souvent la

maladie. Le malade appelle à l'aide, attire l'attention ; il est dépendant. L'homme sain qui s'adapte silencieusement à ses tâches, qui vit sa vérité d'existence dans la liberté relative de ses choix, est présent dans la société qui l'ignore. La santé n'est pas seulement la vie dans le silence des organes, c'est aussi la vie dans la discrétion des rapports sociaux. » (Georges Canguilhem, *La Santé. Concept vulgaire et question philosophique*, conférence donnée à Strasbourg en 1988)

La monstruosité propre à la santé publique est celle de la statistique. Ses louables intentions de sauver le genre humain n'y peuvent rien. La statistique, primitivement appelée « arithmétique politique », est née comme science de l'État. En recensant population et richesses, elle ne vise pas seulement à mesurer la puissance du souverain. Elle a une autre visée, plus oblique, théorisée dès la fin du XVI[e] siècle, par Bodin dans ses *Six Livres de la République* : régler par son seul mécanisme, par les normes qu'elle permet de produire, la conduite de chaque sujet. Son modèle est l'institution romaine du censeur, qui devait inspecter tous les cinq ans l'état des mœurs et du patrimoine de chaque citoyen dont découlait son rang dans l'organisation de la cité. Le pouvoir extrapolitique et préjuridique du censeur était notamment celui de décerner l'*ignominia*. Il ne délivrait pas des jugements, mais des *notae*, des notes. Il a beaucoup fait, dit-on, pour la tenue de la moralité publique à Rome au fil des siècles. Le censeur, d'après Bodin, en permettant « de connaître de quel état, de quel métier chacun se mêle, de quoi il gagne sa vie », permet de « bannir les vagabonds, les fainéants, les voleurs, les pipeurs, les rufiens […] : on les verrait, on les marquerait, on les connaîtrait partout. […] **il n'y a que les trompeurs, les pipeurs, et ceux qui abusent les autres, qui ne veulent pas qu'on découvre leur jeu, qu'on entende leurs actions, qu'on sache leur vie : mais les gens de bien, qui ne craignent point la lumière, prendront toujours plaisir qu'on connaisse leur état, leur qualité, leur bien, leur façon de vivre. »** (Bodin, *Six Livres de la République*, 1576) Les collabos se sont toujours reconnus à leur « je

n'ai rien à cacher, vu que je n'ai rien à me reprocher ». « Il s'agit de développer à l'aide des actes de dénombrement produits par le censeur, un type de pouvoir qui induit des comportements de façon permanente, par le biais d'une intériorisation individuelle, bien plus qu'il ne sanctionne de façon momentanée et extérieure comme le fait la loi. » (Thomas Berns, *Gouverner sans gouverner. Une archéologie politique de la statistique*, 2009) À Rome, le passage de la République à l'Empire a été marqué par l'extension du recensement à tout le « monde habité » et la confection par Auguste du *breviarium totius imperii*, l'inventaire complet de toutes les ressources tant matérielles qu'humaines de l'Empire. Une sorte de fil logique court de l'usage des recensements de la monarchie permettant de livrer la chasse aux pauvres et aux rebelles au *big data* et aux divers systèmes de crédit social en place ou à venir : celui de l'invasion de presque toutes les activités – le travail comme le sport, l'entreprise comme le budget familial, la nutrition comme la communication – par une réflexivité statistique croissante au fil des décennies.

Pardon de le rappeler : les outils fondamentaux de la statistique moderne – la méthode de régression, la corrélation et les coefficients de corrélation, la médiane, les déciles et l'intervalle interquartile – ont été inventés par Francis Galton et Karl Pearson *dans le cadre de leur militantisme scientifique en faveur de l'eugénisme* dont ils étaient, mondialement, les représentants les plus distingués. Ces méthodes ont d'abord servi à étudier la « valeur génétique » des populations ou pour des travaux de biométrie. Elles visent explicitement à passer « au-delà des perceptions ». « L'alchimie qui transforme des actes individuels libres et aléatoires en agrégats déterminés et stables fournit au débat des points de références, des objets transmissibles, parce qu'extérieurs aux personnes. » (Alain Desrosières, *La Politique des grands nombres*, 1993) Cette alchimie a le don de substituer ses agrégats fictifs aux perceptions singulières, ses abstractions fabriquées aux réalités situées. Cet escamotage fut absolument nécessaire pour désinhiber l'homme moyen du XX^e^ siècle. La barbarie « normale » de celui-ci n'a fait qu'étaler

celle de la raison statistique. C'est Staline qui constatait : **« La mort d'un homme est une tragédie. La mort d'un million d'hommes est une statistique. »**

Pour agréger des données, il faut d'abord détruire leur contexte.

La monstruosité propre à la statistique, qui est aussi celle du regard de l'État, tient à sa façon d'*anéantir le monde sensible sous prétexte de le rendre lisible*.

La singularité, qui est pourtant le tout de l'expérience, est antistatistique. C'est pourquoi la statistique doit partout ravager l'expérience.

Au moment où, en 2020, on faisait mourir les vieux de solitude dans les EHPAD, on nous extorquait des sentiments de commande pour des chiffres de morts quotidiens, pour des abstractions fantomatiques.

On exigeait de nous – et on ne cesse d'exiger de nous – d'adopter ce regard statistique sur notre propre vie.

De vivre et de penser *comme si nous n'étions pas nous-mêmes*, c'est-à-dire de cesser de vivre et de penser.

Tout est bon pour *nous arracher à nous-mêmes*. Et, à défaut, pour dresser en nous l'être social contre l'être singulier.

Entre le point de vue statistique sur le monde et le monde, il y a tout le gouffre qui sépare le dernier souffle d'un être cher et l'adjonction d'une unité dans la colonne des décès.

Cette monstruosité est si insurmontable, d'ailleurs, qu'il a fallu, pour la rendre acceptable, *rendre l'expérience de la mort elle-même statistique*.

Le calibrage uniforme de presque tous les décès dans le décor anonyme de la même chambre d'hôpital, avec son odeur de détergent, de pisse et de repas froid, a permis de dépersonnaliser la mort suffisamment pour qu'elle ressemble à une réalité abstraite, à la statistique en laquelle elle sera finalement traduite.

Ces maisons funéraires installées dans des zones industrielles, avec leur moquette de bureau et leurs phrases passe-partout, en sont une sorte de couronnement.

Il y a plus d'un siècle déjà, Rainer Maria Rilke ironisait au sujet de l'Hôtel-Dieu : « À présent on y meurt dans cinq cent cinquante-neuf lits. En série, bien entendu. Il est évident qu'en raison d'une production aussi intense, chaque mort individuelle n'est pas aussi bien exécutée, mais d'ailleurs cela importe peu. C'est le nombre qui compte. Qui attache encore du prix à une mort bien exécutée ? Personne. Même les riches ont cessé de s'en soucier ; le désir d'avoir sa mort à soi devient de plus en plus rare. **Quelque temps encore, et il deviendra aussi rare qu'une vie personnelle.** C'est que, mon Dieu, tout est là. On arrive, on trouve une existence toute prête, on n'a plus qu'à la revêtir. On veut repartir, ou bien l'on est forcé de s'en aller : surtout pas d'effort. Voilà votre mort, monsieur. On meurt tant bien que mal, on meurt de la mort qui fait partie de la maladie dont on souffre. **(Car depuis qu'on connaît toutes les maladies, on sait parfaitement que les différentes issues mortelles dépendent des maladies, et non des hommes ; et le malade n'a pour ainsi dire plus rien à faire.) »** (Rainer Maria Rilke, *Les Cahiers de Malte Laurids Brigge*, 1910)

Il y a un vice indissociablement politique et épistémologique dans le fait de prétendre régir la vie des êtres à partir de données statistiques. D'abord, ce qui s'évapore entre le réel et sa représentation statistique, ce sont tous les possibles qui le nimbent, toutes les puissances qui le travaillent. Par nature, *les données défendent le donné*. Ensuite, les données sont toujours *construites*, dans leur recueil comme dans leur organisation. Le choix de l'objet et du moment, comme celui des dénominations et des méthodes de construction, est leur politique intrinsèque et cachée. L'exhibition de statistiques fantaisistes sert régulièrement à influer en retour sur le réel, *et obtenir les statistiques escomptées*. La fabrication du « paysage politique » par les sondages en fait foi tous les jours. L'appel au grégarisme du « Regardez, 80 % des gens sont vaccinés ! Dépêchez-vous ! » fonctionne à merveille, lui aussi. Depuis deux ans que règnent les courbes d'infection, on a pu constater la fâcheuse tendance des modélisations à se substituer à la

réalité. Les modèles mirifiques de l'Imperial College, qui ont servi à justifier la grande réclusion de mars 2020, prédisaient pour la Suède, en cas de non-confinement, jusqu'à 90 000 morts pour la première année. Les statistiques officielles n'en ont finalement enregistré que 13 500. Exceptionnellement, le modélisateur de l'Imperial College – qui n'en est pas à son coup d'essai en matière d'assistance à la désinhibition gouvernementale – n'a exagéré que d'un facteur 7 et non 500 000, comme cela lui est déjà arrivé. Mais il y a surtout un vice logique dans l'empire de la statistique, et qui tient à ce qu'elle raisonne à l'échelle des populations. Ses vérités sont des vérités de masse. On ne peut *redescendre* de ce plan, qui n'entretient aucun rapport avec celui où chacun, singulièrement, vit. Ce plan ne nous concerne pas. Il n'a rien à nous dire. Les vérités statistiques ne sont d'aucun usage, d'aucun conseil dans les situations vécues, où l'on a affaire directement à ce qui est, avec notre propre appareil de perception et de connaissance, où du sensible rencontre du sensible, où du singulier se rapporte à du singulier. C'est d'ailleurs le postulat fondamental de la loi des grands nombres : elle n'a rien à dire des cas particuliers, puisqu'elle repose sur le fait qu'en elle ceux-ci s'annulent. Seul un individu vide, une singularité dénuée de singularité, pourrait suivre les « lois statistiques ». Comme l'expliquait récemment le talmudiste Eric Smilevitch, « c'est uniquement à la condition qu'au niveau individuel ne prévale aucune décision déterminée ni aucun comportement spécifique, que peut s'établir une loi statistique. À condition que les individus soient indifférents, et interchangeables. Tandis que si le comportement de certains événements n'est pas hasardeux, s'il se fonde sur des règles singulières, il ne peut être inscrit au niveau global et il est exclu de la statistique. **Logiquement, si la vérité n'est pas un vain mot, on ne peut donc pas transformer une décision fondée sur une loi statistique en une règle de conduite personnelle.** Il faudrait dire plutôt que, si je n'ai aucune règle personnelle de conduite, je tombe certainement sous le coup d'une loi statistique de propagation virale. […] **Individus interchangeables et comportement hasardeux, c'est le postulat de base de toute politique**

**fondée sur la loi des grands nombres »** (Eric Smilevitch, « Vivre au temps des paniques sanitaires », 2020). Celui qui se fierait aux chiffres de la mortalité routière ne prendrait jamais la route. Celui qui s'en tiendrait au taux de divorce ne se marierait jamais. Celui qui compulserait les courbes de morbidité en naissant se presserait de retourner dans le ventre de sa mère. Les statistiques du suicide ne disent rien des tourments et de la fureur, du désespoir et du défi qui habitaient l'ami qui en a fini au moment de son geste. La grande mystification de la statistique, c'est qu'elle n'a d'usage et de sens que spéculatif ou distractif, et qu'on prétend en user pour guider nos conduites, et nous faire nous guider nous-mêmes. Elle produit toutes sortes de normes qui inclinent les sujets à s'entre-surveiller et à s'y conformer. Ces normes sont d'une grande utilité pour régir un pays, *mais pas pour vivre*. On peut mener sa vie, on ne la gouverne jamais. Et quoi qu'on en dise, on ne *gère* pas.

La statistique, en vérité, est *maudite*. Dans les *Chroniques*, Satan induit le roi David à faire recenser le peuple d'Israël. Celui-ci dénombré, la peste s'abat sur Israël. Implorant, David supplie l'Éternel de le frapper lui, qui a ordonné le recensement, et non son peuple. « Ces moutons, qu'ont-ils fait ? » Recenser les humains, c'est les traiter comme du bétail.

Le fanatisme comptable de la statistique s'est abattu sur la santé comme il s'est abattu sur la mort. Et partout il témoigne de la même amputation sensible et du même acharnement à propager cette amputation  Managers et gouvernants, gestionnaires de tous ordres et entrepreneurs d'eux-mêmes, journalistes et sociologues communient dans cette sainte cause. Et comme il ne s'agirait pas qu'on les perce à jour ou que quiconque prétende s'autoriser de sa propre sensibilité, ils se sont inventé un nouveau pathos réfrigéré : la « vie humaine ». Dans une conférence devant des luthériens américains en 1989, Ivan Illich avait osé qualifier la vie humaine de « nouveau fétiche » – ce qui n'est pas peu pour un ancien prêtre.

« Une vie, voilà qui est susceptible d'être géré, amélioré et évalué en termes de ressources disponibles, ce qui est impensable, lorsque nous parlons d'une personne. […] L'expérience quotidienne d'une existence gérée nous conduit à prendre pour irrécusable un monde d'entités fictives. Elle nous fait parler de ces fantômes sous gestion avec des formules neuves, telles que le "progrès" dans les soins de santé, l'éducation universelle, la conscience planétaire, le développement social ; avec des mots qui suggèrent quelque chose de "mieux", de "scientifique", de "moderne", d'"avancé", de "bénéfique pour les déshérités". Les amibes verbales qui nous servent à désigner les fantômes nourris par la gestion connotent ainsi une vision éclairée, une préoccupation et une rationalité sociales, sans pour autant dénoter quoi que ce soit dont nous pourrions faire l'expérience. **Dans ce désert sémantique empli d'échos brouillés, nous avons besoin d'un grigri, d'un fétiche prestigieux, qui nous permette de nous poser en nobles défenseurs de valeurs sacrées. Il apparaît rétrospectivement que la justice sociale chez nous, le développement à l'extérieur et la paix dans le monde ont constitué des fétiches de ce genre. Et le nouveau fétiche, c'est la Vie. Il y a quelque chose d'apocalyptique à chercher la vie sous l'œil du microscope.** […] **La nouvelle société technologique est singulièrement incapable d'engendrer le genre de mythes auxquels les êtres vouent un attachement profond et riche. Cependant, pour s'assurer une emprise rudimentaire, elle a besoin d'agents qui créent des fétiches légitimes auxquels peut s'attacher une sentimentalité épistémique.** Jamais encore il n'avait existé une semblable demande d'agents capables d'assumer pareille tâche. » (Ivan Illich, « La construction institutionnelle d'un nouveau fétiche : la vie humaine » in *Dans le miroir du passé*, 1989)

## 2.

L'idée que la vie est une chose qui s'élucide à l'ordre de grandeur $10^{-6}$ voire $10^{-9}$ – la vision *moléculaire* de la vie –, que la physique et la chimie les plus banalement mécanistes suffisent à épuiser la biologie, qu'à la limite on peut expliquer la vie *sans la vie*, qu'il n'y a pas de limite à la manipulation et à l'ingénierie, que le médecin ne se rapporte pas au patient dans une relation où est en jeu la vérité de ce dernier qu'il s'agit pour le thérapeute d'accompagner, mais qu'il doit juste administrer des examens et des molécules à ce qui se présente comme une machine défaillante qu'il importe de réparer, ou l'idée que chaque maladie appelle sa pilule – tout cela ne s'est pas imposé naturellement.

Tout cela, c'est-à-dire la biologie et la médecine modernes, la recherche médicale et la façon même d'organiser la recherche, sont sans exagération l'œuvre de la fondation Rockefeller.

Le soutien historique de la Fondation, de sa création en 1913 à maintenant, aux projets eugénistes les plus fous est de notoriété publique.

Mais que la structure actuelle des études de médecine en France, due à la réforme Debré de 1958, et avec elle l'existence même des CHU résultent de l'importation du projet de réforme de l'hôpital et de l'enseignement médical impulsé au début du XXe siècle aux États-Unis par la Fondation est moins notoire. Pourtant, Robert Debré s'honorait d'avoir visité l'Institut Rockefeller de New York dès avant 1914 et d'être resté toute sa vie l'un de ses obligés.

Le même nombrilisme historique ne veut pas savoir que le Centre national de recherche scientifique français, l'illustre CNRS, n'est lui-même qu'une pâle copie du National Research Council créé pendant la Première Guerre mondiale à l'initiative de la Fondation. Quand, en 1930, le physicien Jean Perrin et le biologiste André Mayer présentent un avant-projet de loi

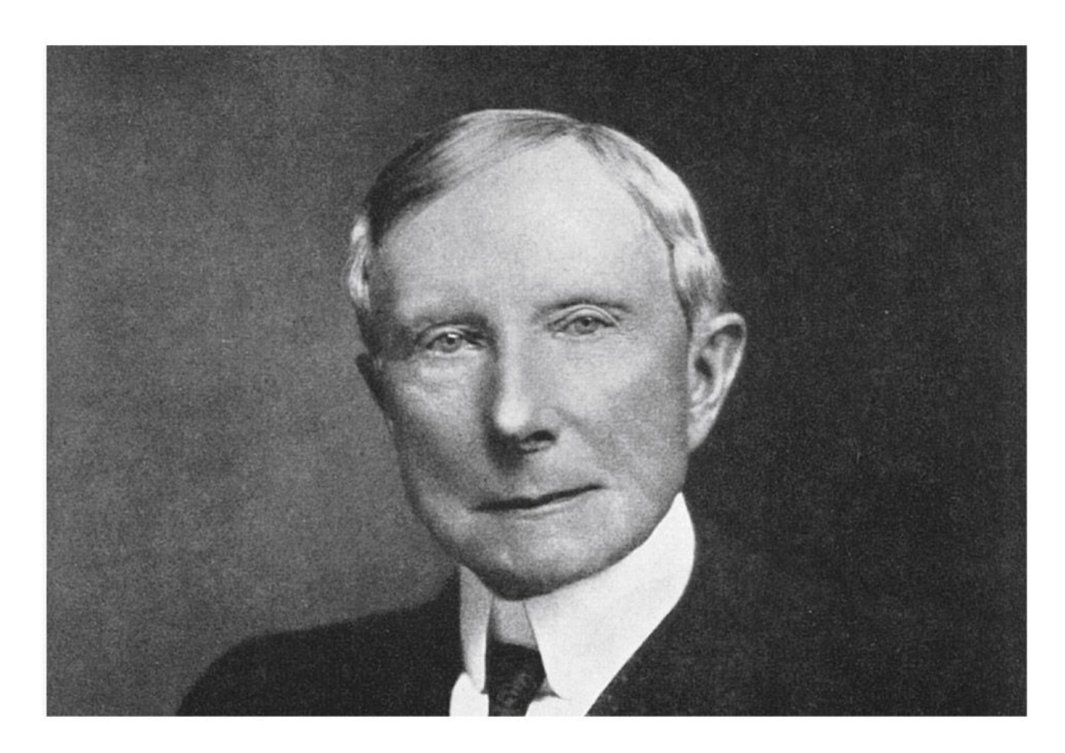
instituant un « service national de recherche scientifique », ils reprennent et invoquent « l'admirable organisation de la Rockefeller ». Tout au long des années 1930, ceux qui présideront à la constitution du CNRS et l'animeront restent en contact serré avec la Fondation. Non seulement le CNRS naît en sollicitant le soutien financier de la Fondation, mais l'un de ses instigateurs, Louis Rapkine, écrit en août 1945 à Warren Weaver – *moghul* des « Natural Sciences » à la Rockefeller de 1932 à 1955 et modèle vivant du nouveau *manager des sciences* – qu'il est attendu à Paris « comme le Messie par des dizaines de chercheurs [qui] savent qu'ils ont besoin d'une organisation scientifique qui soit à la hauteur des difficultés de l'heure [...], qu'ils ont un besoin vital de ce savoir-faire qui est la gloire de la philanthropie scientifique américaine ». Weaver ne s'y trompe d'ailleurs pas, qui écrit au sujet du CNRS à l'un de ses collègues, en 1946 : « Il est entre les mains de scientifiques que nous connaissons bien pour avoir été nos *Fellows* au cours des vingt dernières années. » En fait, c'est jusqu'à notre méconnaissance du rôle de la Fondation dans la création du CNRS qui semble son produit intentionnel – le produit d'une activité dont l'efficacité est indexée sur la discrétion. Posant comme condition à son soutien financier que le CNRS organise à l'avenir des colloques, Weaver écrit à Rapkine en 1949 : « Je suis convaincu qu'aucune autre action ne saurait être plus efficace pour rajeunir et réorienter la science française. **Mais je vous recommande, connaissant l'autosatisfaction et l'esprit chauvin de vos compatriotes, de leur donner l'impression que l'idée vient d'eux-mêmes.** »

La fondation Rockefeller affiche depuis 1912 parmi ses collaborateurs vingt-six prix Nobel de médecine et de chimie.

La biologie moléculaire doit à ce point tout à la Rockefeller que c'est Warren Weaver lui-même, pourtant mathématicien de formation, qui en invente la notion en 1938.

La première campagne de « santé publique » digne de ce nom en France, celle de 1917 contre la tuberculose, fut l'œuvre de la Rockefeller. Ce que l'on se dit moins, c'est que, au cours du XX^e^ siècle, « médecine moderne »

n’a cessé de signifier « médecine américaine », et que la médecine américaine du siècle a été structurée par la fondation Rockefeller. Les fondations, c’est connu, servent à convertir l’argent en pouvoir – en influence. Mais, dans le cas précis de la Rockefeller, nous nous trouvons face à la conversion directe de l’argent *en paradigme*, à la *sublimation du dollar en savoir*. La chose est assez remarquable pour que l’histoire mérite d’en être rappelée, car elle permet d’y voir plus clair dans les projets de nos ennemis.



John D. Rockefeller

Inutile de revenir sur l’origine de l’industrie américaine du pétrole et du raffinage des années 1860 aux années 1890, celles qui firent de John D. Rockefeller, un baptiste austère, méthodique, rapace et sans scrupule, à la tête de la Standard Oil, le « roi du pétrole » et l’« homme le plus haï des États-Unis » et de son trust, l’incarnation de l’ennemi du peuple – la « pieuvre », disait-on alors. Les méthodes de racket de l’homme le plus riche du pays accouchèrent, par leur caractère odieux, de la première législation

antitrust américaine, le Sherman Act en 1890, afin d'empêcher pareille domination d'une industrie, et les ententes qui la rendirent possible. Dans la foulée, la Standard Oil of Ohio fut condamnée pour *criminal conspiracy*. Les années 1890-1900 sont aussi bien celles du premier mouvement *populiste* américain que l'âge d'or de l'anarcho-syndicalisme diffus, combatif et chantant des Industrial Workers of the World, autant l'époque des barons-voleurs avec leurs milices de Pinkerton complotant contre les ouvriers, les exécutant froidement, toujours couverts par la justice, que le moment où le *big business* commence à prendre l'ascendant sur le gouvernement. Ce sont les années charnières. Ce sont les années où Woodrow Wilson, candidat progressiste à la présidence, écrit : **« Le gouvernement, qui a été conçu pour le peuple, est passé entre les mains des patrons et de leurs affidés, les intérêts spéciaux. Un empire invisible a été installé au-dessus des formes de la démocratie. »** Ce sont donc les années où John D. Rockefeller peste : « Je vous le dis, les choses ont changé depuis que vous et moi étions enfants. Le monde est plein de socialistes et d'anarchistes. Chaque fois qu'un homme connaît un succès remarquable dans une activité, on lui saute dessus en criant haro sur lui. » (Daniel Yergin, *Les Hommes du pétrole*, 1991) Au fond, ce que les barons-voleurs de l'espèce de Rockefeller réalisent alors, c'est que s'ils veulent conserver leur pouvoir économique, ils vont devoir étendre leur contrôle à la société entière. *Étendre ses positions pour les conserver*, telle est la maxime stratégique du capital. Cette perspective convient assez à l'impérialisme apocalyptique auquel se trouve condamné le calviniste fervent par l'angoisse même de sa foi. Tout comme Bill Gates à présent, l'enseignement, la médecine et l'agriculture s'imposent comme les terrains privilégiés de cette nécessaire entreprise de pénétration des âmes et des corps. Le baron Carnegie crée en 1905 une « fondation pour l'avancement de l'enseignement » et en 1911 un laboratoire de biologie consacré à l'agronomie et à l'eugénisme humain – dans tous les cas, il s'agit d'améliorer l'espèce, n'est-ce pas ? Dans un bulletin de cette fondation en 1905, on trouve un article du botaniste Hugo De Vries, l'un des premiers

généticiens, qui résume bien l'étrange point de vue sur la vie qui anime nos grands philanthropes : **« L'évolution doit devenir une science expérimentale. Elle doit d'abord être contrôlée, puis conduite selon une direction choisie, et finalement adaptée à l'usage de l'Homme. »** En 1903, le baron Rockefeller institue un General Education Board car « le Nègre doit être éduqué pour être rendu plus sobre, plus travailleur et plus compétent ». Il s'agit d'« éradiquer le miasme de la paresse, la cause de la léthargie proverbiale des populations sudistes », urge le révérend Gates, le principal conseiller en matière philanthropique de John D. Rockefeller. En 1906 est inauguré à New York l'Institut Rockefeller de recherche médicale, un laboratoire dernier cri établi sur le modèle de l'Institut Robert-Koch de Berlin avec à sa tête le docteur Simon Flexner. Le rapport Flexner de 1910 marque la déclaration de guerre de la biomédecine contre l'art médical. Son programme est de concentrer l'exercice de la médecine autour de l'hôpital, à la fois lieu de soin, de recherche et d'enseignement. Il s'agit, en contrôlant l'accès à la profession médicale, de purger les États-Unis de tout ce qui sera désormais présenté comme médecine « alternative », et qui était alors l'essentiel du métier. « Installer le plein-temps à l'hôpital représentera un geste décisif pour établir une médecine scientifique aux États-Unis, ne serait-ce qu'en réduisant les velléités d'indépendance d'une profession toujours tentée par la pratique libérale », stratégisait le révérend Gates. Le calibrage de l'enseignement autour de la biochimie et des dernières avancées technologiques permit de légitimer la constitution d'une corporation aux tarifs de plus en plus rédhibitoires, donc de plus en plus riche, donc de plus en plus puissante. La corruption obscène de Big Pharma – 2,6 milliards de dollars entre 1998 et 2012 dépensés au profit de candidats ou d'élus au Congrès, tout de même – plonge ses racines dans cette constitution mafieuse de la profession médicale contemporaine. L'acharnement, qui n'a plus cessé depuis le rapport Flexner, contre les remèdes vernaculaires et les savoirs traditionnels, les approches « holistiques » et les thérapeutiques non mécanistes voire contre la simple prise en compte du terrain exprime moins

le scientisme sûr de soi de la biomédecine que le besoin de refouler son usurpation fondatrice. À la suite du rapport Flexner et grâce à l'appui des Rockefeller, toute la formation médicale se trouva réformée, centralisée, caporalisée, sur le modèle allemand. On purgea la profession de tout ce qui ne faisait pas « moderne ». Des médecins en voie de raréfaction suite à la purge, Flexner disait : « Moins il y en a, mieux c'est. » Nous en sommes encore là, un siècle plus tard. Allez-vous faire soigner correctement, de nos jours ! En 1911, John Rockefeller Junior fonde le Bureau of Social Hygiene en vue de conseiller les gouvernements en matière de prostitution, de criminalité et de drogues. Dans ces conditions, le révérend Gates ne pouvait manquer d'assister en 1912 au premier Congrès mondial d'eugénisme.

En 1913 est créée, dans la foulée de ces charitables menées, la fondation Rockefeller, la plus richement dotée au monde. En invitant médecins, professeurs, étudiants et chercheurs du monde entier à venir découvrir leurs installations et à s'y former, en finançant partout dispensaires, équipements, campagnes sanitaires, construction d'hôpitaux et d'universités, la Fondation sauva littéralement le nom, l'influence et donc la puissance des Rockefeller. Même le massacre en 1914 de quarante ouvriers en grève à Ludlow, femmes et enfants compris, par les milices patronales de la Standard Oil ne put en faire les parias qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être. Ce fut plutôt l'occasion d'offrir un terrain de jeu au fondateur de la publicité moderne, Ivy Lee, pour redorer le blason familial couvert de crachats, et pour l'héritier de la dynastie d'inventer les « relations industrielles », qui deviendront plus tard les « relations humaines ». D'après ses statuts, la Fondation est instituée « pour faire le bien de l'humanité dans le monde entier ». Elle est articulée en cinq branches : International Health, Medical Sciences, Natural Sciences, Social Sciences et Humanitarian and Arts. Dans l'entre-deux-guerres, trois cents médecins français iront se « former » aux États-Unis, chez les Rockefeller. C'est tout un travail de renseignement, de repérage, d'approche et de sélection que la Fondation déploie afin de tisser un discret réseau

d'influence mondial et constituer une « élite » de la connaissance efficace. « La stratégie suivie est toujours la même : déterminer des lieux clés pour y réaliser des expériences pilotes susceptibles d'entraîner dans leur sillage l'ensemble du système. » (Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e^ siècle*, 2013) Mais on ne crée pas un plan de réalité sans les instruments qui le font percevoir. La fondation Rockefeller alliée à Caltech (le Californian Institute of Technology) n'a pas imposé la biochimie contre l'art médical par un simple envoûtement, une orgie de financements, une cooptation mondiale des élites scientifiques et une chasse aux sorcières des soins « alternatifs ». *Elle a équipé la vision moléculaire de la vie*. Elle l'a équipée de microscopes électroniques, d'ultracentrifugeuses, de scintillographes, de spectroscopes et même d'un cyclotron pour produire des isotopes radioactifs. Ce ne sont pas les instruments qui sont des « théorèmes réifiés » comme le croyait Bachelard ; ce sont les théories qui sont des instruments logicisés. Pour parvenir à faire prévaloir l'interprétation purement physico-chimique du vivant, pour le rabattre sur un mécanisme où le partage entre animé et inanimé n'existe tendanciellement plus, il a fallu donner à *voir* le plan des macromolécules, des protéines, des bactéries, des virus et des anticorps. Il fallait au moins cela pour renvoyer au néant une question aussi élémentaire que « Les maladies ont-elles un sens ? » comme le demandait innocemment le bon docteur Robert Aronowitz. On le voit, ce qui se joue ici est tout autre chose que le mouvement tactique d'un industriel du pétrole en situation de monopole, qui cherche à s'étendre du côté de ce qu'il connaît le mieux – la chimie – et qui, pour cela, doit annexer la médecine en la rabattant sur son domaine de compétence. La fondation Rockefeller n'est pas seulement l'ancêtre ignoré mais incontestable de Big Pharma. Son programme est autrement plus vaste. On peut le dire politique, ou social, ou métaphysique, selon ce que l'on privilégie. Assurément, il est *total*. Comme l'a montré Lily E. Kay dans *The Molecular Vision of Life* (1993), « les cadres de la fondation Rockefeller et leurs conseillers

scientifiques cherchaient à développer une biologie mécaniste en guise d'élément central d'une nouvelle science de l'homme dont le but était l'ingénierie sociale. […] **La vision moléculaire de la vie était une combinaison optimale entre vision technocratique d'ingénierie humaine et représentation de la vie fondée sur l'intervention technologique, une résonance entre imagination scientifique et vision sociale »**. C'est un projet anthropologique, un projet de civilisation qui fait l'unité des différentes branches d'activité de la Fondation. Un projet calviniste qui parle de « combattre le vice », d'« élever les standards moraux » et d'« améliorer les comportements humains », pour ne pas dire platement « construire un monde sûr pour l'entreprise privée ». Dès 1913, le président de l'université de Chicago et candidat de premier choix à la présidence de la Fondation écrit : **« Le véritable espoir de sécurité ultime repose sur le renforcement des pouvoirs de police de l'État par un dressage de la nature morale si abrupt et si vaste qu'il limitera les aspirations asociales et leur substituera un contrôle de soi raisonnable. »** Dans l'ambiance de peur des Rouges qui prévaut dans les cercles dirigeants américains des années 1920 à la vue de l'expérience soviétique, l'une des têtes pensantes de la fondation, Raymond B. Fosdick, écrit avec le pathos apocalyptique caractéristique du calvinisme : **« Nous voyons bien l'abîme au bord duquel se tient la race. Nous voyons la fin des temps devant nous si nous ne parvenons pas à instaurer une mesure de contrôle social bien plus grand que ce que nous avons exercé à ce jour […] [Il nous faut] dans le domaine social le même genre d'ingénierie hardie que celui qui, dans le champ de la science physique, a repoussé si loin les limites de la compréhension humaine. »** Ou, pour le dire pratiquement et en termes moins détournés, ainsi que l'écrivait un docteur envoyé par la Fondation à Porto Rico dans les années 1930 pour faire des recherches sur les maladies transmissibles par le sang, un certain Cornelius Rhoads : « [Les Portoricains] sont sans aucun doute la race d'homme la plus sale, la plus paresseuse, la plus dégénérée et la plus voleuse qui ait jamais habité cette sphère. Cela vous rend malade de vivre

sur la même île qu'eux. Ils sont inférieurs aux Italiens. **Ce dont l'île a besoin, ce n'est pas d'un travail de santé publique, mais d'un raz de marée ou quelque chose comme ça pour anéantir totalement la population. Cela pourrait alors être habitable. J'ai fait de mon mieux pour faire avancer le processus d'extermination en n'en tuant que huit d'entre eux et en transplantant des cellules cancéreuses chez plusieurs autres.** » Dans un rapport de la fondation de 1933, Warren Weaver s'interroge : **« Pouvons-nous établir une génétique assez solide pour produire à l'avenir des hommes supérieurs à ceux de notre génération ? […] Pouvons-nous rationaliser la conduite humaine et créer une nouvelle science de l'homme ? »** Il faut dire qu'en matière d'eugénisme, malgré les vicissitudes de l'histoire, les Rockefeller ont marqué une admirable constance. Ils n'ont pas laissé s'écouler sept années après 1945 avant d'instituer le Population Council à la tête duquel ils placèrent en 1957 Frederick Osborn, le grand philanthrope qui, après avoir qualifié le programme eugéniste nazi de « la plus grande expérience jamais tentée », dut concéder que « **les buts de l'eugénisme ont les plus grandes chances d'être atteints sous un autre nom que celui d'eugénisme** ».

Le terme de *human engineering* est d'un usage courant aux États-Unis dès les années 1910. Contemporain de la poussée du management scientifique de Taylor et de la classe des ingénieurs, il vise à employer les mêmes techniques « rationnelles » qui ont permis de reprendre le contrôle des usines au maintien de l'ordre social en général. En 1913 paraît le *Manifeste comportementaliste* de Watson, qui avance une nouvelle psychologie dont « le but théorique est la prédiction et le contrôle du comportement », de l'aveu de son auteur. Dans les années 1920, la fondation Rockefeller a joué un rôle de premier plan dans le financement et la promotion de cette « science sociale ». Un observateur de l'époque note un « important changement dans l'intérêt et l'objet scientifique, un changement de la compréhension au contrôle, […] de la connaissance et de la recherche

de la vérité […] au management, à la direction, à l'amélioration, à une plus grande efficacité ». Un livre de 1925, *Les Moyens du contrôle social*, définit ainsi la notion : le contrôle social, c'est « amener les autres à faire, croire, penser et ressentir ce que vous voulez en entendant par "vous" toute autorité ». Tiens, tiens.

La fondation Rockefeller peut se targuer d'avoir introduit le management dans les sciences en divisant le travail en fonction d'axes disciplinaires déterminés d'un côté et de l'autre en favorisant l'organisation par projets d'équipes gérées par une élite d'« individualistes coopératifs », comme elle dit si bien. Mais elle l'a fait au sein d'un programme plus ambitieux que résume le titre d'un des livres fondateurs de la sociologie américaine en 1901, *Social Control* d'Edward A. Ross. Ross y étudie tous les moyens – la religion, la morale ou la science – par lesquels on peut maîtriser la conduite des individus. « Dans une race agressive, l'ordre est perpétuellement menacé par le dérèglement des individus, et ne peut être maintenu que par l'opération sans compromis de certaines forces sociales. » Le rôle de la sociologie de Ross dans l'élaboration du projet politique de la Rockefeller est crucial. Il nous permet de tirer le fil de la pelote entière de l'époque. En effet, Ross est, comme il le revendique dans ses mémoires, un *positiviste*, un disciple américain d'Auguste Comte. L'influence d'Auguste Comte sur la sociologie et la philosophie américaines au tournant du siècle ne peut être sous-estimée. Le père fondateur de la sociologie aux États-Unis, Lester Ward, était un positiviste orthodoxe. Il affichait que « son but est une sociocratie radicale, non pas les palliatifs qui passent pour des réformes sociales ». Le premier manuel de sociologie américain, *Introduction to the Study of Society*, publié en 1894, est tout entier positiviste. La sociologie y est d'ailleurs définie comme « science de la santé sociale ». L'un de ses deux auteurs était si attaché à l'idée d'« améliorer la société » qu'il prit en 1917 la direction de la fondation Rockefeller, et ce jusqu'à sa retraite en 1929. Chaque fois que nous lisons, dans les projets des années 1920-1930 de la

fondation, l'aspiration à constituer une « science de l'homme », c'est l'héritage de Comte qui est dans le même mouvement revendiqué et occulté.

## 3.

Auguste Comte n'est pas seulement l'inventeur de la sociologie, il est aussi le fondateur d'une religion, d'une religion revendiquée, et revendiquée comme scientifique.

L'Église positiviste est encore debout à Paris, quoique ses messes ne soient, comme les autres, plus guère dites.

Cette religion qui entendait donner « le gouvernement du monde, pour le spirituel, à un sacerdoce de savants, [et] pour le temporel, aux banquiers » se condense en trois mots d'ordre. Les deux premiers figurent régulièrement en couverture des brochures positivistes, juste en dessous de la mention « République occidentale » : « ordre et progrès » et « vivre pour autrui ». Le troisième fait l'objet d'amples développements dans *Catéchisme positiviste*, mais reste plus méconnu *:* il commande de « vivre au grand jour ». « Ordre et progrès » est à la fois la consigne positiviste la plus célèbre et la moins énigmatique ; elle orne d'ailleurs jusqu'au drapeau brésilien. « Vivre pour autrui », qui fait de Comte l'inventeur de la notion d'altruisme, ne manque pas de résonances avec le présent, où l'on vous prescrit à longueur de journée de faire ceci ou cela, si possible les choses les plus absurdes ou les plus infâmes, « pour les autres ». **« Le positivisme, détaille-t-il, n'admet jamais que des devoirs, chez tous envers tous. Car son point de vue toujours social ne peut comporter aucune notion de droit, constamment fondée sur l'individualité. […] Nul ne possède plus d'autre droit que celui de faire son devoir. […] Tout droit humain est absurde autant qu'immoral. »** À l'« égoïsme » sur lequel l'altruisme doit toujours prévaloir, Comte ne manque jamais d'opposer la « sympathie ». Et il ajoute, toujours aussi contemporain : « Le meilleur moyen de se bien porter consiste à développer la bienveillance. » Quant à « vivre au grand jour », la maxime paradoxalement la moins connue du positivisme, elle fait figure de prophétie

pour notre époque de smartphones, de vidéosurveillance, de reconnaissance faciale et de réseaux sociaux : **« L'instinct occidental ne tardera point à regarder la publicité normale des actes privés comme la garantie nécessaire du vrai civisme. […] Tous ceux qui refuseront de vivre au grand jour deviendront justement suspects de ne pas vouloir réellement vivre pour autrui. […] [L'opinion publique] doit devenir le principal appui de la morale, non seulement sociale, mais aussi privée, et même personnelle, parmi des populations où chacun sera de plus en plus poussé à vivre au grand jour, de manière à permettre au public le contrôle efficace de toute existence quelconque. »** Il faut en finir, en particulier, avec « la honteuse législation qui nous interdit encore de scruter la vie privée des hommes publics ».

Mais en fait d'utopie, Comte n'en reste pas là. Comme le premier transhumaniste de Davos ou de la Silicon Valley venu, il reprend à Francis Bacon et à Descartes la promesse de vie indéfinie – eux qui, d'après lui, « cherchaient dans la médecine une base positive pour notre perfectionnement physique ». Il estime ainsi qu'un cerveau peut « user deux corps et peut-être trois », à condition certainement de télécharger son contenu. Le souci d'« hygiène cérébrale » l'a bien sûr amené à arrêter le café, le vin, le thé et à manger de moins en moins tout en gardant « l'espoir continu de la désuétude de l'instinct sexuel » – tel Michel Houellebecq, cette icône de la *maladie d'être français* qui ne rate jamais une occasion de célébrer Auguste Comte. Anticipant l'accession de la médecine au rang de religion, il tenait que **« la civilisation exige que l'office médical soit de plus en plus fondu dans le service sacerdotal »**. Pour notre dévoué « grand prêtre de l'Humanité », le stade ultime de l'évolution aura été atteint quand sera réalisée l'« utopie d'une fécondation spontanée », quand on sera parvenu à « systématiser la procréation humaine, en la rendant exclusivement féminine ». Voilà qui est furieusement moderne ! Alors s'accomplira l'« utopie de la Vierge Mère », qui va si bien avec le souci de

« freiner [notre] gosier pour freiner les impulsions de la chair ». Ainsi, « l'homme deviendra de plus en plus un animal cérébral » – c'est du moins l'espoir de notre ascète. Dernière curiosité du programme positiviste : les « vaches carnivores ». Comme le degré de perfection sur l'échelle des êtres atteint son sommet dans l'homme, et que l'homme est carnivore, il importe de viser la « transformation des herbivores en carnassiers », une « amélioration organique, d'abord dans les végétaux, ensuite parmi les animaux, et enfin chez l'homme en tant qu'il appartient à la biologie ». Il s'agit de construire une « immense ligue » des vivants sous le chef de l'Humanité, qui aura à diriger la lutte de « toute la nature vivante contre la nature morte, afin d'exploiter le domaine terrestre ». À l'Humanité se trouveront logiquement intégrées l'ensemble des « espèces susceptibles de servir, d'une manière quelconque, à notre propre usage, ou de nourrir les compagnons de nos destinées ». Ainsi l'« ensemble du monde vivant » sera enfin intéressé à la « régénération sociale de notre espèce [en une] **vaste biocratie** ». Voilà qui donne un sens éminemment *positif* à la liquidation en cours de toutes les espèces sauvages, à la réduction drastique de la biodiversité, à la fonte des pôles comme à l'élimination de tout ce qui, dans « le domaine terrestre », ne se prête pas à l'exploitation. Pareille religion de l'Humanité ne va évidemment pas jusqu'à inclure dans son giron ceux qui ne concourent pas au grand œuvre – tous ces « indignes parasites humains » et autres « producteurs de fumier » dont un positiviste du début du XX^e siècle disait : « Je constate que ce sont des humains avortés et qui ne comptent pas au point de vue où je me place. » Adoptant le regard du « Grand Être » que forment ensemble les vivants et les morts qui le méritent, le Maître considérait que « peu d'hommes, sans doute, sont autorisés à se regarder comme réellement indispensables à l'humanité ». Nul ne sera surpris que cette religion « biocratique » ne se définisse d'abord comme un « culte des morts ». Rien de plus cohérent, même.

À l'évidence, Auguste Comte était cliniquement fou. Ses propres disciples en convenaient en privé. Un positiviste distingué tel que le docteur Constant Hillemand le tenait pour un « esprit dérangé » sujet à des « conceptions délirantes ». Cabanès le rangeait parmi les « grands névropathes ». Il a été interné chez Esquirol en 1826 et s'est remis d'aplomb par ses propres moyens, d'après ses dires, par une tentative de suicide à peine sorti de l'asile. Il suffit de lire trois lignes de ses cours pour sentir que l'on a affaire au type même du grand paranoïaque. Il fit passer au général des Jésuites une lettre lui proposant modestement de devenir son auxiliaire, de s'installer à Paris et de se proclamer chef spirituel des catholiques – cela en vue de « réorganiser l'Occident ». Sa folie, malheureusement, n'a rien enlevé à son influence décisive sur le cours des idées et celui du monde entre 1850 et les années 1920. Le positivisme s'imposa après la mort de son prophète comme la philosophie dominante de la III^e^ République. Sa stratégie afin de parvenir à « gouverner le monde » était mûrement réfléchie : former « pendant une génération la religion des chefs, avant de devenir celle des sujets », constituer un « digne noyau de vrais sociocrates » puis « chercher à s'emparer du pouvoir » sans négliger de gagner à sa cause les « principaux conservateurs des États-Unis d'Amérique ». Il a été plus d'un siècle durant, et demeure en un sens, la religion des polytechniciens, dont Auguste Comte faisait partie. Le milieu médical fut, lui aussi, pour le positivisme une terre de mission particulièrement fertile. Comte se rengorgeait de son vivant que « les médecins, surtout français, [soient une] classe où le positivisme comporte des succès vraiment collectifs ». Deux des fondateurs, en 1848, de la Société française de biologie sont ses disciples déclarés. L'hôpital Sainte-Anne est longtemps resté un bastion du positivisme. Nul ne peut ignorer tout ce qu'il y a de naturellement positiviste depuis le XIX^e^ siècle chez le médecin français – et pas seulement chez un cas clinique tel que l'urologue, énarque et entrepreneur transhumaniste Laurent Alexandre. On a coutume de présenter le « transhumanisme » comme une invention, dans les années 1950, du biologiste et eugéniste de gauche Julian Huxley. Le terme

« transhumanisme » est en fait de conception française. Il est dû à un polytechnicien en veine de « science de l'homme » – Jean Coutrot, le fondateur du groupe X-Crise que l'on identifie habituellement comme la naissance du mouvement technocratique en France. Coutrot présente en 1939, dans le cadre de rencontres de son Centre d'étude des problèmes humains où se croisent aussi bien l'écrivain Aldous Huxley que le médecin Alexis Carrel, une « Ébauche d'un transhumanisme ». Au travers d'une infusion aussi omnilatérale que tacite, le positivisme a littéralement *fait* notre époque, c'est-à-dire qu'il a fait sa folie. Lorsque Patrick Zylberman doit publier un plaidoyer en faveur de la gestion de crise gouvernementale – *Oublier Wuhan* – dans une maison d'édition dont il s'agit à l'évidence pour lui de ramener le lectorat gauchisant au bercail biopolitique, il ne peut s'empêcher de citer Comte et de s'identifier au « **Nous, sociocrates, ne sommes pas davantage démocrates qu'aristocrates** » du *Catéchisme positiviste*. La cause revendiquée de la biocratie ne s'est jamais vraiment éteinte, à la différence de celle de la biopolitique. Elle court de Comte à Édouard Toulouse, médecin polygraphe de la première moitié du XX^e^ siècle, fondateur de la Ligue d'hygiène mentale comme de l'Association d'études sexologiques, inventeur de l'orientation professionnelle et des tests psychotechniques en France sur la base d'une singulière théorie des « biotypes » humains et médecin, aussi, d'Antonin Artaud. On a coutume de ne pas mentionner que l'un des premiers livres publiés par Antonin Artaud, en 1923, est un recueil de textes d'Édouard Toulouse. Mais la biocratie est surtout la bannière d'Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1912, inventeur du best-seller philosophico-médical en 1935 avec *L'Homme, cet inconnu*, mais surtout employé de 1906 à sa retraite en 1939 de l'Institut Rockefeller. Fidèle à la « science de l'homme » positiviste de son employeur, il verrait bien la médecine « fournir à la société moderne des ingénieurs connaissant les mécanismes de l'être humain et de ses relations avec le monde extérieur ». Aux classes sociales, il propose de substituer des classes biologiques. « L'établissement par l'eugénisme d'une aristocratie

biologique héréditaire serait une étape importante vers la solution des grands problèmes de l'heure présente. » D'ailleurs, « peut-être faudrait-il imposer aux candidats au mariage un examen médical » puisque « personne ne devrait épouser un individu porteur de tares héréditaires. [...] Aucun être humain n'a le droit d'apporter à un autre être humain une vie de misère ». Cette bienveillance était au reste si commune, de part et d'autre de l'échiquier idéologique, qu'Henri Sellier, le ministre de la Santé du Front populaire, tonnait en 1936 dès sa première déclaration ministérielle : « Il est urgent de défendre la race contre la certitude de la dégénérescence et de la destruction que les lamentables statistiques de la natalité, de la maladie et de la mort laissent apparaître… Et quand j'évoque la natalité, je veux parler de la natalité désirable. La France a trop d'hérédo-syphilitiques, de rachitiques, d'arriérés, d'anormaux dont l'existence aussi pénible pour eux que pour les autres encombre les hôpitaux, les asiles, les prisons. » Paré de toute l'aura de sa carrière américaine chez les Rockefeller, de son prix Nobel et de son best-seller, Carrel se vit offrir par le régime de Vichy une fondation dont il fut le « régent ». Cette « fondation française pour l'étude des problèmes humains » revendiquait pour objet « l'étude, sous tous ses aspects, des mesures les plus propres à sauvegarder, améliorer et développer la population française dans toutes ses activités ». Elle employa l'urbaniste Le Corbusier, le psycho-sociologue Jean Stoetzel, la gynécologue Cécile Goldet, qui participera plus tard à la création du Mouvement français pour le planning familial, le polytechnicien Jean Bourgeois-Pichat, qui devait présider la Société de statistique de Paris et surtout l'économiste François Perroux, boursier de la Rockefeller et esprit hétérodoxe qui préfaça dès les années 1930 le néolibéral Von Mises, suivit des cours de Freud, forma Raymond Barre, fréquenta le juriste nazi Carl Schmitt, le personnaliste Emmanuel Mounier et ne renia jamais son amitié pour Salazar, le dictateur portugais. Longtemps occultée, la fondation Carrel peut légitimement être tenue pour l'une des ancêtres des sciences sociales françaises d'après-guerre. Son magot servit en

1945 à fonder l’Institut national d’études démographiques. Autant pour la statistique.

L’intérêt de remonter à la folie de Comte pour éclairer le présent tient à ce que les programmes oubliés sont aussi ceux qui se réalisent le mieux. L’actualité, par son caractère éclaté, événementiel, contradictoire, masque la cohérence de ses tendances motrices. La fondation Rockefeller, dès les années 1950, a élaboré et financé le modèle d’intégration verticale des fermes aux usines de produits alimentaires qui fonde l’agrobusiness. Dès les années 1940, elle a exporté au Mexique le catastrophique modèle agricole américain au titre de la « révolution verte », avant de s’attaquer au reste de l’Amérique du Sud et à l’Inde. Depuis 2006, en association avec la fondation Bill et Melinda Gates, elle s’attache à saccager ce qu’il reste d’agriculture vivrière en Afrique en y introduisant massivement OGM et pesticides sous couvert, toujours, de « révolution verte ». En juillet 2021, elle publie un rapport prétendant découvrir tous les « coûts cachés » aux États-Unis du modèle agricole qu’elle a toujours promu : le réchauffement climatique, l’extinction des espèces, l’intoxication de l’air, de l’eau et des sols, les maladies chroniques – tout y passe. Face à cette situation d’urgence, elle s’associe avec le WEF de Davos et les Nations unies pour mettre en œuvre au plus vite un nouvel agenda agricole fondé sur l’édition génomique, la production de viande de synthèse en usine, le *big data* et les nouveaux OGM. « *Reset the table* », affiche-t-elle crânement. Sans le concept de « biocratie », il est difficile de comprendre et d’admettre la cohérence de cette entreprise de dévastation, derrière les volte-face, les dénis et les regrets factices.

Alex Pentland, le gourou comportementaliste de la Silicon Valley, cite Comte dès la troisième page de son best-seller *Social Physics* – « physique sociale » n’est autre que le nom donné primitivement par Comte à ce qu’il nommera plus tard « sociologie ». Le garçon ne craint d’ailleurs pas de nous

y refaire le coup du démon de Laplace, avec deux siècles et demi de recul : « Si nous disposions d'un "regard omniscient", une vision suprême, nous pourrions alors parvenir à une compréhension réelle de la manière dont la société fonctionne et prendre les mesures nécessaires pour remédier à nos soucis […] Nous pouvons nous servir de ces échanges pour générer une pression sociale qui incite à modifier les comportements. » Dans une interview de 2014 intitulée « La mort de l'individualité : ce qui gouverne vraiment nos actions », le même Pentland déclare : « Le facteur unique qui pousse le plus à l'acquisition de nouveaux comportements est le comportement de ses pairs. […] Au lieu de la rationalité individuelle, notre société semble être gouvernée par une intelligence collective qui provient du flux ambiant d'idées et d'exemples. » Sans la notion de « sociocratie », on a le plus grand mal à saisir dans quel piège sans retour on cherche à nous mener. Car les gros malins à la Pentland savent bien que nul n'accepterait le voyage qu'ils nous proposent si l'on en percevait la destination. Par la vertu de sa démence systématique, Comte a au moins le mérite de nous en dresser le tableau. Pour parfaire le malheur des temps, il aura fallu qu'un ingénieur cybernéticien hollandais de chez Philips pousse le vice jusqu'à réinventer une notion de « sociocratie » bien à lui. Une version aussi *cool* que l'ancienne est glaçante et qui fait actuellement fureur chez les gauchistes, jamais à cours d'un attrape-nigaud managérial dans lequel foncer la tête la première avec enthousiasme. Cette nouvelle « sociocratie » se présente, sans blague, comme une méthode de « gouvernance partagée qui permet à une organisation de fonctionner efficacement selon un mode auto-organisé ».

William Bainbridge, l'organisateur du raout fondateur de la convergence NBIC, n'a cessé depuis les années 1980 de chercher les formes que pourrait prendre une religion transhumaniste, car celle-ci lui semble nécessaire à la réalisation de son programme social, technologique et métaphysique. Dans *New Religions, Science and Secularization* (1993), il s'adressait à ses collègues sociologues des religions : **« Je propose que nous devenions des**

**ingénieurs religieux.** […] Les sociologues qui travaillent dans d'autres domaines ne craignent pas de mener des actions qui ont des conséquences pratiques. […] Nous devons également être prêts à initier des cultes de notre propre invention, une tâche qui, je dois dire, peut s'avérer périlleuse pour le bien-être de celui qui la met en œuvre, et scandaleuse aux yeux de ceux qui refusent d'admettre que toutes les religions sont des créations humaines. Mais **il est de très loin préférable que la création de nouvelles religions soit prise en charge par d'honnêtes ingénieurs religieux qui œuvreront pour l'amélioration du genre humain, plutôt que par des fous et des escrocs avides d'argent. »** Dans un texte de 1981, Religion for a Galactic Civilisation, il faisait déjà observer : « Ceux qui pourraient souhaiter créer une Église du Dieu Galactique trouveront plus appropriés les scénarios qui décrivent de nouvelles religions, des cultes qui pourraient réellement voir le jour, et qui, en cas de succès, pourraient orienter les politiques publiques en direction de la science et de la technologie. » C'est ce qui s'appelle avoir de la suite dans les idées. Quand Ray Kurzweil, le pape du transhumanisme chez Google, converge avec Bainbridge et déclare « Oui, certes, nous avons besoin d'une nouvelle religion », on comprend que ni Comte ni le positivisme ne sont morts, et que leur programme est en cours de réalisation. Nous sommes très littéralement *gouvernés par les morts*. Il nous souvient alors cette lettre de Comte à l'un de ses polytechniciens de disciple : **« Il faut regarder la masse des conservateurs ou rétrogrades comme le vrai milieu du positivisme […] Le positivisme deviendra pour eux la seule défense systématique de l'ordre contre les subversions communistes ou socialistes. »**

Suite à la lecture de *L'Homme, cet inconnu*, en 1936, Antonin Artaud écrit depuis le Mexique une lettre à Carrel. Il lui dit, ou plutôt il lui expectore : **« Au point où nous en sommes arrivés, seule une destruction systématique, sauvage, de toutes les acquisitions de la science peut nous sauver, je veux dire sauver la Vie des Hommes à laquelle tous nous**

**avons cessé de participer. Oui, seule une Grande Punition qui pour un temps nous priverait des bénéfices de la civilisation est capable de nous réapprendre à vivre car les vérités, les phénomènes, les certitudes que la Science nous donne sont des vérités usurpées. […] Ce n'est pas par la science que l'on guérit les perversions abusives de la science. […] Trop de savants se sont mis à regarder les maladies au microscope et le sens de la face malade qui brûle comme un soleil caché est descendu à tout jamais dans les limbes de la conscience. »**

Quarante ans plus tard, Erwin Chargaff, après une carrière de biochimiste de plus en plus désabusé, écrit une lettre ouverte au rédacteur en chef de *Science*. Les derniers « progrès » de la biologie moléculaire lui font horreur. Lui pour qui les massacres d'Hiroshima et de Nagasaki ont à jamais terni le prestige de « la science » met en garde contre les « dangers du bricolage génétique » : **« Aucun rideau de fumée, aucun laboratoire de haute sécurité de type P3 ou P4, ne peut absoudre un chercheur s'il fait du tort à un seul de ses prochains. »** Dans son autobiographie, il complète, au sujet des États-Unis et de la recherche contemporaine : « Je suis tout à fait incapable de souscrire à ce qui se pratique aujourd'hui, car je suis convaincu qu'avec nos méthodes d'organisation et de financement des sciences, nous nous apprêtons à les tuer pour de bon. Nous ne sommes pas loin d'anéantir totalement le concept de sciences tel qu'il s'est développé au cours de plusieurs siècles. […] Ce pays a toujours eu tendance à gonfler tous les ballons jusqu'à ce qu'ils éclatent, et c'est aussi ce qu'il a fait avec les sciences. » (Erwin Chargaff, *Le Feu d'Héraclite*, 1979)

Et en effet, la biomédecine a finalement dévoré la médecine.

La biologie moléculaire n'en finit plus d'observer la traduction matérielle de processus qui lui échappent et pour lesquels elle n'a même pas de grammaire, s'étant barré tout accès du plan où ceux-ci se déroulent. Elle se flatte à présent, grâce au *deep learning* et ses réseaux de neurones, de

pouvoir simuler en trois dimensions la forme prise par les protéines *sans avoir à y rien comprendre*.

L'empereur Tibère disait qu'à trente ans chacun doit pouvoir être son propre médecin.

Comme on dit en Toscane : « *Lascia che la morte ci trova vivente !* » – *Que la mort nous trouve bien vivants !*

# Nous vaincrons parce que nous sommes plus *profonds*

1. La « société », concept réactionnaire. 2. La guerre aux âmes. 3. Le virus de la sécession et le schisme en cours. 4. Conspirer, donc.

# 1.

C’est comme un bourdonnement, une basse continue, sourde et insistante, depuis une bonne quinzaine d’années.

C’est un pressentiment, un sous-entendu, un décret muet qui fait décor à toute la vie publique. À tous les discours « responsables ».

Une antienne audible seulement à l’ouïe affinée : « La société, cela se mérite. Il n’est pas donné à tout le monde d’en faire partie. D’ailleurs, vous-mêmes, êtes-vous bien sûr… »

On avait construit et rempli les prisons pour faire croire à ceux qui n’y sont pas qu’ils sont libres, eux, et respectables, et innocents.

On avait construit et rempli les asiles pour figurer aux passants qu’ils sont raisonnables, eux, et sains, et normaux.

Il y avait les bons et les mauvais citoyens, ceux de première et de seconde classe, mais enfin, à ce jour, tous étaient citoyens.

On exhibait bien les « exclus » pour donner à voir ce qu’il en coûte de se laisser aller, mais nul ne doutait qu’ils fassent tout de même « partie de la société », même s’ils en occupaient la pissotière ou le dégueuloir.

Trente ans de néoconservatisme rampant en ont fini avec ces douceurs œcuméniques. Les « valeurs » sont de retour. Et le constructivisme est passé par là. Une société, cela se fait, cela se défait – et surtout cela se refait.

L’ancienne était ratée. Faisons-en une autre.

Si bien que peu à peu, insensiblement, d’année en année, de Kärcher en sans-dents, de déchéance de nationalité pour les « terroristes » en propositions d’internement pour les fichés S, s’est imposée la conjecture qu’il y a de certains attributs qui ne vous qualifient pas pour l’appartenance sociale, qui vous disqualifient même, et qu’il y a donc un *contenu moral* à la citoyenneté, à la nationalité, à la société. Qu’il n’y a pas de mauvais

citoyens, puisque, pour être citoyen, il faut être bon. La société a ses exigences, son credo requis, ses obligations irréfragables.

On ne négocie plus.

On a mis un physio à la porte de la société.

Tout le monde ne peut pas entrer.

Il va s'agir d'en être.

C'est ce que le « pass sanitaire » vient entériner. En douceur. Électroniquement. Tactilement.

Lui qui procure à celui qui s'est *soumis* à la vaccination le titre de citoyen de plein droit aux terrasses des cafés.

Lui qui porte si bien son nom que les indésirables ne passent plus.

La sociabilité la plus superficielle, la plus ludique, la plus gratuite, a perdu son innocence. Elle s'est grillagée de *checkpoints* invisibles. On était prié, pour s'y mêler, de laisser au vestiaire tout ce qu'il y a de vraiment intime dans la vie – le caractère, l'état d'âme, les différends ou la destinée. C'était la condition de sa légèreté spéciale. Cette légèreté s'est maintenant lestée de semelles de plomb.

Le pressentiment s'est matérialisé.

Le bourdonnement jappe, désormais, comme un dogue allemand.

Depuis deux cents ans qu'il y a des progressistes et qu'ils prétendent traiter la question sociale, on en oublierait presque que le concept de société tel qu'il a cours *est l'invention des réactionnaires*. Non de ceux que les progressistes dénoncent comme tels en insinuant qu'il serait normal, banal, dans le sens de l'Histoire, d'être révolutionnaire, et qu'eux-mêmes d'ailleurs le seraient un peu. Mais des vrais réactionnaires, de ceux qui se sont revendiqués tels, qui, face à la Révolution française qu'ils jugeaient en tous points cataclysmique, abominable, démentielle et pour tout dire *diabolique*, ont élaboré la nécessaire Réaction, de ceux qui n'ont eu de cesse dès les années 1790 de poser les fondations d'une contre-révolution victorieuse : Joseph de Maistre et Louis de Bonald. Ils théorisent, les premiers, la

« société ». Non pas la « bonne » société, ou celle qui est simplement civile et témoigne d'un état de civilisation dont le critère reste l'organisation en État. Plutôt la société de la « sociologie », celle dont l'ordre général comprend tout et à quoi l'on ne peut échapper. Grâce à ce concept, ils comptent bien refouler l'intolérable irruption du *peuple* dans l'histoire. Le peuple, la souveraineté populaire, les droits individuels, voilà des notions qui dégoulinent du sang du roi. La mise à bas de l'Ancien Régime est impardonnable en ceci que c'est, avec l'ordre social, l'ordre divin qui a perdu son caractère d'évidence *naturelle*. Toutes ces insurrections, toutes ces agitations, toutes ces motions, toutes ces constitutions, toutes ces conventions, toutes ces idées ont *dénaturé* le monde. Avec ses hiérarchies implicites, la place réservée à chacun, ses médiations complexes, sa tête et ses bras, son haut et son bas, la notion de société s'offre à eux pour renaturaliser le royaume perdu. Nos réactionnaires jouent, en somme, *la société contre le peuple*. Le premier penseur à s'atteler à une « science de la société », le premier théoricien du « lien social » est Bonald dès 1796 dans sa *Théorie du pouvoir politique et religieux*. Il n'y va pas par quatre chemins. **« Non seulement ce n'est pas à l'homme à constituer la société, mais c'est à la société à constituer l'homme**, je veux dire à le former par l'éducation sociale. **L'homme n'existe que pour la société, et la société ne le forme que pour elle**. […] On ne peut traiter de la société sans parler de l'homme, ni parler de l'homme sans remonter à Dieu. […] Il n'y a jamais eu de société sans dieux, il n'y a jamais eu de nations sans chefs, il n'y a jamais eu de dieux sans prêtres, ni de chefs sans soldats. […] On peut définir la société civile constituée : l'ensemble des rapports ou lois nécessaires qui lient entre eux Dieu et l'homme, les êtres intelligents et les êtres physiques, pour leur commune et nécessaire conservation. […] **Qu'est-ce que l'état de sujet ? Le droit d'être gouverné. Un sujet a droit à être gouverné, comme un enfant à être nourri. […] les gouvernements sont institués pour forcer [les hommes] à être libres, c'est-à-dire, bons. »** Voilà

Rousseau retourné contre lui-même. Il faut bien avouer qu'il y prêtait le flanc.

Auguste Comte fut un lecteur ébloui, dans sa jeunesse, des « philosophes de l'ordre » – Maistre et Bonald – qu'il baptise tendrement de « tendance rétrograde ». Tout cet ébranlement des certitudes, cette mise en cause des hiérarchies naturelles, ces protestations de chacun, tout le temps, ces désordres intérieurs et extérieurs qui accablent le monde depuis la Révolution française, désolent et révoltent le polytechnicien. « L'ordre social demeurera toujours incompatible avec la liberté permanente de remettre chaque jour en discussion indéfinie les bases mêmes de la société. » Comme son maître, le comte de Saint-Simon, Comte aspire à une « réforme rationnelle de la société en crise », à « faire cesser l'anarchie intellectuelle qui caractérise notre état présent ». À vingt-quatre ans, il rédige un « plan de travaux scientifiques nécessaires pour organiser la société ». Il entend soigner la « maladie occidentale » : l'« insurrection continue des vivants contre les morts ». Ce sera la tâche de sa « physique sociale » que de redonner à la société, à l'ordre et au pouvoir sa base d'évidence naturelle : « La physique sociale, cette science vraiment définitive, qui prend nécessairement dans la science biologique proprement dite ses racines immédiates, constituera dès lors l'ensemble de la philosophie naturelle en un corps de doctrine complet et indivisible. » Il n'oubliera pas d'inscrire Maistre et Bonald dans le calendrier positiviste, au onzième mois, celui consacré à la philosophie moderne. Le nom même de « positivisme » désigne implicitement son ennemi : la révolution, ce monstre de négation. Sa positivité affichée recouvre, ici aussi, une farouche volonté de nier. La plupart des histoires de la sociologie et des sciences sociales, même lorsqu'elles commencent par un chapitre obligé sur leur excentrique fondateur, Auguste Comte, se gardent bien de remonter jusqu'à Bonald – cette si déplaisante origine. Il a fallu les travaux à succès d'un universitaire américain dans les années 1980 pour que l'on ne puisse plus renvoyer cette

généalogie au statut de rumeur malveillante. On préfère aussi minorer, en règle générale, l'importance historique de l'école de Frédéric Le Play – un autre polytechnicien grand lecteur de Bonald et Maistre – dans l'histoire de la discipline, au motif qu'il était, comme Comte, conservateur, paternaliste assumé et grand défenseur de Napoléon III. Ce sont pourtant les épigones de Le Play qui fondent en 1886 la revue *La Science sociale*. Et c'est à l'un de ses principaux disciples, Émile Cheysson, du Musée social – encore un polytechnicien du corps des Mines – que l'on doit la notion d'« ingénierie sociale » dans une conférence de 1897 sur « le rôle social de l'ingénieur ».

Tout ce beau monde communie dans la terreur de perdre le contrôle, dans la hantise de la lutte des classes et de la dislocation sociale.

La notion de « société » a été façonnée par les penseurs réactionnaires dans leur folle guerre contre une révolution dont ils voulaient faire en sorte qu'elle n'ait jamais eu lieu.

La sociologie est née pour restaurer l'ordre – mieux : pour instaurer une sociocratie.

La statue d'Auguste Comte trône place de la Sorbonne.

Il n'y a jamais eu de sciences sociales qu'en vue de leur application comme ingénierie sociale.

Tout le monde connaît de ces gens de gauche – cultivés, progressistes, *cool*, sympas, critiques – qui n'ont aspiré, ces deux dernières années, qu'à des restrictions plus fatales des libertés en n'ayant à la bouche que la « solidarité », l'« altruisme » et les « inégalités sociales ».

Le progressisme est d'essence réactionnaire. Il a toujours visé à maintenir l'ordre. D'ailleurs, « le progrès est le développement de l'ordre ». (Auguste Comte)

L'altruisme est le poisson-pilote de la sociocratie.

Le socialisme des intellectuels vaut bien le conservatisme des possédants.

Tout cela n'a jamais été si flagrant qu'à présent.

L'omniprésence de l'adjectif « social » chez les technocrates qui mûrissent notre asservissement, leur enthousiasme pour l'« intelligence collective » voire leur nouvelle religion du « super-collectif », ne nous trompent pas : ce sont autant de froides déclarations de guerre.

Une névrose américaine persistante se représente les États-Unis comme le paradis d'un monde dont l'enfer aurait été la Russie stalinienne. C'est ne rien comprendre à rien. Les capitalistes du savoir – ingénieurs, experts, bureaucrates ou managers – ont présidé au XXe siècle de chacun des deux pays. Et ils continuent. Une fois passées les brèves et catastrophiques tentatives de « comptabilité-matière » et d'abolition de l'argent, l'URSS a utilisé le marché comme instrument de planification de son économie. Depuis que l'on en parle, soit depuis la fondation de l'économie néoclassique par Walras à la fin du XIXe siècle, il n'y a jamais eu d'alternative entre marché et planification. Staliniens et libéraux ont seulement eu intérêt à la mise en scène d'une opposition qui masquait si heureusement la structure de pouvoir réelle de leurs sociétés respectives. Les propriétaires de la société ont toujours voulu un super-*ordinateur*. L'ingénierie sociale russe fut seulement plus brute, plus tragique, plus fantasque que l'américaine. De nos jours, la Chine et les États-Unis – et l'Europe, d'ailleurs, qui ne fait qu'y mettre ses façons bourgeoises – convergent de toute évidence *dans la même direction*. Le WEF tient sa réunion estivale annuelle en Chine depuis 2007. En 1978, Klaus Schwab invitait déjà Deng Xiao Ping à intervenir à Davos. L'année suivante, il emmenait une délégation de patrons à Pékin. La pointe avancée du capital américain n'a d'yeux que pour la Chine. En février 2020, Bill Gates et Xi Jinping se félicitaient mutuellement par lettres publiques interposées de leurs communs efforts pour défendre la « *global public health security* », puisque, chacun le sait bien, « l'humanité est une communauté qui partage le futur » (Xi Jinping). Le modèle que Zuckerberg poursuit pour Facebook n'est autre que WeChat, l'application chinoise dont on ne sort jamais.

Ce n’est pas un start-uper du Parti communiste chinois qui a dit : « Je pense en réalité que la plupart des gens ne veulent pas que Google réponde à leurs questions. Ils veulent que Google leur dise ce qu’ils devraient faire maintenant. » C’est Eric Schmidt, le PDG de Google au *Wall Street Journal* en 2010.

Ce n’est pas un conspirationniste en surchauffe qui a déclaré : « La technologie sera incluse dans le cerveau des gens. Au final, vous aurez un implant qui, si vous pensez à quelque chose, vous donnera simplement la réponse. » C’est Larry Page répondant en 2012 à la *New Republic* sur sa « vision » des assistants personnels du futur.

Ce fantasme du « biocontrôle » concluait *La Persuasion clandestine* de Vance Packard, qui trouvait déjà en 1958 des ingénieurs pour caresser « cette nouvelle science qui permet de diriger les processus mentaux, les réactions émotives, et de percevoir les sensations grâce à des signaux électriques ».

Pour s’affranchir de la vision sociale des choses, il faut repartir de la manière dont la « question sociale » a été construite et imposée, et de ce qu’elle a servi à refouler. C’est *L’Apocalypse joyeuse* de Jean-Baptiste Fressoz qui, à nouveau, nous permet d’y voir clair. La question sociale – celle de la rémunération des ouvriers, de leurs conditions de travail, de la durée de leurs journées, mais aussi de leurs conditions de vie : leur logement, leur « promiscuité », leur « hygiène », leur « ivrognerie », leur « mauvaise vie », etc. – a pour pionnier Louis-René Villermé, un médecin *et économiste* français de la première moitié du XIXe siècle. Après un premier ouvrage sur l’insalubrité des prisons françaises au regard des pénitenciers vraiment modernes des États-Unis, il est l’auteur du fameux *Tableau de l’état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* qui imposera définitivement, en 1840, la « question sociale ». Ce que ce progressiste vient alors couronner, c’est un combat de cinquante ans mené par les industriels et de leurs alliés dans les gouvernements. Depuis la fin de l’Ancien Régime, la mafia industrialiste est

en guerre contre l'état de fait coutumier qui la concerne, et qui l'entrave. La tradition de l'Ancien Régime voulait que les voisins des établissements polluants aient titre à en faire cesser les activités si celles-ci les intoxiquaient, ou leur gâtaient la vie et la santé, ou nuisaient aux ressources naturelles locales. C'est la construction de la première grande manufacture chimique française en 1768 à Rouen – pas encore l'usine Lubrizol de Warren Buffett, non, juste une usine d'acide sulfurique à l'initiative d'un homme d'affaires anglais bien introduit dans les ministères – qui lance les hostilités. Il faut décidément en finir avec ce pouvoir des notables locaux rouennais et leur « esprit de chicane » qui nuit tant au progrès qu'à la puissance de la Nation. Pour complaire à ces « entrepreneurs » pour lesquels, comme le pensait déjà le chimiste et intendant des finances Trudaine de Montigny, « on ne peut se dispenser d'avoir des égards », on ira jusqu'à supprimer le parlement de Rouen, avant de les supprimer tous en 1771. L'heure est à la « révolution chimique ». L'« utilité du Royaume » commande que tous ces riverains – nobles, bourgeois ou manants – cessent de se plaindre de ces « effluves » qui les tuent, eux, leurs bestiaux et leurs cultures. On établit même par expertise que, quoique leurs sens leur en disent, quoique leur olfaction leur indique, ces fumées qui se dissolvent dans l'air sont plutôt *salubres*. Elles sont certes *incommodes*, mais non point *nuisibles*. En 1829, les membres du Conseil de salubrité de Paris fondent les *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*. C'est par ce biais-là que l'on parvint finalement à écraser les résistances à l'industrialisation. Au nom de l'hygiène publique puis *sociale*, on dépouillera ouvriers et habitants de toute prise sur ce qui les entoure – les *circumfusa* de la vieille médecine hippocratique. Ainsi, « les premiers articles des *Annales* portant sur l'hygiène professionnelle peuvent surprendre : plutôt que de s'intéresser aux manufactures insalubres, ils étudient la bonne santé des ouvriers ! Le but : démontrer aux citadins l'innocuité des fabriques. [...] Les maladies des débardeurs parisiens n'étaient pas dues à l'insalubrité des rives de la Seine mais à "leurs habitudes et leur manière de vivre". [...] L'hygiène sociale de

Louis-René Villermé qui fait des conditions de vie et de richesse une cause (non pas la seule, mais la plus importante) des différences de mortalité naît dans ce milieu hygiéniste et industrialiste. […] Son article fondateur de 1830 qui corrèle la mortalité des quartiers de Paris non pas à l'environnement (étroitesse des rues, proximité de la Seine, présence d'ateliers, etc.), mais aux revenus des habitants, s'inscrit directement dans le programme de la génération fondatrice du Conseil de salubrité : la désimputation, par la statistique, de l'environnement comme cause pathologique. […] L'hygiène sociale de Villermé jouait un rôle similaire quoique inversé : ce n'était plus du travail que souffrait l'ouvrier mais de la faiblesse de ses revenus. […] La réduction des maladies des artisans à une question morale et économique justifiait un libéralisme tempéré. […] L'industrialisation, qui était alors contestée dans ses principes […], devenait une transformation historique acceptable au prix de quelques amendements : moralisation des ouvriers, augmentation des salaires au niveau des "besoins réels", abolition du travail des enfants et caisses de prévoyance. L'hygiénisme définissait la biopolitique du capitalisme libéral, c'est-à-dire les conditions sociales minimales permettant de maintenir la force humaine de travail nécessaire à l'industrie. […] Le passage de la topographie médicale à l'enquête hygiénique, c'est-à-dire le basculement des étiologies de l'environnement vers le social, permettait de lier industrie et progrès sanitaire. » (Jean-Baptiste Fressoz, *L'Apocalypse joyeuse*, 2012) L'emploi du terme d'« environnement » n'est peut-être pas heureux ici. Les *circumfusa*, en renvoyant par leur pluriel à ce qu'elles entourent et au lieu où il se trouve, se distinguent nettement de la notion générique d'environnement. Nous sommes confrontés là à une pauvreté de vocabulaire qui n'est pas de hasard. Cela dit, ceux qui voudraient corriger la question sociale par celle de l'environnement ne font qu'ajouter la peste au choléra. Si l'écologie s'est définie comme « science des relations », on ne sait toujours pas où se situe, dans le réseau de ces relations, celui qui les cartographie. On ne le voit jamais nulle part, dans tant d'environnements, ce divin créateur.

La question sociale, qui sonne si positive à nos oreilles, chargée qu'elle est de tant de bonnes intentions depuis deux siècles par tant de réformateurs et de révolutionnaires qui l'ont bêtement enfourchée, est une *manœuvre*. Elle sert à envelopper l'expropriation des êtres de leur monde, à autoriser le viol de leur inscription dans les lieux qui leur sont familiers.




Elle vise à produire des extraterrestres que l'on peut déplacer à volonté, dont on peut saccager les terres et empoisonner les milieux d'existence. Et que l'on peut accessoirement mettre en usine. Ainsi déracinés, ainsi isolés, ainsi affaiblis, ils offrent moins de résistance à se laisser traiter comme une

matière indistincte, sans qualités ni déterminations propres, sorte de pâte à modeler pour ingénierie gouvernementale.

Depuis deux siècles, la question sociale n'aura cessé de rendre ce service inappréciable : faire taire, *de toute son autorité morale*, ceux qui vivent quelque part, d'une certaine manière *et qui y tiennent*.

C'est une machine de ravage qui a d'ailleurs parfaitement réussi, et qui continue plus que jamais de servir à bulldozériser nos vies.

C'est un dispositif d'anesthésie réflexive, un Palais des glaces où l'on ne retrouve jamais le monde perdu.

Ceux qu'Erwin Chargaff appelle les « améliodestructeurs » – ceux qui détruisent tout sous prétexte de l'améliorer – semblent terrifiés à l'idée que l'on puisse se rapporter à la vie à partir de soi, à partir de là où l'on est, à partir de notre inscription dans le monde.

Il leur faut par tous les moyens nous abstraire de ce que nous sommes, de ce que nous savons, de ce que nous sentons.

Rien ne doit être appréhendé que « du dehors » – comme disait Durkheim, qui en faisait la garantie même de la « science » et l'idéal d'un sujet connaissant vierge du monde.

Il n'y a pas jusqu'à notre condition corporelle qui ne doive nous demeurer opaque, d'après eux. « Gardez-vous de vous fier à votre sens », comme disait Littré.

La possibilité d'une saisie immédiate de la vie, d'une prise directe sur le monde, les révolte.

« Intuition » est pour eux un gros mot. Car il implique que nul n'a besoin d'eux pour exister.

C'est là le grand désaccord politique, anthropologique et épistémologique que nous avons avec eux.

Nous ne sommes pas des « animaux sociaux ». À la limite, nous sommes des êtres « relationnels », s'il faut absolument faire une concession aux catégories en circulation. Et encore rate-t-on là l'essentiel. Car le tissu de relations qui fait notre puissance propre et notre inscription dans le monde

dessine lui-même un *lieu*. Nous *sommes* ce lieu mouvant et inobjectivable. Et cela ne peut être abstrait, modélisé, spatialisé, mis en équivalence puis géré de loin – un lieu.

Si les cosmocrates veulent à ce point être tout, partout et tout envahir, c'est de n'être rien, nulle part.

Ils seraient à plaindre s'ils n'étaient partout triomphants en ce monde.

Nous ne dépasserons la question sociale que par l'affirmation d'une nouvelle *géographie*, inséparablement physique et spirituelle.

## 2.

Dans une interview donnée pour les deux ans de sa prise de pouvoir, Margaret Thatcher, fille de prédicateur méthodiste, lâche : **« L'économie est la méthode ; l'objet, c'est de changer l'âme. »**

Au retour de Gorki au pays natal, Staline, ancien séminariste, sermonne les intellectuels réunis en l'honneur de l'écrivain par cette célèbre apostrophe : **« Il est plus important de produire des âmes que de produire des tanks. […] L'homme est remodelé par l'existence ; et vous, ici, devez participer au remodelage de son âme. C'est ce qui importe, la production des âmes humaines. Et c'est la raison pour laquelle je lève mon verre en votre honneur, écrivains, qui êtes les ingénieurs de l'âme. »**

Ce point de l'âme, voilà au moins une question sur laquelle Thatcher et Staline tombaient d'accord.

Il y en a probablement bien d'autres.

C'est une question plus que jamais politique, et même stratégique, que cette affaire de l'âme.

Peu de questions sont aussi mal comprises que celle-ci.

On tend à considérer l'âme comme le nom même de l'intériorité et, partant, comme quelque chose d'éminemment individuel. Il faut dire que le christianisme, avec son jugement dernier, n'a pas peu fait pour accuser ce caractère individuel de l'âme – c'est qu'il fallait bien un sujet à juger.

L'âme, en fait, se rapporte tout entière au caractère relationnel et cosmique du mammifère humain. Et d'ailleurs de tout ce qui vit.

Pendant des millénaires, avant que la biologie ne vienne tout embrouiller, ce que l'on appelle à présent « le vivant », était plutôt l'animé – ce qui est doté d'une âme.

En latin, en grec, en hébreu et dans tant d'autres langues, la notion d'âme – *anima, psyché, rouakh* – renvoie au souffle, au vent, à la respiration.

Ce qui est vivant est donc ce qui est traversé, traversé d'un souffle.

Vivre, ce n'est pas être un centre organique autogène, ni même une volonté de puissance ou une force d'organisation – *c'est participer de ce qui nous entoure*.

C'est être en état de participation cosmique.

C'est en cela qu'un corps vivant est toujours bien plus qu'un corps.

Si l'âme est pourtant aussi le lieu de notre singularité, c'est que, pour chacun, ce qui est le plus singulier est précisément sa manière particulière de s'enraciner dans ce souffle commun, la modalité expressive particulière qu'il offre à ce même souffle. Comme on le disait dans l'Antiquité, « tout est dans tout, mais pour chacun selon son mode propre ».

« Ah ! Ne pas être isolé ! Ne pas être exclu, par le moindre cloisonnement de la loi des étoiles ! **La vie intérieure, qu'est-ce que c'est ? Si ce n'est le ciel dense où se précipitent des oiseaux et où les rafales du vent nous ramènent chez nous »**, écrivait Rainer Maria Rilke.

Une convention veut que l'on distingue entre les différentes formes de participation, entre la relation aux autres, la relation au monde, la relation à soi.

C'est une convention analytique.

Présence à soi, présence aux autres et présence au monde portent la même signature.

Nous participons de ce à quoi nous nous rapportons distinctement, mais nous participons encore de l'univers entier. Nous sommes traversés à chaque microseconde de particules venues de l'autre bout de l'univers, à commencer par la lumière des étoiles.

Du Moyen Âge au XVIII^e siècle, jusqu'à ce que l'on refoule l'astrologie de la *scène officielle*, le terme d'« influence » renvoyait d'abord à l'action des astres sur la destinée humaine.

Dans son texte sur le magnétisme animal, Hegel parlait d'une « âme sentante », très proche du thème antique de l'âme du monde : « L'âme est ce qui pénètre tout, qui n'existe pas simplement dans un individu particulier [...], mais doit être saisie comme l'être totalement universel. »

François Roustang, un jésuite qui quitta l'Église pour rejoindre la chapelle psychanalytique avant de quitter celle-ci à son tour, commente ce passage de Hegel : **« Il y a donc un côté de l'être humain par quoi l'individu est capable de participer sans intermédiaire à la vie d'un autre individu, parce qu'il est déjà cette vie. [...] Autrement dit, il y a une continuité qui court sous la conscience individualisée, et c'est par cette continuité que d'abord la communication est possible.** [...] Si l'on pense que les individus sont d'abord donnés dans leur isolement, la question de leur réunion se pose fatalement [...] Mais si l'individu est constaté en permanence comme faisant partie d'un tissu relationnel, c'est son existence sous toutes ses formes, biologique, affective, intellectuelle, qui implique les relations. » (François Roustang, *Influence*, 1990)

D'où le caractère superfétatoire de toutes les offres sociales d'*appartenance*, car nous sommes toujours-déjà en état de participation. Nous n'avons besoin d'aucun effort méritant, d'aucune preuve d'allégeance, d'aucun hochet collectif pour être plus qu'un individu. Ce que l'on appelle « égoïsme » est seulement étroitesse de l'âme, faible rayonnement.

Le plan de la réflexivité, de la conscience, de la rationalité, de la communication verbale, constitue bien – comme l'ont compris tous les *spin doctors* et autres professionnels de l'influence – un domaine dérivé, secondaire, réduit, au regard du plan de participation générale sur lequel il s'érige. Ils ont donc décidé de le shunter, pour opérer obliquement et se jouer de la conscience de ceux qu'ils manipulent. C'est du moins la conclusion que ces pervers en tirent quand d'autres comme Roustang en déduisent que : « L'autre de la rationalité n'est pas l'irrationnel, il est le cœur qui a ses lois propres ou le système des affects qui n'ont nullement besoin d'être liés à des représentations pour jouer un rôle dans les relations humaines. » (*Ibid*.)

Pour être impalpable, pour être subtil, ce plan de participation cosmique nous fait, en sus de notre corps biologique, *un autre corps*, où nous sommes tout aussi susceptibles d'être *touchés*.

Où l'on peut nous faire un mal infini.

Où l'on est même susceptible de nous tuer, à tout le moins de nous rendre malades.

Où des tonnes d'opérations ont cours, qu'il est convenu de dénier.

Où cette société manœuvre comme jamais.

C'est ce corps que l'on veut, de gré ou de force, *posséder*, dans tous les sens du mot.

Ce corps-là, notre corps subtil, est à la mesure de notre participation au monde.

Il n'est autre que notre âme – notre âme non comme la « forme substantielle du corps » de la scolastique, mais comme *lieu*, comme lieu *situé et qui situe*.

C'est ce lieu que Google, Facebook et les autres ont entrepris d'investir.

C'est lui qu'ils cherchent à coloniser. À contrôler.

Pour eux aussi, l'essence des êtres n'est rien qui leur soit intérieur, rien qui se cache au-dedans, mais bien l'ensemble des relations dont ils sont le nouage. Et ce nouage, ils cherchent à le *deviner* à partir des communications que nous entretenons et des informations qui y transitent – à le deviner et si possible à nous y réduire. De cela, ils dressent le graphe. Une miniature de notre âme. Une mantique bien plus qu'une sémantique.

**« La seule transcendance, c'est la relation entre les êtres »**, écrivait Robert Antelme, que les camps de concentration ne parvinrent jamais à refouler à l'État de simple corps.

Les GAFAM poursuivent avec les moyens et les esprits *les plus plats* une visée métaphysique : *liquider toute transcendance*. Il faut avoir une vie de disque dur pour s'imaginer un jour « télécharger sa conscience ». Une gigantesque tique électronique, riche à milliards, a planté son rostre dans notre participation au monde. De l'expérience humaine, elle a fait la matière

première de son inextinguible soif de données. À défaut de parvenir à faire des machines capables d'égaler l'humain, elle a entrepris de circonscrire l'expérience humaine à ce que peut en connaître une machine. Sa perspective dernière est de nous ramener à notre corps biologique et que nous n'ayons plus de vie qui ne soit médiée technologiquement. De parvenir à s'approprier notre âme *en la matérialisant*. Notre confinement leur a offert un terrain d'expérimentation rêvé. Ce fut l'occasion de procurer à des pensionnaires enfermés à double tour dans leur cellule de maison de retraite l'« expérience » inoubliable d'un voyage sur le mont Fuji par casque de réalité virtuelle. La sortie, décidément, mène vers l'intérieur. La dernière promesse de Facebook – pardon de Meta ! – de faire de nous des légumes augmentés – pardon de « construire à chacun le monde qu'il désire » – le confirme suffisamment.

En 1975 déjà, au retour d'un voyage dans une Allemagne plongée dans un état d'hystérie antiterroriste suite à quelques attaques de la Fraction Armée rouge, Jean-Christophe Bailly écrivait : **« La privation sensorielle n'est pas seulement le nom d'une torture spécifique, elle nomme en fait la tendance générale des sociétés techniquement évoluées**, elle définit l'axe selon lequel l'État vise les individus avec une adresse croissante dans les pays où la faim du ventre depuis longtemps ne crie plus. La torture n'est que l'excès qui révèle la tendance ; au-delà, la privation, l'appauvrissement consenti des sensations et des données, la transformation de la chose mentale en simple équilibre de réflexes apparaissent comme la teneur même de ce qui est cherché organiquement par le pouvoir, je dis organiquement car le pouvoir à qui l'on concède trop de prestige, et pour cause, dans les cercles d'opposants, n'est même pas conscient la plupart du temps des mécanismes qu'il utilise. **Avoir conscience de cette tendance organique, cela revient à savoir de quelles forces les individus disposent pour n'être pas écrasés au cours de ce que j'appelle la guérilla sensitive, et qui est la vie. »** (« Pénombre » in *Fin de siècle*, n° 2)

Le plan de l'âme est le théâtre d'opération de l'époque.

C'est sur ce terrain que se livre la plus sauvage et la plus inaperçue des guerres.

Il n'y a rien de spiritualiste à cela.

Et si l'on veut absolument y voir de la mystique, c'est au sens où l'entendait Hofmann, le chimiste qui a synthétisé l'acide lysergique, lorsqu'il disait : **« Un chimiste qui n'est pas un mystique n'est pas un bon chimiste. »**



Georg Lukács

Pour preuve de cela : un communiste de l'envergure de Georg Lukács ne nous aurait pas contredit. Lukács est passé à la postérité pour son livre de

1923, légendaire et maudit, *Histoire et conscience de classe*. Il représente sur le terrain théorique la tendance la plus radicale du communisme combattant des années 1917-1923, celle qui tenait que « tout communiste doit être convaincu qu'il n'est pas seulement en paroles, mais en fait, membre du parti de la guerre civile ». On lui a beaucoup fait grief d'avoir consenti par la suite à toutes sortes d'autocritiques, à une ribambelle de concessions et de reniements qui ont défiguré sa pensée. Il a fini par écrire une ontologie sociale, c'est dire. Si bien qu'*Histoire et conscience de classe* et les articles qu'il écrit dans la revue *Kommunismus* en 1920 et 1921 sont longtemps passés pour le point culminant de sa trajectoire de pensée. Il en fut ainsi, en tout cas, de son vivant. Car à sa mort, dans ses papiers, on retrouve l'indication d'un dépôt fait dans une banque en 1915, en pleine guerre. Dans une valise, à plus d'un demi-siècle de distance, on retrouve les notes que Lukács avait prises pour un livre qu'il n'a finalement jamais écrit. Un livre sur Dostoïevski, ou plutôt sur l'éthique contenue d'après lui dans les romans de Dostoïevski. Avec la Première Guerre mondiale, Lukács voit tout son univers s'effondrer. D'entre ceux qui l'entourent et qui furent ses amis, la plupart prennent parti pour la guerre, à commencer par Max Weber. Son professeur, le kantien Emil Lask, meurt au front. L'impératif d'agir d'après des maximes universalisables, et non d'après ce que l'on perçoit ou en vertu de l'attention portée aux êtres qui nous sont chers, amène les meilleurs à justifier la boucherie. Il faut défendre la société. Lukács discerne soudain l'atroce visage que l'empire du social fait aux êtres. S'envisager comme un autre, agir en fonction d'autrui, en vertu de son appartenance à la collectivité, fait de tous des criminels, des tueurs sans âme dans un orage d'acier. Tandis qu'il a encore son livre sur Dostoïevski en projet, il écrit à son ami Paul Ernst : **« Le pouvoir des structures semble de plus en plus démesuré, et pour la plupart des gens il constitue la réalité plus encore que ce qui existe réellement. Mais, – et pour moi c'est la leçon ultime de la guerre – nous ne pouvons permettre cela. Nous devons tenir encore qu'après tout, nous et nos âmes sont la seule chose essentielle. »** Et dans

une autre lettre : **« Le problème est de trouver les chemins qui mènent d'âme à âme. Tout le reste n'a qu'une valeur instrumentale et sert de moyen à cette fin-là. […] De nombreux conflits disparaîtraient si l'on pouvait […] obtenir que seul devienne conflit ce qui place l'âme devant une alternative. »** Dans un court texte de 1911 faisant suite au suicide d'une amie très chère, il avait déjà analysé le thème de ce qu'il appelle la « bonté » chez Dostoïevski : **« La bonté est une connaissance des hommes qui illumine tout et rend tout transparent, une connaissance dans laquelle le sujet et l'objet s'effondrent l'un dans l'autre. L'homme bon n'interprète pas l'âme des autres, il y lit comme si c'était la sienne ; il est devenu l'autre. »** (*De la pauvreté en esprit*) Dans ses notes fulgurantes pour son livre sur Dostoïevski, nombre de traits font un singulier écho à notre présent, exactement comme l'affaissement de notre époque fait songer à celui de 1914. **« L'État comme tuberculose organisée ; si les bacilles de la peste s'organisaient, ils fonderaient l'empire mondial [...]** La solidarité, le devoir d'aimer [...]. **a) L'Orient : l'autre (les autres : aussi l'ennemi) est toi ; car moi et toi sont des illusions. Bhagavad Gîtâ. b) L'Europe : la fraternité abstraite : la sortie de la solitude. L'autre est mon "concitoyen", mon "camarade", mon "compatriote" (ce qui n'exclut ni la haine de race ou de classe, mais plutôt l'appelle). c) Russie : l'autre est mon frère. Quand je me trouve, dans la mesure où je me suis trouvé, je l'ai trouvé. »** Ce qui se passe alors pour Lukács, face à l'apocalypse de la guerre, face à la défiguration accomplie de l'humanité européenne, c'est qu'il ne peut plus tolérer la gueule monstrueuse du social, même sous ses atours les plus charmants. Et face à cela, il ne voit d'autre recours que de rendre enfin réel, enfin éclatant, enfin indiscutable le *plan de réalité de l'âme*. Il voit bien que c'est le déni opportun de ce plan qui autorise toutes les misères qui mutilent la vie, petit à petit puis d'un coup en un fracassant naufrage. Lukács n'écrira pas son livre sur Dostoïevski. En lieu et place, il nous laissera sa *Théorie du roman*, qui sera publiée en 1916. C'est certainement son meilleur livre – le véritable point culminant de son œuvre.

Il prendra d'ailleurs bien soin de s'en dissocier par la suite, en parlant comme si l'auteur lui était parfaitement étranger. Il y expose le divorce croissant, depuis la Grèce antique, entre le monde social – le « monde de la convention » – et les intériorités, et comment le roman aura tenté de refaire, de diverses manières, leur unité perdue. Le dernier chapitre s'intitule « Tolstoï et le dépassement des formes sociales de la vie ». Le chapitre s'achève sur Dostoïevski qu'il ne tient pas pour un romancier, mais pour le chroniqueur d'une utopie, d'un monde nouveau dont la caractéristique centrale est la *Seelenwirklichkeit* – la réalité effective des âmes. Un monde où ce ne sont pas des sujets flanqués d'une psychologie qui s'entrechoquent et s'entremanipulent sans jamais parvenir à véritablement entrer en contact, tout cela au beau milieu d'une nature désaffectée. Un monde, plutôt, où différentes façons, mouvantes mais lisibles, d'être de plain-pied avec le monde et les autres jouent dans un univers où tout fait à nouveau sens car il est *habité*. **« C'est la sphère d'une réalité des âmes dans laquelle l'homme apparaît en tant qu'homme et non comme être social**, ni davantage comme pure intériorité, par là même abstraite, isolée et incomparable, dans laquelle, s'il arrive un jour qu'elle soit présente comme chose naïvement vécue et spontanée, comme la seule réalité véritablement effective, une nouvelle et parfaite totalité pourra se construire, faite de toutes les substances et relations qui sont possibles en elles et, n'usant de notre réalité qu'à titre d'arrière-plan, la laissera tout aussi loin derrière elle que notre monde dualiste, social et "intérieur" a laissé celui de la nature derrière lui. » Le ralliement de Lukács au bolchevisme, à une définition purement sociale et prétendument scientifique de la révolution, est le premier reniement de celui qui aura l'espace d'un instant, au milieu des tonnerres d'obus, de la démission de tous et des fausses brumes de la guerre chimique, entrevu le dépassement de ce monde qui nous tient plus que jamais entre ses griffes. Toutes ses abjurations ultérieures en découlent. *Histoire et conscience de classe*, en tout cas, appartient déjà à l'itinéraire de dévalements continus que sera la traversée du siècle de Georg Lukács.

Au moment même où Lukács écrivait certaines des études qui forment *Histoire et conscience de classe*, en 1921, Piotr Archinov finissait son livre sur la révolution des ouvriers et paysans ukrainiens que les bolcheviques massacrèrent, les jugeant trop libres à leur goût – trop « anarchistes ». Il refusait que leur histoire soit effacée comme leur armée avait été balayée.

« La tragédie sanglante des paysans et des ouvriers russes ne saurait passer sans laisser de traces. Plus que toute autre chose, la pratique du socialisme en Russie a démontré que les classes laborieuses n'ont pas d'amis, qu'elles n'ont que des ennemis qui cherchent à s'emparer des fruits de leur travail. Le socialisme a démontré pleinement qu'il appartient, lui aussi, au nombre de leurs ennemis. Cette idée s'implantera plus fermement d'année en année dans la conscience des masses du peuple. **Prolétaires du monde entier, descendez dans vos propres profondeurs, cherchez-y la vérité, créez-la : vous ne la trouverez nulle part ailleurs.** Tels sont les mots d'ordre actuels de la Révolution russe. » (Piotr Archinov, *Le Mouvement makhnoviste*, 1921)

# 3.

Les Catalans ne veulent plus de l'Espagne, de ses Bourbons moisis, de sa *Guardia Civil* et de sa passion inquisitoriale. Ils se dotent d'une organisation clandestine ramifiée jusqu'au dernier village de montagne pour organiser illégalement le référendum d'indépendance qu'on leur refuse. Ils ne veulent pas non plus, d'ailleurs, des milliers d'éoliennes dont on compte massacrer leur arrière-pays pour mieux les asservir au réseau électrique européen.

Hong Kong répugne à se laisser annexer par l'Empire chinois, tandis que celui-ci fait du séparatisme son ennemi intérieur numéro 1, qui justifie l'internement d'un million de Ouïghours.

Aux États-Unis, en cet automne 2021, la mode est au *Big Quit* : depuis le début du printemps 2021, 20 millions d'Américains ont rendu leur démission et 4,3 millions rien qu'au mois d'août. Du jamais vu depuis qu'existent les statistiques de démissions. Le goût de servir se perd. Tout le monde en a marre d'être si mal payé, si mal traité, si mal considéré. Plutôt partir.

En France, campagnes et petites villes voient affluer de la métropole les déserteurs qui y étouffaient depuis longtemps. Tantôt seuls, tantôt en couple, tantôt par grappes.

C'est qu'à force de promettre une société d'abondance où le travail sera devenu un souvenir « aberrant », comme le fait Larry Page, et où chacun sera artiste, à force de « faire en sorte que les gens deviennent des objets de recherche de première classe », il se peut que les gens finissent par se considérer comme dignes d'attention, comme valant mieux que leur servitude. Les *jobs* sont devenus *bullshit*, les emplois sont devenus toxiques depuis que le niveau moyen de raffinement des subjectivités a définitivement divergé de la masse des tâches salariées restantes, généralement avilissantes, parasitaires voire néfastes. Internet et les réseaux sociaux éveillent chez quiconque se découvre à l'adolescence une sensibilité singulière – et Dieu

sait si l'adolescence dure à peu près toute la vie, de nos jours –, le sentiment du bien-fondé de celle-ci et le moyen de la cultiver. Celui qui se serait morfondu dans un milieu étriqué se trouve des complices, ou à défaut des semblables. Il n'est pas seul. Il a titre à exister. Avec Internet et les réseaux sociaux, l'ordre social se trouve confronté à la menace, non d'une liberté d'expression excessive ou d'une avalanche de contre-vérités, *mais d'une pluralisation des normes de vie, d'une multiplication des régimes de vérité*. Et cela, c'est autrement plus grave.

Ça déserte, ça fuit, donc, en tous sens, et de partout.

Il faut, de toute urgence, étendre des filets pour retenir les déserteurs.

Des filets salariaux, des filets policiers, des filets médiatiques, des filets légaux, des filets discursifs, des filets institutionnels, des filets cybernétiques.

En France, on passe une loi contre le séparatisme.

On brandit, contre toute vraisemblance, le terrorisme islamiste en vue de s'attaquer à une disposition à la sécession autrement plus diffuse. Hoover et son FBI avaient déjà fait le coup dans les années 1930 : mettre en scène, en pleine crise économique, une grande chasse aux hors-la-loi pour masquer la répression de tout embryon de révolte populaire.

On en profite pour éradiquer les marges que l'on avait toujours laissé subsister, comme l'enseignement à la maison – non sans détruire simultanément l'enseignement public. On se dit qu'une jeunesse abrutie sera moins encline à la rébellion, ou moins armée pour cela.

On flique les associations comme jamais – ces pauvres associations, qui n'avaient jamais eu l'idée qu'aucun pouvoir pourrait jamais les regarder avec méfiance, tant leur légalisme semblait aussi congénital que leur républicanisme. Mais au moment où l'ordre social appesantit son chantage et veut tout réinitialiser, la moindre sortie, même inoffensive, la moindre altérité, même modérée, représente une menace rivale. De simples niches telles que les AMAP populaires, des soupapes de sécurité telles que

l'économie sociale et solidaire ou les réseaux d'entraide informels deviennent soudain suspects.

Il faut au plus vite murer tout échappatoire. C'est cela, la *structure de secte* de cette société. Les huiles essentielles de lavande, tiens, que l'on distille depuis l'Antiquité, sont décrétées d'une dangerosité soudainement inouïe, au cas où certains y chercheraient une alternative à l'empire pharmaceutique.

Tant et si bien que même le débonnaire fondateur de la permaculture s'inquiète de la « diabolisation de ceux qui résistent au plan ». (David Holmgren, « Ruminations pandémiques », septembre 2021)

Tant et si bien que des associations tout ce qu'il y a de plus citoyennes de préservation des semences traditionnelles en appellent à une « insurrection fertile ».

Les démocraties ne savent plus comment annoncer qu'elles ne comptent finalement pas tenir leur promesse que chacun puisse choisir la forme de vie qui lui convient et s'y épanouir.

Partout, les pouvoirs se raidissent. La gouvernementalité chinoise leur tient lieu d'étoile polaire.

Là où toute innocence s'évapore, ne reste que l'obéissance pure, c'est-à-dire la terreur.

Et plus les pouvoirs se raidissent, plus les démocraties deviennent « réalistes », plus elles pavoisent avec leur absolutisme biopolitique, plus elles suscitent de désertions.

La société, en refermant ses portes, s'est constituée en réalité séparée, en entité étrangère. Elle nous a libérés, intérieurement, de sa pesanteur.

Jamais on n'a vu, depuis 1944, la disposition à la falsification de documents se diffuser si loin, et jusque dans les milieux les moins « marginaux », que depuis que l'on exige des tests PCR à tout propos.

Les meilleurs citoyens se sont découvert une âme de quasi-maquisard à mesure que le pouvoir raffinait jusqu'à l'absurde les règles d'un confinement en lui-même aberrant.

Non qu'il ne nous ait été donné de découvrir aussi, autour de nous, des vocations de collabos.

C'est tout un nouveau paysage insoupçonnable qu'ont dessiné les deux dernières années : les chemins de balade où aucune patrouille de gendarmerie ne vous débusquera, la petite ceinture désaffectée, tout autour de Paris, où se retrouvaient ceux qui ne comptaient pas renoncer à vivre pour cause de démence sanitaire, les bars amis qui ne demandent pas le « pass », ceux qui ouvrent clando, la banlieue où toutes ces nouvelles normes font doucement rigoler, les villes et les zones rurales où elles ne prennent pas, les villages où l'on soutient les pompiers et les employés qui refusent de se faire vacciner, les médecins qui délivrent les traitements réprouvés et les infimiers qui font des piqûres en l'air.

Jusque dans l'Éducation nationale, pourtant si disciplinée, il y a des rectrices d'académie qui explosent en sanglots du sort fait aux enfants dans les classes, les cours et les couloirs.




Portugal, portail d'école. « Baisers et embrassades ? Remets ça à ta prochaine vie. Dans la vie réelle, on maintient la distanciation sociale. »

Tandis que les uns se font plus imperméables et plus salauds que jamais, les autres semblent devenus aussi friables que les chaînes logistiques mondiales. Des pénuries subjectives s'annoncent, en sus des pénuries de bois, de jouets, de vélos ou de puces électroniques.

Un certain marranisme gagne les rôles sociaux.

C'est toute une vie *non sociale* qui s'invente et s'expérimente.

C'est un schisme qui est à l'œuvre, et va s'approfondissant. Un partage qui ne suit aucune ligne extérieurement reconnue ni reconnaissable.

Sachant d'expérience à qui ils ont affaire, les pauvres, les anciens colonisés et ceux que la culture a épargnés, inclinent plutôt vers le conspirationnisme. Mais aucune catégorie sociale n'est épargnée. Il n'y a pas

de critère extérieur, de trait de caractère ou d'attribut visible qui permettent de prédire à coup sûr qui ralliera quel camp.

Ceux qui semblaient les plus aliénés se révèlent soudainement les plus libres.

Ceux que l'on croyait les plus légalistes sont disposés aux infractions les plus blâmables.

La cassure historique suit les lignes de fracture les plus intimes à l'intérieur des êtres.

C'est avec la plus extrême prudence que l'on sonde l'inconnu ou le collègue.

C'est à une intonation, à l'usage d'un mot, à une moue fugace que l'on devine celui à qui l'on peut encore parler. Celui à qui l'on peut encore confier nos « doutes ».

Cela fait penser aux débuts de la Résistance, quand les camps n'étaient pas codifiés, quand le grand récit officiel n'avait pas recouvert de ses caricatures le *sfumato* des sensibilités humaines.

Quand, rentrant à Paris en juillet 1940, après l'invasion allemande, une future résistante du réseau du Musée de l'Homme, Agnès Humbert, note que les gens de son entourage « ne sont plus les mêmes. Ils ont acquis un air discret, chafouin, un je-ne-sais-quoi de mesquinement satisfait d'être encore en vie » – un rien, donc, mais un rien décisif.

Quand le chef d'une petite entreprise fournissait aux communistes clandestins les tubes où fourrer leurs explosifs à retardement.

« La vie de la nouvelle humanité est dans la révolution, la révolution naît du schisme », écrivait Amadeo Bordiga, le fondateur du Parti communiste italien avant d'en devenir le plus éloquent critique, à la fin de sa vie dans son article « Le temps des abjurateurs de schisme ».

C'est le grand refoulé de l'histoire des révolutions, leur grand scandale.

Les révolutions n'ont jamais voulu faire « le bien de l'humanité » – quelles qu'aient pu être, instrumentalement, leurs grandes déclarations.

Celui qui veut faire « le bien de l'humanité », il fait un sanatorium, pas une révolution.

Les révolutions ont toujours voulu en finir avec une forme d'existence, avec un type d'humanité devenu un étouffoir.

Il n'y a pas de révolution sympa.

Les aboyeurs de l'ordre existant prétendent qu'il y a les « altruistes » d'un côté et les « égoïstes » de l'autre.

Il se peut que les choses soient un peu plus subtiles, et que ces catégories ne soient pas les plus justes.

Il se peut que ce soient plutôt deux façons de se lier au monde et aux autres qui soient en train de divorcer.

Un article de l'éminent linguiste Émile Benvéniste intitulé « Deux modèles linguistiques de la cité » éclaircit cette distinction. Il part de cette remarque élémentaire : on admet que le latin *civitas* (cité) est l'abstrait dérivé de *civis*, que l'on traduit généralement par « citoyen ». Or, dit-il, comment peut-on traduire *civis* par « citoyen », « qui fait partie de la cité », si en réalité « cité » dérive de *civis* ? Le citoyen ne peut, en bonne logique, précéder la cité. Il reprend alors toutes les occurrences classiques du mot *civis* et remarque que celui-ci est toujours précédé d'un pronom possessif. On ne désigne un *civis* que d'un point de vue situé, à partir d'une expérience singulière, d'un plan de participation partagé. « On est le *civis* d'un autre *civis* avant d'être le *civis* d'une certaine ville. » À la limite, on pourrait traduire *civis* par « concitoyen », si cela ne nous ramenait pas la *civitas* au passage. « Ainsi la *civitas* romaine est d'abord la qualité distinctive des *cives* et la totalité additive constituée par les *cives*. Cette "cité" réalise une vaste mutualité ; elle n'existe que comme sommation. » Tout le contraire du modèle grec : en grec, *politès* (citoyen) provient sans doute possible de *polis* (cité). Il en procède logiquement, linguistiquement et politiquement. « Dans le modèle grec, la donnée première est une entité, la *polis*. Celle-ci, corps abstrait, État, source et centre de l'autorité, existe par elle-même. Elle ne

s'incarne ni en un édifice, ni en une institution, ni en une assemblée. Elle est indépendante des hommes. […] Dans le modèle latin, le terme primaire est celui qui qualifie l'homme en une certaine relation mutuelle, *civis*. Il a engendré le dérivé abstrait *civitas*, nom de collectivité. Dans le modèle grec, le terme primaire est celui de l'entité abstraite *polis*. Il a engendré le dérivé *politès*, désignant le participant humain. Ces deux notions, *civitas* et *polis*, si voisines, pareilles et pour ainsi dire interchangeables dans la représentation qu'en donne l'humanisme traditionnel, se construisent en réalité à l'inverse l'une de l'autre. […] **Toute l'histoire lexicale et conceptuelle de la pensée politique est encore à découvrir. »** (Émile Benvéniste, *Problèmes de linguistique générale*, 1974)

La société de Comte et de la sociologie, la société de tous nos ingénieurs, de tous nos politiciens et de tous nos philanthropes, c'est la *polis* grecque – l'entité abstraite dont nous sommes tous censés procéder – qui a la primauté sur chacun et à laquelle nous avons intérêt à nous plier. C'est la société qui se nourrit de toutes nos interactions pour ensuite se dresser face à nous, nous faire face et nous dominer. C'est la société que gouvernent, en effet, et de plus en plus, les morts. Mais il y a une autre façon de composer les réalités collectives, qui ne pose pas l'individu face à la totalité sociale pour mieux le soumettre, qui part des liens que nourrissent les êtres et bâtit à partir de là. Le schisme en cours a trait exactement à cela : *d'un côté, il y a ceux qui veulent en être, de l'autre il y a ceux qui sont là*. D'un côté, il y a l'offre d'*appartenance* à toutes sortes d'entités abstraites et toutes les *identités* qui en découlent – on est Français parce que l'on appartient à la France, on est homme parce que l'on appartient au genre masculin, on est militaire parce que l'on appartient à l'armée. De l'autre, il y a la *participation* au monde et l'*expérience* dans laquelle cette participation se forge. Aujourd'hui, celui qui part de son expérience singulière, celui qui ose dire « je » à partir de là, et non pour ventriloquer le monologue des identités, passe pour un excentrique, un provocateur voire un fauteur de trouble. La

liberté d'expression est conditionnée à ce que l'on parle « en tant que » ceci ou cela, c'est-à-dire dans le respect de la police sociale des identités. C'est d'ailleurs la meilleure façon de faire taire. Rares sont ceux qui, comme les Black Panthers y parvinrent un temps, savent subvertir, user comme d'un bouclier puis retourner offensivement l'identité à laquelle ils sont assignés. La pente générale est cet infernal besoin d'adosser son existence à un Grand Être pour se sentir autorisé à se manifester. Le règne des écrans, des profils numériques et des réseaux sociaux procure à cette impuissance à être là l'occasion d'une affirmation souveraine. L'appartenance fonctionne alors comme substitut de participation et l'identité comme substitut d'expérience. Elles sont la *came* qui vient faussement combler et finalement accuser le besoin réel.

Le schisme est donc entre deux types de « nous ». Le « nous » *représentatif* de ceux qui partagent un attribut – être suisse, policier, chasseur, LGBTQIA+, etc. – en vertu duquel ils peuvent avoir représentants, députés, porte-parole, icônes, droits ou syndicats, et le « nous » expérienciel de ceux qui partagent un vécu et se retrouvent dans la prise de parole, le geste ou l'histoire de quelqu'un. Partout, dans cette époque, les « nous » représentatifs se trouvent débordés par les « nous » expérienciels, si plastiques, si instables, mais si puissants. Le mouvement des Gilets jaunes, typiquement, est parti de quelques vidéos devenues virales d'individus s'exprimant seuls face à leur caméra, mais dont les mots faisaient écho à l'expérience commune. Il n'en a pas moins bâti un « nous » expérienciel d'une rare intensité qui exigeait qu'il dévorât impitoyablement tous ceux qui voulurent s'en faire, à un moment ou à un autre, les représentants. Les « nous » représentatifs sur lesquels cette société s'est édifiée ne comprennent pas cette irruption historique des « nous » expérienciels. Ils en sont littéralement terrifiés, traumatisés, révoltés. Une étude de 2013 de chercheurs de Harvard sur la censure chinoise a montré que les critiques, même cinglantes, de l'État ou du Parti ne sont pas particulièrement

censurées. Ce qui l'est en revanche systématiquement, ce sont les publications qui présentent le moindre risque d'encourager à l'action collective, particulièrement si cette volonté d'action et les adresses IP correspondantes se concentrent dans une même zone géographique. « L'appareil de censure semble valoriser la passivité de la population par-dessus tout – et, étonnamment, même lorsqu'il semble que les personnes concernées souhaitent organiser une action favorable au gouvernement. La préoccupation du gouvernement pourrait se formuler ainsi : "Lorsque la population apprend à se mobiliser, même si elle le fait dans le but de nous soutenir, qui sait ce qu'elle tentera ensuite ?" » (Zeynep Tufekçi, *Twitter & les gaz lacrymogènes*, 2019)

Ces dernières années en France, le pouvoir ne cesse d'expérimenter de nouveaux dispositifs de collaboration entre gendarmerie et population afin d'élargir la base de son contrôle territorial – ce sont les programmes « Voisins vigilants », « Participation citoyenne », la cellule DEMETER avec la FNSEA ou les chasseurs recrutés comme auxiliaires de gendarmerie.

Séparatisme, primat de l'expérience, concentration territoriale – les effrois profonds du pouvoir sont nos meilleures indications stratégiques.

La marche à suivre s'en déduit aisément.

# 4.

Nous voulons nous venger.

Nous venger de ces deux années de torture blanche. De nous être fait tordre le bras pour que nous nous vaccinions. Des morts que nous n'avons pas pu enterrer. Des amis perdus, amochés ou sous anxiolytiques. Du désert qui croît. Du silence forcé. Des couleuvres galactiques que l'on nous a fait avaler. Des injures à la logique. Des balafres à la sensibilité. Pour les vieux, abandonnés sans préavis, et les enfants, maltraités sans raison.

Nous venger pour la terre bousillée et les océans moribonds. Pour les êtres admirables que la machine du progrès a écrabouillés et les saints qui finirent à l'asile. Pour les villes assassinées et les campagnes vitrifiées. De l'offense faite à ce monde et pour tous les mondes qui ne sont pas advenus. Pour tous les vaincus de l'Histoire dont on ne célébrera jamais le nom.

Nous venger de la morgue des puissants et de l'insondable bêtise des managers. De la certitude qu'ils ont tous de leur bon droit à écraser les autres. De l'impudence avec laquelle ils prétendent continuer sur leur lancée de brigands. Du vacillement, du doute et de l'impuissance qu'ils ont su éveiller en nous.

On reconnaît les salauds, dans cette époque, à ce qu'ils ne disent jamais ce qu'ils veulent, qu'ils prétendent même ne rien vouloir et que nul, d'ailleurs, ne veut jamais rien. Et cela forme la condition pour toutes leurs petites manigances incessantes.

Nous voulons nous venger, et nous avons la haine sereine, raisonnée, non écumante.

Au reste, nous nous vengeons déjà.

Une bonne vengeance est toujours salutaire. C'est le meilleur antidote contre le ressentiment.

Le ressentiment n'est que la vengeance à laquelle on a sursis.

Les révolutionnaires, disait Walter Benjamin, « se nourrissent de l'image des ancêtres asservis, non de l'idéal d'une descendance affranchie ».

Les cosmocrates ne cessent de nous désigner le futur, apocalyptique ou enchanteur, pour nous détourner de leurs crimes passés, sur quoi repose leur pouvoir présent.

Nous savons qui ils sont. Nous les avons vu faire depuis des millénaires.

Nous sommes le savoir accumulé des générations, possiblement de l'espèce tout entière.

Le coup qu'ils sont en train de nous faire avec leur programme de convergence NBIC, ils nous l'ont déjà fait cent fois.

Au XVII^e siècle, « améliorer la terre » était le grand projet et la justification morale de la colonisation des Amériques et du massacre des Indiens. Les « Sauvages » étaient peut-être beaux, et sages, et fascinants, mais ils n'étaient pas assez efficaces pour mériter de si riantes contrées. À voir le résultat concernant ladite terre, on imagine quelle dévastation promet l'« amélioration des humains ».

Ce n'est en rien un paradoxe que les êtres les plus malfaisants prétendent toujours agir « pour le bien de l'humanité ». C'est qu'il faut au moins ça, en fait de désinhibition, pour commettre toutes les horreurs qu'ils projettent.

Les cosmocrates prétendent maintenant détenir toutes les solutions aux problèmes qu'ils ont créés.

Nous, nous savons qu'ils *sont* le problème.

Nous n'avons rien à objecter à la coalition « Business for Nature », au « Green New Deal » mondial ou au « Great Reset ».

Il n'y aura pas de débat avec eux.

Ce qu'ils ont déjà fait dit suffisamment combien il est exclu de les laisser faire encore.

Si nous les laissons faire, ils finiront par breveter la photosynthèse.

Nous devons simplement nous débarrasser d'eux.

La question n'est pas celle de la transition, mais celle de leur disparition.

Que le moteur de toute révolution soit d'abord la vengeance est toujours apparu comme scandaleux aux yeux de la social-démocratie. C'est ainsi que la gauche a toujours énervé ses meilleures forces. Et qu'elle n'a cessé de les pousser dans les bras du fascisme.

Et c'est l'erreur de tous ceux qui se sont crus commissionnés par l'Humanité, lors du confinement de 2020, pour établir de ridicules plans pour le « monde d'après ».

Ceux qui pensent que pour faire une révolution il faut avoir en poche le programme du monde futur se trompent grossièrement. Toute l'histoire montre qu'ils se sont toujours trompés.

La cathédrale de Chartres a été construite sans plan.

Ce face à quoi nous nous trouvons a de bonnes raisons de nous faire reculer : nous sommes face au résultat d'une entière civilisation. Le ravage anthropologique et planétaire qui s'expose désormais partout est l'aboutissement d'un processus qui a peut-être commencé avec la naissance de la civilisation, voire avec notre séparation d'avec la « nature ». Même si, en nous, toute continuité avec ce qui nous dépasse ne s'est jamais perdue, la tâche de revenir sur une erreur plusieurs fois millénaire, et qui a fait de nous ce que nous sommes – nos façons de penser, de sentir, de faire, et jusqu'aux angoisses qui nous structurent – est si considérable que la plupart d'entre nous préfèrent baisser les bras, et se laisser aller à ce qui est déjà là, et si aguicheur. Et certes, il vous prend quelque langueur le jour où vous vous avisez qu'il va falloir inverser le processus du monde depuis dix mille ans.

Prendre ce grand virage, à quelque vitesse que ce soit, est pourtant la seule voie non morbide.

Nos yeux tournés vers le passé, c'est donc aussi, dans le présent, le conflit entre deux futurs qui se joue. C'est une lutte de titans à l'échelle de nos existences singulières et minuscules. D'un côté, il y a le projet du contrôle universel, de maîtrise de l'immaîtrisable, et de l'autre il y a l'acceptation du caractère aléatoire, processuel et proliférant de la vie.

Le projet adverse est sans espoir, mais il est armé de stratégies éprouvées, de moyens colossaux et d'une volonté fanatique.

Face à cela, déserter ne suffit pas.

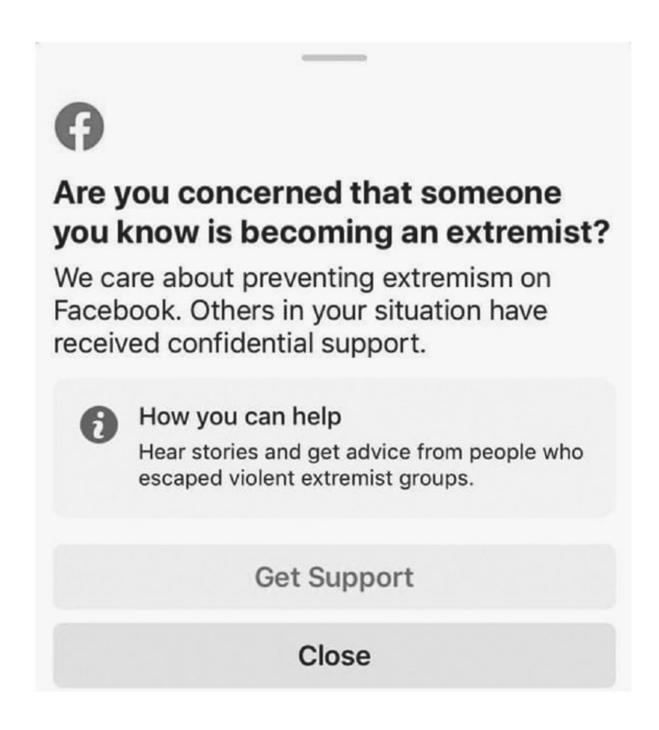
C'est une guerre. Une guerre réclame des stratégies, une répartition des rôles, la mise en branle de ressources matérielles et subjectives.

Or c'est le paradoxe propre aux énoncés stratégiques *actifs* que leur formulation publique contrevient comme telle à leur réalisation pratique.

Nous voici donc, à l'issue de ce modeste manifeste, face à ce qui ressemble à une aporie logique.

Rendre publique une stratégie révolutionnaire et ne pouvoir la mettre en œuvre ou n'en pas formuler et se résigner à exposer des constats, des analyses, des *histoires*.

Si nous sommes sérieux, nous ne pouvons conclure sur autre chose que sur des considérations de méthode, de méthode dans la construction des forces susceptibles d'élaborer, de porter et de manier les nécessaires stratégies.



La première considération a trait à la question de l'espace public et de la publicité. Une vieille idée reçue veut qu'agir, agir « politiquement » – puisque c'est ainsi que l'on nomme la confrontation entre deux projets de monde incompatibles – soit synonyme d'agir publiquement. Cette idée est défunte. Celui-là même qui déclencha, par le récit en larmes à la télé des séances de torture qu'il venait de subir, la révolution égyptienne de 2011, Wael Ghonim, en convenait déjà en 2015. Lui, l'ingénieur informatique de Google dont la page Facebook est censée avoir été à l'origine des Printemps arabes, reconnaît qu'une telle chose ne pourrait plus se produire à présent. En dix ans, les pouvoirs ont rattrapé leur retard. Ils ont largement neutralisé cette menace. Ils l'ont même retournée en instrument de contrôle, de fichage, de pilotage et d'oppression. Comme l'écrivait une blogueuse égyptienne en 2016 : « Les media sociaux sont toujours mis en avant pour leur rôle dans le Printemps arabe, en particulier dans la révolution égyptienne. Eh bien, je pense qu'il est temps de dire au monde entier que les media sociaux sont également en train de tuer le Printemps arabe. » (Zeinobia, « Egyptian chronicles : Egypt's Internet Trolls : The Union ») Si l'on ajoute à cela les récentes révélations concernant le logiciel Pegasus de la firme israélienne NSO, il n'est que trop clair que l'activisme politique par smartphone a du plomb dans l'aile. Or c'est justement sur les réseaux sociaux que s'est déplacé l'essentiel de l'arène politique et prépolitique. C'est là que les gestes et les paroles deviennent, ou non, des événements. C'est là que se mènent les guerres d'influence. L'erreur serait de penser que l'on peut bâtir une force active à partir de là. Les media sociaux ne sont plus qu'un simple théâtre d'opérations où de brèves incursions peuvent être pratiquées, où des brèches momentanées peuvent être ouvertes, par des forces constituées ailleurs et autrement. Et où, plus que jamais, tout est *su*. La lumière de la publicité actuelle obscurcit tout. S'y exposer, c'est signaler sa position *pour rien*. Aucune vérité ne peut plus s'y faire jour. À peine y peut-on, par extraordinaire, fracasser le mensonge. La critique se ramène, en régime cybernétique, à une simple boucle de réatroaction, à une fonction de

stabilisation du système. Il se peut que la manifestation physique traditionnelle elle-même, qui postule que défiler en nombre dans l'espace public constituerait par sa seule apparition un geste politique, soit une forme révolue. C'est ce qu'incline à penser l'impuissance, au-delà du fait de s'y sentir moins seul que chez soi, des manifestations contre le « pass sanitaire », ou la répétition des cortèges du samedi des Gilets jaunes, passé le moment insurrectionnel initial. Autre mauvaise nouvelle : la croyance qu'il y aurait à construire un « mouvement » est sans doute, elle aussi, caduque. C'est en tout cas ce qu'avance le sociologue américano-iranien Asef Bayat lorsqu'il analyse les révolutions arabes comme des « non-mouvements » exprimant une « politique de la présence » où c'est la vie elle-même qui est politique, où il n'y a pas à se hausser à quelque hauteur discursive et démonstrative pour acquérir on ne sait quelle dignité politique d'où émanerait un prestige toujours douteux. Les mouvements reposent sur un commun arrachement, les non-mouvements sur une commune présence. S'il y a quelque chose d'indéniablement politique dans le fait de refuser, pour tel ou tel établissement, de contrôler le « pass sanitaire », la mise en acte de ce refus est souvent contradictoire avec le fait de l'*afficher*, sauf à risquer de trouver son bar nassé par une descente de la police venue se venger de pareille outrecuidance – comme cela a pu se voir, à l'automne 2021 dans le 20e arrondissement de Paris. Divorce, donc, du politique et du public. Vu la quantité de faussetés à quoi leur équation avait pu mener au fil des siècles, c'est en réalité plutôt une bonne nouvelle. Nous sommes dans ces circonstances historiques où ceux qui veulent agir révolutionnairement doivent se garder de le montrer, et où ceux qui s'affichent comme révolutionnaires prouvent seulement par là qu'ils ont renoncé à l'être effectivement.

La deuxième considération, qui découle de la précédente, est la nécessité de se réapproprier l'art de conspirer. Les premières formes d'organisation ouvrière, au XIXe siècle, furent conspiratives. Mais la victoire idéologique du

marxisme, tout à sa stratégie de conquête électorale du pouvoir et à son œuvre d'édification scientifique des consciences, a eu pour conséquence de refouler la dimension nécessairement conspirative de toute activité subversive conséquente. En réalité, cette dimension n'a jamais disparu, mais il a fallu la dénier. Lénine réceptionnait dans l'ignorance et la désapprobation du comité central de son propre parti l'argent des braquages qui servait à le financer. Il suffit de s'intéresser au rôle décisif du clandestin Jean Jérôme dans l'histoire du Parti communiste français après 1945 pour réaliser que les hiérarchies publiques correspondent rarement au pouvoir réel. En vérité, Marx lui-même n'aurait pu assumer officiellement ce qu'il écrivait à Engels en 1851 : « Cet isolement authentique, public, dans lequel nous vivons, toi et moi, me plaît beaucoup. Il répond tout à fait à nos positions et à nos principes. Tout ce système de concessions réciproques et de demi-mesures qu'on tolère au nom des convenances, le devoir d'assumer aux yeux du public sa part de ridicule dans le parti en compagnie de tous ces ânes, tout cela a maintenant pris fin. » Même Rosa Luxemburg confessait en mai 1917 depuis sa prison : « Vous le savez, j'espère malgré tout que je mourrai à mon poste, dans une bataille de rue ou au bagne. Mais mon moi le plus profond appartient plus à mes mésanges charbonnières qu'aux “camarades”. » Il se peut que toutes les grandes organisations révolutionnaires de l'histoire se soient toujours ramenées, de la base au sommet, à quelques grandes et belles amitiés. Et que, comme l'écrivait Baudelaire à Flaubert : « La foi aveugle de l'amitié […] implique la vraie politique. » Plus que jamais, dans cette époque, on fait partie soit du problème, soit de la solution. Et plus que jamais, la conspiration fait partie de la solution. La conspiration, non comme simagrées et airs d'initiés de ceux qui veulent bien signifier aux autres qu'ils en sont, mais comme continuité éthique inhérente aux relations véridiques entre les êtres, comme limite absolue à la capture cybernétique de celles-ci. C'est seulement depuis ce fond-là que peuvent sourdre le courage et la détermination à ne plus respecter les normes et règlements extérieurs du monde des cosmocrates. Le

“bon” de la Résistance […] : c’était cette grande âme partagée. […] Nous étions une vingtaine qui vivions l’âme ouverte » (Jacques Lusseyran, *Et la lumière fut*, 1953). Le « bon » des Gilets jaunes, c’était les ronds-points ostensiblement occupés le jour et les radars discrètement pétés la nuit. La seule limite historique notoire à l’activité conspirative est le flanc qu’elle prête à l’infiltration. Face à cela, le remède est la démultiplication des conspirations, qu’il y en ait de si nombreuses et qu’elles soient si variées et si répandues, qu’aucune d’entre elles ne puisse être si déterminante que son noyautage entraîne la perte de tous. Victor Serge remarquait, en son temps, qu’« il n’est pas de force au monde qui puisse endiguer le flot révolutionnaire quand il monte et que toutes les polices, quels que soient leur machiavélisme, leur science et leurs crimes, sont à peu près impuissantes ». (*Les Coulisses d’une sûreté générale. Ce que tout révolutionnaire devrait savoir sur la répression*, 1925) Une telle façon d’envisager la dimension conspirative de nos existences entraîne un rapport au temps étranger à la pure événementialité politique. Quoi que l’on pense de ce que les zapatistes du Chiapas sont devenus, les dix années qu’ils consacrèrent avant 1994, sous les radars, moléculairement, artisanalement, à construire les complicités humaines, la compréhension commune et la force militaire capables de s’emparer, le jour venu, de San Cristóbal de Las Casas et des principales villes de leurs districts restent un exemple de méthode à méditer.

Troisième considération : si conspirer signifie partager un même esprit, alors nous ne pouvons nous en tenir au règne policier des identités établies. C’est manifestement, pour les maîtres de ce monde, la principale technique de dispersion des forces adverses, et donc de maintien de l’ordre, que d’assurer leur séparation étanche. « Les femmes » contre « les hommes », « les Européens » contre « les musulmans », « les agriculteurs » contre « les bobos urbains », « les intersectionnels » contre « les cisgenres », les radicaux contre les modérés et pourquoi pas « les antivalidistes » contre les « validistes » – tout un inlassable travail de zizanie méthodique est livré afin

que chacun reste bien à sa place. Un système dénué de tout principe ne cesse d'accuser ceux qui se rencontrent de se trahir eux-mêmes. Ce chantage est risible. Nous vivons dans une époque où des moines capucins d'une confrérie réputée « intégriste » du Beaujolais sabotent des antennes-relais et où, lorsqu'ils se font arrêter, le supérieur de l'ordre défend l'« erreur de jeunesse » – les moines ont quarante ans – et que de toute façon « les ondes sont très nocives à la santé ». Nous ne pouvons céder au type de pressions médiatiques et militantes qui aura consisté à isoler quelques groupuscules fascistes dans les premières manifestations des Gilets jaunes pour dissuader tous ceux qui en brûlaient de se joindre au soulèvement. Il n'y a pas à craindre le contact, quitte à ce qu'il se fasse à coups de poing et qu'il consiste à mettre en fuite lesdits groupuscules. « Beau comme une insurrection impure », disait un tag du samedi 24 novembre 2018 sur les Champs-Élysées. Les prêches de pureté ont toujours été la signature des grands corrompus. Tous les syndicats de la mauvaise conscience historique qui tirent leur crédit militant de parler au nom des opprimés qu'ils ne sont plus depuis longtemps et de faire levier sur le fond de culpabilité chrétienne qui gît au cœur de chaque gauchiste sont à compter au nombre des agents du maintien de l'ordre. Ils en tirent d'ailleurs de substantiels profits symboliques. La joie de conspirer est celle de la rencontre, de se découvrir des frères et des sœurs là même où l'on s'y attendait le moins. Les catégories sociales ne sont pas *réelles*. Seule est réelle l'obstination à les faire prévaloir, et à s'y conformer. S'en servir pour nier la singularité des êtres, pour piétiner la façon propre qu'ils ont de s'en accommoder, relève de l'infamie, ou de la grossièreté, ou des deux. Le monde est fait de processus et de relations, non de sujets et de prédicats. À Paris, le second samedi des Gilets jaunes, nous nous massons vers le bas des Champs-Élysées. Nous voulons marcher sur l'Élysée, évidemment. Une ligne de gendarmes mobiles nous en empêche. Une *Marseillaise* retentit. Elle est à l'adresse des casqués. Elle leur dit, ingénument : « Allez, les gars, venez avec nous. Laissez-nous passer. Changez de camp. Nous sommes du même bord. » C'est bien sûr une

illusion enfantine, à quoi répond un cumulonimbus de gaz lacrymogènes. Nous nous dispersons. Certains vomissent. Tout le monde pleure. Un quart d'heure plus tard, une fois la nuée toxique évanouie, la même foule se masse à nouveau contre la même ligne de gendarmes. Une seconde *Marseillaise* s'élève, sauf que celle-là veut dire : « C'est de votre sang que nous abreuverons nos sillons. Vous êtes des chiens galeux. Nous allons vous manger. » Un gouffre subtil sépare ces deux chants. Tout est dans la façon. Une *Marseillaise* n'est pas nécessairement une *Marseillaise*. Comme un *Bella Ciao* n'est pas nécessairement un *Bella Ciao*. Même un ingénieur des Mines n'est pas nécessairement un ingénieur des Mines. Rien ne se ressemble. Si, au début de la Résistance, on s'en était tenu à qui est catholique et qui est protestant, qui est communiste et qui est anarchiste, qui est français et qui est arménien, qui est républicain et qui est monarchiste, qui est ouvrier et qui est universitaire, on n'aurait eu l'audace de rien. De fait, les précaires barrières du Moi ne résistent guère aux risques pris en commun. C'est dans la pratique, à l'épreuve, que l'on sait avec qui l'on peut s'agencer et qui doit être éloigné. Le tout est de ne pas laisser un De Gaulle débarquer subrepticement et prétendre représenter le tout de la conspiration. Notre époque est particulièrement riche de ces déserteurs immobiles qui logent jusqu'au cœur de l'appareil adverse. Plus rien ne tient. Il y a des Snowden potentiels partout. Mais les Justes cachés ne portent pas de badge. Il faut prendre le risque de les rencontrer, d'être déçu ou émerveillé. Il ne sert à rien d'opposer maquisards et marranes. Il y a des déserteurs par l'esprit partout. Le tout est de parvenir à briser la glace sociale. À poser les conditions de possibilité d'une communication d'âme à âme. De parvenir à organiser la rencontre, en somme. Et ainsi, tisser un plan conspiratif qui va s'étendant, se ramifiant, se complexifiant, s'approfondissant. Résister, surtout, à la tentation de se refermer en un groupe, en une entité qui s'appréhende à son tour depuis le dehors. Les groupes ne sont bons qu'à trahir ce en vertu de quoi ils ont été formés.

Des maquis, donc.
Des hauts lieux.
De belles rencontres.
De la méthode, de la ténacité et de la prudence.
Des alliés sûrs.
Un état à la fois diasporique et concentré.
Des attaques audacieuses contre les cibles logiques.
Et la certitude que nous sommes la vie enfin victorieuse.

**« Tu es un paranoïaque novice… Bien sûr, un système du “Ils” est nécessaire, mais ce n’est que la moitié de l’histoire. Pour chaque “Ils”, il devrait y avoir un “Nous”. Dans notre cas, il y en a un. Une paranoïa créative implique de développer un système du “Nous” au moins aussi profond que le système du “Ils”. »** (Thomas Pynchon, *L’Arc-en-ciel de la gravité*, 1973)

# Crédits et sources des illustrations

1 : Capture d'écran de la chaîne de télévision australienne 7News, droits réservés.

1 : Campagne de prévention contre le Covid 19, Cascais (Portugal), droits réservés.

1 : Karl Popper et Friedrich von Hayek, droits réservés.

1, 2 : Campagne de prévention contre le Covid-19 dans le métro de New York, droits réservés.

1 : « *Bones when will covid end !* », image virale (mème).

1 : © Alireza Pakdel.

1 : Hong-Kong 13 novembre 2019 © Keith Tsuji / ZUMA Wire / Alamy Live News.

1 : Campagne américaine « *Truth Dollar* », 1950 © Stanford University / Hoover Institution / Alamy.

1 : « *Baby in Skinner Box* » © Sam Falk / Science Photo Library.

1 : « *World's Highest Standard of Living* » © Margaret Bourke-White / Getty Image.

1 : droits réservés.

1 : Michel Frois, général Beaufre et amiral Barjot (Port Saïd, 1956), droits réservés.

1 : campagne pour l'application TousAntiCovid sur les réseaux sociaux (France), droits réservés.

1 : *The protected need to be protected from the unprotected*, image virale (même).

1 : B. F. Skinner et sa fameuse Skinner box © Nina Leen.

1 : « *Holland Tunnel Port Authority* » © droits réservés.

1 : « Ouah ! Écoute ça… », image virale (mème).

1 : « *I delete your posts* », image virale (mème).

1 : détournement de *Jérémie*, 50, 2 : droits réservés.

1 : « *You'll own nothing and you'll be happy* » © Lushlux.

1 : © Nora Bar / Mucinex.

1 : Image virale (mème).

1 : campagne de vaccination dans le métro New-Yorkais, droits réservés.

1 : Campagne de prévention contre le Covid-19 (Paraguay), droits réservés.

1 : un salon de beauté responsable, droits réservés.

1 : John D. Rockefeller en 1900 © Oscar White / Hulton Archive / Getty Images.

1 : © Charles Burns.

1 : Gyorgy Lukács, droits réservés.

1 : Campagne de prévention contre le Covid 19 sur un portail d'école (Portugal), droits réservés.

1 : « *Are you concerned that someone you know is becoming an extrémiste ?* », droits réservés.